L'ENVIRONNEMENT « RÉVOLUTIONNAIRE » : PRATIQUES, DISCOURS ET DYNAMIQUE SOCIO-ENVIRONNEMENTALE DE LA GESTION DES RESSOURCES CÔTIÈRES À CUBA

Sabrina Doyon
Department of Anthropology
McGill University
Montréal

Submitted : April 2003

A thesis submitted to McGill University in partial fulfilment of the requirements of the degree of Doctor in Philosophy

© Sabrina Doyon 2003

RÉSUMÉ

Cette recherche porte sur l'analyse de la dynamique de la gestion des ressources côtières dans le village de Las Canas, situé dans la province de Pinar del Rio, à Cuba. Cette dynamique est analysée à travers l'étude des pratiques et des discours environnementaux de la population de la communauté de Las Canas, de chercheurs impliqués dans un projet de développement durable des mangroves du secteur et de représentants de l'État membres du ministère des Sciences, des techniques et de l'environnement ainsi que d'autres agences gouvernementales impliquées dans la région. La recherche étudie comment, dans un contexte de transformations marqué par une détérioration environnementale, une crise économique aiguë, et une décentralisation étatique, ces trois groupes d'acteurs exploitent et protègent les ressources naturelles et construisent les relations socio-environnementales à travers leurs liens entre eux et l'environnement.

Sur la base d'une approche anthropologique ethnographique guidée par la théorie de l'écologie politique et des approches critiques du développement, la recherche présente d'abord, dans le contexte social, politique et économique cubain marqué par les idéologies et les pratiques révolutionnaires socialistes en place depuis plus de 40 ans, les pratiques environnementales de la communauté de Las Canas organisées autour de la pêche, de l'agriculture, du tourisme, et d'activités illégales liées à ces pratiques. Ces pratiques, articulées autour de l'organisation sociale de la communauté, se sont transformées et intensifiées dans les dernières années et représentent une forme de résistance sociale et économique face au système, où les discours environnementaux de la population expriment son insatisfaction face à son milieu et sa qualité de vie. Les pratiques et discours environnementaux des chercheurs sont pour leur part orientés vers la protection des mangroves, et à travers lesquels ils veulent développer, à l'aide de l'État, une gestion communautaire participative de l'environnement dans la population, qui permettra à cette dernière de développer une

conscience de l'environnement et de la responsabiliser face à sa protection et au développement communautaire, tentant ainsi de modifier par la base les paramètres de la société. Enfin, l'État et ses représentants cherchent à maintenir les valeurs révolutionnaires dans la population et à augmenter sa production économique en contrôlant l'exploitation locale des ressources et en imposant une autonomie locale par rapport à la gestion de l'environnement. Cette recherche conclue en démontrant comment ces relations socio-environnementales « multi-dialectiques » s'influencent entre elles et marquent l'environnement de manière à créer une nouvelle dynamique sociale qui représente les différentes perspectives que les acteurs impliqués ont de la révolution et comment ils la vivent, la transforment et se l'approprient.

ABSTRACT

This research analyses the dynamics of coastal resource management in the village of Las Canas, located in the province of Pinar del Rio, Cuba. More specifically, this study examines the environmental practices and discourses of individuals in the community of Las Canas, of researchers involved in a sustainable development project focused on the mangroves in the region, and of state representatives from the Ministry of Science, Technology and Environment (CITMA), as well as other governmental agencies involved in the area of Las Canas. This research examines how, in a context of transformation characterized by environmental degradation, deep economic crisis and state decentralization, these three categories of social actors, that is, individuals, researchers, and state representatives, exploit and protect natural resources and construct socio-environmental relations through linkages among themselves and with the environment.

Based on an ethnographic anthropological approach, and guided by political ecological theory and critical approaches in the anthropology of development and development discourse, the research examines the environmental practices of the community of Las Canas in the social, political and economic context of post-revolutionary Cuba. As such, I examine these environmental practices, as manifest through fishing, agriculture, tourism, and illegal activities associated with environmental resources. In particular, I examine how these latter practices are intertwined within the community's social organization and have been transformed and intensified in the past few years and, subsequently, can be viewed as a form of social and economic resistance to the official system, wherein local people's environmental discourses express their dissatisfaction regarding the quality and circumstances of their lives. On the other hand, I examine the environmental practices and discourses of the researchers working in Las Canas, which are oriented towards the protection of the mangrove habitat. The researchers want to develop, with the

support of the state, a community-based participatory environmental management system, which will allow the community to develop an environmental consciousness, and become accountable for environmental protection and their own development; an approach that involves an attempt by the researchers to redefine societal parameters on the local level. Finally, I examine the role of state representatives, who are seeking to maintain revolutionary values in the population and to improve economic production by controlling local resource exploitation while implanting new institutions for local autonomy in the domain of environmental management. This dissertation concludes by demonstrating how "multi-dialectical" socio-environmental relations create a new social dynamic, which is shaped and influenced by the different social actors' perspectives on the revolution, as well as the means by which they live, transform, and appropriate it in their own way.

AVANT-PROPOS

Cette recherche n'aurait pu être rendue possible sans l'aide et le support de plusieurs personnes. Je tiens d'abord à remercier le gouvernement cubain et celui de la province de Pinar del Rio pour avoir accepté que j'effectue ma recherche sur leur territoire et avec leurs habitants. Je tiens aussi à remercier la Fondation Fernando Ortíz, et plus particulièrement le Dr Miguel Barnet et le Dr Jesus Guanche qui ont supervisé ma recherche lors de mon séjour et grandement facilité ce dernier grâce à l'aide qu'ils m'ont entre autres offert pour obtenir les différents permis dont j'ai eu besoin. Je souhaite offrir de grands remerciements aux membres du projet MASOREC qui ont participé à ma recherche avec enthousiasme, et plus particulièrement à Greicy Rodriguez et Ania Bustio, avec qui j'ai pu échanger à maintes reprises sur ma recherche et mon expérience, qui m'ont aidé à m'établir dans la région d'étude, qui m'ont aidé à obtenir les permis de recherche, qui m'ont partagé leurs données de recherche, et qui ont montré à mon égard un appui, un support et une chaleur sans réserve. Je souhaite aussi remercier le CITMA de Pinar del Rio dont la direction a facilité ma recherche par les permis qu'elle m'a octroyés et les entrevues que ses membres m'ont accordés. Je tiens à remercier du fond de mon cœur les habitants du village de Las Canas et sa déléguée Ildelisa, qui m'ont accueilli dans leur communauté et accepté que j'y conduise mes recherches. Plus particulièrement, je souhaite remercier chaleureusement la famille Fonticiella, où j'ai demeuré pendant mon séjour dans la communauté et qui m'a accepté comme sa propre fille à travers les joies et les peines quotidiennes; je serai toujours redevable pour le support, l'amitié, l'amour, l'humour, et la confiance que Pupa, Lola, Ana, Ivan, et Miguel m'ont offerts inconditionnellement. Je veux aussi remercier profondément Migdalia, Antonio et Tony, qui m'ont accueilli dans leur maison comme une des leurs, et plus particulièrement Mabel, mon amie et ma sœur, pour son aide, son support, ses rires, son affection, et son amitié que je porterai pour toujours dans mon cœur.

Je tiens à remercier profondément mon comité de recherche à l'université McGill pour leur support, leurs commentaires constructifs et leur guidance dans tout le processus de mes recherches. Plus particulièrement, je désire remercier chaleureusement le professeur Colin Scott, mon directeur, pour son appui et son support général tout au long de mes quatre ans de doctorat, ainsi que pour sa disponibilité, ses commentaires toujours constructifs et stimulants et ses conseils très utiles. Je désire aussi remercier le professeur John Galaty pour son aide tout au long de mes recherches et ses commentaires au niveau des théories du développement. Les professeurs Kristin Norget et Philip Oxhorn m'ont aussi beaucoup aidé en ce qui concerne le cadre ethnographique de ma recherche et m'ont permis d'élargir mes perspectives sur ce pays complexe et riche.

Je tiens à remercier du fond de mon cœur le professeur Yvan Breton sans qui cette recherche n'aurait jamais eu lieu. Son exemple, son appui sans faille, son support indéfectible, sa confiance, ses conseils, sa disponibilité, et son amitié m'ont grandement aidé et motivé pendant tout le cours mon doctorat, tant sur le plan professionnel que personnel. Je tiens aussi à remercier de la même manière Pierre Bouret, d'abord pour ses commentaires, révisions et corrections sur la thèse, mais aussi pour son support, ses conseils judicieux, sa disponibilité infaillible, et sa très grande aide à toutes les étapes de mon doctorat; son amitié m'est très chère. Je souhaite aussi remercier grandement Sean Brotherton pour son amitié, son aide, nos longues conversations, et son support à tous les niveaux lors de mon terrain. Je veux aussi remercier Nathalie Renauld pour la réalisation cartographique de la thèse ainsi que pour son soutient, ses encouragements et sa passion. Je désire aussi remercier ma mère pour son exemple, son soutient constant et son amour qui m'ont une fois de plus permis de réaliser ce travail. De même, je veux remercier Simon, mon compagnon de vie, dont l'ouverture, la patience, le support, et l'amour m'ont aidé tout au long de mon doctorat.

Enfin, je veux exprimer ma reconnaissance au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la

recherche, le Centre de recherche sur le développement du Canada, l'Association des anthropologues canadiens pour la bourse de recherche Richard F. Salisbury, le Social Sciences and Humanities Research Grant de l'université McGill, et le Center for Society, Technology and Development de l'université McGill, pour leur appui financier sans quoi cette recherche n'aurait pu être possible.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ ..... **I**

ABSTRACT ..... **III**

AVANT-PROPOS ..... **V**

TABLE DES MATIÈRES ..... **VIII**

CARTES ..... **XI**

TABLEAUX ..... **XI**

FIGURE ..... **XI**

LISTE DES ACRONYMES ..... **XII**

INTRODUCTION **1**

LA PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE 2

LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE 4

LE PLAN DE LA THÈSE 8

CHAPITRE 1 - CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE **11**

1.1 L'ÉCOLOGIE POLITIQUE 11

1.1.1 Contours et définitions de l'écologie politique 11

1.1.2 Critiques et avenues de l'écologie politique 18

1.1.3 Les articulations de l'écologie politique 27

1.2 REGARDS SUR LE DÉVELOPPEMENT, LA GESTION ET L'ENVIRONNEMENT 31

1.2.1 Le développement et l'environnement : revue et critiques 32

1.2.2 La pratique du développement dans la gestion de l'environnement 47

1.3 LA RECHERCHE ET LA RÉVOLUTION : MÉTHODOLOGIE 59

1.3.1 Les orientations méthodologiques 59

1.3.2 Méthodes et stratégies de recherche 62

1.3.3 La collecte des données 65

CHAPITRE 2 - CUBA, LA RÉVOLUTION ET L'ENVIRONNEMENT 74

2.1 POUR COMPRENDRE LE PRÉSENT : LE CHEMINEMENT RÉVOLUTIONNAIRE 74

2.1.1 De la colonisation à la révolution 74

2.1.2 Implantation et développement de la révolution : les belles années 80

2.1.3 La « période spéciale en temps de paix » 85

2.2 LA RENCONTRE DE LA RÉVOLUTION ET DE L'ENVIRONNEMENT 91

2.2.1 La colonisation de l'environnement : discours, politiques et législations 91

2.2.2 Les pratiques révolutionnaires environnementales 101

2.2.3 Les transformations critiques de la révolution et l'environnement 112

CHAPITRE 3 - PINAR DEL RIO : CENDRILLON MODERNE 122

3.1 PINAR DEL RIO ET LE SOULIER PERDU 122

3.1.1 Brève revue historique et statistique de la province 123

3.1.2 Pinar del Rio : regard de la chercheure 128

3.2 LA RÉGION D'ÉTUDE LA COLOMA – LAS CANAS 139

3.2.1 Les régions côtières 139

3.2.2 Bref retour historique sur la région de La Coloma – Las Canas 143

3.2.3 L'organisation et les acteurs de La Coloma – Las Canas 148

CHAPITRE 4- L'ORGANISATION SOCIOCOMMUNAUTAIRE DE LAS CANAS 162

4.1 LAS CANAS : SURVOL DE LA COMMUNAUTÉ 162

4.2 PERSPECTIVES SUR LES RELATIONS SOCIALES DANS LA COMMUNAUTÉ 173

4.2.1 Les maisonnées et les familles 174

4.2.2 Les réseaux dans la communauté 179

4.2.3 La communauté de Las Canas, unis dans l'adversité 184

CHAPITRE 5 - CRÉER L'ENVIRONNEMENT : LA DYNAMIQUE CÔTIÈRE DE LAS CANAS 191

5.1 LES ARTICULATIONS SOCIO-ENVIRONNEMENTALES À LAS CANAS : LES PRATIQUES ÉCONOMIQUES ET LA STRUCTURE OCCUPATIONNELLE 191
5.1.1 La pêche : « entre profesionales y furtivos » 192
5.1.2 Les pratiques de la terre : l'agriculture et le charbon 210
5.1.3 La gastronomia : les services touristiques locaux 215
5.1.4 Inventar, resolver, luchar : les sans emplois de Las Canas 222
5.2 LES DISCOURS SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA GESTION DES RESSOURCES CÔTIÈRES À LAS CANAS 229
5.2.1 L'environnement côtier de Las Canas : les perspectives de la population 230
5.2.2 Les nouvelles perceptions sur les pratiques et les discours environnementaux de la communauté 237

CHAPITRE 6 - CRÉER LA CONSCIENCE :LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES MANGROVES ET SES CHERCHEURS 247
6.1 LES BASES ET L'ORGANISATION DU PROJET 247
6.2 LA GESTION ENVIRONNEMENTALE : APPROCHES ET DISCOURS DES CHERCHEURS .. 258
6.2.1 Les chercheurs : entre l'environnement, le gouvernement et la révolution ... 258
6.2.2 La conscience, la rationalité, l'étincelle : le projet et la communauté 266

CHAPITRE 7 - CRÉER LA RÉVOLUTION : L'ÉTAT, LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT ET L'ENVIRONNEMENT 276
7.1 L'ORGANISATION ET LA GESTION ÉTATIQUE DE L'ENVIRONNEMENT 276
7.2 APPROCHES ET PERSPECTIVES DES GESTIONNAIRES ET DE L'ÉTAT 289

CONCLUSION - LES RELATIONS SOCIO-ENVIRONNEMENTALES ET LA GESTION CÔTIÈRE : LES APPROPRIATIONS DE LA RÉVOLUTION 297

BIBLIOGRAPHIE 311

CARTES

Carte 1 – Cuba.....126
Carte 2 – Province de Pinar del Rio.....127
Carte 3 – Région de La Coloma – Las Canas.....149
Carte 4 – Village de Las Canas.....150

TABLEAUX

Tableau 3.1 – Population de La Coloma et de Las Canas.....153
Tableau 3.2 – Habitations de La Coloma et de Las Canas.....153
Tableau 3.3 – Production de langoustes années 1980 et 1990.....156
Tableau 3.4 – Production de tunidés années 1980 et 1990.....157
Tableau 3.5 – Production de poissons années 1980 et 1990.....157

FIGURE

Figure 9.1 – Dynamique de la gestion côtière et de la construction des relations socio-environnementales 306

LISTE DES ACRONYMES

CDR	Comité de défense de la révolution
CITMA	Ministère des Sciences, de la technologie et de l'environnement
COMANRA	Commission nationale pour la protection de l'environnement et l'utilisation des ressources naturelles
CRDI	Centre de recherche sur le développement international du Canada
CTC	Centrale des travailleurs cubains
FAR	Forces armées révolutionnaires
FMC	Fédération des femmes cubaines
MASOREC	Groupe sur la gestion durable des ressources côtières
UJC	Union des jeunes communistes

INTRODUCTION

« *Acabó*! Ils ont tout emporté... »

À l'automne 2002 s'est produit à nouveau ce que tous les Cubains redoutent d'année en année. Les ouragans Isidore et Lili ont frappé la côte ouest de l'île de Cuba avec une violence qui n'avait pas été vue depuis des décennies. Des villages ont été détruits ainsi que de nombreux champs destinés à l'agriculture avec leurs infrastructures. Les villages côtiers du sud de la province de Pinar del Rio ont été les plus affectés; en plus des dégâts infligés aux habitations et autres propriétés, les vents et les inondations ont endommagé l'environnement côtier, asphyxiant et déracinant les mangroves de plusieurs secteurs, salinisant les lagunes et les estuaires et détruisant la flore marine côtière. Les habitants des villages de Las Canas et de La Coloma, où cette recherche a été effectuée, ont été particulièrement touchés. Leurs réactions sont nombreuses et variées, tout comme celles des chercheurs membres du projet de développement durable des mangroves y ayant pris place, des représentants du gouvernement et de l'État.

Les impacts de ces ouragans ont ainsi été vécus différemment dépendamment, entre autres, de la relation que les individus ont avec leur environnement. De même, les représentations de l'impact des ouragans sur l'environnement et sa gestion sont différentes selon les groupes d'acteurs, tout comme leurs préoccupations sur ses effets à court et long terme. En effet, les habitants ont perçu cet événement comme un désastre principalement au niveau de leur qualité de vie, car leurs habitations et les infrastructures du village furent presque complètement détruites, marginalisant encore davantage leur situation sociale, économique et politique. Les chercheurs, pour leur part, sont très concernés par la détérioration accélérée des mangroves que cet événement a créée, et des impacts négatifs que cette détérioration aura sur l'écosystème côtier dans son ensemble. L'État et ses représentants ont quant à eux

considéré ces ouragans comme un événement qui a des impacts négatifs importants sur l'économie locale ainsi que sur les plans de production et d'exploitation des ressources prévus, et à cause duquel il devra investir dans la région.

Cette situation est directement liée aux pratiques et discours sur l'environnement et sa gestion des différents acteurs impliqués, s'ancrant dans un contexte particulier, des enjeux, des intérêts, des luttes de pouvoir et de résistance qui reflètent les constructions sociales de l'environnement, de la société et de leurs relations, particulières à chacun des acteurs. Ces ouragans et leurs impacts pour la population ne représentent toutefois qu'un exemple, triste et spectaculaire, des différentes relations sociales et environnementales émergeant dans un contexte côtier. Cependant, il illustre aussi de manière extrême le quotidien de ces acteurs : comment un environnement partagé à divers niveaux entre trois groupes d'acteurs peut être vécu, compris, senti, et construit de diverses manières à travers les pratiques et discours propres à chacun des acteurs. Ce sont ce quotidien et ces relations que nous analyserons dans notre thèse.

LA PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE

La gestion des ressources côtières est un thème d'une importance croissante dans les discours du développement des dernières années. En effet, à la suite des problèmes de production et d'exploitation halieutique des dernières décennies, une attention particulière a été portée aux environnements côtiers, qui tiennent un rôle majeur dans les écosystèmes marins, et dans cette perspective, la place qu'occupent de nombreuses communautés côtières dans la gestion fut mise en lumière. Ainsi, les différentes dynamiques et les problèmes côtiers, où évoluent des populations, ont été « découverts », et les sciences sociales se sont insérées dans l'étude et l'analyse de ces environnements et de leurs habitants, où des recherches ont été faites dans tous les coins du monde à travers plusieurs approches.

Cuba n'a toutefois pas encore été l'objet de nombreuses études dans cette perspective, principalement à cause du contexte politique du pays. Cependant, cette situation est

peu à peu en train de se transformer à cause de l'augmentation des activités économiques impliquant les ressources côtières ainsi que de la dégradation environnementale de cet environnement. En effet, après plus de 40 ans de système socialiste, le gouvernement commence à reconnaître les problèmes environnementaux que vit l'île et cherche des solutions à y apporter. Ainsi, des modifications ont été portées aux lois environnementales et de plus en plus de projets de recherche nationaux et internationaux se développent afin de protéger les ressources naturelles.

Ces préoccupations environnementales s'ajoutent aux graves problèmes socio-économiques que vit le pays depuis un peu plus d'une décennie, faisant suite à la chute du bloc communiste. Ainsi, cette situation de crise majeure a transformé considérablement l'organisation du pays, la vie de tous ses habitants et par conséquent les relations sociales, impliquant de nouveaux jeux de pouvoir et stratégies de résistance à tous les niveaux de la société. Ces transformations évoluent de pair avec le processus de décentralisation gouvernementale que l'État tente de mettre en place depuis quelques années, lui permettant de rationaliser ses dépenses et d'offrir davantage de responsabilités et d'autonomie au niveau local.

Ces changements favorisent la mise en place dans les zones côtières d'une nouvelle dynamique. En effet, les transformations socio-économiques et environnementales du pays ont vu l'émergence de nouveaux acteurs sur les côtes, particulièrement les chercheurs de projets de développement et de représentants du gouvernement, qui interagissent avec les populations locales. Ces nouvelles relations sociales des acteurs côtiers, où l'environnement est au centre de leurs préoccupations, sont marquées par des intérêts, des agendas, des pratiques, et des discours particuliers, divers et changeants que nous chercherons à comprendre dans notre étude. En effet, cette nouvelle dynamique côtière, où l'utilisation, l'exploitation et la conservation des ressources est au cœur des enjeux de la société cubaine, a de nombreux impacts à plusieurs niveaux sur la population et le système social, et il importe de la comprendre, alors qu'aucune étude du genre n'a encore été effectuée à Cuba.

Ainsi, notre recherche analyse la dynamique de gestion des ressources côtières dans la région de La Coloma et de Las Canas, située dans le sud de la province de Pinar del Rio dans l'ouest de Cuba, et les relations de pouvoir qui en émergent et qui l'influencent, impliquant les populations de la communauté côtière de Las Canas, des chercheurs de l'université de Pinar del Rio membres d'un projet de développement durable des mangroves de ce secteur, et les représentants du gouvernement, principalement du ministère des Sciences, des techniques et de l'environnement (CITMA), dans un contexte de transformations, marqué par une dégradation de l'environnement côtier, une décentralisation du système étatique et une crise économique aiguë. Plus précisément, nous analyserons comment se fait et est vécue la gestion côtière, comprise comme étant l'utilisation, l'exploitation et la conservation des ressources, par ces trois types d'acteurs; comment les relations socio-environnementales sont construites.

LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Plusieurs thèmes et questions ont guidé notre recherche et orienteront notre analyse. Spécifions dans un premier temps que les groupes d'acteurs que nous définissons dans notre thèse (individus de la communauté, chercheurs, représentants du gouvernement) représentent des groupes, des réseaux d'individus engagés dans des pratiques, une *agency*, et participant chacun à un « projet » commun à leur groupe (voir Long 2001, chapitre 1), demeurant toutefois ancré dans les intérêts différentiels des individus. Ces individus appartenant aux groupes d'acteurs partagent ainsi entre eux un ensemble d'enjeux sociaux, des contraintes et des possibilités, des intérêts, des discours, des pratiques, des représentations sociales et culturelles. Ces acteurs sont considérés comme étant des agents actifs dans la dynamique sociale, à partir de choix, ils agissent sur elle et la transforment à travers les relations sociales qu'ils établissent et négocient, sur la base de leurs discours et de leurs représentations de la société, ainsi que des pratiques qu'ils mettent en place. Ces actions représentent l'*agency* d'acteurs, et que l'on peut retrouver dans chacun des individus ainsi que dans des groupes. Ainsi,

> the notion of agency attributes to the individual actor the capacity to process social experience and to devise ways of coping with life, even under the most extreme forms of coercion. Within the limits of information, uncertainty and other constraints (e.g. physical, normative, or politico-economic) that exist, social actors possess 'knowledgeability' and 'capability'. They attempt to solve problems, learn how to intervene in the flow of social events around them, and to a degree they monitor their own actions, observing how others react to their behaviour and taking note of the various contingent circumstances (Giddens 1984 1-16 dans Long 2001, 16)

L'*agency* combine ainsi dans l'analyse la prise en compte des actions des individus et de leur place dans le système dans lequel ils évoluent, et comment ce dernier les marque et les nourrit. Ce cadre permet ainsi d'analyser les actions, discours et réponses propres aux différents groupes d'acteurs insérés dans une même dynamique, ou faisant face à un enjeu commun, et de comprendre la complexité des relations qui en résultent.

De même, nous entendons par discours l'ensemble des significations que transportent les énoncés, les narrations, les représentations, les images, et les métaphores utilisés par les acteurs et qui proposent leur version de leur réalité et de leur « vérité » à propos de situations, d'objets, de personnes, de groupes de personnes, de relations sociales, d'intérêts, d'enjeux, et d'évènements, et des relations qui les lient. Les discours « produce texts – written and spoken – and even non-verbal 'texts' such as the meanings embedded in architectural styles or dress fashion » (Long 2001, 50). Les discours organisent la compréhension des expériences vécues et senties des acteurs. De plus, les discours sont multiples, pluriels, et il peut exister pour une même personne ou un même groupe d'acteurs différentes versions conflictuelles d'un même discours, tout comme des discours incompatibles à propos d'un même événement ou phénomène peuvent être produits. Ainsi, les discours sont toujours reliés aux pratiques sociales et à l'*agency*, qui elles aussi sont variées et parfois en contradiction, et ils peuvent donc se transformer, se combiner et se modifier en fonction des situations et des autres discours.

Examinons maintenant notre compréhension de la question des ressources naturelles côtières et de l'environnement côtier. Les ressources côtières sur lesquelles agissent

les acteurs sont par définition plus que les seules ressources marines ou terrestres, mais elles regroupent ces deux écosystèmes dans un tout où elles sont en interrelation étroite, tant au niveau physique et biologique, qu'au niveau des pratiques et des discours que les acteurs ont sur elles. Ainsi, elles regroupent grossièrement la mer, avec ses poissons, langoustes et autres mollusques, la zone intertidale de la plage, de lagunes, estuaires, et mangroves, et la zone terrestre destinée à l'habitation et à l'agriculture, tant de subsistance que de production de masse, de légumes, graminées et d'animaux.

Ainsi, dans cette recherche les ressources naturelles peuvent être considérées de manière utilitaire, comme c'est souvent le cas, comme source d'exploitation pour les besoins de subsistance et de revenus des acteurs. Mais elles peuvent aussi être comprises comme étant un objet d'étude isolé dont les dynamiques doivent être comprises et qu'il faut protéger. De la même manière elles peuvent être vues comme un objet révolutionnaire, une source de revenu national, de reconnaissance internationale, un lieu de protection en cas d'attaques ennemies, le produit de politiques de développement. Enfin, les ressources peuvent aussi être considérées comme un lieu de la vie quotidienne, elles peuvent être intégrées à l'identité des individus qui les habitent, comme une extension de leur être, de leur identité et de leur personnalité par les actions qu'ils y posent; elles représentent un lieu de rencontres, d'interrelations, d'échanges quotidiens. Les ressources représentent donc un objet dont la compréhension, la signification et les perceptions varient selon les acteurs qui interagissent avec elles, elles sont au centre des relations sociales entre les individus et entre différents groupes d'acteurs, et nous tenterons de rendre cette complexité tout au long de la thèse.

La gestion des ressources naturelles se trouve au centre de notre recherche. Ainsi, la gestion est comprise ici comme étant l'ensemble des discours et des pratiques d'utilisation, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles faite par les acteurs. Toutefois, ces notions impliquent plusieurs variantes, subtilités et contradictions pour chacun des acteurs dans des contextes particuliers et nous nous

attarderons à les analyser. En effet, selon la perception qu'ont les acteurs des ressources à un moment donné et selon leurs relations avec les autres acteurs, l'utilisation, l'exploitation ou la conservation des ressources peuvent être comprises, vécues et transmises de manières très différentes et c'est ce riche mélange qui sera étudié, où s'actualise et s'articule particulièrement la construction des relations socio-environnementales.

Ainsi, la gestion ne constitue pas seulement un ensemble d'actions observables, homogènes et neutres. Au contraire, elle est formée de plusieurs représentations, de valeurs et de types d'actions, d'*agency*, motivés par différents facteurs, ainsi qu'elle relève de différents degrés d'importance selon les acteurs et les contextes. Notre intérêt se portera donc sur cette vision de la gestion propre aux différents acteurs étudiés en les mettant, entre autres, en perspective avec les modèles de gestion et de développement de l'environnement et leurs études critiques. En effet, comment la vision de la gestion que nous proposons d'étudier et les spécificités du cas cubain peuvent être mis en parallèle avec le flou épistémologique que renferme la notion de gestion (gestion des ressources par rapport à la gestion des individus et de leurs comportements sur la ressource) et les conceptions générales que nous en tenons en Occident; comment elle diffère et se rapproche des modèles de développement et d'aménagement en place dans les économies capitalistes et des valeurs qu'ils transportent; dans quelle mesure elle se rapporte au développement durable et à ses controverses. La gestion des ressources côtières représente ainsi un ensemble complexe animé par des choix et des intérêts qui se complémentent et s'entrechoquent et que nous tenterons de rendre dans notre thèse.

L'analyse de la dynamique de la gestion des ressources naturelles se fera par l'étude des relations entre les habitants de Las Canas, les chercheurs du projet de développement durable et les représentants du gouvernement. Plus particulièrement, nous analyserons les discours et les pratiques qu'ont ces acteurs sur l'environnement et sa gestion, la manière dialectique dont les pratiques et les discours de ces acteurs influencent la gestion de l'environnement et comment ces pratiques et discours

influencent à leur tour les acteurs entre eux par rapport à leurs relations avec l'environnement, à l'instar d'un système homéostatique dont le point d'équilibre se redéfinirait sans cesse.

Afin de mieux saisir ces relations, nous les analyserons par rapport au contexte politique, économique, social, culturel, et historique de Cuba qui les influence de manière significative. Cette approche nous permettra de mettre en relief les différents enjeux auxquels fait face la société cubaine ainsi que les intérêts des différents acteurs qui se retrouvent au cœur de ces relations socio-environnementales, et qui les conditionnent en retour. Nous verrons, par une analyse à travers les différents niveaux décisionnels, que ces intérêts divers se trouvent au centre de relations de pouvoir, de résistance et de négociation entre les acteurs, s'actualisant dans les relations socio-environnementales, qui reflètent la dynamique sociale de la société cubaine et comment, tour à tour, les acteurs vivent, s'approprient, projettent, désirent, idéalisent, imposent, transforment, et se représentent la révolution.

LE PLAN DE LA THÈSE

Nous présenterons dans le premier chapitre le cadre théorique et méthodologique de la recherche. Ainsi, nous présenterons dans un premier temps les bases de la théorie de l'écologie politique et comment celle-ci s'articule avec notre recherche et l'analyse des acteurs dans leurs relations avec l'environnement. Nous expliquerons ensuite quelques éléments des approches critiques du développement, en insistant sur l'organisation et les pratiques du développement et comment elles peuvent être mises en parallèle avec la situation cubaine. Nous terminerons en présentant les orientations méthodologiques de notre recherche ainsi que les stratégies de recherche et de collecte des données.

Le second chapitre présentera d'abord une brève revue historique de Cuba et des principaux moments ayant marqué son évolution et qui l'influencent encore aujourd'hui, en insistant sur le processus révolutionnaire. Nous aborderons ensuite les

approches, les pratiques et les discours que le gouvernement a adoptés par rapport à l'environnement depuis les débuts de la révolution en présentant entre autres les politiques environnementales qui ont influencé le développement de l'île. Nous développerons ensuite une mise en contexte de la région d'étude dans le troisième chapitre en présentant une revue historique de la province de Pinar del Rio et de la région de La Coloma – Las Canas ainsi qu'une brève revue statistique. De même, nous présenterons les différents acteurs sociaux de la province et de la région d'étude et la place que représente cette dernière par rapport aux autres régions de la province.

Le quatrième chapitre présentera les formes de l'organisation socio-communautaire de Las Canas en présentant ses caractéristiques générales ainsi que la manière dont la population évolue à l'intérieur des maisonnées, des réseaux de maisonnées et de la communauté. Ensuite, le cinquième chapitre approfondira cette analyse en exposant la dynamique côtière de Las Canas. Nous verrons quelles sont les principales activités économiques du groupe et sa structure occupationnelle à travers la pêche, l'agriculture, le tourisme et le non-emploi et comment elles s'articulent avec les relations socio-environnementales du groupe. Nous verrons finalement quels sont les discours, les perspectives et les perceptions de la population par rapport à l'environnement et ses transformations, et comment l'environnement représente pour la population davantage que les seules ressources naturelles.

Le sixième chapitre sera axé sur les chercheurs membres du projet de développement durable des mangroves et expliquera d'abord quels sont les fondements du projet qu'ils ont mis en place, basé sur une gestion communautaire participative. Nous verrons ensuite quelles sont les approches et les discours des chercheurs par rapport à l'environnement et à la communauté qui l'exploite et comment ils veulent développer chez celle-ci une conscience de l'environnement. Finalement, le dernier chapitre brossera le tableau de l'organisation de la gestion étatique des ressources naturelles, particulièrement à travers le fonctionnement et le rôle du CITMA de la province de Pinar del Rio et de divers représentants du gouvernement. Nous verrons ensuite quels

sont leurs discours et leurs perspectives sur la gestion de l'environnement et comment ils utilisent celui-ci pour maintenir les idéologies de la révolution dans la société.

CHAPITRE 1

CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

Dans ce chapitre, nous examinerons dans un premier temps le cadre théorique que nous utiliserons dans notre recherche. Ainsi, nous présenterons d'abord l'écologie politique et ensuite certaines critiques du développement en précisant comment notre recherche puise de ces approches et comment elles enrichissent la compréhension de notre étude. Nous terminerons le chapitre en présentant la méthodologie utilisée dans notre recherche.

1.1 L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Notre recherche analyse les relations socio-environnementales observables dans la dynamique de gestion des ressources côtières d'une région de l'ouest de Cuba impliquant la population locale, des chercheurs universitaires et des représentants du gouvernement dans un contexte de dégradation environnementale, de pressions économiques intenses et de décentralisation étatique. Tous ces éléments constituent une dynamique complexe où des intérêts variés et des jeux de pouvoir se développent à différents niveaux. L'analyse de ces relations et de cette dynamique se fera dans notre recherche à l'aide de la théorie de l'écologie politique. Nous présenterons d'abord, en les reliant toujours à notre thèse, les acceptations de l'écologie politique, puis les critiques de ce courant théorique et ses articulations avec la pratique.

1.1.1 Contours et définitions de l'écologie politique

L'écologie politique est un champ de recherche relativement nouveau en sciences sociales. S'inscrivant à l'intérieur des préoccupations croissantes pour l'interdisciplinarité dans l'analyse des interactions entre l'humain et l'environnement,

l'écologie politique regroupe de nombreux chercheurs provenant de disciplines diverses et partageant un intérêt commun pour la compréhension des processus et des dynamiques liés aux relations entre l'environnement et les sociétés. L'origine de l'écologie politique peut être retracée au début des années 1970, et plus particulièrement en 1972 avec la publication de l'article de Wolf, *Ownership and Political Ecology*, utilisant pour la première fois le terme d'écologie politique. Toutefois, ce n'est que dans les années 1980 que ce champ de recherche en sciences sociales s'est définitivement implanté. Il s'inspire particulièrement des théories de l'économie politique, de la géographie humaine, de l'anthropologie écologique, et de l'écologie humaine (Blaikie 1985; Blaikie & Brookfield 1987; Bunker 1985; Guha 1989; Hecht & Cockburn 1989; Little & Horowitz 1987; Neumann 1992; Peluso 1992; Redclift 1984; Repetto & Gillis 1988; Watts 1983; Watts & Peet 1993; Wolf 1972). Approfondissant la portée de ces différents courants en tentant de palier aux critiques dont ils ont été l'objet, l'écologie politique « emerged as a response to the theoretical need to integrate land-use practice with local-global political economy and as a reaction to the growing politicization of the environment » (Peet & Watts 1996, 4).

Ainsi, l'écologie politique s'inscrit au centre des débats actuels concernant les enjeux liés à l'environnement. Elle offre un angle d'analyse et une perspective différente sur les questions touchant au développement et à l'utilisation des ressources naturelles ainsi que sur les problèmes concernant les changements environnementaux et la dégradation des écosystèmes, tant à un niveau global que local. Cette situation explique, entre autres, l'intérêt porté à l'écologie politique de même que sa nécessité, tant sur le plan académique que sur celui des actions pratiques. Toutefois, sa définition demeure élusive, situation attribuable en partie à la diversité des sources desquelles elle s'inspire ainsi que des différentes disciplines desquelles proviennent les chercheurs se revendiquant de ce champ de recherche. Ainsi, afin de mieux comprendre ses implications, nous brosserons dans ce qui suit un bref tableau des différentes acceptations de l'écologie politique.

Il importe dans un premier temps de préciser que certains auteurs, comme le soulignent Bryant & Bailey (1997), constatent et déplorent que les chercheurs évoluant dans le domaine de l'écologie politique aient failli dans leur tâche de présenter un solide cadre théorique pour plutôt favoriser les analyses empiriques. En effet, « political ecology seems grounded less in a coherent theory as such than in similar areas of inquiry » (Peet & Watts 1996, 6), et ce malgré les appels à plus de rigueur lancés depuis l'ouvrage charnière de Blaikie et Brookfield (1987). Ainsi, ce manque de consistance au niveau théorique rend plus difficile la tâche de définir de manière circonscrite l'écologie politique, bien que nous puissions en délimiter certaines balises.

Voici la définition de l'écologie politique que donnent Blaikie et Brookfield (1987, 17), pionniers dans ce champ de recherche :

> The phrase political ecology combines the concerns of ecology and a broadly defined political economy. Together, this encompasses the constantly shifting dialectic between society and land-based resources, and also within classes and groups within the society itself. (...) The complexity of these relationships demands an approach which can encompass interactive effects, the contribution of different geographical scales and hierarchies of socioeconomic organizations (e.g. persons, household, village, region, state, world) and the contradiction between social and environmental changes through time.

Leur analyse des dynamiques environnementales se base sur l'élaboration d'une chaîne d'explication tenant compte de différents niveaux d'analyse, ou « scales », et commençant par la compréhension des décisions des producteurs locaux, ou « land managers », et de leurs relations avec les autres groupes de la société, de même que l'État et l'économie mondiale, autant de variables qui affectent la gestion de ressources naturelles. Ainsi, Blaikie & Brookfield affirment que « because political economy insinuates analysis of structures external to local groups, considerable attention is focused on the ways international capitalism and the state affect natural resources and local people » (Stonich 1995, 91) dans une analyse basée sur l'écologie politique. Nous adoptons une telle approche dans notre recherche afin de saisir les relations établies entre les différents acteurs impliqués dans la dynamique côtière, se situant à différents niveaux, et rendre compte de leurs diverses dimensions par une

analyse à travers les niveaux de ces relations et de leurs impacts sur les pratiques et discours de chacun des acteurs. Cette approche nous permettra entre autres de voir et de comprendre comment l'État et les groupes de recherche financés par un organisme de développement international interagissent entre eux et avec les populations locales, et quels en sont les impacts pour la gestion de l'environnement côtier.

De même, ces auteurs questionnent à l'aide de l'écologie politique « the social origins of degradation, the plurality of perceptions and definitions of ecological problems, the need to focus on the land manager (and his opportunities and constraints), and the pressure of production on the resource » (Peet & Watts 1996, 6). De plus, ils établissent une relation entre la pauvreté et la dégradation environnementale à travers, entre autres, le concept de marginalité, et où la marginalité politique, économique et écologique sont des éléments se nourrissant de leur croissance respective : « land degradation is both a cause and a result of social marginalisation » (Blaikie & Brookfield 1987, 23). Dans la même perspective, ils établissent que les pressions de production sont transmises à l'environnement à travers un système de relations sociales inégalitaires qui poussent le « land manager » à exercer une trop forte demande sur la ressource, amorçant le cercle infini de la dégradation environnementale. Tous ces angles d'analyse mènent les auteurs à rejeter la thèse de la pression de la population sur la ressource comme explication de la dégradation, ce qui les mènent à souligner l'importance d'un requestionnement du développement. Nous verrons dans la thèse que les conceptions des causes de la dégradation environnementale sont effectivement diverses et différentes selon les acteurs et que la compréhension du développement et de ses significations varient aussi selon ces perceptions distinctes, complexifiant d'autant la dynamique côtière.

Ainsi, ce sont sur ces prémisses que plusieurs chercheurs adoptant une perspective d'écologie politique se sont basés. Stonich (1993, 25), précisant que les termes de l'économie politique sont souvent définis de manière floue, y dérive sa propre vision qui

> (...) integrates political-economic and human ecological analysis. The political economic analysis examines the interacting roles that social institutions (international, national, regional and local) play in providing constraints and possibilities that affect human decision that in turn affect those institutions as well as the natural environment. Human ecological analysis allows the consideration of crucial demographic factors, environmental concerns, and issues related to human health and nutrition. It expands the perspective of political economy to include a systematic examination of the distribution and use of resources and the dynamic contradictions between society and natural resources. (...) This integrated perspective has been termed 'political ecology' and has been used in a variety of disciplines to demonstrate how interconnected social, economic, and political processes affect the way natural resources are exploited.

Dans la même perspective, Schmink & Wood (1987) ont aussi proposé six éléments critiques pour l'analyse de la destruction environnementale qui s'inscrivent dans une tentative de systématisation de l'écologie politique :

> 1) the nature of production in a region, and in particular, the degree to which it is oriented toward simple reproduction or capital accumulation; 2) the class structure of the society to which the region in question belongs and the lines of conflicts over access to productive resources; 3) the extent and kind of market relations in which producers are involved, and the mechanism whereby production beyond that needed to satisfy consumption requirements is extracted as surplus; 4) the role of the state in defining and executing policies that favor the interests of certain classes of resource users over others; 5) international interests, such as donor agencies or private investors, that may support particular patterns of resource use; and 6) the ideology that orients resource use – for example, the position that rapid economic growth is the best way to address social and environmental problems – and what groups benefit from that ideology (Painter & Durham 1995, 8).

Ainsi, bien que cette proposition d'analyse basée sur l'écologie politique soit fortement influencée par l'économie politique davantage que par l'écologie, elle permet de tenir compte des différents niveaux d'analyse que requiert l'écologie politique ainsi que d'une compréhension contextuelle et dynamique des processus en place dans un système. Ainsi, un axe méthodologique que proposent Stonich & DeWalt (1989, 202) dans une étude fondée sur l'écologie politique, et qui requiert « 1) the clear delineation of conceptual models and of systems of postulated relationships among levels ; and 2) precise definitions of the relevant factors (set of variables) that are used as the specific linkages that articulate levels of analysis », pourrait permettre

l'application de tels cadres d'analyse au sein d'une étude de cas. Toutefois, cet axe méthodologique est relativement rigide et ne laisse que peu de place aux approches constructivistes, plus holistes et respectueuses de la complexité changeante du social, desquelles se rapproche davantage notre recherche.

Toutefois, Bryant (1992, 14) nous met en garde contre le réductionnisme économique auquel peut mener la définition de l'écologie politique présentée par Blaikie & Brookfield et leurs successeurs. Premièrement, le réductionnisme économique ne permet pas d'attribuer une signification explicative aux facteurs écologiques; de plus, en associant les actions sociales avec le développement du capitalisme, il néglige d'autres sources de changement environnemental ainsi que le rôle et l'importance des forces de l'État « hence, it impoversihes understanding of the complex interaction of contextual sources which together, but in differentiated and often contradictory ways, relate and are affected by environmental change ». Enfin, le réductionnisme ne permet pas de considérer les groupes sociaux désavantagés ne possédant pas le pouvoir et trop souvent considérés comme incapables de résistance face aux problèmes auxquels ils font face. Dans notre recherche, nous attribuons une place importante à ces éléments et à leurs impacts sur la dynamique côtière et les relations sociales qui en émergent.

Bryant (1992, 13) pousse plus loin ces définitions en proposant que : « Broadly, Third World political ecology may be defined as the attempt to understand the political sources, conditions and ramifications of environmental change » ; ainsi, « Third World political ecology is understood as inclusive, premised on the view that it must be sensitive to interplay of diverse socio-political forces, and the relationship of those forces to environmental change » (Idem, 14). Cette acceptation de l'écologie politique s'inscrit au cœur d'un cadre d'analyse, applicable à différentes situations empiriques, et qui convient plus particulièrement à notre recherche par la considération qu'il a des réseaux de relations socio-environnementales.

Le premier élément du cadre d'analyse développé par Bryant (1992, 15) « the contextual sources of environmental change » réfère à la nécessité de mettre en

relation les changements environnementaux avec les politiques de l'État, les relations entre les États et le marché mondial; « Such topics reflect the growing impact of national and transnational forces on the environment in a world of increased political and economic interdependance » (Idem, 14). Ainsi, dans notre recherche nous présenterons comment dans un contexte réel, législatif et discursif, l'État et ses représentants influent sur la gestion des ressources côtières et comment s'articulent leurs relations avec les autres acteurs par rapport à la gestion de l'environnement. De même, nous verrons comment les relations avec le marché mondial, visibles dans les relations avec le tourisme étranger et la pêche industrielle, s'articulent avec les acteurs impliqués et quels en sont les impacts pour la gestion. Enfin, la place des agences de développement sera étudiée au niveau local et nous verrons comment elles influent sur les relations sociales des acteurs impliqués. Il faut garder à l'esprit que les sources contextuelles des changements environnementaux demeurent flexibles et variables dans le temps, selon les circonstances et les acteurs impliqués, et notre analyse cherchera à rendre cette complexité.

Le deuxième élément du cadre d'analyse « addresses conflict over access, and emphasizes location-specific struggles over environment » (Idem, 14) et est relié, dans une perspective synchronique et diachronique, aux problèmes de contraintes et de possibilités auxquels font face les acteurs locaux dans leur lutte pour la protection de leur environnement avec les autres acteur locaux, nationaux et internationaux. Dans notre recherche, cet élément permet d'étudier comment actuellement et par le passé se sont organisées les pratiques liées à la gestion des ressources côtières, comment se sont transformés les pratiques et discours de la gestion de l'environnement au niveau local et quelles relations cela a impliqué avec les autres acteurs participant à cette dynamique, et particulièrement le gouvernement dans les trente premières années de la révolution, jusqu'à aujourd'hui avec le contexte de changement et de crise que vit le pays.

Enfin, le dernier élément a trait aux ramifications politiques des changements environnementaux, qui « explores the ways that environmental change influences

socio-economic inequalities, and by extension, political processes » (Idem, 24). Cet élément soulève deux questions importantes : dans quelle mesure les coûts des changements environnementaux sont portés par les groupes sociaux désavantagés et comment cette distribution inégale[1] des coûts intervient dans les inégalités socio-économiques? ; comment l'exposition inégale aux changements environnementaux influence les processus politiques? Ainsi, les ramifications politiques des changements environnementaux soulignent la vulnérabilité des groupes désavantagés et leur position socio-économique marginale, mais elle permet aussi d'apprécier leurs processus de résistance et peut même servir « as a catalyst for political protest, notably as manifested in environmental movements » (Idem, 26). Ainsi, cet élément nous permet d'analyser comment les transformations de l'environnement qu'a mises en place le gouvernement ont influencé la dynamique côtière, et particulièrement les populations locales, les relations sociales qu'ont les différents acteurs entre eux et comment cela influence leurs discours et leurs perceptions par rapport à leur relation à l'environnement et à leur place dans le système cubain. De même, il permettra de comprendre comment les transformations de l'environnement influencent et transforment les intérêts, les relations de pouvoir et de résistance dans la dynamique côtière.

1.1.2 Critiques et avenues de l'écologie politique

Malgré les efforts de conceptualisation et de systématisation de l'écologie politique, plusieurs y critiquent l'insuffisance même d'analyse politique; « [p]articularly striking is the fact that political ecology has very little politics in it » (Peet & Watts 1996, 8). Dans cette perspective, plusieurs, dont particulièrement Bryant & Bailey (1997), soulignent dans un premier temps l'importance d'orienter l'écologie politique vers l'analyse des enjeux auxquels font face les sociétés du tiers-monde. En effet, leur requête se situe dans la perspective que bien que les problèmes humains/environnement ainsi que de pauvreté se retrouvent dans le premier et le

[1] Voir aussi les « distributional conflicts » de Martinez-Alier (1995).

second monde, ils sont particulièrement aigus dans le tiers-monde; « it is the fact that extreme poverty is a way of life for the vast majority of people in the Third World (despite fifty years of 'development') that provides perhaps the strongest justification for a specifically Third World political ecology » (Bryant & Bailey 1997, 8). Ce n'est qu'en reconnaissant l'importance et la nécessité du politique dans l'écologie politique du tiers-monde qu'il est possible de comprendre la façon dont le statut quo dans la crise environnementale du tiers-monde est le résultat d'intérêts et de luttes politiques. Ainsi, comme le suggèrent Bryant & Bailey (Idem, 14), « in an era of 'globalisation', Third World political ecology must develop 'rigorous analyses which link local level production processes and decision making with the larger political economy to explain these different experiences' (Basset 1988, 469) – keeping in mind, all the while, the need for contingency and flexibility in explanation ». Nous tenons compte de cet élément dans notre recherche en soulignant la singularité de Cuba en tant que pays socialiste du tiers-monde dans l'économie mondiale. En effet, les politiques de développement du gouvernement de l'île s'ancrent dans un contexte historique de pressions économiques internationales extrêmes auxquelles s'ajoutent des principes nationaux d'équité et de justice sociale qui affectent les pratiques socio-environnementales à tous les niveaux.

Ainsi, l'analyse plus systématique du politique dans l'écologie politique passe, comme le précisent Bryant & Bailey (1997), par la reconnaissance d'un « environnement politisé »; « [c]entral to the idea of a politicised environment is the recognition that environmental problems cannot be understood in isolation from the political and economic contexts within which they are created » (Idem, 28). Dans cette perspective, les auteurs suggèrent qu'il importe de se détacher d'une vision de l'écologie politique basée sur l'analyse de changements environnementaux précis, tels que la déforestation ou l'érosion des sols, reliés séparément aux processus économiques et politiques, et qui perpétue une dichotomie de l'environnement et de la société. Le moyen d'éviter cette impasse serait ainsi « to focus not on a description of the physical environmental changes themselves, but rather on the way in which those changes relate to human activity » (Idem, 29), une approche que nous adoptons dans la thèse où

l'environnement côtier dans son ensemble, et non pas seulement certains aspects de sa dégradation, est mis en relation avec la société.

Cette conception est très importante dans une étude anthropologique car les sociétés, l'État et les individus, ainsi que les relations changeantes qu'ils entretiennent et les situations de contrôle et de pouvoir qui en découlent sont au centre de l'analyse. Cette approche est particulièrement pertinente à Cuba où l'environnement est utilisé par l'État afin de modeler certains types de relations sociales ainsi que des valeurs et des discours singuliers. De même, nous chercherons à voir comment l'environnement peut aussi être utilisé par les populations locales, les représentants du gouvernement et les chercheurs dans le but de résister à certaines initiatives et de faire passer des intérêts. Dans cette perspective, nous considérons les relations de pouvoir dans la dynamique côtière comme étant un élément de prime importance pour la compréhension des actions, des discours et des perspectives actuelles et passées des acteurs en jeu.

De même, il importe de remettre en question la place de la nature dans l'écologie politique[2]. En effet, « it is important to realize that not only do society and policy evolve and change, but so also does the land on which the system of production basically depends; the natural conditions of production are not a 'free gift' and the earth does not abide » (Blaikie & Brookfield 1987, 250). L'environnement doit donc être conçu d'une manière dynamique et non pas comme une entité passive, ce qui aussi permettrait éventuellement de dépasser la dichotomie société/environnement. En effet, l'environnement change et évolue avec la société et ses transformations, et pour

[2] Voir Vayda & Walters (1999) et leur proposition d'un « evenmental ecology » à ce sujet. Cette orientation blâme l'écologie politique d'accorder, de manière systématique et biaisée, trop d'importance à certains facteurs politiques dans les explications des causes de dégradation environnementale, évacuant totalement l'écologie du propos. Ainsi, les auteurs proposent de débuter la recherche sur un « environmental event » et de construire à partir de cela les chaînes d'explications et de causalité. Leur entreprise est fondée sur le principe que la recherche doit être « (...) guided more by open questions about why events occur than by restrictive questions about how they are affected by factors privileged in advance by the investigator » (Idem, 170). Malgré l'intérêt théorique de leur proposition, les auteurs semblent toutefois oublier leur subjectivité ; en effet, les questions ne sont jamais réellement ouvertes, mais toujours guidées par notre subjectivité, de même que l'analyse est toujours influencée par la méthodologie de la recherche.

certains acteurs l'environnement en vient à faire partie même de leur identité et de leur subjectivité.

Ainsi, la proposition du « politicised environment » met en évidence le fait que les changements environnementaux ne soient pas des processus neutres solvables par une gestion technique[3]. Dans cette perspective, les tenants de l'écologie politique doivent donc, selon Bryant & Bailey (1997, 29), accepter l'idée que les coûts et bénéfices liés aux changements environnementaux sont généralement distribués inégalement, que cette distribution inégale renforce ou réduit les inégalités sociales et économiques existantes, et enfin que les changements environnementaux ne signifient pas seulement la création de richesse pour les uns et l'appauvrissement pour les autres, mais qu'il altère aussi la capacité de certains acteurs de contrôler ou de résister à d'autres acteurs. Ainsi l'environnement représente les manifestations des intérêts particuliers de divers acteurs sociaux qui par moment peuvent être en accord ou en opposition et qui s'articulent autour de différentes stratégies de contrôle et de résistance.

Dans une perspective d'écologie politique reconnaissant l'importance de l'environnement comme étant politisé, la notion de pouvoir est essentielle, et « it is necessary to adopt a more inclusive understanding of power that encompasses material and non-material considerations as well as the apparent fluidity of power itself » (Idem, 39), car jusqu'à présent dans la discipline « there is no rigorous attempt at treating the means by which control and access of resources or property rights are defined, negotiated, and contested within the political arenas of the household, the workplace, and the state » (Peet & Watts 1996, 8). Les relations de pouvoir peuvent s'actualiser à travers le contrôle que certains ont sur l'environnement des autres, et plus particulièrement à travers le contrôle de l'accès à l'environnement et à ses ressources. En plus des moyens classiques de contrôle visant les populations

[3] Voir Bryant et Bailey (1997, 19-20) qui suggèrent que l'écologie politique est écocentrique, en opposition à technocentrique, dans son analyse des relations entre humains et environnement, une vision fondée sur « a distrust of technologically based reformist solutions to Third-World environmental problems, and there tends also to be aggreement on the need for local-level management responses to those problems ».

marginalisées (répression, violence, lourdeur bureaucratique, visas, permis, etc.), le contrôle peut aussi s'effectuer par des décisions visant le dépôt de déchets ou par certaines « priorités » ministérielles. Le pouvoir peut aussi s'actualiser par des processus discursifs, comme lorsque, par exemple, l'État tente de maintenir son hégémonie sur l'environnement par le contrôle des « public transcript » (voir Scott 1990), soit la version des événements socialement acceptée et représentée dans les documents publics, les politiques, les idéologies, etc., permettant de rendre « naturels » leurs propres intérêts de gestion. Les relations de pouvoir peuvent aussi être analysées à travers l'environnement lui-même, comme étant le résultat des relations entre les différents acteurs. Notre recherche accorde un intérêt particulier à ces questions et examinera en profondeur les différentes formes de pouvoir et la manière dont elles s'actualisent dans les relations socio-environnementales et quelles en sont les conséquences pour les acteurs.

Les relations de pouvoir concernant l'environnement peuvent de plus être comprises par les processus de résistance développés par certains acteurs. La capacité de résistance de ces derniers s'explique entre autres, comme le démontrent Bryant & Bailey (1997, 44-46), par la difficulté, même des acteurs les plus puissants, d'exercer un pouvoir sur l'environnement des autres. La question de la légitimité est une autre raison, en effet, lorsque les groupes marginalisés utilisent le « hidden transcript », contredisant le « public », ils discréditent la légitimité des acteurs plus puissants. La résistance peut enfin s'expliquer par l'accès aux outils de pouvoir et autres technologies (techniques d'agriculture, ordinateurs, fax, internet), développés entre autres par l'État, et dont les concepteurs/producteurs ne demeurent pas les uniques possesseurs très longtemps. Dans le contexte de notre recherche, les formes ouvertes de résistance par les individus au pouvoir de l'État sont très réduites, mais, comme nous le verrons, elles sont toutefois bien présentes par différentes actions plus subtiles qui leur permettent d'atteindre certains de leurs intérêts tout en assurant leur protection des préjudices que ces actions pourraient leur amener. Ainsi, « to understand the workings of a politicised environment is to appreciate, therefore, the complex ways in which actors interact at the material and discursive levels over environmental

questions. Yet the suggestion that power is at the heart of this politicised environment serves as a reminder that it is the unequal power relations of actors that is central to research in Third World political ecology » (Idem, 47).

La question du pouvoir, nécessaire à une analyse basée sur l'écologie politique, permet entre autres de souligner l'importance de la place de l'anthropologie dans ce champ de recherche. En effet, le manque de considération de la culture, des perceptions et des idéologies a souvent été critiqué, et « political ecology would do well to pay attention to the role of culture in the causes of, and responses to, environmental degradation » (Durham 1995, 262). En effet, de par sa nature même, l'anthropologie permet entre autres de connaître et d'analyser la place et le rôle de l'environnement dans la société, les relations établies entre ces deux entités, et les savoirs et croyances traditionnelles y étant liés. De même,

> By examining resource use in terms of social purpose, anthropological research has shown that the people who control access to natural resources and the institutional arrangements through which that control is mediated shape the sorts of resource management practices that will be followed within the constraints of the physical environment. (...) The nature of the relationship between human productive activity and the physical resource base is shaped by the social determination of what constitute critical natural resources at a particular time and place, the distribution of access to those resources, and the nature of the institutional arrangements mediating that access (Painter 1995, 7).

L'anthropologie permet aussi de comprendre, dans la synchronie et la diachronie, les relations au niveau micro et macro établies entre les groupes sociaux et l'environnement. Elle permet de plus, par l'importance qu'elle porte à la culture, d'analyser les savoirs, les sens et les pratiques de différents groupes et acteurs s'actualisant dans les relations de pouvoir, et donc dans les relations avec l'environnement. Ainsi, l'anthropologie, longtemps critiquée pour son manque d'analyse politique, permet d'offrir une nouvelle compréhension plus subtile de la politique : « (...) meanings and practices can be the source of processes that must be accepted as political. Culture is political because meanings are constitutive of processes that, implicitly or explicitly, seek to redefine social power » (Escobar 1998, 64). Cette nouvelle perspective permet donc d'élargir les bases d'analyse de l'écologie

politique en tenant compte d'éléments participant directement dans la dynamique environnement/société mais étant demeurés jusqu'à présent inexplorés.

L'écologie politique post-structurelle, développée particulièrement par Peet & Watts (1996) constitue une nouvelle avenue qui intègre les précédentes critiques. Elle « represents for us the possibility of a more robust political ecology which integrates politics more centrally, draws upon aspects of discourse theory which demand that the politics of meaning and the construction of knowledge be taken seriously, and engages with the wide-ranging critique of development and modernity (...) » (Peet & Watts 1996, 3). L'écologie politique inspirée de cette perspective permettra aussi dans notre recherche d'étudier les différents discours véhiculés par les acteurs sur leurs pratiques et sur l'environnement. En effet, l'écologie politique, par la vision politisée de l'environnement dans laquelle elle s'inscrit, accorde donc une importance particulière aux relations de pouvoir établies entre tous les acteurs sociaux et l'environnement, leur sens et la manière dont ces jeux de pouvoir s'actualisent dans la pratique, entre autres par le discours (Banuri & Marglur 1993; Bryant 1996; Escobar 1996, 1998, 1999; Jewitt 1995; Peluso 1992; Peet & Watts 1993, 1996; Zimmerer 1993).

Dans une écologie politique post-structurelle, Escobar (1996, 46) avance que ce projet « reflects a growing belief that nature is socially constructed, something entirely different from saying 'there is no real nature out there'; but it takes the further step of insisting that the constructs of political economy and ecology as specifically modern forms of knowledge, as well as their objects of study, must be analysed discursively ». Ainsi, la considération de la nature comme une construction sociale implique que celle-ci n'est pas une donnée passive et immuable. Au contraire, elle est le résultat d'actions et de décisions historiques et contemporaines ayant modelé sa forme physique actuelle ainsi que la conception que les sociétés en ont. Cette conception fut d'ailleurs grandement influencée par la société occidentale et son projet de développement, lui permettant de s'approprier cette nature jusque dans ses propriétés les plus discrètes.

Toutefois, la nature comme objet construit socialement n'implique pas qu'elle ne soit qu'une chimère, mais cela lui redonne plutôt sa subjectivité et permet d'appréhender la relation dialectique établie entre celle-ci et la société; relation où la nature, conçue comme un objet que l'on peut s'approprier, interfère sur les projets de l'homme, qui lui-même agit sur elle, et par les transformations qu'il impose à la nature, transforme à nouveau leur lien dans un cycle infini d'interrelations. À la lumière de ces considérations, la dichotomie entre la nature et la société s'amenuise, chacune se fondant dans l'autre avec nos certitudes. À cette conception s'ajoute celle considérant que les techniques de gestion et les technologies sont aussi des construits sociaux. En effet, celles-ci ne sont pas apparues dans la société comme une nécessité afin de « mieux » développer la nature, et par extension les populations proche de cette dernière, mais elles sont plutôt le résultat de la conception de la nature, et de la relation particulière entre cette dernière et la société. Ainsi, cette perspective permet de dévoiler les jeux discursifs établis par les différents acteurs de la société, de même que les idéologies les soutenant et les pratiques dans lesquelles ils s'insèrent. L'écologie politique peut donc dans cette optique analyser les questions de pouvoir et de culture de manière plus fine, ainsi que les constructions scientifiques abordant ces thèmes. En plus d'approfondir le cadre conceptuel de l'écologie politique, cette dernière a tout avantage à adopter cette perspective d'analyse puisque qu'elle oblige ses tenants, connaissant ainsi la dynamique subtile du discours, à s'engager concrètement dans le débat.

Dans cette perspective, l'approche d'une « poststructural political ecology » s'appuie aussi sur une critique du capitalisme. En effet, comme le présente Escobar (1996), la relation entre la nature et le capitalisme fut d'abord une de destruction. Les crises économiques ayant détruit l'environnement et les conditions de production mêmes nécessaires au capital, cette dynamique menace ainsi la reproduction de ce dernier et représente ce que O'Connor (1988, 1996) appelle la seconde contradiction du capitalisme (voir Collins 1992; Leff 1993)[4]. À cette forme exploitante du capitalisme

[4] Cette perspective est à mettre en relation avec les courbes rétroactives de Durham (1995, 262) constituant un système de relation positive. Ce système représente « two positive feedback loops, one

s'ajoute une nouvelle forme de type « conservationniste ». Celle-ci entreprend de s'approprier la nature sur la base que cette dernière est en soi un capital. Se constituant souvent lorsque des groupes sociaux se mobilisent contre la destruction de la nature, cette forme de capitalisme tente de restructurer ses conditions de production afin de maximiser son profit, et elle le fait entre autres à travers les procédures de développement durable, par lequel elle peut entre autres s'approprier la biodiversité et les savoirs locaux des communautés, exerçant une domination culturelle encore plus insidieuse. Ainsi,

> social struggles generated around the defense of production conditions must seek two objectives : to defend life and production conditions against capital's excesses; and to seek control over policies to restructure production conditions, usually via further privatization. In other words, social movements have to face simultaneously the destruction of life, the body, nature and space, and the crisis-induced restructuring of the conditions (Escobar 1996, 56).

Dans cette optique, il est possible d'analyser les moyens pris par ces communautés pour défendre leur savoir et la biodiversité de leur environnement sur la base de leur culture et de leurs luttes territoriales, ce qui constitue pour Escobar (1998) une nouvelle orientation pour l'écologie politique, qui pourrait donc se définir comme « the study of the manifold articulation of history and biology and the cultural mediations through which such articulations are necessarily established » (Escobar 1999, 3). Ainsi, cette analyse du capitalisme basée sur la théorie du discours permet à l'écologie politique d'adopter une nouvelle vision plus riche et complexe de cet acteur social. Par extension, elle offre une perspective renouvelée sur la place et le rôle de la maisonnée et des communautés et leurs interactions avec le marché. De plus, elle ouvre la porte à l'étude plus approfondie des mouvements sociaux, et de leurs processus de résistance.

---

charaterized by capital accumulation and environmental degradation and the other by impoverishment and degradation. The loops are linked together by their interdependent effects upon such variables as resource scarcity, demographic increase, and population distribution. (...) this overall system of relations produces a set of powerful structural forces with nonlinear feedback effect, whose overall action shapes certain profound similarities despite very different contexts. The image is complex and multifaced, yet also regular and comprehensible ».

1.1.3 Les articulations de l'écologie politique

Notre analyse de la dynamique de la gestion côtière se basera sur une «actor oriented approach» (Bryant & Bailey 1997 : 23) qui « emphasises the need to focus on the interests, characteristics and actions of different types of actors in understanding political-ecological conflicts » et qui permet d'articuler concrètement les données recueillies aux éléments de l'écologie politique que nous utilisons dans notre analyse. Ainsi, en cherchant à comprendre la dynamique entre la société et l'environnement par un angle dirigé vers les acteurs de cette dynamique (individus des populations locales, maisonnées, communautés, chercheurs d'organismes de développement, gestionnaires de l'État, État), il est possible d'analyser leurs discours, leurs intérêts et de prendre conscience des relations de pouvoir, tout en gardant une analyse politique plus large (crise socio-économique, décentralisation, dégradation environnementale) de la situation.

Afin, dans une perspective d'écologie politique, d'obtenir une compréhension plus productive des communautés et de ses individus prenant part à la dynamique côtière, ainsi que des relations sociales et de pouvoir qui en émergent, notre recherche se penchera aussi sur l'analyse des maisonnées. En effet, cette dernière représente une unité sociale de base des communautés (Arnould & Netting 1982), et son analyse permet de comprendre les relations sociales, les discours, les relations de pouvoir, et leurs implications pour la dynamique côtière à un niveau local, de même que de lier ces relations au contexte social, politique et économique plus général dans lequel les communautés évoluent.

En effet, la maisonnée, dont les définitions sont multiples (Labrecque 1992; Ménard, Buéguet, Couillard 1992), est une unité sociale dynamique où interagissent plusieurs éléments, dont, entre autres, des activités de production et une division du travail particulière, des activités de consommation et d'échange, et des relations de pouvoir variant selon la composition des maisonnées (Barlett 1989). Ces différentes variables de la maisonnée en font une unité qui n'est pas fixe dans le temps et l'espace. En effet, la maisonnée se transforme d'abord grandement dans la diachronie, elle évolue et se

construit (Weismantel 1989). De plus, la maisonnée est fluide et hétérogène par sa composition, où les membres la constituant ne sont pas nécessairement membre de la famille (Wilk & Netting 1984; Pahl 1984) ou même résidant physique de la maisonnée; par exemple, des membres émigrés continuent souvent à contribuer au « pooling of finances, distribution of goods and services, reproduction and inheritance » (Netting, Wilk & Arnould 1984 : xxvii). Cette fluidité et cette flexibilité contribuent à la cohésion de la maisonnée et de la communauté dans laquelle elle s'inscrit (Breton et Doyon 1999; Doyon 1999). Nous présenterons dans notre recherche comment ces différents éléments s'articulent dans le contexte côtier et comment la maisonnée représente un espace social permettant l'adaptation et la résistance aux problèmes pouvant émerger de la dynamique côtière.

De plus, l'étude des échanges (voir Beaucage 1995; Godbout 2000, 1992; Palenzuela & Cruces 1995; Schwimmer 1995), entre et à l'intérieur des maisonnées, permet d'analyser les réseaux d'aide et de partage établis entre les individus les composant, l'importance qu'y occupe la famille fictive, de même que les pratiques d'utilisation, d'exploitation, de conservation, et de gestion des ressources naturelles dans la communauté en général. Dans ce sens, l'étude des « confédérations de maisonnées » (Smith 1984) se révèle être aussi une perspective riche et intéressante pour notre recherche :

> [t]he latter consist of a network of ties between a number of residentially discrete households based upon and sustained by a pattern of exchanges and complementarities of livelihood. These confederations may manifest 'coordinated' or 'centralised' networks of social relations (or both), and are likely to change over time due to divergence of interests and activities. Some will decompose and regroup, and new memberships and configurations will emerge. (Long 2001, 55)

Ce point est très important dans le contexte cubain car les relations d'échanges, d'aide et de don/contre don sont des pratiques très importantes pour la survie de la population. De même, les relations familiales dans le contexte cubain ne sont que très peu abordées car le gouvernement a voulu dans une certaine mesure substituer l'État à la famille, dont Fidel est maintenant le nouveau père des citoyens, mais les relations familiales (réelles et fictives) demeurent encore très importantes dans la société, dans

la structuration des relations sociales et dans la production d'identité, d'autant plus dans les régions côtières éloignées du centre du gouvernement. De plus, l'organisation des activités relatives aux ressources côtières est encore mal documentée et souvent négligée, en raison du contexte du socialisme qui tend à homogénéiser la conception des pratiques des diverses communautés et à les réduire à l'idéologie prônée par l'État. En effet, l'étude des maisonnées dans ma recherche permettra de mettre à jour les liens entre les individus de la communauté, leurs relations par rapport à l'environnement côtier, les relations de pouvoir, les processus de négociation, les mécanismes décisionnels (Couillard 1987), les intérêts particuliers des membres, selon le genre, l'âge, le statut social, et les activités économiques, qui prennent place dans les maisonnées. De plus, l'analyse des maisonnées côtières (Cole 1989; Davis & Nadel-Klein 1992; Nadel-Klein 1988; Schweitzer de Grys 1988) dans notre recherche permet de traduire la position plus générale des communautés face aux enjeux auxquels elles font face ainsi que d'analyser les stratégies communautaires, qui ne sont pas visibles au premier abord, que les individus adoptent face à la dynamique côtière dans le contexte actuel de crise socio-économique, de dégradation environnementale, de développement du tourisme, et de projets de développement/gestion.

Les zones côtières représentent un lieu social, économique, politique, et environnemental très important. La diversification et la croissance des différents acteurs que l'on y retrouve et des activités socio-économiques qui s'y font, tels que la pêche, l'aquaculture et le tourisme, couplées à la fragilité de ces écosystèmes en font entre autres foi. Plusieurs variables entrent en jeu dans ce contexte formant une dynamique complexe où se forment de nouveaux lieux de discours et de création d'identité inclus dans un système en constante mouvance. Toutefois, l'étude de cette dynamique en science sociale demeure encore relativement marginale et l'écologie politique des zones côtières que nous élaborons dans notre étude contribuera à ce champ théorique. En effet, de nombreuses études, portant entre autres sur la déforestation tropicale, l'érosion des terres arables, la pollution de l'eau, et la dégradation des sols tant en Afrique, en Amérique Latine qu'en Asie, s'inscrivant dans le cadre théorique de l'écologie politique ont été conduites (Amanor 1994; Asher

1995, Bebbington 1993, 1996; Collinson 1996; Dore 1995; Durham 1995; Gezon 1997; Meltzoff & Lemons 2001; Painter 1995; Peluso & Watts 2001; Shmink & Wood 1992, Sheridan 1988, 2001; Stonich 1992, 1993, 1998, 2001), mais aucune ne porte spécifiquement sur les zones côtières (voir Doyon 2002), et dans ce sens notre recherche enrichira cette approche théorique. De plus, elle contribue à l'écologie politique par l'étude de Cuba, un pays socialiste, car jusqu'à présent la majorité des recherches se sont concentrées sur l'étude de pays capitalistes, où la libéralisation des marchés a eu un effet dramatique sur l'exploitation des ressources naturelles.

Nous croyons fertile d'ajouter à notre compréhension et utilisation de l'écologie politique dans l'analyse des zones côtières la prise en compte des hybrides (Latour 1997). Ces derniers sont des « collectifs » formés par différentes boîtes noires. Ils représentent, par exemple, l'objet « destruction d'une zone de mangroves dans une lagune – diminution des captures de crevettes dans cette lagune – diminution des revenus d'une communauté – formation de nouveaux liens entre les membres d'une communauté pour assurer leur reproduction – création de stratégies permettant de nouvelles activités économiques – développement de la pêche côtière – développement de services touristiques locaux – incursion du tourisme international – politiques gouvernementales néo-libérales – désengagement gouvernemental de la protection environnementale – analyses scientifiques sur la mort d'une lagune – conflits dans la communauté concernant l'investissement des fonds – mauvaise gestion locale des problèmes de la lagune – conflits avec d'autres communautés de pêcheurs concernant les zones de pêche – pêche illégale des espèces protégées – etc. » Chacun des éléments de cet hybride est en relation avec les autres, peu importe qu'ils soient humains ou non-humains, et ils forment et transforment la réalité selon les conjonctures sur la base des relations de pouvoir et d'intérêts établies. Cet hybride constitue la boîte noire d'autres hybrides, tout comme chacun de ses éléments représente une boîte noire à l'intérieur de laquelle se retrouve d'autres hybrides.

Cette compréhension des hybrides dans une étude d'écologie politique permet d'avoir une vision plus globale et d'effectuer une analyse tenant compte de tous les éléments

en jeu par une logique et/et. Les hybrides permettent d'éviter de faire des dichotomies entre des éléments liés entre eux en poussant le chercheur à étudier et analyser tous les éléments de l'hybride avec la même méthode et dans les mêmes termes. Cela permet donc d'adopter une perspective d'analyse davantage symétrique, plus centrée, seyant à l'écologie politique puisque cette dernière cherche à comprendre la dynamique des relations impliquées entre tous les acteurs d'un système.

À la lumière de ces éléments, nous nous proposons d'aborder et d'utiliser l'écologie politique dans notre thèse comme un cadre théorique permettant l'analyse de la dynamique des relations dialectiques établies entre la société, et ses différents acteurs, et l'environnement basé sur une approche anthropologique qui analyse les perceptions, pratiques, discours, et relations sociales présentes entre les différents acteurs impliqués dans le système liant l'environnement à la société. Ainsi, l'analyse de ces relations, comprises comme des hybrides, se fera à travers et entre les différents niveaux décisionnels (sociaux, culturels, institutionnels, économiques, géographiques) dans une perspective synchronique et diachronique et prenant place dans un environnement politisé et non neutre. Cette perspective permettra de mettre à jour les relations de pouvoir, de contrôle, de résistance, et de négociation entre les différents acteurs émergeant de cette dynamique côtière, d'analyser leurs impacts sur la société et l'environnement et sur le processus de construction et de reproduction des relations socio-environnementales.

1.2 Regards sur le développement, la gestion et l'environnement

L'analyse de la dynamique de gestion des ressources côtières à Cuba se fera aussi à la lumière des différentes études critiques du développement environnemental et des pratiques de gestion des ressources dans le tiers-monde. En effet, les schémas de développement qu'a élaborés Cuba au cours des dernières décennies s'apparentent grandement aux pratiques de l'entreprise du développement. Ainsi, ces perspectives théoriques nous permettront d'analyser avec davantage d'acuité la complexité des différentes relations socio-environnementales en place, leur évolution et leurs

significations pour les acteurs. Nous présenterons d'abord la logique des discours et des pratiques du développement pour terminer avec les implications de ce système et les pratiques de gestion.

1.2.1 Le développement et l'environnement : revue et critiques

La mise en place d'un système

Dans les dernières années, un nombre croissant de chercheurs en sciences sociales se sont penchés sur la remise en question du développement, entre autres à travers une analyse critique de son discours (Cowan & Shenton 1995; Escobar 1995; Ferguson 1990; Gupta 1998; Hobart 1993; Parajuli 1991; Peet & Watts 1996; Sachs 1992). En effet, ils se sont demandés par quel processus certains pays du monde en sont venus à être considérés comme sous-développés par d'autres et comment cette question est devenue un enjeu important pour eux. Un premier élément de réponse se trouve dans le caractère conjoncturel du développement. En effet, c'est un phénomène historique délimité dans le temps et sa présence n'a pas toujours été évidente aux yeux du monde.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le monde est à la recherche de nouveaux défis permettant de remplacer les ennemis déchus. Le centre d'intérêt se porte ainsi sur un nouveau domaine, le social, dans une nouvelle ère géographique, les pays non-occidentaux, « découverts » avec la guerre. En effet, les expéditions occidentales dans le reste du monde ont fait découvrir à ces derniers la pauvreté et les différences qui les séparaient de ces populations. Une intervention devait alors s'imposer. Cette attitude face aux difficultés des populations pauvres n'est toutefois pas motivée uniquement par la philanthropie (Escobar 1995). Une série de conditions historiques et de facteurs idéologiques ont marqué la formation de l'entreprise du développement.

Ainsi, la guerre froide et la peur du communisme, la recherche de nouveaux marchés, la crainte de la surpopulation, la décolonisation et la montée nationaliste de plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ont d'une part contribué à former la pensée du développement et le discours qu'il a élaboré. De même, la croyance en la

modernisation, sa science et ses technologies, seuls pourvoyeurs de rationalité, d'objectivité et de neutralité, devait permettre de développer les nations dans le besoin, aux prises avec des « croyances » et des pratiques comprises comme dépassées et freinant la marche vers le progrès et l'avenir. Le développement et le discours qu'il organise mettent ainsi en pratique l'insertion du capitalisme, la création de capital avec tous les moyens qui y sont associés tels que l'industrialisation, l'urbanisation, la sédentarisation, des politiques fiscales et monétaires, le commerce et l'échange, et le développement économique par différentes techniques de production. Le développement met aussi de l'avant, à travers des programmes d'éducation, des valeurs culturelles propres aux occidentaux telles que la valorisation de l'individu, de l'entreprise et de la propriété privée, la croissance personnelle et sociale, l'organisation, l'amélioration, l'harmonie (voir Buckles 2000), ainsi que l'idée d'une évolution unilinéaire d'un stade vu comme inférieur vers un autre nécessairement meilleur, basé sur une organisation occidentale de la réalité.

Ainsi, bien que le développement comporte une certaine hétérogénéité dans ses tendances, il est marqué par un discours relativement unifié s'inspirant d'une tradition colonialiste et impérialiste, visible par l'imposition de ses valeurs et ses techniques peu importe quel peut en être le coût social, culturel, économique, et politique pour les nations dans lesquelles il s'implante, car son entreprise est justifiée par la vérité qu'elle transporte. Afin d'effectuer cette entreprise, le développement implique la maîtrise d'un savoir et d'un pouvoir[5] qui s'organisent en termes de processus d'institutionnalisation et de professionnalisation. « The concept of professionnalisation refers mainly to the process that brings the Third World into the politics of expert knowledge and Western science in general » (Escobar 1995, 45). Ainsi, ce mécanisme

[5] De nombreux liens et parallèles peuvent être développés ici avec les travaux de Foucault. Bien que nous ne nous avancerons pas maintenant dans cette avenue, qui pourrait constituer une thèse à elle seule, cette citation peut éclairer notre démonstration : « (...) le pouvoir produit du savoir (et pas simplement en le favorisant parce qu'il le sert ou en l'appliquant parce qu'il est utile) ; que pouvoir et savoir s'impliquent directement l'un dans l'autre ; qu'il n'y a pas de relation de pouvoir sans constitution corrélative d'un champ de savoir, ni de savoir qui ne suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir. (...) En bref, ce n'est pas l'activité du sujet de connaissance qui produirait un savoir, utile ou rétif au pouvoir, mais le pouvoir-savoir, les processus et les luttes qui le

permet, à l'aide de techniques, de stratégies et de pratiques disciplinaires, d'organiser le savoir sur le développement et les développés, menant à la création et au maintien de certains savoirs acquérant le statut de vérité. L'institutionnalisation permet quant à elle la création d'un champ dans lequel le discours du développement est « produced, recorded, stabilized, modified, and put into circulation. This field is intimately imbricated with the process of professionnalisation; together they constitute an apparatus that organizes the production of forms of knowledge and the deployment of forms of power, relating one to the other » (Idem, 46).

Ces éléments mettent en lumière comment le développement fonctionne en fait comme un discours, et qu'il évolue dans un espace de significations où certaines choses peuvent être pensées, dites et mises en pratique de manière précise au détriment d'autres, créant un effet de réalité, de vérité et de normalité ne permettant pas sa remise en question. Cet élément est à mettre en parallèle avec l'organisation et la gestion du social et des ressources naturelles effectuées par l'État cubain et qui est approprié par la population. Dans cet espace de signification, les idéologies de la modernisation, les institutions créées par le développement ainsi que les nouvelles idées que ces éléments ont mises en place sont organisées d'une manière originale qui crée le développement. Ce n'est pas seulement un assemblage, mais plutôt l'organisation de relations nouvelles entre ces différentes parties, et leur systématisation pour en former un nouveau tout cohérent, qui crée le discours du développement. Ces éléments forment donc maintenant une unité particulière avec ses propres règles de fonctionnement, d'inclusion, d'exclusion, d'échange, et de compréhension de la réalité, créant un nouvel hybride (Latour 1997). Ce nouveau système du développement permet alors la création d'objets, de concepts, de stratégies, et de pratiques définissant dans quelle mesure les différents objets sur lesquels le développement agit doivent entrer dans le système et être incorporés dans le discours du développement; « [i]n sum the system of relations establishes a discursive practice that sets the rules of the game : who can speak, from what point of

---

traversent et dont il est constitué, qui déterminent les formes et les domaines possibles de la connaissance. » (Foucault 1975, 36)

view, with what authority, and according to what criteria of expertise; it sets the rules that must be followed for this or that problem, theory, or object to emerge and be named, analysed, and eventually transformed into a policy or a plan » (Escobar 1995, 41).

Le système discursif du développement crée donc des objets, des concepts, des variables, des indicateurs, des populations pauvres dans le besoin, et des ressources naturelles par les règles qu'il déploie et qu'il contrôle. Il se dégage de ce discours du développement une homogénéisation du réel, une cohérence interne blindée par les idéologies qu'il transporte. Cette cohérence, cet effet de réalité du discours, permet sa reproduction par un système de logique qui semble indestructible, séparant les différents domaines de la vie en catégories sociale, économique, politique, environnementale qui leur donne l'apparence d'être distincts et par lequel le développement a d'autant plus de prise et de facilité à s'insérer dans la pratique. Cette reproduction est ainsi permise, à l'aide de savoirs, par l'imposition de pratiques propres au développement et par lesquelles des relations de pouvoir sont mises en œuvre. « The forms of power that have appeared act not so much by repression but by normalisation; not by ignorance but by controlled knowledge; not by humanitarian concern but by the bureacratization of social action » (Idem, 53), bien que toute entreprise de développement, par son ethnocentrisme et son impérialisme, possède une réelle charge de violence. Le discours du développement étend ainsi son autorité par les pratiques qu'il met en place et qui déploient des formes de pouvoir, permettant de maintenir à leur tour le discours qui les produit. Son autorité est de même maintenue par l'impact qu'il possède sur les populations développées, leur identité, leurs capacités et leur subjectivité, maintenant ainsi la distinction, nécessaire pour la reproduction du système, entre les développeurs et les développés. Bien que l'entreprise du développement puisse adopter différentes formes, ce système de fonctionnement et d'établissement de relations entre les différents acteurs est reproduit dans chacune de ses actions.

Dans le cas de Cuba, comme pour ce qui est du développement, le discours du développement des ressources naturelles et des relations que doivent établir les individus avec celui-ci, est basé sur les idéologies et les valeurs de la modernité, favorisant entre autres des approches basées sur l'industrialisation, la mécanisation, l'utilisation de techniques inspirées de l'approche scientifique, et le progrès. Ce système discursif permet la création d'objets, de concepts, et de stratégies définissant comment la pratique de l'aménagement doit s'organiser dans ce système. Ainsi, l'environnement a été remodelé par l'État cubain afin qu'il réponde à ses intérêts idéologiques et de développement, peu importe les conséquences que cela puisse avoir. En effet, le territoire a été réorganisé en secteurs de production permettant à l'État d'agir plus facilement sur ces derniers et en niant la diversification écologique des écosystèmes de même que des pratiques qui s'y appliquaient antérieurement par la population. Ce système devait ainsi correspondre aux idéaux et aux valeurs de la révolution en intégrant toutes les parties de la société cubaine dans un cadre définit et contrôlé par un pouvoir central. Nous verrons dans notre recherche comment ce système s'applique et évolue dans les régions côtières.

L'organisation des pratiques et du discours du développement

Le développement, et les idéologies qui le nourrissent, met en pratique son discours par différentes techniques. À la base de ses actions se trouve le postulat que les pays du tiers-monde ont des problèmes, particulièrement la pauvreté et le retard sur l'occident, et qu'il importe de les solutionner sur la base des principes de modernisation, de science, de technologie, et de neutralité qui animent l'entreprise du développement. Ainsi, que « the essential trait to the Third World was its poverty and that the solution was economic growth and development became self-evident, necessary, and universal truths » (Idem, 24), une situation qui peut se comparer à Cuba où le développement, qui permettra au pays de « sortir » du tiers-monde, est un impératif depuis le début de la révolution. Un tel constat appelle des solutions techniques simples, facilement exportables et implantables. La technologie du développement devait ainsi régler les problèmes des pays sous-développés en leur ouvrant les portes du progrès matériel, tout en donnant à ses populations une direction,

la possibilité d'innover ainsi qu'un sens à leur quête; cette attitude a d'ailleurs été largement utilisée à Cuba par l'ex-URSS à travers différents moyens techniques et idéologiques. Le transfert de technologies qui s'est donc effectué dans le tiers-monde est ainsi devenu un enjeu important de l'entreprise du développement, et loin d'être purement neutre et bénéfique pour les populations, il est devenu pour ces dernières un instrument occidental particulier de création d'ordres culturels et sociaux nouveaux (voir Garcia de la Huerta 1992). Ce phénomène implique ainsi que les populations assistées par le développement vivent une transformation des liens sociaux et environnementaux traditionnels de leur groupe pour y voir s'implanter de nouveaux mécanismes de contrôle amenés par le développement.

À travers cette poursuite de problèmes à résoudre se crée un processus de catégorisation, d'identification, d'étiquetage. Ainsi, les pauvres, les femmes, les sans terres, les petits fermiers, les pêcheurs artisanaux, les *stakeholders*, les illettrés, les malades, ou les affamés sont produits à travers la création du savoir de l'entreprise du développement. Ces catégories permettent aux développeurs de voir ces différentes réalités et d'imaginer un traitement qui y soit directement lié, permettant aussi l'application de ses méthodes, stratégies et interventions. De plus, les étiquettes données aux développés déterminent leurs droits dans le nouveau système et elles leur permettent d'avoir accès à certaines ressources, financières, naturelles ou sociales. Ainsi, elles réorganisent leur système culturel et social en les forçant à se conformer à ces catégories qui diffèrent de leur réalité afin d'avoir accès à ce que le développement peut leur offrir. La complexité des individus et la richesse de leur réalité est ainsi réduite à l'adéquation aux catégories. Celles-ci organisent de même la façon dont les développeurs entrent en relation avec les développés et conséquemment la manière dont ils conçoivent le monde et les problèmes des populations. De cette façon, les problèmes sont identifiés de manière simple et les actions entreprises pour agir sur ces derniers sont claires et opérables puisque séparées de tout contexte structurel, ce qui permet par le fait même aux développeurs de maintenir leurs relations de pouvoir face aux développés parce que ce sont eux qui ont créé les catégories et découvert les problèmes et solutions désincarnées qui les accompagnent. Comme pour le

développement, Cuba a donc imposé une catégorisation sur la réalité sociale et environnementale de l'île en forçant des éléments complexes et diversifiés à entrer dans des boîtes dont les formes et le contenu sont déterminés par des intérêts gouvernementaux de gestion, renforçant d'autant plus le pouvoir de ce dernier car il est le seul à pouvoir aménager et modifier ces catégories et à y inclure ou exclure les objets qu'il désire.

Ce processus de catégorisation peut être mis en parallèle avec celui de lisibilité (*legibilization*) de l'État sur la société que présente Scott (1998). En effet, l'entreprise du développement peut être comprise comme étant une institution au même titre qu'un État l'est, et cherchant à prendre le contrôle sur la réalité pour mieux lui permettre d'étendre son pouvoir et ses idéologies. Ainsi, le développement devant faire sens de la réalité à laquelle il est confronté dans le tiers-monde, tente de mettre en place des moyens d'accroître son savoir de la population et de son environnement afin de pouvoir en tirer une vision claire, simple et ordonnée lui permettant ainsi de mieux agir selon ses capacités. Ce processus a aussi marqué Cuba et le « développement socialiste » et notre étude en analysera ses impacts dans la dynamique côtière.

Ainsi, pour poursuivre l'analogie avec la thèse de Scott, le développement, lorsqu'il tente de mettre en pratique son discours, se retrouve devant une complexité de la réalité impressionnante, tant au niveau de l'organisation de l'environnement fait par les populations que sur le plan des relations sociales des groupes avec qui il entre en contact. Les pratiques locales de ces populations relèvent d'un niveau de complexité et de diversité qui n'entre pas dans le cadre d'application du discours et du pouvoir des développeurs et ces derniers ne peuvent donc pas avoir la vue synoptique dont ils ont besoin pour agir. Ainsi afin d'obtenir un savoir qui puisse s'appliquer sur les populations et leur environnement afin de mettre en pratique leur discours, les développeurs appliquent une analyse de la situation leur donnant une vision étroite, une vision «tunnel» de la réalité.

Cette forme d'approche de la réalité standardise et catégorise la réalité et permet alors à l'entreprise du développement de concentrer ses actions sur les éléments sur lesquels elle veut agir en fonction de ses idéologies, tel que la pauvreté, le manque de capital et de technologie, la croissance de la population, les mauvais services publiques, les pratiques agraires dépassées, des attitudes culturelles, les valeurs, ainsi que des facteurs ethniques, religieux, géographiques ou éthiques liés au « retard » des populations sous-développées. En se concentrant sur des variables précises d'une réalité beaucoup plus complexe et en les décontextualisant de leur structure, les développeurs peuvent alors voir les éléments de manière claire, simple, et la situation devient alors lisible (*legible*), permettant la manipulation et le contrôle.

Ainsi, le développement applique un filtre de conceptions sur la réalité qui rend certains éléments lisibles en fonction de ses intérêts particuliers, et non pas en fonction de la réalité elle-même, qui se trouve toujours schématisée et distante de l'organisation sociale réelle. La carte sociale que les développeurs tirent alors est toujours une réduction de la réalité et une tentative de la réaménager selon ce qu'ils souhaitent voir s'établir. Ainsi, les catégories et les étiquettes appliquées aux sous-développés forment une carte compréhensive et globalisante du monde, et, à l'aide des moyens et du pouvoir de l'entreprise du développement, elle contribue à transformer la réalité en une image idéale qu'ils veulent voir afin d'y appliquer leurs mesures.

Le développement adopte le même genre de mécanismes que l'Allemagne au 18ème siècle avec ses forêts en ce qui concerne ses interventions sur les pays sous-développés, leurs ressources et leur population. Ainsi, la gestion scientifique des forêts développée en Allemagne crée un système où l'État donne aux arbres une fonction utilitaire et les transforme en ressources naturelles à travers le plan qu'il s'en est fait, lui permettant de recréer la forêt afin qu'elle soit plus facile à gérer, couper, reproduire, compter, mesurer, et évaluer à travers l'utilisation de protocoles préétablis que des employés sans grande expérience de travail sur cet environnement peuvent appliquer avec facilité et sans erreur. Ces techniques permettent de la même manière au développement d'appliquer sa logique sur les États du tiers-monde. Le cas de Cuba

et de la gestion des ressources naturelles qui y a été mis en place reproduit en grande partie cette approche où des plans de gestion simples basés sur des catégories simples et visibles leur ont permis d'appliquer les techniques du développement dans un nouveau monde réduit, miniaturisé correspondant aux critères esthétiques de l'institution.

Cette façon de fonctionner comporte donc plusieurs avantages, dont celui de rendre le monde abstrait, universel et généralisable, donc facilement lisible pour un étranger, mais elle ignore toute la contextualité, la singularité, la fluidité, et la diversité des sociétés. Pour reprendre la comparaison de Scott (1998, 44), ces techniques reviennent à prendre une photo d'une rivière et ensuite d'essayer de la comprendre alors que l'essence même de la rivière ne peut y être reproduite. Toutefois, l'entreprise du développement ne cherche pas à connaître toutes les dimensions d'une société, cela n'est pas dans son intérêt car ses moyens d'actions ne sont applicables qu'à certaines conditions et elle n'est pas équipée pour agir sur les facteurs structurels et conjoncturels de la société ayant un impact sur la pauvreté (Ferguson 1990). C'est la raison pour laquelle les intérêts locaux des populations sont transformés en objectifs de développement. Toutefois, cette transformation est parfois difficile à saisir et à incorporer pour les populations locales car les nouveaux termes et le nouveau langage utilisé, créé par et pour l'entreprise du développement, ne correspondent pas à leur réalité et à leur compréhension du monde et des relations sociales, ce qui les met en position d'infériorité par rapport au pouvoir des développeurs, maîtres des nouveaux savoirs produits, demeurant systématiquement à l'extérieur de ce qu'ils gèrent, et où ceux ne pouvant pas se conformer à ce système doivent être éduqués ou simplement évacués du système.

Ainsi, on peut appliquer les cinq caractéristiques de la simplification que fait l'État (Scott 1998, 80) à la démarche du développement :

> Most obviously, state simplifications are observations of only those aspects of social life that are of official interest. They are interested, utilitarian facts. Second, they are also nearly always written (verbal or numerical) documentary facts. Third, they are typically static facts. Fourth, most stylized

> state facts are also aggregate facts. Aggregate facts may be impersonal (the density of transportation networks) or simply a collection of facts about individuals (employment rates, literacy rates, residence pattern). Finally, for most purpose, state official need to group citizens in ways that permit them to make a collective assessment. Facts that can be aggregated and presented as averages or distributions must therefore be standardized facts. However unique the actual circumstances of the various individuals who make up the aggregate, it is their sameness or, more precisely, their differences along a standardized scale or continuum that are of interest.

De même, le développement comme le « modern statecraft is largely a project of internal colonization, often glossed, as it is in imperial rhetoric, is a 'civilizing mission'. The builders of the modern nation-state do not merely describe, observe, and map; they strive to shape a people and landscape that will fit their technique of observation » (Idem, 82). Nous verrons dans les prochains chapitres comment l'État cubain a appliqué ces techniques à la gestion côtière.

Les discours, les savoirs et les pratiques du développement sont ainsi insérés dans des cadres institutionnels organisés de manière centraliste et hiérarchique dans lesquels les experts du développement peuvent déployer leur pouvoir. Ce pouvoir s'articule particulièrement par le biais des bureaucraties nationales, courroies de transmission des actions des développeurs, qui considèrent les contingences nationales purement accidentelles et facilement opérables, et où les relations de pouvoir peuvent être reproduites. En effet, comme le présente Ferguson (1990), les nations sont considérées comme des ensembles fermés, homogènes, politiquement neutres et où l'insertion des développeurs, considérés comme étant instruits, riches, industrialisés, scientifiques, modernes, rationnels, puissants et indépendants, peut être mise en œuvre et les transformations appliquées. Cette attitude nie ainsi la fluidité du pouvoir qui se dissémine à tous les niveaux de l'État et de la société dans les pays sous-développés (tout comme dans les pays occidentaux) et qui, contrairement à la perception du développement, ne se concentre pas dans un seul sujet unifié correspondant à leurs « paquets d'application » standardisés (Idem). Ces pratiques, implantées particulièrement par l'ex-URSS, à Cuba, et reprises ensuite par le gouvernement, ont marqué le pays à plusieurs niveaux. L'État et l'environnement sont politisés (cf. section 1.1), on y trouve des conflits, des intérêts, des perspectives, des coalitions, et

ils ne peuvent être considérés comme un bloc monolithique. Il en va de même pour la population qui résiste aux incursions de l'État et du développement en les réinterprétant et en les hybridant à travers une nouvelle production culturelle qui fait sens avec leur réalité (voir Comaroff 1985; Comaroff & Comaroff 1991; Fals Borda 1984; Ong 1987; Ortner 1995; Scott 1985; Taussig 1980). Ce processus de résistance s'observe entre autres par la migration et l'occupation par les populations à être développées des *nonstate spaces* (Scott 1998, 187), endroits illisibles (*illegible*), relativement impénétrables, dont l'environnement est difficile à coloniser par le développement (marécages, mer, déserts, estuaires, montagnes), une situation que l'on retrouve peu à Cuba car ces endroits, historiquement des berceaux de mouvements de rébellions, sont sous très haute surveillance depuis la révolution.

Les résultats, les effets et les échecs du développement

Malgré toutes les ressources et les efforts investis par la machine de l'entreprise du développement dans la résolution des problèmes identifiés dans le tiers-monde, force est de constater que la majorité de ses projets ont échoué. On peut d'abord avancer, en s'appuyant sur Scott (1998, 4) et en poursuivant le parallèle avec les actions de l'État, que l'entreprise du développement peut se conclure par des résultats négatifs, et parfois tragiques, pour les populations et l'environnement lorsque quatre facteurs entrent en jeu. Le premier consiste en l'organisation administrative de la société et de l'environnement sur la base du processus de lisibilité réducteur et simplificateur de la réalité. Deuxièmement, lorsque l'idéologie du modernisme, « uncritical, unskeptical, and thus unscientifically optimistic about the possibilites for the comprehensive planning of human settlement and production », est appliquée à ce processus impliquant donc une « self-confidence about scientific and technical progress, the expansion of production, the growing satisfaction of human needs, the mastery of nature (including human nature), and, above all, the rational design of social order commensurate with the scientific understanding of natural laws » (Idem). Ensuite, lorsque l'entreprise de développement applique de manière autoritaire des mesures afin de mettre en place ce processus et cette idéologie. Enfin, le dernier facteur contribuant aux effets négatifs du développement est lorsque la société civile n'est pas

organisée de manière à ce qu'elle puisse résister à ces initiatives. Nous verrons comment tous ces facteurs s'articulent dans la gestion des ressources naturelles à Cuba.

Ainsi, les plans de développement ne fonctionnent généralement pas parce que la manière schématique d'organiser le réel à travers une vision en tunnel ignore toujours les éléments essentiels de toute organisation sociale et environnementale réelle à contraintes réelles. En effet, « formal order, to be more explicit, is always to some considerable degree parasitic on informal processes, which the formal scheme does not recognize, without which it could not exist, and which it alone cannot create or maintain » (Idem, 310). Le développement occulte certains traits essentiels des groupes sociaux, il n'exerce pas une vision périphérique lui permettant de saisir le contexte dans lequel il s'insère et il n'applique pas de vision à long terme des mesures qu'il prend et des conséquences qu'elles peuvent avoir. Ainsi, bien que tous les projets de développement comportent des particularités, le degré d'abstraction sur lequel ils se basent pour comprendre la réalité et appliquer leurs techniques est toujours létal à leur entreprise. L'exemple de l'échec retentissant des fermes d'État cubaines, dont l'organisation, le fonctionnement et la planification de la production étaient pourtant réglé au quart de tour et dont le succès devait être assuré, le démontre.

Le manque de considération des savoirs locaux par l'entreprise du développement contribue grandement à ces échecs. En effet, dans toute entreprise de transformation de l'ordre social et écologique d'une population, les individus ont toujours un savoir « traditionnel » ou « local » organisé et cohérent de leur milieu et de ses contingences qui leur ont permis de se reproduire dans le temps (voir Berkes 1999; Bielawsky 1996; Bouret 2002; DeWalt 1994; Freeman & Carbyn 1988; Howitt, Connell & Hirsch 1996; Inglis 1993; Johannes 1989, 1993; Jonhson 1992; Purcell 1998; Ruddle 1994; Scott 1989, 1996; Sillitoe 1998). Ainsi, les problèmes de gestion sont rarement le résultat de l'incompétence des groupes locaux, comme le souligne souvent l'entreprise du développement, et il faut au contraire prendre en considération les savoirs et les savoir-faire locaux, les mētis (Scott 1998) des populations, ce qui est rarement le cas

dans les projets de développement. Il faut de même tenir compte des processus informels des groupes sociaux, de la créativité et de l'improvisation dont ils peuvent faire preuve dans diverses situations et garder à l'esprit que le savoir de ces organisations et de ces processus par un étranger ne sera jamais que contextuel et partiel.

La collaboration des populations locales dans les projets de développement est donc une condition de réussite, car leur résistance ou même leur simple passivité et désinvestissement peut totalement saboter une initiative. Toutefois, on constate une résistance de la part même des développeurs à une telle collaboration. Cette attitude n'est toutefois pas seulement basée sur un mépris ou un préjugé face aux populations et leurs pratiques, mais elle s'ancre aussi dans les fondements de la relation de pouvoir qui lie le développeur au développé (Idem 286, 305). En effet, si les développeurs négocient avec les populations locales, s'ils admettent qu'ils peuvent apprendre d'eux, leur statut dans l'institution est miné, comme le devient l'entreprise du développement. De même, puisque les locaux appartiennent au passé dans les principes du discours du développement, les développeurs, orientés vers l'avenir et le progrès, voient peu d'intérêt à comprendre leurs pratiques et à apprendre leurs savoirs. De plus, puisque pour les développeurs ce qui peut être considéré comme su et applicable doit être prouvé scientifiquement, toutes les autres pratiques ne s'insérant pas dans ce processus de scientificité sont automatiquement exclues. Ces processus et cette idéologie ont été mis en place dans le développement qu'a appliqué le gouvernement cubain après la révolution.

Ainsi, la logique du développement tend à consolider le pouvoir des institutions et à diminuer l'autonomie des populations locales par rapport à ces institutions. Cette pratique modifie ainsi l'organisation des communautés et transforme les relations de pouvoir, contribuant ainsi au processus d'altération des subjectivités des individus (Escobar 1995, 10) qui en viennent à se considérer eux-mêmes comme sous-développés, reproduisant ainsi par le fait même l'entreprise du développement. Cette « subjectivisation » s'insère dans le processus de production des effets instrumentaux

du développement. En effet, malgré le fait que les intentions de certains membres de la machine du développement peuvent être de réellement améliorer la condition humaine en éradiquant la pauvreté, ou alors de prendre le contrôle de populations afin de les assujettir à des fins instrumentales par le discours des diktats du modernisme, les actions du développement, une fois déployées dans les bureaucraties et les populations locales, s'organisent de manière originale et créent une nouvelle réalité sociale. La production de la nouvelle structure sociale, politique, économique, et environnementale que permet le développement n'est plus dans ce processus le fait des désirs de certains. En effet, la résultante des pratiques de projets de développement crée de nouvelles organisations complexes et puissantes de structures de contrôle devenant d'autant plus efficaces par le fait qu'elles semblent naturelles et qu'elles ne sont produites par aucun sujet déterminé et identifiable (Ferguson 1990, 19).[6]

Cette modification du pouvoir permet ainsi d'augmenter le pouvoir des bureaucraties nationales et de les étendre à de nouveaux domaines de la société en même temps qu'il dépolitise la pauvreté, le social et l'économie. Ainsi, « the instrument-effect then, is two-fold : alongside the institutional effect of expanding bureaucratic state power is the conceptual ideological effect of depoliticizing both poverty and the state » et « if the instrument effect of a development project ends up forming any kind of strategically coherent or intelligible whole, this is it : the anti-politics machine » (Ferguson 1990, 255). Ainsi, l'abolition de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations par l'application de différentes techniques sont donc vidées de leur substance et deviennent la porte d'entrée de cette machine pour augmenter le pouvoir bureaucratique, processus rendu d'autant plus aisé par la visibilité du projet initial du développement, présenté comme neutre et bienfaiteur. Conséquemment, malgré l'échec des plans officiels du développement, qui justifierait l'arrêt ou à tout le moins de sérieuses réorganisations de toutes autres tentatives, le développement se reproduit constamment dans la même structure à cause du succès de ses effets instrumentaux.

---

[6] Une approche orientée sur les acteurs permet d'analyser ces effets instrumentaux et les relations de pouvoir qui y sont à la base.

Il importe de préciser que ce processus ne peut être vu comme une conspiration des développeurs possédant le pouvoir contre les développés (Ferguson 1990; Scott 1998). En effet, l'augmentation du pouvoir et sa pratique sur les populations et dans le système ne sont pas prévus, et même s'ils l'étaient cet objectif ne serait sûrement pas atteint. De plus, le pouvoir est disséminé à travers toute la structure et les articulations du développement et non pas dans des sujets définis; il peut prendre dans ces différents niveaux des formes différentes et parfois contradictoires. Toutefois, les critiques du développement fondées sur l'analyse du discours tendent parfois à négliger cette multiplicité des formes de pouvoir et à attribuer trop d'importance à l'intentionnalité des développeurs et de l'entreprise du développement en général.

En effet, certains auteurs adoptant une vision critique provenant du « Sud » (Argawal 1996; Everett 1997; Gardner 1997; Gardner & Lewis 2000; Green 2000; Grillo & Stirrat 1997; Kaufmann 1997; Lehmann 1997; Philips & Edwards 2000; Pigg 1992; Sivaramakrishan & Argawal 1998; Stirrat 2000), soulignent l'importance de cette perspective. Ainsi, ils insistent pour affirmer qu'il faut prendre en considération l'hétérogénéité et la fluidité des discours du développement et des relations de pouvoir qu'ils créent. Il faut aller au-delà de cette vision du développement basée sur des relations *top-down*, hégémoniques et statiques. Il est plus pertinent d'analyser la manière dont le discours et les pratiques du développement sont politisées et comment les contradictions et les négociations prenant place dans les institutions de développement peuvent même contribuer à modifier des plans d'aménagement, comme dans le cas du *White Paper* du gouvernement britannique que présentent Gardner & Lewis (2000). En effet, les participants de l'entreprise du développement comptent plusieurs différences d'intérêts entre eux et ils ne parlent pas d'une seule voix. Leurs différences interpersonnelles, leur position dans les institutions, leur passé professionnel, leurs valeurs, et leurs capacités à travailler sur le terrain sont autant de facteurs qui contribuent à diversifier et à politiser le discours du développement (voir Stirrat 2000). De même, les États, les compagnies transnationales, les ONGs locales

sont d'autres acteurs qui contribuent à modifier le discours et les pratiques du développement et à les diriger dans de nouvelles directions.

De plus, les bénéficiaires ne prennent pas tout pour acquis dans le discours du développement. Ils peuvent résister à cette entreprise tout comme ils peuvent y collaborer (voir Everett 1997; Ortner 1995), et pas seulement sur la base d'une transformation de leur subjectivité; ils peuvent voir des intérêts aux projets de développement sans se sentir sous-développés et victimes du développement, et ils peuvent y insérer leurs propres agendas et tenter d'utiliser ce mécanisme pour augmenter leur propre pouvoir; ils retransforment les significations du développement et le réaménagent à leur avantage. Le monde ne peut donc pas se diviser de manière étanche entre les développeurs et les développés. L'entreprise du développement peut être reprise au compte des populations locales et le développement ne peut être dans cette perspective qu'une simple production des pays occidentaux à la vision monolithique, car les individus ont la capacité d'agir (voir Crush 1995; Hobart 1993; Long 2001; Long & Long 1992), ils ont accès à différents pouvoirs à différents moments et ils ne font pas que jouer un rôle dans la narration d'un autre. Le développement est réapproprié au niveau local par les individus et peut être différent selon les contextes géographiques et historiques des groupes, selon les États, selon les différentes agences de développement, et même dans une même institution. Les définitions, les concepts et les applications du développement sont négociés et contestés par les différents agents du développement à toutes les étapes et à tous les niveaux de sa production, contribuant à créer des pratiques et des discours nouveaux, contingents des différents rapports sociaux qui se créent, et qui ne peuvent être prédits.

1.2.2 La pratique du développement dans la gestion de l'environnement

Le développement durable

Le concept de développement durable est un des premiers termes clés à s'être inséré dans le discours et la pratique du développement appliqué aux ressources naturelles. Débutant comme une rhétorique attrayante pour les participants du développement, le développement durable est maintenant devenu une « obligation » pour tous projets de

développement et tous les programmes gouvernementaux; il se trouve ainsi dans les fondements idéologiques de tous les projets et dans toutes les introductions de leurs rapports. Le développement durable est donc perçu comme un problème lorsqu'il n'est pas appliqué, situation à laquelle il importe de remédier, et il est au même moment vu par plusieurs développeurs comme la solution incontournable aux problèmes de dégradation environnementale, de pauvreté, de croissance économique, d'accumulation de capitaux, de réajustement de politiques nationales égarées qui semblent nuire au développement et à la croissance, la voie vers la démocratie et la participation populaire, la solution pour l'insertion du tiers-monde dans la globalisation, pour son passage vers la modernité, le développement technique, et l'adoption d'attitudes culturelles favorables aux mesures du développement.

Le développement durable a commencé à être utilisé dans les années 1970, et il fut publicisé principalement par les agences et institutions internationales. Ainsi, en 1972 à Stockholm la conférence des Nations Unies a utilisé ce terme pour la première fois et l'a définitivement inséré dans la culture du développement et de l'assistance. En effet, il fut par la suite repris par différentes organisation telles que le United Nation Environment Programme (UNEP) et le International Union for Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN), et il fut la base du rapport Brundtland de la World Commission on Environment and Development (WCED) publié en 1987 et qui représente probablement le document clé dans l'utilisation et les critiques qui ont été faites du développement durable, et auquel ont suivi d'autres rapports, dont *Caring for the Earth* et *Agenda 21*.

La notion de développement durable origine du monde occidental et s'ancre dans les courants environnementalistes qui l'ont marqué. Ce concept représente une réponse aux changements de la compréhension scientifique de l'environnement et des écosystèmes ainsi qu'aux idéologies concernant le monde et la société, entre autres à travers des valeurs concernant la conservation des ressources naturelles, particulièrement dans les environnements tropicaux, la possibilité de gérer l'environnement, la portée globale des préoccupations scientifiques, et la montée des

perceptions concernant une crise écologique mondiale (Adams 1991). De même, le discours du développement durable prend racine dans des modifications qui ont eu lieu dans la pratique du développement, telles que la croissance de l'importance accordée aux évaluations d'impact des projets de développement et à l'obtention de savoirs du niveau local par les organismes de développement, le constat d'échec des approches *top-down* de développement, les problèmes sociaux et environnementaux à l'ampleur encore inégalée résultant de cet échec, les protestations qui en découlent, de nouvelles divisions internationales du travail, et des techniques permettant d'évaluer la dégradation environnementale globale.

Bien que le développement durable, défini par le document *Our Common Future* comme étant un « development that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs » (WCED 1987, 43) provient principalement de l'occident et de ses préoccupations, l'application de ce concept est surtout dirigé vers le tiers-monde, régions géographiques visées par le développement en général, où ce concept reproduit les idéologies de la modernisation, du développement technique, et de la croissance du capital. Ainsi, comme plusieurs auteurs critiquant la notion de développement durable l'ont d'abord présenté (Adams 1991; Annan 2000; Brodhag 2000; Carim & al. 1987; Clark & Munn 1987; Colombo 2000; Costanza & Wainger 1991; Dore 1995, 1996; Douglas 1984; Escobar 1995, 1996; Fisher & Black 1995; Garcia 2000; Hecht 1999; Lele 1991; Luke 1995; Norgaard 1994; O'Connor 1994; Redclift 1984, 1987; Richardson 1997; Rist 1997; Roe 1996; Temple 1992; Young 1995), ce terme est hautement ambigu et peut être repris par différents discours du développement pour être adapté à des réalités et des contextes très différents. En effet, puisque le terme du développement durable provient de plusieurs courants idéologiques appartenant à autant de domaines, ses définitions varient et « this diversity gives it great strength, since it makes it extremely difficult for protagonists to find a clear target » (Adams 1991, 66). En effet, bien que le discours du développement durable semble composer un tout cohérent, il demeure polyglotte et hétérogène et s'adapte ainsi facilement aux différentes options du développement. Les définitions du développement durable des institutions

internationales étant simples et ne précisant pas exactement ce qui doit être changé et comment ce doit être fait, elles permettent à tous et chacun de s'y identifier, d'autant plus qu'elles n'impliquent pas de mesures écologiques précises à être prises, et demeurent ainsi ouvertes à toutes les interprétations. À Cuba, les représentants du gouvernement et les chercheurs / scientifiques ont d'ailleurs élaboré une version qui leur est propre, basée sur différents discours de Castro sur le sujet.

Les critiques du développement durable notent dans un deuxième temps que le développement durable est un paradoxe puisqu'il souhaite représenter un compromis politique entre le développement économique et la gestion durable de l'environnement : « sustainable development is an effort to rescue and protect economic growth from its environmental critics » (Fischer & Black 1995, xiv). En effet, le développement durable tente de réconcilier « deux vieux ennemis » et donne l'impression que seulement des changements mineurs au système de marché soient requis pour permettre le développement de projets prenant à cœur la protection de l'environnement, masquant ainsi le fait que le cadre de pensée économique ne puisse accommoder des considérations environnementales sans effectuer des réformes importantes de son système. Ainsi, comme le propose Dore (1996) le développement durable ne chercherait donc pas à transformer le système capitaliste pour favoriser la protection des ressources naturelles, mais plutôt de transformer le discours afin que l'économie de marché et ses implications dans le développement apparaissent davantage *eco-friendly*, car comme l'affirmait le président de la Banque Mondiale suite à la publication du rapport Brundtland : « sound ecology is good economics » (dans Escobar 1996, 53). La stratégie du développement durable ne porte donc pas dans cette perspective son attention sur les conséquences négatives de la croissance économique pour l'environnement, mais plutôt sur les effets de la dégradation environnementale sur la croissance et son expansion. Il se ferait donc une capitalisation de la nature et non pas le déploiement d'un respect pour les principes écologiques, et « by rationalizing the defence of nature in economic terms, advocates of sustainable development contribute to extending the economization of life and history » (Escobar 1996, 53).

En orientant ainsi ses intérêts vers la conservation environnementale pour promouvoir le développement, le développement durable suppose que la dette, la pauvreté et la croissance de la population du tiers-monde doivent être freinées afin de permettre la conservation et l'application de pratiques environnementales protectrices, et que le développement économique est nécessaire afin de régler ces problèmes ainsi qu'enclencher le développement durable. De même, la protection environnementale pourra être atteinte à travers la gestion de l'environnement, des régulations et des législations gouvernementales qui pourront être mises en œuvre avec les fonds que pourra obtenir le gouvernement à travers le développement économique, permettant par le fait même à ces États de se « responsabiliser » par rapport à leur environnement et leur économie. La croissance bureaucratique et l'expansion de ses pouvoirs sur la population sont ainsi sous-entendue dans cette prémisse, ne laissant que peu d'initiatives aux populations locales, qui doivent être aidées par le système hiérarchique pour pouvoir changer leur situation.

Le développement durable actualise donc les principes de gestion de l'environnement et du social devant désormais s'appliquer au niveau global, et dont les instigateurs sont encore principalement les développeurs occidentaux qui détiennent le mot d'ordre quant à ce qui doit être géré et ce qui doit être conservé par l'application des étiquettes du développement. Ces catégorisations qu'appliquent les projets de développement durable réussissent encore ici à masquer les causes structurelles de la pauvreté et de la dégradation environnementale en établissant un lien de cause à effet entre la pauvreté et la destruction des ressources naturelles et en niant les relations complexes qui lient les individus à la nature en créant et formalisant l'environnement (voir Sachs 1992). La durabilité des pratiques de tels projets utilise ainsi la pauvreté comme un moyen instrumental d'intervenir sur la réalité, le concept même de durabilité, sa portée pratique et sa signification demeurant la plupart du temps l'apanage des développeurs sans être mis en relation avec les contextes particuliers des populations : « As a social goal, then, sustainability is fraught with unresolved questions. Sustainable for how long [...]? Sustainable at what level of human appropriation [...]? Sustainable for

whom [...]? Sustainable under what conditions [...]? Sustainable development of what [...]? » (Luke 1995, 21-22).

En effet, les réseaux liant les relations de pouvoir, l'environnement, la diversité des acteurs sociaux en jeu et les préoccupations locales ne sont pas prises en compte dans une telle perspective de développement durable. De la même manière, les enjeux liés au contrôle et à l'utilisation des ressources sont perçus comme étant dépourvus de leur contexte politique et social (la disparition des ressources naturelles, les changements dans les structures d'exploitation des ressources naturelles et de la division du travail, les conflits ethniques et sociaux, les conflits pour l'accès au territoire et à la propriété, l'inégalité dans l'accès aux ressources, la marginalisation économique, etc.) contribuant à la destruction environnementale. Ainsi, la dégradation environnementale peut être constatée par un groupe selon ses propres interprétations et intérêts de ce que l'environnement et ses ressources naturelles devraient être, à qui et comment elles devraient servir, et le développement durable de cet environnement est ainsi fonction des intérêts des différents acteurs impliqués avec la ressource (population locale, gouvernement, agence de développement, etc.) et de comment ils peuvent en venir à un consensus (voir Peluso 1992). Il importe ainsi de garder à l'esprit que l'environnement n'est pas neutre et qu'il représente et incorpore des relations de pouvoir, des luttes et des stratégies de résistance. En ce sens il importe de préciser que, de par le caractère vague de la compréhension du développement durable, il est aussi réapproprié par les populations locales et ses représentants qui transforment selon leurs intérêts sa définition et ses significations (Everett 1997). Nous verrons dans notre recherche comment est bricolé le développement durable par l'État, ses représentants, les chercheurs et les populations locales et quelles en sont les implications pour la dynamique de gestion côtière.

Ainsi, le développement durable est une construction culturelle, s'enveloppant souvent du voile de la science, qui adapte le discours du développement dans une narration quelque peu modifiée mais conservant plusieurs de ses pratiques et de ses idéologies. Toutefois, comme pour l'entreprise du développement, le développement durable ne

peu plus désormais être assimilé à un système de discours et de pratiques monolithique découlant d'acteurs aux intérêts homogènes et calculés, et certains tentent d'y proposer des alternatives (voir Loomis 2001), qui demandent cependant un changement profond des conceptions concernant le tiers-monde, leur souveraineté, leurs capacités, et leurs habiletés d'adaptation et de création.

La cogestion, une famille de concepts et de pratiques

Les initiatives orientées vers le développement durable s'articulent dans différents types de projets d'aménagement des ressources naturelles qui peuvent s'inscrire dans des approches liées au développement « traditionnel », ou dans d'autres plus progressistes. La cogestion est un type de gestion se rapprochant davantage à cette dernière catégorie et qui s'est particulièrement démarquée dans le secteur halieutique et côtier. Des systèmes de cogestion (Baland & Platteau 1996; Jentoft 1989; Pinkerton 1989) émergent généralement lorsque des problèmes dans la gestion des systèmes de tenure de ressources apparaissent. Ainsi, la cogestion peut être analysée par rapport à quels utilisateurs ont quels droits de propriété et d'exploitation des ressources d'un territoire (Pomeroy & Berkes 1997), une situation qui peut devenir complexe dans le cas des pêches, par exemple, où le contrôle de l'accès aux ressources est difficilement applicable. Alors que certains affirment que les droits de propriété de la cogestion se situent entre les communaux et la tenure d'État (Idem), d'autres affirment que la cogestion peut tout aussi bien émerger d'un système de tenure privé ou d'accès ouvert (McCay & Jentoft 1998). En réalité toutefois, la cogestion est beaucoup plus complexe et implique souvent plusieurs éléments de ces différents systèmes de tenure se chevauchant.

La cogestion se définit comme étant un partage de l'autorité et des responsabilités concernant la gestion des ressources naturelles entre l'État / représentants du gouvernement / agence gouvernementale et les usagers locaux / communautés locales / organisation de *stakeholders* à travers une association dans une forme de gestion participative (voir Berkes, George & Dearden 1991; Breton et al. 1996; Brown 1996, 1999; Collet 1999; Dale 1989; Huber & Jameson 1999; Jentoft 1985, 1989; Jentoft &

McCay 1995; Larson 2002; McCay & Jentoft 1996; Pinkerton 1989, 1993; Pomeroy & Berkes 1997; Prystupa 1998; Schlager & Ostrom 1993; Singleton 2000; Ward & Weeks 1994). La cogestion ne représente pas un modèle unique et comporte de nombreuses formes selon l'implication du gouvernement et des populations dans le processus. Ainsi, dans une échelle de délégation de pouvoir, ce type d'aménagement peut être purement consultatif, qui est en fait la forme la plus commune où le gouvernement ne fait que consulter la population dans le but, généralement, de légitimer ses objectifs et ne permet pas d'insérer les savoirs et les intérêts des utilisateurs dans le processus de gestion. La cogestion représente, à l'autre extrême du spectre, des pratiques de gestion vraiment coopératives et offre une réelle opportunité aux usagers d'exprimer leur voix et d'appliquer des responsabilités où les pouvoirs sont partagés entre ces derniers et l'État; elle favorise l'auto-gouvernance dans un cadre légal établit par le gouvernement (McCay & Jentoft 1996). Nous verrons dans notre thèse comment les discours du gouvernement et des chercheurs membres du projet de développement utilisent ces définitions à travers l'idéologie de la révolution et les nouvelles pratiques de décentralisation et comment se fait leur mise en pratique dans la communauté.

Un système de cogestion devrait utiliser les capacités et les intérêts des utilisateurs et les complémenter avec les habiletés du gouvernement à effectuer des législations et à mettre les lois en application. En effet, ce qui fait la force de la cogestion c'est l'union de deux formes de discours et de pratiques, union qui devrait respecter les intérêts de chacun davantage que s'ils étaient isolés. Ainsi, le gouvernement doit clarifier les politiques quant à la gestion des ressources et doit établir un cadre d'autorité légal afin que les droits des utilisateurs dans ce processus soient respectés. Ce cadre peut d'abord s'articuler autour de certains éléments de base (McCay & Jentoft 1996). Il faut donc tenir compte de questions de représentation, telles que qui peut être membre du groupe, qui doit être inclus et qui peut participer aux décisions démocratiques; il faut aussi tenir compte de questions de domaine, comme par exemple à quel niveau doit se faire la participation des utilisateurs et quelles activités peuvent être le mieux gérées au niveau local et gouvernemental; et enfin il faut tenir compte de questions de

communication entre les utilisateurs entre eux et avec le gouvernement, comment régler les conflits qui peuvent exister, évaluer les intérêts divergents et comment établir un consensus. L'analyse de ces éléments se révèle très intéressant dans notre étude où l'État, les chercheurs et la communauté se les réapproprient et les négocient pour mettre de l'avant leurs différents intérêts.

Dans ce contexte, le gouvernement peut offrir un support légal et politique pour la nouvelle institution de cogestion, il peut légitimer les droits de propriété et d'utilisation de la ressource et du territoire au groupe participant, il peut appliquer et coordonner les lois relatives aux règles mises en place pour gérer la ressource, comme de resserrer la surveillance sur l'exploitation, il peut offrir un support financier et technique si le groupe le nécessite afin qu'il puisse rencontrer ses objectifs (voir Katon et al. 2000). De même, certains affirment que le gouvernement peut participer à la résolution de conflits entre les utilisateurs et les groupes d'utilisateurs, mais l'efficacité de ce type de participation est questionnable car le gouvernement n'a généralement pas un savoir approfondi des particularités communautaires pour pouvoir s'impliquer dans la gestion de conflits sans les envenimer (voir Buckle 2000). Dans un système de cogestion, l'État doit, en plus de mettre en place un cadre légal, établir certaines conditions permettant aux utilisateurs de la ressource impliqués dans le processus de cogestion de former des organisations qui permettent des actions concertées et qui leur permettent de se réunir pour discuter des problèmes et être libre de critiquer les actions du gouvernement, et ce dernier doit de même être disponible et à l'écoute pour les utilisateurs afin qu'ils puissent discuter de leurs idées et de leurs préoccupations. Dans le cadre de la révolution cubaine, nous verrons comment ces éléments occupent une position ambiguë.

En effet, le système de cogestion implique une décentralisation des pouvoirs, du contrôle et de l'autorité du gouvernement concernant la gestion des ressources vers les populations utilisatrices locales afin que la cogestion soit maximale, un processus souvent difficile. Dans ce processus que doit mettre en place le gouvernement, les utilisateurs de la ressource doivent donc avoir la possibilité d'entrer dans un véritable

dialogue avec l'État et participer dans la nouvelle forme de gestion. La cogestion crée alors non pas seulement une nouvelle institution, mais une nouvelle relation sociale qui doit être sans cesses négociée avec l'arrivée des changements qui se posent à elle. Ainsi, les utilisateurs doivent acquérir du pouvoir dans le processus, ils doivent participer dans la formulation de régulations et de projets, et leurs formes de régulations traditionnelles basées sur leurs normes sociales doivent être au moins reconnues, au mieux acceptées par l'État. Dans ce processus l'État permet la création de légitimité et de responsabilité pour les organisations et les institutions locales. Les individus ont par le fait même davantage d'autonomie, de pouvoir sur les événements qui les touchent, et participent à aménager leurs activités par une démocratisation des pratiques dans lesquelles ils participent (voir Pinkerton et Winstein 1995). Ce processus est en place au niveau discursif à Cuba, mais il en va autrement dans la pratique et nous verrons comment s'articule cette dynamique dans la communauté.

Les expériences de cogestion sont toutefois souvent marquées par des difficultés et des échecs, comme le démontrent les analyses de plusieurs auteurs (Benjamisen 1997; Chakalall 1991; Espeut 1992; Honneland 1999; Jentoft & Sandussen 1996; Katon et al. 1999; Katon et al. 2000; Kruse, Klein & Breaund 1998; Mahon 1988; Pomeroy & Beck 1999; Renard 1991; Sandersen & Koester 2000; Sekhar 2000; Sunderlin 1997; Thorburn 2000; Turner 1999; Virdin 2000; Warner 1997). Les principales raisons de cette situation sont attribuables à plusieurs facteurs. Premièrement, le gouvernement et les utilisateurs des ressources doivent reconnaître qu'il existe un problème ou une situation de crise quant à la gestion des ressources. Deuxièmement, pour qu'un système de cogestion puisse s'implanter, il faut que les utilisateurs forment une organisation ou que les relations qui les lient dans les communautés soient assez puissantes pour qu'il y ait un dialogue entre eux, et ce dialogue concernant la gestion des ressources naturelles devant permettre l'exécution de règles concernant l'exploitation de la ressource doit exister avant que le gouvernement ne s'implique dans un projet de gestion. Les usagers doivent de même accepter de participer dans un tel projet (voir Chuenpadgee & al. 2002; Marcus 2001) et le gouvernement doit reconnaître les groupes d'usagers, les légitimer et tenter de construire la cogestion sur

la base de ces groupes existants. De plus, dans l'élaboration de projet de cogestion, les membres impliqués doivent tenir compte de tous les groupes d'individus qui ont une relation avec la ressource pour que le processus fonctionne.

Les approches participatives (voir Campbell & Salagrama 1999; Christie et al. 2000; Costa, Kottak & Prado 1997; Green 2000; Landon 1998; McCay & Jentoft 1996; Kumar 2002; McConney 2000; Macnaghten & Jacobs 1997; Nielsen & Vedsmand 1999; Paolisso 2002; Warner 1997), le *community-based resource management* (CBRM) (voir Berkes 1989, 1997; Berkes & Folk 1998; Brosius, Tsing Lowenhaupt & Zerner 1998; Burdge 1996; Costa Neto 2000; Díaz 1998; Dyer & McGoodwin 1994; Ferrer et al. 1996; Katon et al. 1999; Katon et al. 2000; King 1997; Landon & Langill 1998; Leach, Mearns & Scoones 1999; Nickerson-Tietze 2000; Polnac et al. 2001; Pomeroy & Berkes 1997; Reis & D'Incao 2000; Sajise 1995; Smith & Berkes 1993; White 1994; Young 1999), et le *integrated resource management* (IRM) (voir Agbayani, Baaticados & Siar 2000; Bellamy et al. 1999; Cicin-Sain & al. 2000; Cicin-Sain & Knecht 1998; Clark 1996; Courtney & White 2000; Dahl 1997; Diop, Soumare & Diouf 1999; Freemuth 1996; Gibson, McField & Wells 1998; Land 1990; Margerum & Born 2000; Meltzer, Burke & Bellefontaine 1998; Olsen & Christie 2000; Rijsberman 1999; UNEP 2000), sont de nouvelles techniques de gestion qui s'inspirent toutes de la cogestion, et qui souvent lui ressemble; certains avançant que cette dernière s'équivaut à ces approches, d'autres prétendent que ces mêmes approches permettent d'implanter avec plus de succès un projet de cogestion des ressources naturelles. Leur point commun demeure toutefois d'accorder un intérêt primordial à la participation des communautés utilisant les ressources dans le processus de gestion, ainsi que de représenter des moyens efficaces de gestion pouvant pallier aux déficiences du développement traditionnel. Nous verrons comment ces nouvelles appellations de gestion sont utilisées à Cuba dans différents contextes et ce qu'elles impliquent pour la gestion côtière.

Ainsi, la cogestion peut représenter, en principe, un effort louable et de bonne foi pour réconcilier les parties qui ont traditionnellement été impliquées dans la gestion des

ressources naturelles, et par le fait même de les faire avancer et rencontrer des buts et des intérêts que chacun favorise. Toutefois, la cogestion est souvent employée comme l'est le développement durable et devient une formule narrative accrocheuse et racoleuse pour continuer plus discrètement à faire un développement traditionnel des populations et des ressources qu'elles utilisent. En effet, la cogestion dépend souvent de l'implication et de la volonté de l'État et de ses différentes agences davantage que de celle des populations, qui, dans plusieurs cas, effectuent déjà une forme de gestion communautaire de leurs ressources. Ainsi, si l'État devient redevable de plusieurs initiatives, la manière dont il les implante et la façon dont il les déploiera peut ne pas servir les intérêts de la population et des usagers. Il faut ainsi demeurer vigilant à l'utilisation des termes, de qui les emploient et dans quel contexte car ils peuvent prendre diverses significations. De même, dans une entreprise de mise en place d'un projet de cogestion, il importe de prendre en compte les particularités environnementales, sociales, culturelles, communautaires, économiques, politiques tant au niveau local que national et dans une perspective diachronique car aucun modèle de cogestion n'est transposable. En effet, il n'y a pas de formule préétablie qui garantisse le succès de la cogestion. C'est justement la rigidité qui peut faire échouer un tel projet, tout comme dans certains cas la cogestion peut ne pas être le meilleur moyen de gestion des ressources naturelles tout dépendant des régions et des contextes.

L'écologie politique, couplée à l'utilisation d'études critiques sur le développement environnemental et sa gestion guideront notre analyse et nos réflexions tout au long de la thèse. Ces approches nous permettent d'observer et d'analyser le système de gestion des ressources naturelles mis en place par l'État cubain et les projets de développement dans une nouvelle perspective et nous permettra par le fait même de comprendre les relations établies entre le gouvernement, les chercheurs et les populations et comment ces acteurs s'approprient et négocient les pratiques et les discours de chacun dans la dynamique de gestion côtière à travers leurs propres pratiques et discours. Ces théories nous permettront de comprendre la construction et le vécu des relations socio-environnementales, marquées par différents intérêts et

luttes de pouvoir, à travers les tensions qui existent pour l'utilisation, l'exploitation et la conservation des ressources naturelles dans le contexte particulier de Cuba.

1.3 La recherche et la révolution : méthodologie

Nous verrons dans ce qui suit la méthodologie adoptée dans notre recherche et les particularités d'effectuer une étude dans le contexte cubain. Nous en présenterons d'abord les grandes orientations pour ensuite discuter du devis de recherche, de l'importance accordée à l'étude de cas comme méthodologie, pour enfin préciser nos techniques de recherche.

1.3.1 Les orientations méthodologiques

L'objet de notre étude sera les populations des communautés côtières de la région de Coloma - Las Canas, et principalement celle de Las Canas, ainsi que les chercheurs membres du projet de gestion mis en place dans le secteur et les gestionnaires de l'État impliqués au niveau de la dynamique côtière dans les communautés. Afin de saisir la dynamique de la gestion des ressources côtières et les relations socio-environnementales dans la région d'étude, nous utiliserons trois niveaux d'analyse s'inscrivant directement dans l'approche de l'écologie politique orientée vers les acteurs.

Les populations des communautés côtières

Les communautés côtières de Cuba sont marquées par un cheminement qui diffère de celui des communautés intérieures du pays et on retrouve cette singularité dans la région d'étude. En effet, la région a été largement constituée par la venue de migrants ayant délaissé les terres de l'intérieur, principalement avant la révolution, afin de trouver sur la côte de meilleures conditions de vie. La pêche a ainsi été largement adoptée par ces nouveaux habitants, leur permettant de gagner rapidement de l'argent et de s'établir aux abords des côtes. De plus, les activités économiques des populations de ces régions ont longtemps été en marge des préoccupations et du développement économique de l'État, dont les politiques ont toujours favorisé l'agriculture, une

situation qui est demeurée après la révolution. Ces populations ont donc toujours été relativement marginales par rapport au reste de la société, tant au niveau de leur mode de vie, de leurs activités, que de leurs relations avec les autres et l'État. Cette singularité des communautés côtières nous semble être un élément d'analyse important de la dynamique côtière car, en plus de souligner l'importance de la diachronie et du secteur socio-économique plus large dans les relations sociales actuelles, elle teinte la gestion des ressources naturelles et leurs relations avec les autres groupes d'acteurs qui s'impliquent dans cette dernière.

Afin d'analyser ces variables, certains points de repère sont identifiables auprès des communautés : l'histoire des communautés et les étapes importantes de leur évolution; la nature de leurs relations avec le gouvernement révolutionnaire; leurs pratiques et activités économiques traditionnelles et actuelles; leurs types d'occupation; leurs types d'utilisation, d'exploitation, de conservation, et de partage des ressources côtières; les relations de pouvoir qui en découlent; l'impact de la « période spéciale en temps de paix » sur le développement et l'organisation des communautés et sur leurs pratiques relatives à l'utilisation des ressources côtières; leurs stratégies face à l'impact de cette période; leurs types d'actions et de perceptions face à la dégradation environnementale; leurs relations avec, et les discours sur, les développements touristiques; l'impact et les actions prises face aux changements politiques menant à la décentralisation; le degré d'autonomie et de contrôle qu'elles en retirent et son impact par rapport aux ressources naturelles; les relations, le degré d'acceptation et la perception face aux projets de gestion et leurs approches participatives. Ces lieux d'observation nous ont entre autres permis de recueillir des données afin de comprendre et d'analyser les pratiques, les discours et les relations socio-environnementales des habitants de la région de La Coloma – Las Canas.

Les chercheurs impliqués dans le projet de gestion/développement.

Le développement d'équipes de recherche visant la gestion et le développement durable des ressources côtières et de ses populations est relativement récent à Cuba et est rendu possible, entre autres, par l'intervention d'agences de développement

international, comme le CRDI, qui financent de tels groupes. Ces initiatives ont donc sur le terrain une certaine autonomie et un pouvoir d'intervention et elles s'insèrent dans la tendance actuelle de décentralisation du pouvoir gouvernemental. De même, la position idéologique des chercheurs participant à ces projets diffère de la position traditionnelle officielle des organisations étatiques car elle reconnaît et accorde une importance, un rôle et un pouvoir aux populations des communautés côtières dans l'aménagement des ressources, ce qui est entre autres véhiculé à travers les approches participatives adoptées dans la gestion. Cet élément constitue un angle d'analyse important dans notre recherche car il influence les pratiques et les discours face à la dynamique côtière et modifie les relations socio-environnementales traditionnelles.

Afin d'analyser cette dimension, il importe d'identifier : les termes et les objectifs des projets; le contexte et les processus de leur mise en application; l'attitude des chercheurs de ces projets envers les populations des communautés; les discours qu'ils tiennent sur les communautés et leurs pratiques environnementales; leurs méthodes d'interventions dans les communautés; leurs méthodes d'interventions sur l'environnement; leurs conceptions de la dégradation environnementale; leur position face au gouvernement et à ses gestionnaires; leurs positions face aux agences de financement; leurs discours concernant l'implantation d'activités touristiques. Ces lieux d'observation nous permettront d'analyser les pratiques et discours des chercheurs et de comprendre leur place et leur rôle dans la dynamique côtière.

Les gestionnaires de l'État

Les gestionnaires de l'État sont ceux qui traditionnellement ont implanté des plans de gestion dans les communautés, et à travers qui ces dernières avaient un contact avec leur gouvernement dans le cadre de leurs activités économiques impliquant les ressources naturelles. Dans le contexte actuel de décentralisation, ces gestionnaires font face à un changement de responsabilité, tout en devant maintenir des régulations strictes quant à l'exploitation et la conservation des ressources côtière. Cet élément constitue une dimension d'analyse importante car il a un impact direct sur la gestion des ressources naturelles et leurs relations avec les populations, ainsi que sur la

dynamique côtière. Dans cette perspective, il importe d'identifier : les pratiques historiques et actuelles des gestionnaires par rapport aux activités des communautés; leurs discours face aux communautés, à leurs activités et à leurs actions sur l'environnement; leurs pratiques historiques et actuelles par rapport à l'environnement et à sa gestion; leurs discours face aux nouveaux projets de gestion; leurs pratiques à l'égard des chercheurs des projets de gestion; leurs discours à l'endroit des développements touristiques en zones côtières. Ces sites d'observation permettront d'analyser la place de ces acteurs dans la dynamique des relations socio-environnementales.

Ces trois angles d'analyse de la dynamique d'aménagement des ressources côtières et des relations sociales qu'elle implique nous permettent d'adresser notre question de recherche initiale. Cette perspective, par son approche basée sur les acteurs participant à la dynamique environnementale, nous permet ainsi d'adopter un cadre de travail basé sur l'écologie politique qui tient compte des implications de l'application des politiques de développement environnemental. Cette analyse à triple niveaux nous permettra donc d'analyser la dynamique de gestion côtière par l'étude des pratiques de chacun des acteurs sociaux, par la compréhension et la définition de leurs discours ainsi que par l'analyse des différents types de relations qui les lient et la manière dont les jeux de pouvoir s'y insèrent.

1.3.2 Méthodes et stratégies de recherche

Le devis de recherche

Compte tenu des intérêts de l'étude que nous avons effectuée, une recherche de type exploratoire/descriptive fut la plus appropriée. Cette dernière « permet de se familiariser avec les gens et leurs préoccupations. Elle peut aussi servir à déterminer les impasses et les blocages susceptibles d'entraver un projet de recherche (...), elle posera la question des mécanismes et des acteurs (le comment et le qui des phénomènes) ; par la précision des détails, elle fournira des informations contextuelles » (Deslauriers & Kérisit 1997,88).

En effet, l'objet à l'étude, soit les populations de la région de La Coloma – Las Canas, les chercheurs et les représentants du gouvernement, représentent des groupes dont la composition, les représentations et les pratiques sont fluides et flexibles et dont on ne peut préciser les contours à priori. Nous devions donc d'abord nous insérer dans la communauté de Las Canas afin d'entrer en relation avec sa population et les autres groupes qui y interviennent dans une perspective exploratoire afin de connaître les acteurs et de comprendre la dynamique qui y prend place. De même, la question de recherche tente de saisir et d'analyser une dynamique, un processus, dont la compréhension ne peut se faire que par une exploration progressive appuyée sur une description minutieuse des mécanismes, des enjeux et des intérêts en place. Enfin, le contexte de transition et de changement du contexte de l'étude, tant au niveau économique, gouvernemental, que des relations sociales, ne permettait pas une recherche visant l'explication et la prédiction. Au contraire, nous avons favorisé une approche permettant une interaction avec les acteurs où la prédiction fait place à une compréhension processuelle, où nous tentions de saisir le contexte de la quotidienneté et des transitions plutôt que de démontrer des explications causales. Cette démarche permit de faire ressortir au cours de la recherche les éléments qui se sont révélés réellement importants, tout en mettant de côté des aspects qui apparurent impertinents suite aux échanges que nous avons établis avec les acteurs.

L'étude de cas

La méthodologie utilisée dans notre recherche fut l'étude de cas, appuyée sur une démarche ethnographique pluri-méthodologique. « In general, case studies are the preferred strategy when 'how' or 'why' questions are being posed, when the investigator has little control over events, and when the focus is on a contemporary phenomenon within some real-life context. Such 'explanatory case studies also can be complemented by two other types – 'exploratory' and 'descriptive' case studies. » (Yin 1994, 1)

Notre recherche s'est principalement effectuée dans la communauté de Las Canas. Ce lieu nous a permis d'établir des contacts avec les trois principaux types d'acteurs au

cœur de l'environnement côtier. Le choix de l'étude de cas est favorisé car elle permet une étude qualitative empirico-déductive en profondeur, et sur une longue période, des acteurs dans leur milieu de vie et/ou de travail, permettant la connaissance la plus complète de la dynamique en jeu. L'étude de cas permit de répondre plus adéquatement à notre question de recherche, cherchant à comprendre le « comment », les processus en place, les perceptions, les discours et les pratiques des interlocuteurs, des réalités complexes qui ne peuvent être comprises que dans des relations d'interaction réciproques entre le chercheur et les interlocuteurs (Guba & Lincoln 1994).

La région de La Coloma – Las Canas a été choisie sur la base de sa représentativité structurelle par rapport aux autres communautés côtières de Cuba, et particulièrement aux communautés de la côte sud de l'île. En effet, leurs populations, leurs activités économiques, leurs structures organisationnelles, et leur environnement s'apparentent grandement à ceux des autres communautés côtières du pays. Mais en plus de ce caractère exemplaire de la région, elle représente un cas extrêmement riche au niveau des relations sociales et de la dynamique environnementale. En effet, les populations qui s'y trouvent dépendent de manière importante de l'environnement, qui subit une importante dégradation environnementale, pour leur survie et ils y pratiquent différentes activités économiques liées à l'exploitation des ressources côtières, telles que la pêche et la coupe de bois de mangroves, impliquant divers conflits sociaux, processus de négociation et stratégies communautaires. De même, la région possède le plus important port de pêche commerciale de la province, ce qui a un impact notoire dans la dynamique côtière et les relations sociales. De plus, un projet de gestion est en cours dans cette région, impliquant la participation de différents chercheurs affiliés à l'université de Pinar del Rio. Enfin, on retrouve aussi le développement de différentes activités touristiques, principalement un tourisme de plage et un tourisme médicinal, qui sont surtout pratiquées par les touristes nationaux, mais aussi de plus en plus internationaux et qui ont un impact sur l'environnement et les populations.

1.3.3 La collecte des données

Notre recherche est ainsi basée sur l'étude de cas et l'ethnographie pluri-méthodologique. Nous avons utilisé au cours de notre terrain, s'étant déroulé entre juillet 2001 et août 2002, différentes techniques d'enquête, permettant une complémentarité entre elles dans le but d'obtenir le maximum d'information pour répondre à notre question de recherche en accord avec nos avenues méthodologiques.

Le pré-terrain

La sélection de la région d'étude a été effectuée sur la base d'un pré-terrain que nous avons fait à Cuba en juin 2000. Nous avons alors pu établir divers contacts institutionnels, entre autres avec des professeurs des universités de la Havane et de Pinar del Rio ainsi qu'avec les leaders du projet de gestion en place dans la région. Ceci nous a permis de nous familiariser avec certains éléments de l'organisation du système cubain ainsi qu'avec les caractéristiques de la région d'étude. Ces contacts ont de plus facilité nos démarches auprès du gouvernement pour obtenir le permis d'effectuer des recherches dans la région sélectionnée. De même, ce séjour nous a permis de soumettre notre projet de recherche au ministère de la Culture pour approbation ainsi que de pouvoir formaliser notre lien institutionnel avec la Fundacion Fernando Ortiz, l'organisation qui fut notre tuteur lors de notre terrain de recherche, un élément essentiel pour tout étranger qui entreprend des études à Cuba.

La recherche documentaire et statistique

Une recherche documentaire a été effectuée lors de notre arrivée sur le terrain. Nous avons d'abord fait des recherches à la Havane dans le centre documentaire de la Fundacion Fernando Ortiz ainsi qu'à la bibliothèque nationale, attachée à l'université de la Havane. Il est à noter qu'étant donné les caractéristiques du gouvernement cubain, et sa conception de l'État cubain comme étant dans une période spéciale en temps de paix, nous avons rencontré nos premières difficultés techniques à cette étape. En effet, bien que notre recherche ait été approuvée par le ministère de la Culture, les recherches documentaires ont été laborieuses car les étrangers n'ont pas accès à plusieurs informations, qui nous semblaient anodines pour la sécurité d'État, mais

classées comme stratégiques ou confidentielles. Ainsi, bien que nous ayons eu les permis nécessaires pour entrer dans les bibliothèques ou dans les centres de recherche, l'accès aux documents, que nous ne pouvions chercher par nous-mêmes et qui devaient nous être remis par un préposé, nous a été dans la majeure partie des cas refusé en raison de notre statut d'étranger et la possibilité d'un usage subversif pour le gouvernement que nous pouvions en faire. Cette première recherche nous a tout de même permis d'acquérir de la documentation sur le secteur côtier en général ainsi que sur la culture et la société cubaine.

Notre recherche documentaire s'est poursuivie à Pinar del Rio tout au long de notre terrain, où nous avons pu recueillir, à l'aide du support chaleureux des chercheurs de l'université qui nous ont « ouvert leurs ordinateurs », de nombreuses informations sur les aspects physiques (biologiques, géographiques, etc.) de la région étudiée, de même que sur certains de ses aspects socio-démographiques, ainsi que des cartes. De même, le ministère des Sciences, des technologies et de l'environnement (CITMA) nous a aidé afin d'obtenir des documents sur les lois et politiques environnementales et sur la condition des côtes de la province. Certains documents non-classés de la bibliothèque provinciale ont, de plus, pu être étudiés et ainsi nous avons pu avoir accès à quelques données statistiques démographiques et économiques générales ainsi que des renseignements sur l'histoire de la province. Cependant, encore ici des problèmes d'accessibilité à certains documents ont été vécus. En effet, la méfiance face aux étrangers qui ne sont pas en voyage touristique, la nécessité de la protection nationale et la peur de représailles du gouvernement ont poussé certaines personnes à ne pas partager certains éléments de la documentation existante et qui aurait pu nous être utile. Nous avons terminé notre recherche documentaire par la revue des journaux et de certaines œuvres littéraires qui nous ont permis de mieux comprendre le contexte social et ses enjeux en général.

L'observation participante

Notre recherche vise la compréhension de la dynamique côtière, des pratiques et des discours des acteurs qui y participent, des informations qui ont été obtenues

grandement par l'observation participante, qui vise une insertion dans le quotidien des gens et la description détaillée des activités des acteurs. Ainsi, sur la base d'un schéma d'observation que nous avons élaboré avant notre départ sur le terrain, et qui s'est par la suite complexifié, à partir de nos intérêts de recherche et de nos orientations méthodologiques, nous avons pendant huit mois partagé le quotidien des habitants de la communauté de Las Canas.

Nous avons choisi d'habiter le village de Las Canas d'abord parce qu'il est beaucoup plus petit que celui de La Coloma, et qu'il était donc plus aisé de s'y insérer, de connaître sa population et de se faire connaître par elle, et ainsi d'établir des relations plus proches et quotidiennes avec la majorité de ses habitants. De même, presque tous les habitants de Las Canas ont des amis ou un ou des membres de leur famille immédiate habitant à La Coloma qu'ils visitent fréquemment, et nous avons ainsi pu nous insérer par la bande dans cette petite ville et connaître plusieurs personnes y habitant lorsque nous allions en visite ou faire des courses avec eux, d'autant plus que Las Canas se trouve à cinq kilomètres de La Coloma.

Dès notre arrivée à Las Canas, quelques personnes se sont offertes pour nous héberger pour la durée de notre séjour. Toutefois, il nous a été impossible de nous établir officiellement dans le village. En effet, les étrangers qui visitent ou habitent Cuba doivent obligatoirement, lorsqu'ils n'habitent pas à l'hôtel, résider dans une maison qui détient le permis du gouvernement leur permettant d'y héberger des étrangers; il est illégal et interdit pour des Cubains de recevoir dans leur maison des étrangers, même si cela se fait à titre d'ami et sans échange d'argent. Ainsi, bien que nous ayons tenté de négocier avec le ministère de l'Intérieur pour pouvoir habiter à Las Canas en leur expliquant dans les détails notre situation, nous avons dû louer une chambre légalement dans la ville de Pinar del Rio, située à 30 kilomètres de Las Canas, pour toute la durée de notre séjour, où nous étions enregistrées auprès du gouvernement et que nous payions légalement et en bonne et due forme. C'est seulement dans ces conditions que le ministère de l'Intérieur nous a permis de pouvoir aller à Las Canas et y demeurer à coucher lors de nos visites hebdomadaires. Ainsi, ces dans ces conditions

que nous avons accepté l'offre d'une famille de Las Canas qui nous hébergea pendant plus de huit mois à raison de cinq jours par semaine.

Notre recherche dans la région de La Coloma – Las Canas a dû préalablement être approuvée par l'université de Pinar del Rio, par le CITMA, par le ministère de l'Intérieur, ainsi que par le Parti communiste provincial. En effet, en plus du fait que le gouvernement doit être informé des détails des recherches qui se font sur son pays, les régions côtières en général, et particulièrement les régions qui possèdent un port de pêche, comme celui de La Coloma, sont problématiques pour le gouvernement. Premièrement, les étudiants étrangers, principalement ceux qui ne sont pas inscrit dans une université cubaine et qui font une recherche indépendante, peuvent dans un premier temps représenter une menace pour l'État car ils sont considérés presque automatiquement comme étant des espions potentiels, principalement pour les États-Unis. Ce doute est généralement rapidement dissipé lorsque les responsables prennent connaissance de la teneur de la recherche et qu'il leur est bien spécifié que l'étude ne s'intéresse pas à la « politique », un terme clé à Cuba signifiant que nous ne nous intéressons pas aux questions traitant de démocratie, de droits humains, et du président. Le fait que notre recherche se déroule dans une région côtière possédant un port et étant entourée de forêts de mangroves demeurait toutefois un enjeu. En effet, ces régions représentent des zones stratégiques pour le gouvernement car elles sont le lieu de potentielles invasions étrangères et rébellions par le camouflage de la nature qu'il offre, et qui a d'ailleurs été le cœur de la révolution à ses débuts. De même, les zones côtières favorisent l'exil par la mer de plusieurs Cubains, entre autres à l'aide des équipements du port, ainsi que de transit de drogue, ce qui en fait une zone problématique. Enfin, le centre de pêche du port de La Coloma est une industrie très lucrative pour le pays et son accès est extrêmement contrôlé, et formellement interdit pour tous ceux qui n'y travaillent pas, sauf avec l'obtention d'un permis du ministère de l'Intérieur, car il peut s'y produire de nombreux vols d'équipement et d'information. Ainsi, avec l'aide des chercheurs de l'université de Pinar del Rio, nous avons démontré que notre recherche ne constituait pas une menace pour le pays et la région et que nous n'étions pas impliquées dans les activités illégales mentionnées, et

ainsi nous avons obtenu la permission d'effectuer notre recherche dans la région de La Coloma – Las Canas.

Lors de notre arrivée dans le village, plusieurs familles se sont présentées à nous et nous ont offert leur soutient et leur aide pour l'exécution de notre recherche, une attitude qui ne s'est jamais démentie par la suite. Toutefois, plusieurs familles ont eu à notre égard une attitude méfiante car elles ne comprenaient pas bien l'objet de notre présence et elles croyaient que nous étions contre-révolutionnaires, et ainsi pensaient que de nous aider dans nos recherches pourrait éventuellement leur nuire par rapport au gouvernement, car elles seraient alors classées comme des personnes supportant des idéologies contre-révolutionnaires. Toutefois, ces perceptions se sont estompées avec le temps dans la grande majorité des cas et nos relations avec les membres du village ont par la suite été très chaleureuses. Malgré tout, notre présence prolongée dans le village, les liens serrés que nous avons établis avec certains membres et le manque chronique de confiance d'autres ont créé certaines situations de jalousie. Ainsi, une ou plusieurs personnes ont contacté le ministère de l'Intérieur pour les informer de notre présence prolongée, de la profondeur des liens que nous établissions avec les gens et de la possibilité que nous contribuions financièrement à la maisonnée dans laquelle nous habitions. Nous avons donc été convoquées au ministère pour expliquer de nouveau notre recherche, les raisons de notre présence à Las Canas et la teneur des relations que nous entretenions avec ses habitants. Le ministère voulu alors interdire notre recherche, puis nos visites dans la région, et après négociations, nous pument continuer sans plus de problèmes notre terrain, mais en étant bien averties que nous étions sous surveillance.

Ainsi, nous avons passé les premiers mois de notre recherche à connaître les membres du village, et nous y faire connaître, en partageant leurs activités quotidiennes. Nous avons ainsi pu établir un lien de confiance avec plusieurs membres de la communauté, tout en comprenant sa dynamique et son histoire. Nous avons ainsi pu observer les relations qu'ont les membres entre eux et avec les autres parties de la société cubaine, particulièrement les chercheurs de l'université ayant un projet de développement

durable dans le secteur et les représentants du gouvernement. De même, nous avons pu observer les pratiques que la population a sur les ressources côtières et les discours qu'elle tient par rapport à celles-ci.

L'observation participante facilita ainsi notre intégration dans la communauté pour en saisir le maximum de ses sens et de ses pratiques. Cette technique nous permit d'amasser un très grand nombre d'information sur les activités, les pratiques, les liens se créant entre les acteurs, et les conflits auxquels ils font face puisqu'elle cherche la compilation la plus complète d'information de toutes sortes. Cette technique, qui vise l'observation, prône aussi la participation, donc l'implication du chercheur dans le milieu d'étude. Cela favorise l'intersubjectivité ainsi qu'une relation de confiance et d'échange, permettant une cueillette d'information beaucoup plus riche et dense, de même qu'une compréhension du contexte, des processus et de la réalité des acteurs beaucoup plus près de la signification qu'en donne ces derniers par le contact direct avec les acteurs dans leur quotidienneté. Ainsi, les membres de la communauté ont pu partager avec nous leurs expériences et leurs compréhensions de leur vécu dans un contexte très informel ce qui nous permit de comprendre de l'intérieur les enjeux auxquels ils font face. Ainsi, notre présence et notre interaction avec les gens dans les lieux où ils vivent, dans les lieux de rassemblement publics, où ils font leurs emplettes, au moment des fêtes de familles et du village, dans leurs réunions informelles de travail, ou lorsqu'ils se préparent pour la pêche, et ce du lever au coucher nous ont permis de comprendre plusieurs dimensions de la vie de la communauté et des maisonnées qui n'auraient pu être atteintes sans cet investissement de temps et d'écoute.

Nous avons aussi pu faire, mais dans une moindre mesure, de l'observation participante avec les chercheurs de l'université membres du projet de développement. En effet, nous avons passé plusieurs moments avec eux à l'université dans leur cadre de travail, de même que dans le village de Las Canas et nous avons aussi pu participer à quelques fêtes et regroupements avec eux dans leurs maisonnées, nous permettant

d'échanger de manière informelle avec eux dans différents contextes et ainsi de mieux comprendre leurs perceptions, leurs intérêts et les enjeux auxquels ils font face.

Les généalogies

Les généalogies ont été effectuées aux débuts de notre recherche, en complémentarité avec l'observation participante, auprès de différentes familles de la communauté. Elles nous ont permis de mieux comprendre le contexte actuel et passé du groupe en établissant l'histoire de quelques familles clés. Les généalogies permettent de saisir la trajectoire occupationnelle des membres de la communauté et les transitions qui se sont produites au cours des décennies à travers une narration de leur histoire familiale. Ainsi, les généalogies permettent de comprendre de l'intérieur la formation de la communauté et des différents groupes et réseaux qui s'y trouvent, l'évolution des différentes pratiques productives ainsi que d'exploitation et de conservation de l'environnement, l'adaptation aux changements politiques et socio-économiques et la transformation des intérêts des acteurs de la communauté. Ainsi, dans une perspective diachronique, nous avons pu appréhender l'organisation actuelle et passée de la communauté, de même que les différentes pratiques et discours de ses acteurs. Les généalogies furent préférées aux enquêtes sociodémographiques, ces dernières nous obligeant d'enquêter systématiquement toutes les personnes de chaque maisonnée, une technique qui aurait pu rendre certaines personnes de la communauté inconfortables dans le contexte politique du pays. Cette caractéristique a d'ailleurs rendu difficile l'obtention systématique de généalogies pour chaque famille du groupe.

Les entrevues semi-dirigées

Des entrevues formelles semi-dirigées ont complété l'observation participante, les généalogies ainsi que les différentes entrevues et discussions informelles que nous avons réalisées avec la population tout au long de notre séjour. Les entrevues dans la communauté ont commencé en janvier 2002 après que le Parti communiste ait accepté notre schéma d'entrevue et qu'il nous ait donné le permis de les effectuer. Ainsi, plus de trente entrevues d'environ une heure chacune ont été effectuées auprès de répondants de Las Canas et de La Coloma. Notre objectif était d'effectuer une ou des

entrevues dans au moins chacune des maisonnées de Las Canas et dans les maisonnées de La Coloma que nous avions visitées au préalable et dans d'autres auxquelles nous serions introduites. Toutefois, malgré l'assurance que nous donnions de la totale confidentialité des entrevues, la majorité des personnes n'ont pas voulu participer à ces entrevues car elles craignaient qu'elles puissent leur nuire en servant d'information au gouvernement. Ainsi, nous avons effectué des entrevues avec toutes les personnes qui ont voulu participer. Certaines entrevues, dont la majorité ont été faites dans les résidences des répondants, ont été réalisées de manière individuelle, alors que d'autres ont été effectuées avec plusieurs membres d'une même maisonnée à la fois; nous avons ainsi pu obtenir un échantillon regroupant autant d'hommes que de femmes, jeunes, vieux, travailleurs de la pêche, du secteur touristique, et chômeurs.

Ainsi, malgré les contraintes auxquelles nous avons fait face, notre échantillon demeure tout de même hétérogène et diversifié et permet de couvrir plusieurs dimensions des discours qu'a la population sur ses pratiques et les sens qu'elle leur attribue face à la gestion de l'environnement. De même, l'utilisation de questions ouvertes s'intègre d'ailleurs avec le type de recherche exploratoire et descriptive que nous effectuons, nous ayant permis de modifier quelques questions selon leur pertinence dans le contexte réel et d'élaborer plus en profondeur sur certains points en fonction des situations personnelles. Cette souplesse nous a permis tout à la fois d'obtenir des informations précises et d'un même type avec tous les informateurs. Cette étape de notre recherche a complété notre étude de la communauté, bien que nous ayons continué à visiter la population de Las Canas jusqu'à notre départ. Des entrevues ont aussi été faites auprès des chercheurs de l'université membres du projet de développement ainsi qu'auprès de fonctionnaires du CITMA ayant voulu participer.

Les entrevues, qui questionnaient les pratiques et les discours des différents acteurs par rapport à la gestion des ressources côtières, nous ont permis d'approfondir nos connaissances et les informations déjà recueillies sur la dynamique en place et d'aborder des thèmes nouveaux avec les interlocuteurs. Ces entrevues ont surtout permis de comprendre les différents discours des acteurs sur leurs pratiques

environnementales, celles des autres acteurs, sur leurs relations avec ces acteurs dans la société, sur la place et le rôle de l'État dans la dynamique environnementale, sur leurs attentes et intérêts dans ce processus, et sur la gestion de l'environnement dans une perspective synchronique et diachronique.

Notre approche méthodologique et les techniques de collecte de données que nous avons utilisées nous ont offert la possibilité d'accéder à différents types de données et de confronter les informations obtenues, nous ayant permis d'étudier pour chacun des acteurs leurs pratiques, leurs discours et la distance qui les sépare. Ainsi, notre méthodologie et l'approche théorique que nous avons adoptées nous permettront dans les chapitres suivants d'aborder différents niveaux d'analyse afin de comprendre et d'analyser la signification, la construction et le vécu des relations socio-environnementales.

CHAPITRE 2

CUBA, LA RÉVOLUTION ET L'ENVIRONNEMENT

L'analyse des pratiques, des discours et des relations socio-environnementales ne peut être menée sans une compréhension du contexte et du fonctionnement de la société dans laquelle ils s'insèrent. Ainsi, nous présenterons premièrement dans ce chapitre une revue historique de l'évolution sociale, politique et économique de Cuba, qui permettra ensuite d'analyser la manière dont la révolution a géré les ressources naturelles de l'île, et son implication pour l'environnement et la société.

2.1 POUR COMPRENDRE LE PRÉSENT : LE CHEMINEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Le contexte historique de Cuba, et particulièrement la révolution de 1959, ont marqué profondément la société et la culture des habitants de l'île d'une manière très singulière. Afin de comprendre les implications historiques et la complexité actuelle des relations sociales, politiques, économiques, et environnementales de Cuba, il importe de retracer les principales étapes de son cheminement. Ainsi, nous présenterons brièvement dans ce qui suit les périodes de la colonisation et de l'indépendance, puis de l'implantation et du développement de la révolution, et finalement de la crise qui secoue le pays depuis plus d'une décennie.

2.1.1 De la colonisation à la révolution

La dynamique de la gestion des ressources naturelles à Cuba s'inscrit dans un schéma de développement qui remonte à son époque coloniale et pré-révolutionnaire. En effet, Cuba porte encore aujourd'hui les traces d'un passé ayant marqué le pays, son économie et son développement social, par la monoculture de canne à sucre, destinée à

l'exportation, développée par un système esclavagiste[1]. Cette situation a, entre autres, contribué à l'enclenchement de la destruction des forêts et de la biodiversité de l'île lors de l'établissement du système agraire colonial. De même, le développement de ce système a fait en sorte que les propriétaires terriens et les détenteurs de la richesse furent les colonisateurs, et la vaste majorité de la population, travaillant comme salarié saisonnier dans les champs, était réduite à une extrême pauvreté (Skidmore 1997).

Après deux tentatives de prise d'autonomie échouées à la fin du 19ème siècle, Cuba, avec l'aide des États Unis, obtint son indépendance de l'Espagne en 1898 (voir Bethell 1993). Cependant, malgré le nouveau statut de l'île, les débuts de l'indépendance se sont faits sous la supervision militaire des Américains, ayant démantelé le groupe de nationalistes rebelles. En effet, les États-Unis voulaient garder le contrôle de l'île et doutaient de la capacité du nouveau pays de se diriger seul, malgré la constitution de 1901 qu'ils ont fait produire aux Cubains. Ainsi, les Américains ont forcé les Cubains à inclure dans cette dernière le *Platt Amendement* « which gave the United States the right to oversee the Cuban economy, veto international commitments, and intervene in domestic politics at will » (Skidmore 1997, 265), faisant de Cuba un protectorat américain jusqu'en 1934.

Les États-Unis ont ainsi étendu leur mainmise sur l'économie cubaine en contrôlant les présidents élus ainsi qu'en monopolisant les secteurs lucratifs de l'économie. En effet, après avoir acheté de nombreuses plantations fermières, les investisseurs américains se trouvèrent à être les propriétaires de plus de 20% des terres arables du pays et produisaient, grâce à leur technologie avancée, presque tout le sucre de l'île, dont, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, environ 80% était vendu aux États-Unis (Font 1996)[2]. Durant cette période, l'économie cubaine a donc connu un grand boom. Des écoles, des routes, des télégraphes furent entre autres construits, mais dans le seul

---

[1] On estime qu'en 1886, date de l'abolition de l'esclavage à Cuba, entre 1 et 1.2 millions d'esclaves furent déportés d'Afrique vers Cuba (Languepin 1999, 13).

[2] En 1958, les Américains possèdent des concessions sur 90% des mines, ils sont propriétaires de 50% des terres et contrôlent les trois quarts des importations et des exportations ; ainsi, 8% des propriétaires contrôlent 75% des terres et le sucre représente 80% des exportations (Languepin 1999, 19).

but de mieux intégrer Cuba aux États-Unis. Ainsi, cette prospérité a créé de nombreuses inégalités dans la société. En effet, un prolétariat rural, composé de travailleurs endettés contraints à travailler dans les fermes des Américains, se déplaçant périodiquement entre les centres urbains et les terres rurales et n'ayant pas accès aux services de base (écoles, hôpitaux, logement décent, terres), fut créé. À l'opposé, une classe moyenne et élevée ne résidant pas sur les terres cultivées au profit des villes s'enrichissaient de leurs investissements. Cette situation a contribué à faire de Cuba un pays subordonné économiquement et politiquement aux États-Unis avec une majorité de sa population exploitée par des intérêts étrangers et dont le futur semblait bloqué (Bethell 1993; Skidmore 1997).

Du point de vue de l'environnement, la période de la colonisation et de l'indépendance enclencha la destruction massive des ressources naturelles de l'île. Les forêts furent presque totalement rasées[3] afin d'introduire les fermes de production intensive de canne à sucre. Un type d'agriculture moderne utilisant des machineries lourdes, des insecticides et des fertilisants fut lancé; des techniques d'irrigations appauvrissant les sols furent implantées. De plus, les déchets produits par les raffineries de sucre commencèrent à contaminer les rivières et les côtes de Cuba. Parallèlement à ces développements, une agriculture de subsistance aux faibles moyens de production et relativement peu dommageable pour l'environnement était toujours pratiquée par de nombreux petits paysans qui demeuraient toutefois en grande majorité employés des propriétaires terriens, une situation ayant marqué le développement social et économique de la région de La Coloma – Las Canas comme nous le verrons dans les chapitres suivants.

La montée de rébellion contre le système gouvernemental de l'époque s'insère donc dans le cadre d'un système social, politique et économique subversif, où la population ne bénéficiait aucunement de la richesse produite. La pauvreté était rampante car « [a]n inequitable distribution of land, the seasonal nature of sugar employment, and

[3] En 1492, 72% du territoire était recouvert de forêts alors qu'en 1959 seulement que 14% des terres cubaines étaient encore boisées (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000, 141; Sáez 1997).

an urban, if not industrial government investment bias, in turn, kept the rural population poor » (Eckstein 1993, 18). Toutefois, la situation de Cuba était alors comparable à celle de plusieurs autres pays latino-américains, et elle seule ne peut expliquer la révolution qui suivit :

> [i]nsecurities distinctive to a labor-intensive sugar economy more than abject poverty help explain why Cubans rebelled. In the latter 1950s about 20% of the national labor force was unemployed during the so-called tiempo muerto (idle season) and 9% were without jobs during the peak period of employement. Some 14% were also said to be unemployed. The seasonal nature of employment was disconcerting to laborers and their families (Eckstein 1993, 19; en italique dans le texte).

Ainsi, des conditions de vie difficiles pour le peuple cubain, la moitié de la population active de syndiquée (MacEwan 1981), un système dictatorial dirigé par le président corrompu Fulgencio Batista Zaldívar, une économie à deux vitesses, et une culture de colonie, d'esclavage, de racisme, et de catholicisme ont poussé de jeunes idéalistes à se rebeller contre le système. Fidel Castro, jeune avocat, fils d'immigrant espagnol, lance le 26 juillet 1953 une attaque armée contre les baraques de Batista à Moncada après avoir tenté vainement de démontrer l'année précédente l'inconstitutionnalité du gouvernement. Près de 200 jeunes attaquèrent, dont la moitié fut tuée et les autres emprisonnés pour 15 ans[4]. Les révolutionnaires sont toutefois libérés après 11 mois car Batista, soucieux de restaurer son image face au peuple, décréta une amnistie générale. Castro s'exile alors au Mexique, après un échec en politique, où il reforme son armée, entouré de jeunes révolutionnaires provenant de différents pays d'Amérique latine, dont Ernesto « Ché » Guevara, qui deviendra son proche allié (Pérez 1995).

C'est en 1956 à bord du *Granma* que Castro et ses troupes quittent le Mexique pour attaquer de nouveau le gouvernement Batista. Cette seconde tentative échoue aussi et les troupes se réfugient dans la Sierra Maestra afin de poursuivre leur projet. Appuyés par les paysans, formant la base critique du mouvement révolutionnaire et dont la

---

[4] C'est lors du procès des rebelles que Castro prononça son désormais célèbre discours de défense « L'histoire m'absoudra » (voir Castro 1961).

collaboration tenait davantage à l'intérêt d'améliorer leur qualité de vie que de l'adoption d'idéologies marxistes, Castro et son armée gagne la guerre après deux ans de combats dans les montagnes. Dans les villes comme les campagnes, la population se leva contre Batista et les États-Unis retirèrent leur appui à son gouvernement. Abandonné par ses alliés et menacé de mort, le dictateur s'exila le 1er janvier 1959 alors que Castro et son armée prirent possession du pays (Bethell 1993; Eckstein 1993; Lokwood 1969).

Castro cherchait par sa révolution à contrer les injustices faites au peuple cubain et ainsi établir un système égalitaire où tous les citoyens auraient accès à l'éducation, à un système de santé efficace, à l'emploi, ainsi qu'à la terre et où chacun pourrait se nourrir à sa faim et se loger convenablement. Pour ce faire, la population devait développer de nouvelles valeurs sur la base de ce que « Ché » Guevara a définit comme le nouvel homme : « egalitarian, selfless, cooperative, nonmaterialistic, hardworking (at both manual and non-manual tasks), and morally pure » (Eckstein 1993, 4; Guevara 1968). Ces nouvelles valeurs devaient s'acquérir à travers une idéologie marxiste-léniniste sans pour autant instaurer une coupure avec le passé. Au contraire, la révolution est présentée comme étant un honneur aux révolutionnaires de l'indépendance, et particulièrement à Martí, s'appuyant ainsi sur le sentiment nationaliste des insulaires pour consolider la révolution.

L'atteinte des buts de justice de la révolution s'appuya grandement sur la nationalisation et la collectivisation. En effet, dès la prise de pouvoir, des décrets de lois furent passés afin de confisquer les propriétés et les fonds contrôlés par Batista et ses collaborateurs. Dans la deuxième moitié de 1959, le gouvernement prit le contrôle des industries clés du pays (raffineries de pétrole, entreprises d'électricité et de téléphone, raffineries de sucre, mines de nickel), et en 1960 finalisa la nationalisation des autres biens et propriétés appartenant aux Américains et autres étrangers, telles que les entreprises de textile, de tabac, de construction, et les banques. Cela a entre autres poussé les Américains à établir le premier embargo contre Cuba sur la nourriture et les médicaments. À la fin des années 1960, Cuba lança « l'offensive

révolutionnaire » et termina le projet enclenché en nationalisant plus de 55 000 petits commerces et entreprises (Eckstein 1993; Diaz-Briquets & Pérez-López 2000); cette entreprise visait entre autres à diminuer les stratifications sociales.

Parallèlement à la nationalisation des entreprises, industries et commerces, Cuba enclencha la collectivisation, « the process including nationalization or expropriation of private farms and the creation of large-scale cooperative and state farms » (Pryor 1992, 7), des terres agricoles du pays ce qui a eu d'importantes conséquences sur le plan de l'environnement. La collectivisation, vue comme le chemin menant au plus haut degré de socialisme, se justifia entre autres par des intérêts de gestion cadrant avec une économie centralisée permettant des économies d'échelle, de même qu'idéologiquement car elle devait ainsi assurer la loyauté des paysans (Sáez 1997; Wunderlich 1995). La première loi de la réforme agraire de mai 1959 permit la confiscation des terres de plus de 30 *caballeras*, soit environ 400 ha, à l'exception de quelques raffineries de sucre, plantations de riz et fermes bovines dont la production était supérieure à la moyenne du pays. Ces terres devaient être redistribuées aux paysans, mais elles furent plutôt organisées en coopératives de production contrôlées par l'État, semblables aux kolkhozes soviétiques, pour finalement être transformées en fermes d'État. En continuité avec ce processus, les grandes et moyennes fermes furent nationalisées en 1962 et la deuxième loi de réforme agraire de 1963 nationalisa le reste des propriétés privées et toutes les propriétés de plus de 67 ha; « as a result of these two laws, 70% of Cuba's agricultural sector ended up in state hands » (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000, 89), une proportion qui atteignit 92% en 1989 (Pryor 1992), soit 80% des terres arables (COMANRA 1992; Sáez 1997; Zimbalist & Brundenius 1989). Nous verrons que les pratiques d'agriculture modernes adoptées par le gouvernement révolutionnaire, et particulièrement la collectivisation des terres, se couplant à une idéologie conquérante par rapport à l'environnement, vu comme un objet à domestiquer, poursuivirent la détérioration environnementale enclenchée dans les années 1950, une situation qui s'observe dans notre région d'étude.

2.1.2 Implantation et développement de la révolution : les belles années

La révolution cubaine désigne le moment historique de la prise du pays par les révolutionnaires en janvier 1959, mais elle représente aussi une idéologie, un idéal ainsi que toutes les actions prises par le gouvernement et la population afin de mettre en place et de maintenir ce nouveau système, dont la résilience est attribuable au charisme du nouveau chef, mais aussi au désir et à la force de la population ayant délibérément choisi cette voie. Nous verrons quelles furent, jusqu'en 1989, les différentes politiques adoptées par le gouvernement révolutionnaire et comment celles-ci répondirent autant de l'idéologie communiste et marxiste-léniniste que de contraintes politiques et économiques pragmatiques; «[t]he governement used moral principles to legitimate policies that addressed its institutional concerns, at the same time that ideology took on a meaning and dynamic of its own to followers of Fidel ». (Eckstein 1993, 33).

Les années 1960 ont vu se développer à Cuba un système mettant en place des politiques visant l'atteinte du « projet utopique marxiste ». Ainsi, la nationalisation des entreprises et la collectivisation des terres agricoles en fermes d'État furent d'abord instaurées. Les anciens employés des *latifundistas* devaient maintenant travailler dans les fermes d'État et les paysans possédant des terres privées qu'ils n'avaient pas annexées aux fermes d'État devaient travailler à temps partiel sur ces dernières (Eckstein 1981). S'ajouta à ces politiques l'élimination de la propriété privée, l'augmentation des salaires des travailleurs les plus pauvres et une politique de garantie d'emploi ayant fait en sorte que Cuba eut alors un des systèmes de répartition des richesses les plus égalitaire en Amérique latine (Eckstein 1986, 1994; Brundenius 1984); « the government expanded free social services. [...] All education, medical care, social security, day care, and much housing were provided free of charge, with access to them more equitable and need-based than ever before » (Eckstein 1993, 34). De plus, le gouvernement s'attaqua aux distinctions sociales, aux privilèges, à la bureaucratie et aux récompenses matérielles, qu'il remplaça par des récompenses morales telles que des diplômes et médailles, que les travailleurs devaient acquérir par « l'émulation socialiste » (Bernardo 1971; Eckstein 1993; Rosendahl 1997).

Le gouvernement favorisa d'abord dans cette période une diversification de la production agraire, ayant donné des résultats décevants et ne permettant pas au pays de produire suffisamment pour sa propre consommation et pour effectuer des gains par l'exportation, pour ensuite se concentrer sur la production de sucre, qui lui permettrait d'encaisser davantage de revenus, en lançant l'objectif de 10 millions de tonnes de sucre à produire en 1970, un objectif qui ne fut jamais atteint. Cuba s'est aussi tourné vers les Soviétiques dans cette période. Castro s'est d'abord déclaré marxiste-léniniste en 1961, et a instauré le parti communiste de Cuba en 1965, devenu le seul parti politique officiel et légal de l'île. Ainsi, Castro établit des relations soutenues avec l'ex-URSS, ce qui lui permit d'assurer la survie de la population en transformant le pétrole soviétique, en leur vendant sa production de sucre ainsi qu'en bénéficiant des services de techniciens et de professionnels soviétiques afin de combler le vide laissé par les milliers de spécialistes cubains ayant fuit le pays suite à la révolution.

Les politiques adoptées par Cuba peuvent sembler irrationnelles et basées uniquement sur un point de vue idéologique. Toutefois, elles correspondaient aux priorités économiques et politiques du gouvernement tout en se justifiant par des principes idéologiques communistes. En effet, la centralisation de l'économie devait apporter des économies d'échelle et permettre un meilleur contrôle sur la production et les exportations; la collectivisation devait empêcher les paysans de consacrer trop de temps à leurs propres cultures au détriment des projets de production de sucre pour l'exportation, requérant le plus grand nombre de travailleurs possible; la nationalisation de toutes les petites entreprises permettait au gouvernement de réorienter les travailleurs vers des emplois plus productifs pour les besoins de l'État; les récompenses morales permettaient au gouvernement de réduire le budget des salaires; de même la campagne anti-bureaucratie devait alléger le système gouvernemental et libérer des employés pour le travail agricole. Ces politiques, publiquement basées sur les nouvelles valeurs du pays, et les rendant donc plus attrayantes aux yeux de la population, permirent au gouvernement de se concentrer sur l'accomplissement de ses objectifs économiques et politiques car elles permirent un

plus grand contrôle sur les activités de la population, diminuant par le fait même les risques d'actions contre-révolutionnaires (Eckstein 1993).

La stratégie du gouvernement cubain des années 1960 s'est toutefois révélée catastrophique économiquement et politiquement. L'effort pour la production de sucre a donné ses fruits avec 8,5 millions de tonnes, mais les autres secteurs économiques furent négligés, ce qui a grandement nuit à la population. Des problèmes dans le secteur externe, liés aux pressions des Soviétiques pour que Castro s'aligne avec leurs politiques, ont résulté en des pressions économiques pour le pays, auxquelles s'ajouta le faible prix offert pour le sucre sur le marché mondial. Les conditions internes difficiles pour l'État, telles que la faible productivité, le « bureaucratisme », la résistance populaire par le marché noir, l'absentéisme et le vol dans les entreprises d'État, ont de plus aggravé la situation.

Ce contexte poussa Castro à adoucir ses politiques. Ainsi, au début des années 1970, et jusqu'au milieu des années 1980, le gouvernement redirige ses efforts vers une diversification économique et encourage une décentralisation économique et politique. Ces changements sont avancés comme étant cohérents avec l'étape de développement socialiste dans laquelle se trouve Cuba. Les changements de politiques proposent ainsi de solidifier les liens avec l'ex-URRS et le bloc de l'Est, d'engager des prêts avec les pays occidentaux, de démocratiser les entreprises d'État, d'octroyer aux employés des récompenses matérielles en échange de leur travail volontaire et des heures supplémentaires, de faciliter l'insertion des femmes dans le milieu du travail, de légaliser la pratique privée de certains emplois (réparateur, mécanicien, plombier, cantine), d'offrir davantage de produits dans les magasins d'État, d'assouplir les conditions de travail dans les fermes, entre autres en permettant aux paysans ayant des parcelles de terres d'y consacrer plus de temps, de favoriser la création de coopératives d'agricultures, d'ouvrir des marchés publics où les citoyens peuvent se procurer différents produits de la ferme, et de légaliser les investissements étrangers et particulièrement les développements touristiques, jusque-là interdits par Castro car ils étaient associés au jeu, au gangstérisme et à la prostitution dans l'ancien régime.

Une fois de plus, les réformes entreprises ne peuvent se justifier seulement que par les idéologies révolutionnaires du régime. En effet, le gouvernement cherchait des solutions économiques et politiques pour résoudre les problèmes de la période précédente. Bien que ces mesures permirent au pays d'y répondre, des investissements furent effectivement faits dans l'économie du pays et la population était en général satisfaite de sa situation favorisant son support au régime, la croissance laissa de graves problèmes économiques non résolus (Eckstein 1993). En conséquence, le gouvernement modifia une fois de plus sa stratégie de développement.

La campagne de « rectification des erreurs et des tendances négatives » prit donc place en 1986. Cette nouvelle orientation, qui allait à l'encontre des initiatives passées ainsi que de la perestroïka et de la glasnost en cours en ex-URSS, et de qui Cuba était toujours fortement dépendante :

> stressed values and organizing principles somewhat akin to those of the late 1960s rapid 'push for communism', when many of Ché Guevara's philosophical ideas were put into practice : moral incentives, an expansion of the state's role in the economy, and collective and voluntary labor. The national leadership argued that the revolution had gone astray and that the rectification process would correct this (Eckstein 1993, 60).

Castro chercha à rétablir une bataille pour les idées du communisme au sein de la population et enclencha une campagne contre ceux ayant profité de la libéralisation de l'économie. Toutefois, le processus de rectification se situait davantage dans une tentative de récupérer les dégâts dont étaient victimes les secteurs politiques et économiques du pays plutôt qu'au niveau des préoccupations idéologiques, quelque peu délaissées depuis plus d'une décennie, et sur lesquelles le gouvernement voulait justifier ses politiques d'austérité face aux citoyens.

Ainsi, des politiques visant à limiter les dépenses de l'État, à augmenter ses revenus et à accroître ses gains de devises fortes, lui permettant de rembourser les investissements étrangers, ses dépenses internes et sa dette extérieure grandissante, furent mises en place. Les marchés où se vendaient les produits de la ferme furent fermés et interdits, car produisant trop d'illégalités et d'inégalité au sein de la

population, et les paysans indépendants de l'État furent poussés à joindre leurs terres aux coopératives d'État. Le travail privé fut déclaré illégal et les règles de travail dans les entreprises renforcées, de même que la surveillance afin d'éviter les vols et les associations informelles potentiellement contre-révolutionnaires; le système bureaucratique fut aussi touché. Le travail volontaire fut imposé et le rationnement de la nourriture et des biens de consommation fut drastiquement augmenté, affectant négativement la qualité de vie de la population. Le gouvernement poursuivit néanmoins ses initiatives avec les investissements étrangers et chercha à en développer de nouvelles, ce qui démontre bien que la campagne de rectification n'était pas seulement basée sur des valeurs guévaristes et marxistes-léninistes. Toutefois, ce processus connut des ratés et les conditions du marché mondial furent mauvaises pour Cuba, faisant en sorte que la campagne de rectification n'a que modestement réglé les problèmes de l'île. La dette continua d'augmenter, les relations avec le bloc de l'Est se refroidirent et une insatisfaction croissante de la population commençait à se faire sentir, entre autres par des actes de résistance indirecte de plus en plus importants.

L'organisation économique, sociale et politique de Cuba depuis la mise en place de la révolution ne correspondit pas uniquement aux principes communistes, bien que ces derniers légitimèrent les politiques et l'ordre moral que devait adopter la population. Les intérêts des dirigeants, et les contraintes externes et internes ont joué un rôle dans la mise en place des politiques et dans les prises de décisions, et Cuba, en tant que pays socialiste, ne peut être compris comme un bloc monolithique cohérent et bien intégré. En effet, des jeux de pouvoir prennent place entre les différents acteurs de la société tentant de s'approprier et de conserver tour à tour le pouvoir à travers différentes stratégies de résistance, de négociation et de soumission, et ce tant au niveau des représentants du gouvernement que de la population locale, qu'entre les différentes classes hiérarchiques de la société. Cette perspective, et toutes les subtilités qu'elle comporte, demeure toutefois peu abordée dans les différentes études portant sur Cuba, et nous chercherons dans notre recherche à pallier à cette situation en analysant les relations qui lient les différents acteurs sociaux dans leur quotidienneté à travers les discours qu'ils en ont ainsi que dans la pratique de leurs activités

journalières, productives ou autres. Ainsi, nous pourrons mieux comprendre la place et l'importance de la capacité de chacun d'agir et d'effectuer des choix dans la structure étatique contrôlante du pays par rapport à leur situation passée, présente et future.

2.1.3 La « période spéciale en temps de paix »

La période spéciale en temps de paix est le terme qu'a donné Castro à la situation de crise politique, économique et sociale qui assiège Cuba depuis les récentes transformations du système mondial, et particulièrement celles ayant trait à la chute du socialisme dans les pays du bloc de l'Est en 1989. Cette appellation désigne l'état d'urgence dans lequel fut plongé le pays et les sacrifices que la population a dû effectuer afin de préserver les acquis de la révolution. Ainsi, afin d'éviter la chute de son régime, Castro a lancé le slogan « le socialisme ou la mort », référant ainsi à l'importance de renforcer dans la population les valeurs communistes et surtout l'adoption de mesures économiques austères par un code moral rigide. Toutefois le gouvernement a aussi enclenché une grande ouverture aux marchés capitalistes et aux investissements étrangers afin de diversifier son économie, en favorisant entre autres le développement touristique, afin d'acquérir des devises étrangères fortes lui permettant de renflouer ses coffres.

Cette période spéciale débuta lorsque les termes de l'arrangement du COMECON (Council for Mutual Economic Assistance), par qui Cuba bénéficiait de plans d'échanges économiques favorables avec les pays socialistes de l'Est, dont des prix pré-arrangés sur les importations et les exportations, furent modifiés pour finalement être abolis (Pastor & Zimbalist 1995). Avec la chute de l'ex-URSS en 1991, la situation économique de Cuba plongea dans des fonds encore jamais atteints. En effet, les échanges économiques de Cuba avec les Soviétiques et l'Europe de l'Est, comptant pour 75% de l'économie du pays furent complètement dissous[5] (Mesa-Largo 1994; Monreal 1999). Ainsi, le produit intérieur brut de Cuba chuta de 50% entre 1989 et 1992 (Jabra & Jankarik 1999) et tente de remonter la pente depuis lors. Cette situation,

[5] Certains avancent des chiffres plus audacieux disant que les exportations de Cuba avec les Soviétiques comptaient pour 80%, alors que les importations s'élevaient à 95% (Purcell 1993).

couplée avec un durcissement des relations avec les États-Unis à travers les lois Torricelli (1992) et Helms-Burton (1996), fit en sorte que Cuba se retrouva devant une crise économique aiguë, où tous les biens de consommation (pétrole, gaz, nourriture, vêtements, etc.) disponibles sur l'île ont diminué dramatiquement, menaçant l'ordre politique du pays et renvoyant la population dans un statut socio-économique semblable à celui de la période pré-révolutionnaire[6] (Baylora & Morris 1993; Eckstein 1993, 1997; Storrs 1992).

Afin de pallier à cette situation, Cuba entreprit l'application de nouvelles mesures. Le pays dû premièrement conserver le peu d'énergie qui lui restait et imposa à la population et aux entreprises une diminution de la consommation d'énergie de l'ordre de 50% qui affecta grandement la productivité et la vie quotidienne[7]. Un plan alimentaire fut mis en place afin de diversifier la production agricole et de tenter de permettre l'autosuffisance, bien que ses résultats furent mitigés, et qu'encore aujourd'hui le pays vit des crises d'approvisionnement[8]. Le rationnement de la nourriture, des médicaments et des biens de consommation pour la population augmenta drastiquement, laissant aux familles à peine de quoi vivre (Eckstein 1993; Rodriguez Calderón 1995). Les loisirs, les journaux, et les autres médias furent coupés de manière importante et toutes les informations transmises furent davantage censurées.

---

[6] Tous les interlocuteurs que nous avons rencontrés ont de nombreuses anecdotes à raconter à ce sujet, décrivant l'extrême pauvreté dans laquelle ils se sont trouvés et les difficultés quotidiennes auxquelles ils ont dû faire face pour répondre à leurs nécessités de base pendant cette période.

[7] En effet, le pétrole et ses dérivés, utilisés pour le transport, l'équipement agricole et dans les maisonnées, fut coupé. Ainsi, la productivité diminua drastiquement et les habitants se virent privés du transport en commun, le seul moyen de transport pour la très grande majorité de la population ; de même elle dut cuisiner avec du charbon, ce qui eut un impact négatif très important sur les forêts de mangroves, comme nous le verrons dans les autres chapitres. De plus, les heures d'électricité diminuèrent considérablement dans tous les secteurs d'activités et dans les maisonnées, qui pouvaient passer plusieurs jours sans électricité et au mieux quelques huit heures par jour; d'ailleurs, les habitants appelèrent ces moments des *alumbrones*, plutôt que des *apagones*, noms donnés aux coupures de courant, soulignant ainsi qu'il y avait en proportion davantage de temps sans électricité qu'avec l'électricité.

[8] Par exemple, de novembre 2001 à mars 2002, il était impossible de trouver des œufs, un aliment de base pour les Cubains, dans aucun marché (en pesos ou dollars).

Les réformes orientées vers le capitalisme mondial s'implantèrent à Cuba afin que l'île puisse se procurer les biens dont elle avait besoin ainsi que de rembourser sa dette extérieure. Les *joint ventures* se multiplièrent, entre autres dans le secteur touristique, minier, des raffineries, et des télécommunications, et le mode de fonctionnement capitaliste dû s'implanter dans les entreprises nationales afin d'augmenter leur productivité[9] (Berríos 1997). Une débureaucratisation par la mise a pied de nombreux employés de l'État ainsi qu'une désindustrialisation permirent aussi à l'État d'économiser, mais contribua à augmenter le chômage et par le fait même la pratique d'activités économiques illégales[10]. La tendance à la libéralisation de l'économie se fit aussi, dès 1993, à travers la légalisation du dollar, ce qui permit de diminuer l'inflation vertigineuse du peso cubain causé par le marché noir (Mesa-Largo 1996; Jatar-Haussmann 1999). Les Cubains purent alors fréquenter les « magasins à dollar » et se procurer des biens introuvables ailleurs dans les autres marchés du pays transigeant en pesos[11]. La libéralisation de l'économie cubaine a aussi fait voir le jour à la légalisation de plus de 200 000 petits entrepreneurs privés dans plus de 150 secteurs de services tels que la plomberie, la mécanique, la restauration, l'hôtellerie, et permettant à l'État de recouvrir des taxes des activités de ces derniers (Fedarko 1995; Jabra & Jankarik 1999). De même, des marchés d'agriculteurs furent ouverts, permettant à la population d'avoir accès à davantage de denrées, aux fermiers de faire un revenu plus important et à l'État de s'enrichir des taxes perçues (Torres Villa & Pérez Rojas 1997). Nous verrons dans les chapitres suivants comment ces conditions ont grandement touché la population de la région de La Coloma – Las Canas, autant de manière positive que négative.

Les réformes économiques entreprises ont favorisé la croissance des inégalités socio-économiques dans la société cubaine. En effet, à travers le processus de dérégulation,

---

[9] Le slogan de l'heure était d'ailleurs : « le capital oui, le capitalisme non ! »

[10] Les pratiques économiques illégales se retrouvent dans absolument tous les secteurs d'activité à Cuba et sont pratiquées par tous ses habitants, seul moyen pour la population de survivre. Le plus tristement connu est la prostitution de Cubains, où les *jineteros*, vont à la rencontre des touristes pour partager avec eux leurs vacances, et ainsi pouvoir manger, boire et profiter d'autres cadeaux que ces derniers pourraient leur offrir, souvent en échange de services sexuels.

les professionnels, les universitaires, les gestionnaires et tous les autres citoyens n'ayant pas accès aux dollars, se sont retrouvés avec un salaire nettement inférieur, affectant grandement leurs conditions de vie. Cette situation a souvent été perçue comme injuste car les citoyens étant demeurés loyaux au régime en coupant, par exemple, les liens avec leur famille en exil, appelés les *gusanos* (vers de terre) par le gouvernement, et en ne participant pas à des pratiques illégales, qui devinrent légales par la suite, furent pénalisés alors que ceux ayant contrevenus aux principes du régime pouvaient maintenant bénéficier de leur « trahison ». Cette situation a contribué à créer d'importantes tensions sociales et politiques à Cuba (Centeno 1997; McFadyen 1995; Reed 1995), marquées par une différenciation sociale nouvelle. Comme nous le verrons, cette situation se retrouve clairement dans notre région d'étude et a plusieurs impacts sur les relations socio-environnementales.

La situation difficile que vivent les Cubains depuis les années 1990 est toutefois quelque peu compensée par des stratégies de subsistance et de résistance développées au cours des années révolutionnaires. En effet, le tissu social cubain est d'abord marqué par un système d'échange et de réciprocité très bien intégré permettant aux individus d'établir des liens puissants entre eux, une variable se révélant très importante dans le contexte de grande précarité que vit le pays (cf. chapitres 1 et 4). Ce système d'économie informelle où les individus s'échangent et troquent des biens et des services entre eux solidifie la structure sociale et permet le développement de réseaux qui pallient à ce que le système étatique ne peut leur fournir (Rosendahl 1997). Les gens peuvent ainsi s'échanger des biens qu'ils ont achetés avec leur carnet de rationnement mais qu'ils n'utilisent pas, ils peuvent s'offrir des services en échange d'autres types de services ou de biens et ils s'échangent aussi des informations, entre autres sur la disponibilité de certains biens et articles dans un secteur de la ville qu'un membre du réseau ne connaît pas, par exemple (Rodriguez Calderón 1995). Bien que ces types de relations varient tout dépendant du degré d'intimité entre les personnes, elles sont toujours marquées par la réciprocité, matérielle ou symbolique, et un

[11] La source d'accès aux dollars sur l'île vient principalement d'envois d'argent par des familles émigrées vivant aux États-Unis ainsi que d'activités, légales et illicites, avec le tourisme.

manque à cette règle exclut automatiquement le renouvellement de la relation. Ces relations ne sont que peu abordées dans la littérature, mais elles sont très importantes car elles permettent de mieux comprendre la dynamique sociale et culturelle. Ainsi, nous verrons dans la thèse comment ces relations s'organisent à Las Canas, ce qu'elles représentent et impliquent pour la population, et comment elles marquent la gestion des ressources côtières.

En plus de ces formes de subsistance quotidienne au niveau local, la population s'organise de plus en plus autour de structures de société civile montante (voir Dilla 1999; Dilla & Oxhorn 1999). La crise que vit le pays, ayant modifié les structures sociales, implanté des réformes politiques et économiques et diminué la légitimité et le pouvoir contrôlant de l'État sur la population, a créé un nouvel espace social permettant à la société civile de voir le jour et à l'hétérogénéité de la population cubaine de s'exprimer, et par le fait même de faire sens des transformations qu'elle vit et d'agir dans le système. Toutefois, bien que la société civile soit davantage tolérée par le gouvernement, ce dernier demeure très restrictif, contrôlant par rapport à cette dernière et elle n'a qu'une place très limitée dans la structure étatique. Nous verrons quel rôle jouent ces associations dans la région d'étude et quels types de relations elles impliquent avec le reste de la société. De même, nous analyserons les stratégies d'adaptation, d'autonomisation et de créativité de ces populations par rapport à leur vie quotidienne, l'État et l'exploitation des ressources naturelles, des variables souvent négligées dans les études sur Cuba.

En effet, bien que les acteurs évoluant dans le régime socialiste cubain ne puissent s'organiser et exprimer librement leur opinions et qu'ils sont souvent oppressés, ils ne se sont jamais pliés complètement aux ordres de l'État pour autant, ils n'adhèrent pas à tout ce qui leur est imposé et ils peuvent agir dans le système. De même, différents groupes d'intérêts agissent dans la société et influencent son organisation, et leurs actions sont basées sur leur position dans la hiérarchie sociale ainsi que par leur héritage culturel. Ainsi, les individus peuvent poser une résistance au système afin d'atteindre leurs objectifs en manipulant dans la mesure de leurs capacités les

principes de la révolution. Ce type de résistance s'exprime in « covert, seemingly uncoordinated ways, such as foot-dragging, arson, sabotage, hoarding, tax evasion, absenteeism, desertion, pilferage, black market and sideline activity, mockery, joking, and gossip » (Eckstein 1993, 10). De même, la résistance s'exprime à travers l'inaction et la non-participation aux activités révolutionnaires, telles que les réunions de travail, d'organisation de masse et le travail volontaire, représentant le contraire de ce qu'est le « nouvel homme », le Cubain révolutionnaire, et qui constitue un affront au système (Rosendahl 1997). Cette attitude se manifeste entre autres par le désengagement de plusieurs jeunes Cubains du travail d'État, des organisations étatiques et de masse (Domínguez Garcia 1997). De plus, la résistance peut aussi prendre forme à travers le *sociolismo*, des relations de type patron-client qui s'établissent entre les individus (León 1997). Ce type de relation permet de résister au contrôle du gouvernement en élargissant la sphère privée pour bénéficier économiquement de la crise économique du pays tout en préservant les avantages du socialisme. L'expansion fulgurante de la seconde économie (Pérez-López 1997), sous ses formes légales et illégales, démontre aussi la capacité de résistance de la population, qui s'adapte aux transformations du système, et de l'amplitude que cette situation occupe dans la société. Ces actions et ses différentes dimensions sont peu documentées dans les études sur Cuba et notre recherche en approfondira les connaissances dans le contexte de la gestion des ressources côtières, où la frontière entre la résistance et la subsistance est souvent ténue.

Ainsi, l'histoire de Cuba et son processus révolutionnaire ont été marqués par différentes transformations, mais où la population a aussi changé et participé à la transformation du système. Aujourd'hui, les distinctions entre les bons révolutionnaires et les contre-révolutionnaires sont de plus en plus diffuses alors que chacun tente de s'adapter au nouveau contexte; la majorité des individus reconnaît les bénéfices de la révolution et se considère toujours socialiste alors qu'elle avance du même souffle que son insatisfaction face au système est toujours croissante et qu'elle ne sait plus comment faire fonctionner le socialisme dans ces nouvelles conditions (Benjamin 1990). Ainsi, les mentalités et les perceptions de la population et de l'État

face à la nation cubaine et au monde se modifient, et nous verrons comment cela influence les pratiques et les relations socio-environnementales.

2.2 La rencontre de la révolution et de l'environnement

L'environnement et les ressources qu'il offre ont été utilisés par la révolution dans une perspective d'exploitation économique, mais ils ont aussi été abordés comme un lieu politisé. En effet, les politiques du pays, ses pratiques et ses discours par rapport à l'exploitation de l'environnement reflètent le type de gouvernance que l'État a avec la population ainsi que le type de relation qu'il souhaite établir entre cette dernière et les ressources naturelles. Nous verrons comment s'articule cette dynamique à travers les discours et les législations du pays, les pratiques environnementales révolutionnaires et les transformations drastiques du système.

2.2.1 La colonisation de l'environnement : discours, politiques et législations

À Cuba, comme dans le reste du monde, les questions environnementales ne commencèrent à faire partie de l'agenda politique du gouvernement que dans les années 1970. Ainsi, les débuts de la révolution cubaine se concentrèrent davantage sur la mise en place de politiques visant à rétablir la justice et l'équité dans la société, et ce n'est qu'avec la constitution de 1976 que la protection, la conservation et le développement de l'environnement furent abordés. À cette première initiative se greffa au discours de l'État dans les années ultérieures des lois visant l'application de règles permettant de développer et de protéger l'environnement.

Le discours de l'État

Bien que le gouvernement cubain aux débuts de la révolution ne possède pas d'agenda politique concernant l'environnement, l'idéologie marxiste-léniniste proposait une vision de ce que devaient être les relations entre l'humain et l'environnement dans les sociétés communistes, ce que Cuba reprit à son compte. En effet, « [e]nvironmental deterioration was not supposed to occur under socialism » (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000, 1) et seuls les pays capitalistes pouvaient mettre en danger leur

environnement à cause des principes fondateurs de leur organisation sociale favorisant l'accumulation rapide de capital et de biens dans une logique de profit personnel au détriment du bien-être de la collectivité et des ressources naturelles qu'elle utilise. Les sociétés socialistes et communistes devaient, au contraire, être protégées de la destruction environnementale car les citoyens vivent en harmonie entre eux et avec l'environnement dans une société sans classe où ils cherchent le bien commun général et non pas leur intérêt personnel; le collectivisme promu par la population, et son haut sens moral, devait l'empêcher de surexploiter ou de détruire les ressources environnementales de son pays (Alvarez 1992; Castro 1992; González 1992; Díaz-Briquets & Pérez-López 2000). L'homme nouveau du « Ché » favoriserait l'adoption d'une attitude positive face à l'environnement, dépourvue de sens de profit personnel et d'accumulation, qui permettrait à l'environnement de se développer par son utilisation durable, efficace et profitable, ainsi que d'être judicieusement modifié afin de mieux servir la société (Nuñez Jiménez 1972). Nous verrons dans la thèse comment ces valeurs sont incorporées et manipulées de différentes manières par les acteurs selon leurs intérêts.

Toutefois, cette perspective s'est révélée être une autre utopie du communisme, et la situation environnementale de Cuba, comme celle prévalant dans le reste des pays du bloc de l'Est sur qui Cuba s'est grandement inspirée pour son développement, s'est révélée au mieux désastreuse, au pire catastrophique (Carter & Turnock 1993; Dunleavey & Penenberg 1993; Feshback & Friendly 1992; Wotzkow 1998). En effet, l'attitude de Cuba face à l'environnement en est une de conquérante, considérant l'environnement comme devant être complètement et totalement maîtrisé par l'homme afin que toutes les ressources qu'il puisse fournir profitent à la population et au développement du pays, sans égard pour les conséquences à court ou long terme (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000). Ainsi, bien que Castro ait affirmé que la nature devait servir l'homme (1972, 71), en soulignant entre autres qu'aucun fleuve et rivière ne serait laissé sans barrage, qu'aucune goutte de pluie n'atteindrait jamais la mer, et que tous les centimètres de la terre cubaine seraient cultivés, le chef commence aujourd'hui à reconnaître certains problèmes affectant l'environnement du pays. En

effet, Castro aborda cette question pour une des premières fois au Sommet de Rio et note, entre autres, que Cuba souffre de différents problèmes de dégradation environnementale tels que la pollution des baies, l'érosion et la dégradation des sols, la pollution des eaux de surface par les déchets des industries minières et sucrières, l'érosion des plages et des zones côtières, et la salinisation des terres. Cet « aveu » a d'ailleurs permis la mise en place de différents projets de protection environnementale comme nous le verrons dans les chapitres suivants.

Cette situation environnementale est en partie attribuable au développement entamé avant la révolution par les États-Unis (et que Cuba blâme encore souvent), mais l'ex-URSS est celle ayant poussé aux extrêmes les problèmes environnementaux de l'île. En effet, Cuba a choisi (dû choisir) le modèle de développement soviétique et, par extension, les conséquences qu'il a induites sur l'environnement. Cependant, en comparaison avec les autres pays socialistes, la dégradation environnementale qu'a subie Cuba est moins importante. Cette situation est s'explique par le fait que Cuba fut principalement pour l'Europe de l'Est, de 1960 à 1989, un exportateur de matière première. Ainsi, les secteurs agraire et minier furent les plus développés, exploités et détériorés, mais le secteur de l'industrie lourde et du nucléaire sont toujours demeurés relativement marginaux dans l'économie cubaine, ce qui lui a épargné les conséquences les plus dévastatrices de l'économie communiste; cette situation s'observe entre autres par le taux de morbidité plus faible que l'on retrouve sur l'île en comparaison avec celui des autres pays de l'Est[12] (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000; Feshback & Friendly 1992).

Les politiques

La constitution. Ainsi, en raison, d'une part, des intérêts et préoccupations mondiales grandissantes pour les questions environnementales, et, d'autre part, en réponse aux problèmes écologiques croissants de l'île, Cuba adopta une position officielle en matière d'environnement avec sa constitution de 1976, une tangente qu'adoptèrent

[12] Plusieurs enfants de Tchernobyl furent d'ailleurs envoyés en cure de santé à Cuba.

aussi d'autres pays d'Amérique latine à cette époque. En effet, l'Article 27[13] stipule que « [t]o ensure the well being of the citizenry, the State and society protect nature. It is incumbent upon the competent organs and every citizen to see to it that the water and the atmosphere are kept clean, and that the soils, flora, and fauna are protected » (República de Cuba 1976, 16). Cet article demeure toutefois vague et il fut amendé dans la nouvelle constitution de 1992 :

> The State protects the environment and natural resources of the country. It recognizes their close link with the sustainable economic and social development required to make human life more rational and to ensure the survival, welfare, and security of present and future generations. It is incumbent upon the competent organs to implement this policy. [...] It is the duty of citizens to contribute to the protection of waters and atmosphere and to the protection of soils, flora, and fauna, as well as the rich potential of nature (República de Cuba 1992, 5).

De plus, les Articles 105 et 106, ayant trait aux tâches des assemblées provinciales et municipales, assignent à ces corps de pouvoir la juridiction et la responsabilité de superviser la protection environnementale dans chacune des provinces et communautés de la nation. Les changements dans l'Article 27 de la constitution sont vus comme étant une réponse au sommet de Rio promouvant la protection environnementale et le développement durable (Acosta Moreno 1995b; Díaz-Briquets & Pérez-López 2000; Evenson 1998; Travieso-Díaz 1999). Ils permettent de plus à Cuba de lier ses intérêts économiques éventuels aux questions environnementales.

La Loi 33. Cette loi fut élaborée par l'assemblée nationale en 1980. Elle visait à rendre une vision plus actuelle et globale de l'environnement, compris comme un système, et ainsi remplacer le précédent système de législation sectoriel en ce qui a trait à l'environnement, qui devait protéger certains secteurs environnementaux de pratiques destructrices, comme le minage ou la coupe de bois. La Loi 33 « pour la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles » prit effet en 1981 et a été passée « in order to establish the basic principles to conserve, protect, improve, and transform the environment and the rational use of natural resources, in

[13] Les citations en anglais de la constitution cubaine proviennent de l'ouvrage de Diaz-Briquets & Perez Lopez (2000)

accordance with integral development policies [...] and with the objective of the best utilization of the national productive potential » (Barba & Avella 1995, 276), lesquels objectifs doivent être pris en compte lors de tous les investissements ainsi que dans les évaluations d'impact environnemental, que le gouvernement doit approuver au préalable.

Le document de la Loi 33, ne comptant que 25 pages, se divise en quatre chapitres. Le premier explicite les buts et objectifs de la loi, tandis que le second vise neuf zones spécifiques de protection environnementale et les actions devant être prises afin de les protéger. Ces zones regroupent les sols, les ressources minérales, la flore et la faune, l'atmosphère, les ressources agraires, et les établissements humains. Ces zones comptent aussi l'eau, où la définition des eaux territoriales est donnée, quel devrait en être l'usage rationnel, les mesures à prendre pour le rejet des eaux usées, et l'extraction des aquifères; les ressources marines comptent aussi parmi ces zones protégées, elles s'appliquent aux zones côtières, aux estuaires, aux plages, aux dunes, aux barrières de coraux, aux poissons et la vie sauvage. La loi légifère sur le rejet de substances polluantes dans les eaux marines, de même qu'elle interdit l'utilisation non autorisée de bois de mangroves dans les zones côtières, l'exploitation de sable de plage sans permis, les rejets industriels, de pétrole, et municipaux, et enfin la construction d'édifices de toutes sortes dans les zones côtières. Les ressources touristiques sont finalement les dernières ressources protégées, sous ces articles est interdit toutes constructions sans permis, et les zones permises doivent avoir un statut administratif spécial donné directement par le conseil des ministres. Le chapitre trois de la Loi 33 concerne le système national de protection environnementale et d'utilisation des ressources naturelles, dont l'objectif est d'attirer l'attention globale et locale, soit des entreprises et des citoyens, sur l'importance de protéger et de conserver les ressources naturelles. Le dernier chapitre a trait aux sanctions et pénalités auxquelles devra se plier tout organisme ou individu ne se soumettant pas à ces règles.

Toutefois, cette loi n'a aucune force pour répondre aux objectifs qu'elle s'est fixés. En effet, la loi ne contient que des affirmations générales sans moyens explicites

d'application. De plus, les articles sont trop vagues et imprécis et ne peuvent être appliqués. Les définitions de l'environnement et des autres concepts utilisés ne sont pas assez élaborés et ne renvoient ainsi à aucune réalité. Dans ce contexte, la loi n'aurait donc pas été appliquée et les différents projets de développement auraient été mis en place sans évaluation préalable, car le gouvernement donne priorité aux projets économiques aux dépens de l'environnement afin de répondre aux besoins économiques du pays (Barba & Avella 1995; Travieso-Díaz 1999). En effet, une preuve du manque d'efficacité de cette loi réside dans le fait que le décret de Loi 118, opérationalisant le système national de protection environnementale, ne fut adopté qu'en 1990, soit 10 ans après la création de la Loi 33. Le décret de Loi 118 formalisa entre autres le rôle du COMANRA (Commission nationale pour la protection de l'environnement et l'utilisation des ressources naturelles), créé en 1977, mais actif qu'avec le décret de loi, pour développer des politiques environnementales nationales, mais ne possédant aucun mandat législatif il n'avait donc aucune autorité. Avec le décret de Loi 118, le COMANRA, dont les membres de l'exécutif étaient nommés par le conseil des ministres, devait mettre en application le système national. Des commissions provinciales et municipales furent aussi créées afin de mettre en application le système national. Toutefois, ces entités, bien qu'appuyées par des régulations et des lois complémentaires afin de maximiser leur application, avaient énormément de responsabilités et très peu de ressources et de latitude concrète, ce qui contribua à l'inefficacité de la Loi 33.

Traités et accords internationaux. Cuba a ratifié plus de 25 traités internationaux sur l'environnement, incluant ceux définis par le World Resources Institute comme les conventions critiques pour la protection de l'environnement. Ces accords sont devenus partie intégrante de la structure légale environnementale de Cuba à la suite de leur ratification les incluant automatiquement dans la législation nationale (Acosta Moreno 1995; Díaz-Briquets & Pérez-López 2000; Ramlogan 1998). En plus de ces accords internationaux, Cuba a ratifié plusieurs traités régionaux avec le reste des Caraïbes, concernant particulièrement des questions relatives aux ressources marines, en accord avec l'article 5 de la Loi 81 qui stipule que :

> [e]l Estado promoverá y será partícipe en acuerdos y acciones internacionales para la protección del medio ambiente, en particular en aquellos que incluyan la región de América Latina y el Caribe, cooperando con espíritu de solidaridad mundial para conservar, proteger y restablecer el medio ambiente mundial y garantizar la instrumentación nacional de dichas decisiones (República de Cuba 1997).

Toutefois, il est impossible de voir dans quelle mesure les traités ratifiés sont mis en place et si des ressources sont libérées afin d'assurer leur application.

La Loi 81. Cette loi, composée de 163 articles, fut passée par l'Assemblée nationale en 1997. Elle remplace la Loi 33 et le décret de Loi 118 et a pour but de refléter les avancées globales en matière de protection environnementale et les changements institutionnels du pays depuis 1990 et la « période spéciale ». Dans cette perspective, elle s'appuie sur les conceptions de Martí à propos des relations entre l'homme et la nature et « las ricas tradiciones que asocian nuestra historia con una cultura de la naturaleza » (Idem), sans toutefois développer davantage ces questions. Cette loi vise la création d'un cadre légal dans lequel les activités socio-économiques sont développées de manière compatible avec l'environnement, basé sur les principes du développement durable, où « los seres humanos constituyen el objetivo esencial del desarrollo sostenible » (Idem). Ainsi, les actions environnementales pour le développement durable se basent sur les nécessités du développement économique et social du pays et sont fondées, entre autres, sur les principes de protection à travers la participation citoyenne, communautaire et étatique, de protection dans les développements économiques, et de scientificité dans les évaluations pour la protection et la réhabilitation de l'environnement. On constate ainsi dans la compréhension du développement durable qu'a le gouvernement que l'environnement demeure toujours considéré premièrement comme une ressource à exploiter pour le bien de l'économie et de la population et que ce concept est récupéré afin de servir les intérêts de l'État. Le premier objectif de la loi (article 9) est d'ailleurs révélateur en ce sens : « [c]rear un contexto jurídico que favorezca la proyección y desarrollo de las actividades socioeconómicas en formas compatibles con la protección del medio ambiente » (Idem). Cette nouvelle loi insiste sur la prévention ainsi que sur la participation et l'éducation des communautés et des citoyens par rapport aux actions environnementales.

Comparativement à la Loi 33, la nouvelle loi place davantage d'emphase sur la responsabilité des individus, citoyens ou entreprises, dans la protection de l'environnement et sur l'habilité de l'État d'imposer des sanctions aux pollueurs, un point particulièrement important compte tenu du fait qu'avec la période spéciale de nombreux investissements étrangers furent mis de l'avant, de même que l'emploi privé et les coopératives d'agricultures (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000).

Le CITMA (ministère des Sciences, de la technologie et de l'environnement) est maintenant l'agence responsable pour le développement et l'application des politiques environnementales, remplaçant ainsi le COMANRA, tombé en désuétude, ainsi que l'Académie des sciences, la Commission de l'énergie atomique et le Secrétariat exécutif des affaires nucléaires. Le CITMA fut créé dans la foulée du réaménagement administratif gouvernemental de 1994 visant à réduire les dépenses de l'État; Cuba a ainsi créé six nouveaux ministères et éliminé treize instituts et comités d'État. Le CITMA a alors pris à son compte toutes les responsabilités relevant de l'environnement. Sa création devait résoudre les contradictions de l'organisation précédente, où certains ministères étaient responsables du développement économique et de l'exploitation productive des ressources naturelles ainsi que de leur protection environnementale, et, en ce sens, la Loi 81 est plus englobante et tente de réduire la sectorisation dans la gestion des ressources.

Le CITMA agit donc comme une agence indépendante avec un pouvoir et une autorité pour résoudre les problèmes environnementaux, ce qui n'était pas le cas avec la Loi 33 et le COMANRA. En effet, ce dernier n'était qu'une agence de coordination comprenant des représentants de 21 agences d'État, les présidents de 14 commissions provinciales pour l'environnement, et des représentants des organisations de masse; le COMANRA n'avait donc aucun pouvoir pour régler les conflits entre les agences, pas plus qu'il n'avait l'autorité de mettre en application les lois et régulations environnementales qui étaient appliquées par d'autres agences gouvernementales, ayant plus d'intérêt pour le développement que pour la protection et possédant davantage d'argent, de ressources et de personnel que le COMANRA (Travieso-Díaz

1999). Toutefois, l'indépendance du CITMA relève toujours du conseil des ministres, qui a encore le dernier mot sur les décisions que prend le CITMA, et il ne peut avancer ses propres politiques de manière indépendante. Le CITMA comprend maintenant quatre agences (directorat des politiques environnementales, centre de l'inspection et de la gestion environnementale, centre d'information et d'éducation environnementale, centre des zones nationales protégées) lui permettant de formuler des politiques et de les mettre en application une fois qu'elles sont définies (Collis 1995). Toutefois, le CITMA doit, lors de l'élaboration et de l'application de celles-ci, travailler en collaboration avec les ministères auxquels l'exploitation des ressources naturelles est attachée, comme par exemple le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie des pêches, ou de l'Intérieur. Ce processus fait en sorte que les décrets de loi, les actualisant, prennent beaucoup de temps à être constitués et mis en place, comme c'est le cas avec le décret de Loi 212 de la gestion des zones côtières qui est encore en processus d'attente d'application depuis la création de la Loi 81, et que la majorité des différents fonctionnaires concernés ne connaissent pas.

Un aspect important de la Loi 81 tient au fait qu'elle oblige les promoteurs de projets (nationaux ou étrangers) à détenir un permis délivré par le CITMA pour l'élaboration et la mise en place de toute activité ou développement pouvant avoir un impact sur l'environnement; l'attribution de ce permis est contingente des résultats de l'étude d'impact environnemental effectuée au préalable par le CITMA. Une agence d'inspection a de plus été mise en place afin de faire des recommandations pour des projets en cours, établir des échéanciers avec les promoteurs et donner des amendes si les règles définies dans la loi ne sont pas respectées. Ainsi, des poursuites civiles et criminelles peuvent être intentées contre les contrevenants. Enfin, la Loi 81 met de l'avant un volet éducatif pour la population, une nouveauté par rapport à la Loi 33. En effet, des cours sur la protection environnementale ont été mis en place dans les écoles (primaires, secondaires et universitaires) et des émissions de radio et de télévision sont diffusées à ce sujet.

Ainsi, Cuba possède un cadre légal de protection environnementale relativement détaillé et bien développé, particulièrement en comparaison avec d'autres pays d'Amérique latine. Toutefois, les lois environnementales de l'île sont rarement appliquées et se révèlent souvent inefficaces. Cette situation tient d'abord du fait que le gouvernement est à la fois le propriétaire des moyens de production et des autres institutions polluantes de l'île et le régulateur des pratiques assurant la conservation de l'environnement. Ce conflit d'intérêt résulte entre autres en des lois trop vagues, souvent ambiguës, aux standards mal définis et n'ayant donc pas de portée pratique (voir Oro 1992). De plus, les frontières entre l'autorité des différentes agences impliquées sont floues, et bien que le CITMA ait davantage d'autonomie que son prédécesseur, son statut demeure subordonné car « under the centralized decision-making structure that exists in Cuba, any action by CITMA would risk being overturned if the Communist Party felt that compliance would undermine an important economic objective. The practical consequences of the Cuban political system and the structural limitations of the Cuban bureaucracy combine to make CITMA and its supporting environmental regulatory agencies ineffective » (Travieso-Díaz 1999, 394). De même, la protection de l'environnement est sabotée par le fait qu'aucune participation populaire n'est prise en compte dans le système décisionnel, et les ONG environnementales dénonçant des situations ou des actions prises par le gouvernement sont très souvent déclarées contre-révolutionnaires, et donc interdites (voir Díaz-Briquets & Pérez-López 1997, 1998). Enfin, les lois mises en place par le gouvernement ne mentionnent à aucun moment le rétablissement des dommages causés à l'environnement jusqu'à aujourd'hui. De même, les besoins économiques dominent les préoccupations environnementales, laissant cours à des projets de développement pouvant être potentiellement nuisibles à l'environnement, et plaçant les études d'impact, pour lesquelles Cuba manque de ressources financières, techniques et humaines qualifiées, comme une formalité de dernière minute plutôt qu'une nécessité à la base des projets (Atienza Ambou 1996; Oro 1992; Terry Berro 1997). Nous verrons dans la thèse quelles sont les conceptions des représentants locaux de l'État par rapport à la législation environnementale ainsi que la manière dont est vécue l'application de cette dernière. De même, nous verrons comment les

populations exploitant les ressources naturelles s'insèrent dans cette dynamique et ce qu'elle représente pour elles par rapport à leur gestion de l'environnement.

2.2.2 Les pratiques révolutionnaires environnementales

Les lois environnementales s'articulent dans le système économique et politique du pays à travers lequel Cuba ancre ses actions. En effet, les politiques de développement ont contribué à la création d'un système agraire et d'exploitation des forêts et des ressources aqueuses particulier, s'inspirant directement du modèle soviétique, et ayant eu des conséquences sur l'environnement, ainsi que sur les populations locales dont la survie dépend dans plusieurs cas des ressources naturelles. Bien que Cuba soit considérée comme un pays en développement, son mode de développement et d'exploitation des ressources diffère grandement des autres pays affublés du même statut. En effet, les facteurs expliquant traditionnellement la dégradation de l'environnement et les mauvaises pratiques de gestion dans les pays du tiers-monde, tels que la pauvreté, la croissance exponentielle de la population et l'accès inégalitaire aux ressources, s'appliquent difficilement dans le cas de Cuba en raison des contributions de la révolution sur les plans social et économique. Ainsi, « [a]bsent several of the foremost determinants of environmental decline in rural areas of developing countries, the only remaining explanation for environmental deterioration is agricultural intensification and in particular the capital-intensive practices associated with the socialist agricultural development model that incorporated most elements of the green revolution » (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000, 5). De plus, sur le plan technique, le développement de Cuba peut même être comparé à celui de nombreux pays capitalistes industrialisés, entre autres par l'usage commun qu'ils ont fait de la mécanisation des pratiques de gestion des ressources naturelles ainsi que de l'utilisation intensive de produits chimiques et de l'irrigation dans leurs pratiques agraires.

Le schéma de développement qu'a suivi Cuba, et ayant influencé l'utilisation et la dégradation de l'environnement, est principalement basé sur la pratique de l'agriculture. Cette situation est attribuable, entre autres, à la longue tradition

d'exploitation agraire, particulièrement de la canne à sucre, datant de la colonisation. De plus, après avoir échoué dans une tentative de diversification de sa production agraire et d'expansion de son secteur industriel dans les premières années de la révolution, Cuba s'est principalement concentrée, à partir de 1963, sur la production de matière première, particulièrement dans le secteur agricole, et dont la majeure partie de la production était vendue à l'ex-URSS et les pays du bloc de l'Est. Ce développement axé sur l'agriculture fut d'ailleurs fortement encouragé par les Soviétiques, à travers leur assistance technique et financière, afin de favoriser, selon leurs dires, « the rapid and inexorable transformation of a backward economy » (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000, 5). Cette situation a largement contribué au fait que la destruction environnementale de Cuba est principalement liée à l'exploitation agraire et que les différentes ressources naturelles de l'île furent exploitées en fonction de cette activité.

Le type d'agriculture pratiqué par Cuba s'insère ainsi dans les politiques de développement national et la structure institutionnelle gouvernementale du pays, contribuant à expliquer la dégradation environnementale de l'île. Le premier élément qui entre en jeu dans cette dynamique a trait à la centralisation de l'organisation du pays. En effet, ce type de gestion administrative fait d'abord en sorte que l'argent alloué à la conservation et la protection de l'environnement soit distribué aux autorités selon le principe de «branche» (Díaz-Briquets & Pérez-López 1998) à travers la hiérarchie des ministères plutôt que dans les régions où les besoins sont pressants et où les ressources seraient les plus utiles (Satre Ahlander 1994). De même, le processus décisionnel centralisé contribue au manque de considération des conditions particulières et des besoins que certains secteurs ou régions du pays nécessitent. De plus, les décisions ne sont pas seulement faites par un petit groupe de leaders siégeant au sommet de la société et dont les choix sont informés par différents analystes. En effet, le système centraliste favorise la prise de décision par de nombreuses autorités ministérielles, provinciales et municipales, ainsi que par des responsables de projets n'ayant pas de vision compréhensive de la société, de l'économie et de l'environnement et ne pouvant donc pas prendre des décisions en tenant compte de

divers facteurs, ne visualisant pas l'impact de leurs décisions sur le système en général et encore moins sur l'environnement, contribuant ainsi souvent à sa détérioration (Gregory & Stuart 1974). De plus, tout comme l'État cubain fonde plusieurs de ses décisions sur des considérations politiques et économiques qu'il appuie sur l'idéologie marxiste-léniniste, il en va de même en ce qui concerne l'environnement. La théorie marxiste avance dans cette perspective que les ressources naturelles n'ont pas de valeur et de prix et qu'elles doivent être soumises à la volonté humaine, en faisant donc des biens gratuits que l'on peut s'approprier selon les besoins qui se présentent. Ainsi, sur la base de ce principe et afin d'atteindre une grande productivité économique, l'environnement est utilisé, exploité jusqu'à épuisement, puis laissé à l'abandon, sans remise en question des implications destructrices de ces pratiques puisque justifiées par le marxisme[14].

La structure organisationnelle du gouvernement et les politiques qu'il poursuit entraînent d'autres conséquences pour l'environnement. En effet, les institutions gouvernementales sont organisées de manière à ce que les ministères soient responsables d'une industrie (ministère de l'Industrie de la pêche, l'Industrie sucrière, de l'Industrie sidérurgique, de l'Industrie de la construction) (Díaz-Briquets & Pérez-López 1998), accentuant ainsi le phénomène du « développeur-protecteur ». En effet, ces différents ministères sont responsables du développement de leur industrie, développement orienté vers les buts et les taux de productivité fixés par l'État, et dont l'atteinte mérite aux administrateurs des récompenses. Alors que ces derniers doivent produire au maximum des capacités selon les plans de l'État, et sans tenir compte d'autres techniques de production qui pourraient être plus souhaitables pour le développement durable des ressources naturelles, ils sont aussi en charge de la protection de l'environnement, un aspect de leur fonction qui est généralement

[14] L'exemple de l'exploitation des mines est intéressant. En effet, après que les gestionnaires eurent extrait une bonne partie des minéraux d'une mine, les coûts d'opération augmentent car la ressource est plus difficile à atteindre. Afin de répondre aux taux de productivité fixés par l'État, les gestionnaires préfèrent donc laisser la mine à l'abandon et en exploiter une autre afin de préserver leur taux de productivité, et éviter les remontrances des autorités, entraînant ainsi une détérioration environnementale par les déchets laissés par l'extraction minière ainsi que par la surexploitation de la ressource (Díaz-Briquets & Pérez-López 1998, 159).

volontairement laissé de côté dans le but d'accomplir les objectifs de l'État ainsi que de préserver leur emploi. Cette situation se trouve aujourd'hui exacerbée dans les industries permettant des gains en dollars. À ces pratiques de gestion s'ajoute l'usage qui est fait des économies d'échelle que procure la propriété des ressources et des moyens de production par l'État. En effet, ces économies sont investies dans de nouveaux et plus vastes projets de développement, et non pas dans la protection de l'environnement et des ressources utilisées afin, encore une fois, de faire croître la productivité et de maximiser les revenus. Les budgets et les ressources de l'État, et particulièrement l'aide apportée par les Soviétiques (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000), furent ainsi mal répartis et utilisés dans la création de nouveaux projets, voulant augmenter les revenus de l'État rapidement, et effectués sans évaluation d'impact préalable, entraînant des conséquences graves pour l'environnement.

Le système gouvernemental cubain et son organisation hiérarchisée contribuent ainsi à la fragmentation du processus décisionnel, créant un système où personne n'est responsable des problèmes environnementaux car chacun répond des ordres d'un supérieur. Ainsi, au bout du compte, personne n'est blâmé pour les dommages causés à l'environnement aussi longtemps que chacun a effectué les ordres correctement, et la destruction environnementale est perçue comme le prix à payer afin de développer le pays. De plus, les fonctionnaires impliqués dans la gestion et la protection des ressources naturelles n'ont pas de compte à rendre à la population, à qui l'information sur les questions environnementales est systématiquement censurée. Il en va de même pour les ONG environnementales dont les actions sont tolérées tant qu'elles demeurent dans les vues du gouvernement et qu'elles ne contredisent ou ne critiquent pas les pratiques de ce dernier. Malgré les conséquences négatives de ce système pour l'environnement, sa reproduction fut assurée depuis les débuts de la révolution par les liens étroits établis entre les idéologies de la révolution, le développement économique, les pratiques scientifiques et technologiques, et le système d'éducation dans lequel ces valeurs sont enseignées et ce discours encensé (Cabrera Trimiño 1997). Les implications environnementales de ces pratiques et de l'organisation de ce

système se mesurent particulièrement dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de la gestion des ressources aqueuses.

L'agriculture

Le secteur agraire est un des domaines les plus développés de l'économie cubaine et aussi celui utilisant le plus grand nombre de ressources naturelles. En effet, en 1989, près de 62% (6,8 millions d'hectares) des terres du pays étaient utilisées pour l'agriculture; 41% du territoire de l'île était cultivé, le reste comptant des pâturages cultivés et non cultivés et des terres laissées en jachère. La surface cultivée a augmenté de 23% entre 1945 et 1989 alors que les terres laissées en pâturage ont diminué de moitié dans cette période. Ainsi, la révolution a fait croître l'économie du secteur agraire, particulièrement par l'industrie sucrière, en augmentant la surface cultivable du pays. Le gouvernement socialiste a utilisé des terres autrefois considérées impropres à la culture, telles que des plaines semi-arides dont la capacité agricole fut augmentée par l'irrigation et des additifs chimiques (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000). De ces terres cultivées, 80% étaient incluses dans le système de fermes d'État alors que le reste se répartit également entre des fermes privées et des coopératives de production agricole, faisant de Cuba un des pays ayant la plus grande surface de terre appartenant à l'État, dépassant même le taux de l'ex-URSS (Pryor 1992; Sáez 1997).

Le système de production cubain, s'inspirant du modèle soviétique, est organisé en grandes unités de production, facilitant l'introduction des techniques modernes de production, la maximisation de l'utilisation de la mécanisation, de même que la gestion centralisée du secteur, ce qui a souvent été appelé le *farm gigantism*, ou *gigantomania* (Violin 1962; Gregory & Stuart 1974). La production est ainsi organisée en schémas de culture extensive, maximisant sur de vastes unités la monoculture, un type de production s'insérant dans la gestion sectorielle du gouvernement et se reproduisant dans tous les autres secteurs de l'économie (Coyula Cowley 1997; Díaz-Briquets & Pérez-López 2000). Cette approche de la pratique de l'agriculture a permis au gouvernement, avec l'appui des Soviétiques, l'application dans l'agriculture des valeurs d'industrialisation, de modernisation et de scientificité propres au

communisme, se traduisant par l'utilisation poussée de la mécanisation, des additifs chimiques et des interventions technologiques, souvent nuisibles à l'environnement. Cuba n'a toutefois pas été forcée d'adopter la vision du développement de l'ex-URSS dans l'agriculture car le gouvernement valorisait lui-même cette approche; cependant, on peut s'interroger sur la latitude que les Soviétiques auraient accordée à Cuba dans le cas contraire.

Ainsi, l'environnement fut très affecté par ces pratiques agricoles. D'abord, les effets négatifs de la monoculture ont détruit les particularités de plusieurs secteurs du territoire en rasant les zones forestières et en aplanissant les sols, ainsi qu'en mettant de côté la prise en compte des caractéristiques physiques, chimiques et hydrologiques du territoire à être cultivé. Elle a de plus éliminé presque totalement les cultures de produits indigènes adaptés aux conditions de l'environnement, ce qui contribua à débalancer l'équilibre fragile des écosystèmes de l'île. Ces pratiques agraires, insérées dans les plans de gestion de l'État, devaient être respectées à la lettre par les gestionnaires, et ces derniers étaient ainsi plus souvent employés pour leur loyauté aux diktats de l'État que pour leurs compétences techniques de gestion. Ainsi, les gestionnaires appliquant les prescriptions gouvernementales étaient récompensés pour leur bon travail, même si les cultures étaient perdues, alors que ceux osant avancer une méthode différente de gestion ou même suggérer des modifications aux plans agraires afin de permettre aux cultures d'être sauvées et de préserver l'environnement pouvaient être durement punis et même se voir accusés d'être contre-révolutionnaires (Díaz 1995). « These attitudes, and specifically the imposition across the board of directives devoid of sensitivity to specific environmental circumstances, led to soil degradation through the adoption of localized but cumulatively damaging agricultural practices » (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000, 96). Cependant, certains persistent à avancer que le modèle cubain de gestion des ressources est favorable au développement durable parce qu'il évacue toutes formes de compétition pour l'utilisation et l'exploitation des ressources (Labinsky et al. 1980; Joyce 1997), une position qui peut être débattue car les intérêts personnels des gestionnaires et des

travailleurs n'ont jamais été complètement évacués de leurs pratiques malgré les bases idéologiques du système.

De même, les pratiques centralisées et sectorisées d'allocation des ressources ont totalement ignoré le savoir écologique des paysans concernant l'environnement et l'utilisation des ressources, favorisant l'accélération de sa détérioration. En effet, des plantations furent faites dans des sols non productifs complètement rasés de leurs cultures antérieures, ne permettant pas, entre autres, le contrôle des épidémies d'organismes nuisibles et la reconstruction de l'équilibre organique; les techniques de rotation des cultures et de protection naturelle des produits et de fertilité des sols ont été totalement abandonnées afin de permettre aux machineries lourdes de récolter un seul type de production à la fois de manière plus rapide. De même, les nouveaux paysans salariés de l'État n'ont plus occupé aucune place dans le processus de gestion, et les équipes de travail formées effectuaient une rotation entre les champs, s'occupant, par exemple, pour une courte période de la plantation dans un endroit, suivi immédiatement de la récolte dans un autre secteur. Cette situation a créé un désengagement des paysans par rapport à leur travail et à l'environnement, diminuant leur intérêt à se préoccuper de la préservation des ressources, de même que du processus de production en général. Cette méthode de travail a de même favorisé la diminution du savoir écologique des paysans ainsi que la transmission de ce savoir aux générations suivantes (Sáez 1994). Nous verrons dans les chapitres suivant comment cette situation se retrouve à Las Canas.

Les interventions technologiques dans l'agriculture, voulant remodeler le territoire, permettre la pratique de l'agriculture sur tous les types de sols et éliminer les contraintes inhérentes à l'agriculture, qui auraient ainsi permis une production illimitée, ont aussi contribué à la dégradation de l'environnement. L'irrigation extensive des terres agricoles est la pratique ayant particulièrement contribué à ce processus. Cuba compte en effet plus de 900 000 ha de terres irriguées et figure parmi les leaders en Amérique latine dans ce champ de compétences. Toutefois, la pratique de l'irrigation à Cuba compte plusieurs problèmes car les techniques utilisées ne

conviennent pas nécessairement à tous les types de sol et parce que des sols mal préparés à cette fin furent irrigués, ce qui gaspille tous les investissements et nuit à l'environnement (Atienza Ambou et al. 1995). Ainsi, l'irrigation a favorisé l'érosion massive des sols; bien que cette dernière ne soit pas précisément calculée, on estime que 70% du territoire est érodé, et que 90% des terres agricoles le sont (Sáez 1997). De plus, le drainage devant accompagner l'irrigation est mal pratiqué; l'excès d'humidité n'est pas évacué, privant les racines d'oxygène et les faisant pourrir, diminuant ainsi la productivité agricole jusqu'à 40%. Les mauvaises pratiques d'irrigation ont de plus contribué à l'acidification et la salinisation des sols, rendant plusieurs d'entre eux impropres à l'agriculture (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000; 1997). De même, la mécanisation lourde en agriculture, motivée par le désir de modernisation et l'enthousiasme léniniste pour l'industrialisation, a mené au compactage des sols, empêchant entre autres leur égouttement ainsi que la diffusion des substances nutritives et la croissance des racines, contribuant à la destruction environnementale. Enfin, la dépendance excessive aux additifs chimiques, pesticides, herbicides et fertilisants, a favorisé la résistance aux maladies, a altéré la composition des sols et détruit la balance de ses différentes composantes chimiques, augmentant son acidification. De plus, les eaux de ruissellement de ces sols contaminés par les produits chimiques se déversent dans des réserves d'eau potable ainsi que dans les estuaires et les lagunes, détruisant leur flore et les nutriments que contiennent leurs eaux, empêchant la reproduction des espèces marines y croissant et s'y nourrissant (Murray 1994).

Les forêts

Les ressources forestières de Cuba sont une de celles dont l'exploitation intensive et destructrice s'est implantée depuis le plus longtemps. En effet, pendant la colonisation, les forêts furent brûlées et rasées afin de permettre la plantation de canne à sucre ainsi que pour avoir accès à du matériel combustible nécessaire pour les raffineries de sucre. Le processus de déforestation a augmenté après l'indépendance avec l'implantation des industries américaines, et c'est pendant les 25 premières années du 20ème siècle que le plus d'arbres furent coupés à Cuba. Avec seulement que

14% des terres de boisées en 1959, Castro implanta un vaste programme de reforestation afin de mettre fin à la destruction de la ressource, et aussi pour d'assurer un emploi à tous les Cubains, particulièrement ceux vivant loin des grands centres. Cuba est le seul pays de la région des Caraïbes a avoir adopté une telle initiative de reforestation, ce qui permit au territoire d'augmenter, en 1992, de 4% sa superficie forestière, dont les deux tiers sont des parcs et le tiers restant est destiné à la coupe. Ainsi, la loi de 1959 sur la reforestation créa neuf parcs nationaux d'au moins 6 700 ha, principalement à partir des forêts existantes, et permit d'instaurer un programme de reforestation le long des cours d'eaux et sur les cimes des chaînes de montagne, afin d'éviter l'érosion (Nuñez Jiménez 1972). En 1960 plus de 348 millions d'arbres furent plantés, dont plus du tiers fut l'eucalyptus, le reste étant principalement des pins d'Australie.

Toutefois, les pratiques de reforestation furent critiquées car elles ont aussi contribué à la dégradation environnementale de l'île. D'abord, les espèces d'arbres plantés étaient étrangères à l'île et très vigoureuses, contribuant par le fait même à la destruction de la biodiversité des espèces endogènes de l'île (Silva Lee 1996). De même, le processus de reforestation s'est fait rapidement, et dans l'enthousiasme révolutionnaire de cette initiative, peu d'études ont été produites sur les techniques à utiliser. Ainsi, de mauvaises graines ont été utilisées, la densité des arbres plantés fut trop grande et les espèces étaient mal adaptées aux conditions de l'île (Westoby 1989; Borges Hernández & Díaz Morejón 1997). De plus, bien que Cuba ait instauré cette loi sur la reforestation, le gouvernement a tout de même poursuivi la coupe d'arbres et a ainsi détruit les forêts de vastes régions afin de développer l'agriculture; les terres autrefois impropres à l'agriculture et reconverties ont, entre autres, été dépourvues de leurs arbres, affaiblissant davantage ces secteurs déjà fragiles. L'exemple des brigades du « Ché » est le plus spectaculaire de ceux concernant les politiques prises à cette fin : des chaînes étaient attachées entre deux tracteurs qui, en avançant, rasaient tous les arbres sur leur chemin, ce qui contribua, entre autres, à détruire presque totalement le palmier royal, symbole forestier de l'île.

Le développement du secteur minier, et particulièrement des mines à ciel ouvert, a aussi favorisé la déforestation de larges parties du territoire (Reed 1993). Enfin, la crise des dernières années a aggravé le problème de la déforestation car les coupures d'énergie ont poussé la population à couper les arbres afin de produire du charbon (Díaz-Briquets & Pérez-López 1997). Nous verrons que cette situation a été vécue de façon critique dans la région d'étude. De même, la crise a poussé le pays à développer des techniques afin d'être davantage autosuffisant, augmentant la production agricole et la proportion de terres y étant destinées au détriment des forêts. De plus, le gouvernement n'a plus les fonds nécessaires afin d'investir dans la protection des forêts et plusieurs d'entre elles sont maintenant coupées pour y construire des routes, surtout dans les zones côtières, afin d'y attirer le tourisme. Ainsi, bien que le secteur forestier soit moindrement affecté par la dégradation environnementale comparativement à l'agriculture et à l'eau, sa destruction, causée par une mauvaise gestion et utilisation des ressources par les autorités gouvernementales, est intimement liée aux problèmes écologiques se produisant dans ces secteurs (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000).

Les eaux

Cuba profite de beaucoup de précipitations en raison de sa position subtropicale. La distribution des précipitations est toutefois inégale sur l'île. En effet, sa forme élongée, ses chaînes de montagnes, les vents, et la chaleur entraînent des pénuries d'eau dans certains secteurs et des inondations dans d'autres. Les rivières partant du centre de l'île ont des trajets courts jusqu'à la mer et les eaux de pluie l'atteignent en quelques heures, alors que la déforestation contribue encore davantage à l'écoulement des eaux. Le faible potentiel hydraulique de Cuba, dont les eaux ne peuvent que peu s'accumuler en surface ou dans les réserves souterraines, se compare ainsi aux autres îles des Caraïbes (Díaz-Briquets & Pérez-López 1993). Afin de remédier à cette situation, Castro créa en 1962 l'Institut national des ressources hydrauliques et lança le programme de *voluntdad hidraulica*, où, selon ses paroles, pas une goutte d'eau tombant sur Cuba ne doit atteindre la mer pas plus que ne doivent le faire les eaux des rivières et des fleuves. Cuba s'est ainsi lancée dans la construction massive de

barrages et, en 1992, l'île en comptait plus de 200, en plus de 800 micro-barrages (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000). Ces barrages ont principalement servi au système d'irrigation du pays, particulièrement pour les plantations de canne à sucre, de riz et de citrus, ainsi que pour établir des réseaux d'aqueduc dans les villes.

Bien que ces mesures aient permis l'augmentation du potentiel hydraulique de Cuba, elles ont aussi grandement contribué à la contamination des aquifères, des eaux de surfaces ainsi que des zones côtières (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000; 1997). En effet, les aquifères de Cuba sont hautement contaminés par la salinisation de leurs eaux. La surextraction des eaux souterraines pour l'irrigation et leur difficulté à se remplir de nouveau à cause des caractéristiques physiques de l'île favorisent l'entrée d'eau de mer dans les aquifères côtiers ainsi que d'eau contaminée par les herbicides, pesticides et fertilisants dans les aquifères du centre du pays. De même, les eaux de surfaces sont contaminées par les déchets industriels et les additifs chimiques. Cette situation, couplée au trop grand nombre de barrages sur l'île, fait en sorte que le niveau de l'eau des rivières est trop faible. Leur apport en oxygène est ainsi nettement déficitaire, détruisant l'équilibre de ces écosystèmes; de plus, le niveau des eaux étant trop bas et la vie organique trop faible, les rivières ne peuvent se départir par écoulement des polluants toxiques, contaminant ainsi les berges des rivières ainsi que les zones côtières. Ces problèmes de mauvaise gestion des ressources aqueuses, où les gestionnaires devaient ici aussi se plier aux directives du plan national sous peine de représailles, a aussi fait en sorte que les eaux de plusieurs barrages furent contaminées par des polluants extérieurs et l'eau de mer remontant de la côte jusqu'aux barrages, détruisant ainsi l'environnement.

Tous ces phénomènes contribuent à polluer les côtes, ses lagunes, ses estuaires et ses coraux, bien que ces questions demeurent encore peu étudiées à Cuba (UNEP 2000). En effet, la sédimentation des rivières, en plus de drainer la pollution vers les côtes, ne permet pas d'amener suffisamment d'oxygène et de nutriments dans les écosystèmes côtiers, détruisant les ressources halieutiques de ces zones où elles se nourrissent et se reproduisent (Sáenz 1990). De plus, les côtes sont polluées par les déchets industriels,

principalement des raffineries de sucre et des mines, ainsi que par les déchets provenant des centres d'habitation humains; cependant, « [a]lthought the evidence is mostly fragmentary, there are sufficient grounds to conclude that the coastal regions of Cuba have been degraded to an unknown extent by the hydraulic development policies pursued under socialism in Cuba » (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000, 136). Nous verrons comment cette situation affecte les communautés côtières étudiées.

2.2.3 Les transformations critiques de la révolution et l'environnement

La « période spéciale » eut un impact important sur l'environnement. En effet, la diminution de l'activité économique entraînée par la chute des importations a entre autres, dans un premier temps, réduit la pollution provenant de la consommation d'énergie et des produits contaminant dérivés de la production industrielle, améliorant la situation environnementale du pays. En effet, dans cette période, près de 80% des industries furent temporairement abandonnées en raison du manque de carburant et de pièces, dont les centrales thermoélectriques, les mines et les raffineries de sucre qui sont parmi les plus polluantes. De plus, les réformes entreprises en agriculture, jumelées à la diminution de l'utilisation d'additifs et de la mécanisation dans les champs, ont contribué à réduire la dégradation des sols ainsi que des autres ressources liées à la production agricole. Toutefois, la période spéciale a aussi causé des effets négatifs sur l'environnement, particulièrement par le développement de l'industrie touristique et l'impact qu'il a sur les écosystèmes côtiers.

Ainsi, le secteur agraire cubain utilisa de manière intensive pendant près de trois décennies des techniques de production modernes faisant une surconsommation d'herbicides, de fertilisants et de pesticides. De nombreuses machineries lourdes furent utilisées dans les champs afin d'appliquer ces techniques ainsi que pour faire les récoltes et les semences, gaspillant ainsi des tonnes de carburant. Cependant, cette situation changea dramatiquement avec la crise des années 1990 (Díaz González & Muñoz 1995). En effet, après que l'ex-URSS ait interrompu ses exportations vers Cuba, la pratique de l'agriculture dû s'adapter à des changements majeurs qui devaient transformer toute la structure du secteur agraire; ceux-ci s'actualisèrent entre autres à

travers la consommation de carburant dans l'agriculture qui diminua de 33%, celle de fertilisant de 80%, d'herbicides de 62,5%, et de nourriture pour les animaux de 71,9% (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000). Ces changements eurent des effets positifs sur l'environnement à différents niveaux : la destruction de la biodiversité dans les environs des champs par les produits chimiques et la coupe d'arbres pour ouvrir de nouveaux terrains furent grandement diminuées, comme pour ce qui est de la destruction des écosystèmes fluviaux et côtiers par l'écoulement de sols contaminés, la diminution de consommation de carburant pour les tracteurs évita l'aggravation du compactage des sols, et cette diminution de consommation de carburant restreint grandement l'irrigation, car les pompes ne pouvaient plus être mises en marche, ce qui entraîna une diminution de l'extraction des eaux des aquifères ainsi que leur contamination.

Parallèlement à ces modifications imposées par des contraintes externes s'effectuèrent des changements politiques et institutionnels dans le système de tenure des terres, ne pouvant désormais plus être géré aussi efficacement par le système centraliste cubain. En effet, en 1993, le décret de Loi 142 fut adopté et créa les *Unidades básicas de producción cooperativa* (UBPC). Ces nouvelles coopératives se partagèrent des terres anciennement organisées en fermes d'État. Le gouvernement favorisa le développement de ces nouvelles fermes afin d'augmenter la production agraire nationale, qui stagnait depuis quelques temps dans les fermes d'État, ainsi que pour favoriser l'autosuffisance, entre autres au niveau de la consommation d'équipement et d'additifs chimiques, des mesures s'inscrivant dans le plan alimentaire développé par les autorités. Ainsi, environ 50% de la superficie des terres des fermes d'État furent transformées en coopératives, dont 93% des fermes d'État sucrières et 29% des fermes cultivant d'autres plantations que la canne à sucre. La superficie des terres ainsi transformées en coopératives représente trois millions d'hectares et chaque coopérative possède en moyenne 1 133 ha de terres pour 37 membres (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000).

Ces nouvelles coopératives ont la vocation de devenir aussi productives que les fermes privées, qui le sont elles-mêmes davantage que les fermes d'État (Alvarez & Puerta 1994). Les paysans des coopératives ne paient pas de rente à l'État pour utiliser les terres et ils ont un droit d'usage permanent sur celles-ci. Les membres de la coopérative sont propriétaires de tous les équipements de la coopérative, qui appartenaient autrefois à l'État. Ils ont de même accès à des prêts bancaires à des taux d'intérêts avantageux afin de se procurer le matériel et les installations nécessaires au fonctionnement de la coopérative. Les membres sont propriétaires de leur production, bien qu'ils doivent négocier un plan de production avec l'État et qu'ils doivent procurer à ce dernier un quota obligatoire. Toutefois, les profits générés par les surplus non exigés par l'État leur appartiennent. Les gestionnaires de la production dans les coopératives sont des membres élus par le groupe et ils ont le pouvoir de choisir quand et comment ils vont utiliser leurs terres (Alvarez & Messina 1996; Deere 1995; Díaz-Briquets & Pérez-López 1995). De même, les membres de ces coopératives ont le droit de cultiver une partie de la terre de manière autonome sur laquelle ils peuvent faire les choix qu'ils veulent et dont ils gardent tous les profits des ventes dans les marchés publics. Les nouvelles coopératives bénéficient donc d'un certain degré d'autonomie et peuvent jusque dans une certaine limite choisir leurs plantations et les techniques de culture. Les travailleurs sont ainsi davantage autosuffisants et ils peuvent lier leurs revenus à la productivité de leurs pratiques, ce qui n'était pas le cas auparavant alors qu'ils étaient simples salariés de l'État, répartis dans des équipes de travail au sein d'un système où des décisions rigides leur étaient imposées par le haut. Toutefois, l'État gère encore, mais de manière indirecte, la production des coopératives. En effet, les entreprises d'État dictent aux coopératives quels produits elles désirent, en quelle quantité et à quel prix elles les veulent, ce qui influence inexorablement la latitude et les choix que peuvent faire les membres des coopératives (Pérez Rojas & Torres Villa 1997). Nous verrons dans la thèse comment ces changements de pratiques ont touché les habitants de la région étudiée.

Bien que l'État s'ingère toujours dans la production agraire des coopératives, les membres de ces dernières sont davantage engagés à entreprendre des mesures visant à

protéger et à conserver les ressources, entre autres parce qu'ils sont responsables de toutes les étapes du processus de production, par des pratiques moins dommageables pour l'environnement comme celles qu'utilisent les petites fermes privées (Cabrera Trimiño 1997; Sáez 1997). Ce nouveau modèle d'agriculture est souvent comparé à celui utilisé avant la révolution. En effet, les techniques d'irrigation lui sont semblables, la diversification de la production renoue avec la plantation d'espèces locales qui avaient été éliminées avec la révolution, des terres sont laissées en jachère et la technique de rotation des plantations est utilisée, des mélanges de plantations aux effets herbicide, pesticide et fertilisant sont aussi mis en pratique. Cette utilisation du savoir traditionnel agraire a même été poussé jusqu'à demander les services de vieux agriculteurs ayant pratiqué avant la révolution afin qu'ils partagent leur savoir, entre autres sur l'utilisation des bêtes pour le travail dans les champs (Rosset 1994).

Ainsi, ce nouveau modèle :

> promotes crops diversity rather than monoculture, organic fertilizers and 'biofertilizers' instead of chemical ones, and biological control and biopesticides instead of synthetic pesticides. Animal traction is substituted for tractors and planting is planned to take advantage of seasonal rainfall patterns in order to reduce reliance on irrigation. Local communities are to be more intimately involved in the production process, hopefully putting brakes on the exodus to the cities... this model is a return to the importance of the family farmer (Rosset et Benjamin 1993, 22 dans Díaz-Briquets & Pérez-López 2000).

Ces nouvelles pratiques alternatives ont été qualifiées par plusieurs comme étant *environmentally friendly* (Dlott et al. 1993; Gersper et al. 1993; Kaufman 1993; Levins 1993; Perfecto 1994; Rosset & Benjamin 1993; Rosset 1994; Vandermeer et al. 1993). En effet, elles diminuent l'intensité de la destruction environnementale de l'île. Par contre, les conséquences environnementales de ces nouvelles pratiques n'ont pas encore été évaluées, et certaines questions émergent, entre autres quant à l'utilisation des biopesticides. De plus, ce type de pratique a eu des conséquences graves sur la productivité du pays, dont celle des plantations de majeure importance a diminué d'environ 50% (Deere 1993, Díaz-Briquets & Pérez-López 2000). De même ce *greening of the revolution* n'est pas assuré pour l'avenir. En effet, il n'est pas dit que Cuba conservera ces techniques de production lorsque le pays aura davantage d'argent

à investir dans ce secteur, et le gouvernement cherche d'ailleurs des investisseurs étrangers afin de développer l'agriculture[15]. De même, les dirigeants et les ingénieurs agricoles sont habitués aux techniques de l'agriculture moderne qu'ils valorisent toujours, leur faisant considérer ces nouvelles pratiques comme une solution temporaire avant un retour à la normale (Cabrera Trimiño 1997; Díaz 1997). Il faut enfin garder présent à l'esprit que l'adoption de ces pratiques, tant au niveau des populations locales que des gestionnaires, a toujours été contingente de la volonté des acteurs impliqués. Ce nouveau type d'agriculture ainsi que les coopératives, bien qu'imposés formellement par les autorités, répondent aux intérêts divers des différents groupes en cause, et si tel n'avait pas été le cas, leur mise en place et leur fonctionnement auraient sûrement été différents, sinon difficiles, car la population agit et réagit face aux politiques de l'État, quelles qu'elles soient.

Toutefois, bien que la période spéciale eut des effets positifs sur l'environnement, particulièrement en agriculture, les transformations qu'elle a impliquées ont aussi nuit à la protection et la conservation de l'environnement. En effet, le gouvernement dû développer des mesures afin d'augmenter son apport en devises fortes, initiatives qui furent souvent prises au détriment de l'environnement (Atienza Ambou 1996). Ainsi, la recherche d'investissements étrangers dans le secteur minier a contribué à exercer une pression et à détruire l'environnement, entre autres par l'utilisation de coraux pour leur calcium dans les procédés de purification du nickel (Díaz-Briquets & Pérez-López 1997). De même, les développements accélérés dans le secteur pétrolier mettent en péril les côtes de l'île. De plus, le gouvernement n'a pas les fonds pour faire fonctionner son système de réglementation convenablement et il n'a pas accès aux agences de financement internationales. À cette situation s'ajoute le fait que le processus de déréglementation, de décentralisation et de libéralisation en cours à Cuba est incompatible avec le système de régulation environnementale basé sur un modèle

[15] Certaines partenariats dans le secteur agraire ont d'ailleurs vu naître des fermes « biologiques » près de la Havane dont les produits sont destinés à l'exportation. Il est aussi intéressant de noter que, pendant que les Cubains, surtout en province, n'ont pas accès à divers produits de la ferme (tomate, oignon) pendant plusieurs mois, il est possible de les retrouver en vente sur le marché noir grâce aux vols qui sont effectués dans ces entreprises par ses employés.

centraliste de gestion (Collis 1996), et dont les conséquences se font de plus en plus sentir dans les zones côtières avec le développement de l'industrie touristique (Cole & Domínguez 1995).

En effet, le tourisme est le secteur économique de Cuba se développant avec le plus de fulgurance depuis près de 10 ans. Bien que

> [t]ourism was perceived as too closely associated with the capitalist evils of prostitution, drugs, gambling, and organized crime. The revolutionary government discounted tourism as a vehicle for economic growth and development. During the 1960s and 1970s, no major investment in tourism was undertaken. The vast tourism infrastructure built up during the pre-revolutionary years was left for the use of Cuban citizens and international guests from socialist and other friendly countries or simply abandoned. Some sixteen hotels were closed down, and hotel capacity was reduced by 50% (Espino 1993, 48).

Cette conception a toutefois commencé à changer vers la fin des années 1970, alors que le gouvernement créa en 1976 l'Institut national du tourisme et que dans les années 1990 il créa des sociétés anonymes (s.a.), telle que Cubanacan et Gaviota[16] afin de développer cette industrie. C'est aussi dans cette période que les *joint ventures* se firent de plus en plus courantes afin de développer des complexes touristiques, particulièrement dans les zones côtières. Ainsi, le tourisme aurait donc permis à Cuba de faire des gains de plus d'un milliard de pesos en 1995, et le nombre estimé de visiteurs étrangers en 2000 se chiffre à trois millions (Díaz-Briquets & Pérez-López 2000). Cette activité économique est ainsi devenue primordiale pour le fonctionnement du pays, mais cela ne va pas sans conséquences environnementales pour les zones côtières (Cabrera Trimiño 1997).

En effet, bien que le gouvernement reconnaisse que la protection de l'environnement côtier soit primordiale pour le bien de la population ainsi que pour la pérennité du tourisme, fréquentant l'île principalement à cause de ses paysages et de ses plages paradisiaques, il agit de façon à attirer un tourisme de masse afin d'effectuer des gains

---

[16] Il est intéressant de noter que l'entreprise Gaviota est la propriété des Forces armées révolutionnaires, tout comme d'autres entreprises transigeant des dollars, dont les infrastructures étaient autrefois au

rapides. Ainsi, les constructions hôtelières se font de manière précipitée avec des matériaux souvent de mauvaise qualité. Ces pratiques sont de plus facilitées par l'imprécision des lois et le peu de pouvoir d'action qu'ont les organismes supposés protéger l'environnement dans ce cas particulier. Ainsi, les centres hôteliers, souvent trop nombreux dans des zones spécifiques, sont construits trop près des plages. De plus, leur développement se fait de manière extrêmement rapide. Par exemple, les îlots au nord de la province de Ciego de Avila étaient encore vierges en 1993, alors qu'en 2000 on y compte plus de 1 500 chambres, un aéroport et plus de 200 kilomètres de route, dont 17 kilomètres sont construits sur un terre-plein dans la mer. Ces développements, ainsi que les installations qu'ils nécessitent, détruisent la biodiversité des côtes de la région, étant demeurée jusqu'à présent une des plus importante des Caraïbes (Dewar 1993), car ils nécessitent l'anéantissement d'écosystèmes entiers, entre autres par la coupe à blanc de mangroves pour construire les hôtels, la destruction des sols et des mangroves afin d'aménager les installations, la destruction de lagunes en les draguant afin de construire des marinas, le réaménagement des plages afin d'accommoder les visiteurs, etc. (voir Breton et al. 1998; Doyon, 1999).

Afin de répondre aux préoccupations locales et internationales face à la dégradation environnementale causée par le tourisme, ainsi que pour développer davantage ce secteur de l'économie et d'en tirer profit, Cuba a développé dans les dernières années l'écotourisme, une forme de tourisme se voulant plus responsable (Holston 1995; Honey 1994, 1996). Toutefois, cette pratique est souvent dangereuse pour l'équilibre et la conservation de l'environnement, particulièrement dans les zones côtières. En effet, un nombre de plus en plus grand de voyageurs visitent des endroits non fréquentés aux écosystèmes très fragiles, dont les récifs coralliens, qui protègent de nombreuses espèces marines et qui permettent aux communautés côtières de survivre par la pêche qu'elles y pratiquent, lesquelles se voient parfois interdire l'accès à ces ressources afin de favoriser cette nouvelle activité. Cependant, les données concernant cette situation demeurent encore très éparses. De plus, afin de promouvoir

---

service des dirigeants des FAR et ayant été modifiées pour le tourisme international. Les revenus de ces entreprises financent les activités des FAR ainsi que les dépenses de ses dirigeants.

l'écotourisme, le gouvernement a installé de vastes infrastructures routières entre des îlots ainsi que dans les zones marécageuses, coupant ainsi complètement les échanges aqueux entre la mer, les estuaires et les lagunes approvisionnant ces zones en oxygène et en nutriments, détruisant ainsi les écosystèmes et favorisant la contamination de ceux-ci (Espino 1992; Silva Lee 1996; Woktzow 1998).

La question de la protection et de la conservation des zones côtières semble d'ailleurs relativement peu préoccuper les autorités comparativement aux autres ressources naturelles de l'île, et particulièrement celles ayant trait à l'agriculture, une situation qui semble paradoxale en raison du caractère insulaire du pays. En effet, les populations côtières semblent avoir bénéficié de la part des autorités d'un moins grand intérêt pour le développement au profit des activités terrestres, situation représentée entre autres par le très peu de littérature sur ces questions. Il en va de même pour le secteur halieutique. En effet, l'intérêt du gouvernement pour cette activité s'est principalement centré sur la pêche industrielle en haute mer, dénigrant à la limite la pêche artisanale ne reflétant pas la modernisation et l'industrialisation des pratiques que valorise le gouvernement. Le discours de Castro est révélateur en ces sens : « Ya no será el pescador de la chalana de remos y velas; será el pescador con medios de producción cada vez más moderna, con barcos cada vez más grandes; no serán solo los pescadores de plataforma, serán los pescadores que adentren en el Océano » (Fidel Castro, 1962 dans Morales, 1972, 29). La pêche industrielle a donc été grandement développée, surtout dans les deux premières décennies de la révolution (Joyce 1997), toutefois, peu d'informations sont disponibles sur la situation actuelle, par exemple dans quelle mesure ce type de pêche a souffert des coupures de carburant et des autres contraintes matérielles et économiques entraînées par la période spéciale et quels en sont les impacts.

Il est cependant possible d'inférer qu'avec la diminution des ressources halieutiques mondiales vers la fin des années 1970, de même qu'avec les problèmes économiques du pays, Cuba a dû être confrontée à une diminution de ses captures. C'est d'ailleurs dans cette période que le gouvernement effectua des transformations institutionnelles

et forma le premier ministère des pêches. La pratique d'un type de pêche plus artisanal a donc été davantage supporté par l'État afin d'exploiter les ressources de l'importante plate-forme continentale de l'île, telles que la langouste, la crevette et l'huître, ayant développé avec les années une grande valeur marchande et par lesquelles Cuba peut obtenir de bons profits en dollars avec leur exportation. Le cas de la pêche à la langouste au sud de l'île est d'ailleurs intéressant (Joyce 1997). En effet, le gouvernement a mis en place dans les années 1970 des zones de pêche exclusives pour la pêche à la langouste dans les eaux continentales afin de répartir les captures également entre les régions et d'éviter une compétition qui serait destructrice pour la ressource. Cette mesure permit de plus au gouvernement d'avoir un meilleur contrôle sur les captures. À cette fin, il créa des entreprises de pêche, administrées par des gestionnaires de l'État, correspondant à chaque zone de pêche et ayant pour but d'établir un lien entre les pêcheurs et les fonctionnaires du ministère. Ces entreprises, sous contrôle étatique, étaient en charge de l'entreposage et de la commercialisation des captures. Nous verrons dans le chapitre cinq comment ce type de pêche s'actualise et s'organise dans la région d'étude et quelles sont ses implications par rapport aux relations avec les autres acteurs sociaux de la dynamique étudiée.

Ce type de pêche, où les producteurs sont employés de l'État, ne représente pas le seul type d'activité halieutique pratiqué sur l'île. En effet, il existe aussi à Cuba une pêche artisanale qui n'est toutefois pas documentée. Ainsi, des informations relatives aux pêcheurs *deportistas* ne sont pas disponibles et leur rôle, la place qu'ils occupent dans la dynamique côtière et leurs relations avec l'État ne peuvent être fouillés. Ces pêcheurs, dont les activités, qui gravitent en marge des organisations officielles, ne sont pas rapportées dans la littérature et sur lesquelles il importe d'investiguer, pratiquent de manière indépendante une pêche artisanale de subsistance déclarée illégale par l'État puisqu'elle peut potentiellement mener à l'accumulation de capital. Ce type de pêche regroupe un plus grand nombre de personnes que ce dont le gouvernement laisse croire et nous verrons en détail dans la thèse comment s'organisent leurs pratiques, leurs discours et leurs relations socio-environnementales.

Ainsi, les différentes étapes qui ont marqué le cheminement révolutionnaire de Cuba, de son implantation exaltée jusqu'à la crise qui a bien failli faire exploser le système, ont été franchies, d'une part, grâce à la relation qu'a su établir l'État avec la population, entre autres à travers son contrôle ainsi que les modifications qu'il a apportées au système à travers des manipulations et des justifications idéologiques. D'autre part, la révolution a été soutenue par la grande capacité d'adaptation de la population aux changements et aux difficultés quotidiennes, démontrant sa créativité et sa relative autonomie à travers les interstices du pouvoir, lui permettant de développer des stratégies de négociation et de résistance face aux contraintes imposées par l'État. L'analyse diachronique de l'évolution du système cubain permet de mettre en perspective les approches adoptées par l'État face à l'environnement et sa gestion. En effet, les discours et les pratiques environnementales cubaines sont influencées par l'organisation du système étatique, ses valeurs et ses intérêts politiques et économiques. Cette dynamique a aussi nécessairement marqué les relations sociales où l'État, à travers sa gestion des ressources ayant modifié les pratiques traditionnelles de production de la population et son environnement, a tenté d'inculquer les idéologies et les pratiques révolutionnaires aux habitants de l'île ainsi qu'une nouvelle façon d'être en société, que la population a toujours su s'approprier et contourner selon ses intérêts. Nous verrons dans le chapitre suivant comment ce processus s'actualise dans la région d'étude.

CHAPITRE 3

PINAR DEL RIO : CENDRILLON MODERNE

Pinar del Rio est une région particulière de Cuba, à la fois près de la capitale et des centres d'activités du pays, elle est aussi très rurale et marginalisée. Ses habitants appellent leur province, dans un humour amer, la cendrillon de Cuba car elle possède, selon eux, toutes les qualités d'une princesse, mais elle demeure sous l'emprise du sous-développement à cause des politiques nationales et elle attend, patiente, que l'État lui remette enfin son soulier de verre et l'attention qu'elle mérite afin qu'elle puisse s'épanouir. Nous verrons ce qu'il en est dans le chapitre qui suit en présentant dans un premier temps une revue historique et statistique de la province ainsi que de ses caractéristiques et acteurs principaux, nous permettant de mieux comprendre le contexte dans lequel s'insère notre région d'étude. Nous présenterons ensuite la région de La Coloma – Las Canas en la situant dans le contexte côtier de la province, en effectuant un bref retour historique sur les principales étapes de sa formation, pour finalement aborder son organisation et les acteurs les plus importants qui la composent, nous permettant par le fait même de mieux comprendre la dynamique sociale cubaine.

3.1 PINAR DEL RIO ET LE SOULIER PERDU

Nous verrons dans ce qui suit quelques unes des caractéristiques de la province de Pinar del Rio et de ses régions à travers une brève revue historique et statistique du territoire ainsi que par notre regard sur certaines des facettes de son organisation et des acteurs qui y participent.

3.1.1 Brève revue historique et statistique de la province

Le développement de la province de Pinar del Rio remonte aux débuts de la colonisation où y était principalement pratiquée l'agriculture de subsistance par les nouveaux immigrants. C'est en 1774 que le territoire de la province devient indépendant du gouvernement général de la Havane pour être octroyé à Don Felipe Fondesviela, capitaine général espagnol, qui fonde alors la tenure du gouvernement des Filipines, dont le territoire correspond en grande partie aux délimitations actuelles de la province, et qu'il nomme Nueva Filipina. S'instaure alors un système d'élevage d'animaux afin de produire du cuir destiné à l'exportation, en plus de la production de grains et tubercules. La faible population de 3000 habitants se concentre alors dans les villes de Pinar del Rio, de Consolation del Sur et de Guane, seuls endroits où on retrouve alors des églises. Toutefois, c'est dans ces années que commencent à arriver de la Havane de nouvelles populations pour la culture du tabac, qui est encore aujourd'hui une des principales productions de la province. De même, de nouveaux habitants commencent à peupler la région car le commerce se fait plus difficile à la Havane et il est alors possible de profiter de la contrebande à Pinar del Rio en raison de son éloignement de la capitale à laquelle la province n'est reliée que par deux routes. C'est dans les années 1800, à l'aide d'immigrants de l'ex-colonie française de Saint-Domingue, que commence la production du café et du sucre dans la province. C'est dans le dernier quart du 19ème siècle que Pinar del Rio obtient le statut officiel de province et sa capitale le statut de ville. La population atteint alors les 200 000 habitants et la vocation économique de la province est établie : tabac, café, sucre, élevage, et exploitation forestière sont produits dans toute la province et commercialisés par le nouveau système ferroviaire terminé en 1894.

La province s'implique dans le processus de guerre d'indépendance, bien que son rôle n'ait pas été déterminant. De même, ses habitants, qui subirent comme partout ailleurs les abus du régime de Batista, participèrent à la révolution, menant à la victoire de 1959. Toutefois, la province demeura toujours relativement en marge du développement économique et social du pays et sa population est considérée au niveau national comme étant formée de *guajiros*, terme péjoratif signifiant les paysans de

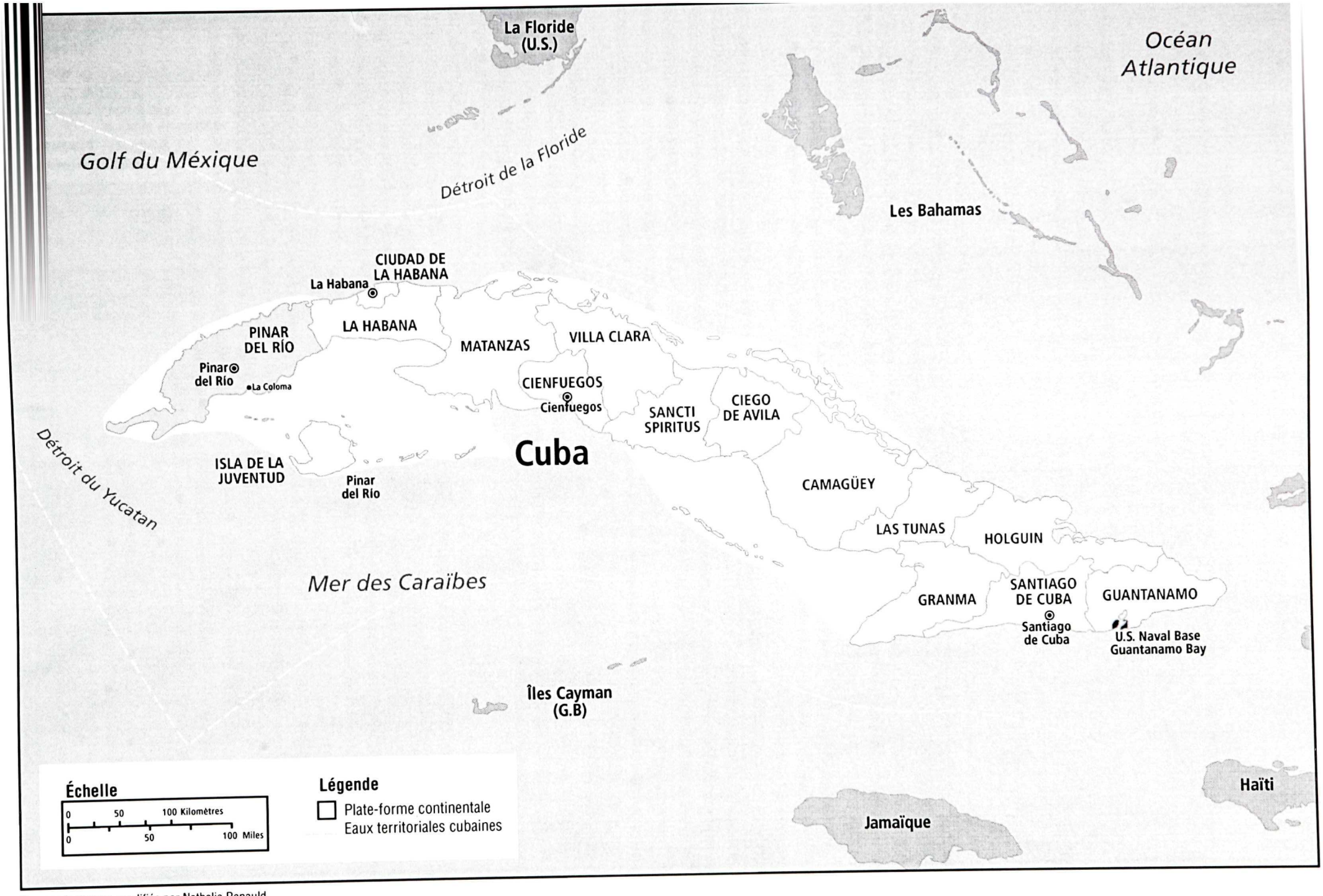
faible niveau culturel, naïfs et abrutis; cependant, on note que les habitants de la province se revendiquent de plus en plus d'être *guajiro*, qu'ils élèvent en « trait identitaire » et qui représente pour eux des personnes simples, honnêtes et ayant le cœur au travail, contrairement aux habitants de la Havane qui seraient parvenus, snobs, et malhonnêtes, ou les populations de l'est du pays, qui seraient paresseux et profiteurs.

La province de Pinar del Rio, la plus occidentale du pays, est formée de 14 municipes ayant tous une frontière avec la mer. Sa superficie est de 10 925 km², dont 63,8 km² sont de petites îles, îlots, des bancs de sable et de coraux, et représente 9,9% de la superficie totale du pays. En 2000 (Rodriguez 2003), les terres destinées à l'agriculture représentaient 574 247,97 ha, soit 52,6% du territoire de la province, ce qui constitue une proportion importante compte tenu du fait que de grandes parties de la province sont formées par des zones montagneuses escarpées ainsi que de terres côtières hautement salinisées. Les terres recouvertes de forêts comptent 418 173,6 ha, dont 314 911 ha sont des forêts naturelles et 103 262,2 ha sont des plantations, ce qui représente 38,2% du territoire de boisé, une proportion nettement supérieure à la moyenne du pays (moins de 20%). Les plantations sont principalement le pin des Caraïbes et l'eucalyptus, et les mangroves représentent quant à elles 20% de la superficie des forêts naturelles, un taux relativement élevé qui s'explique par la position géographique de la province entourée par la mer.

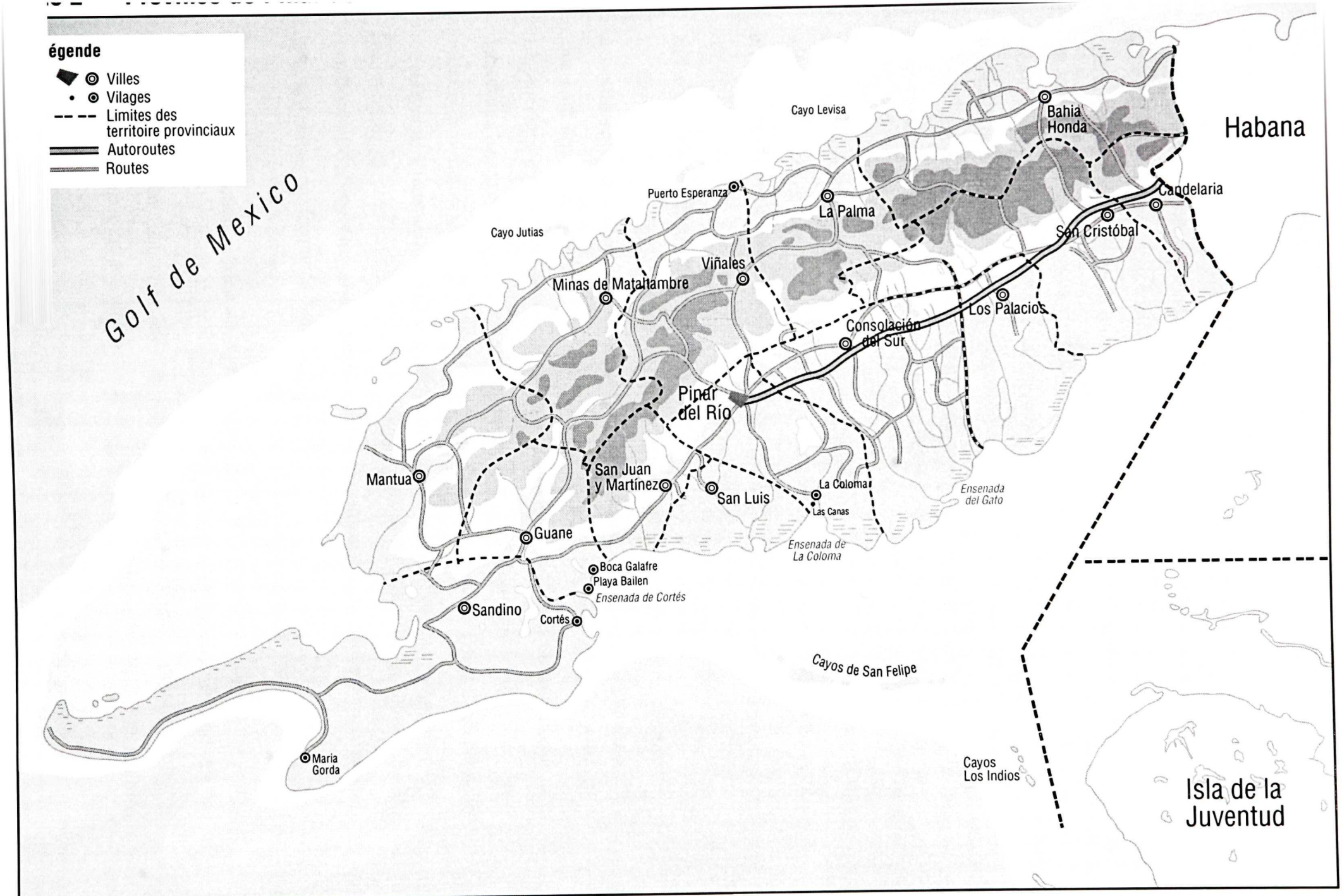
En 2000 (Idem), la population de la province était de 737 342 habitants, constituant 6,6% de la population totale du pays, et sa population en âge de travailler (18-60 ans) représentait 59,7% de la population. Toutefois, on ne connaît pas le taux de la population active de l'île ou de la province, mais on sait que de cette population active, environ 80% travaille pour l'État alors que le reste travaille dans des emplois « indépendants » de l'État, comme les coopératives de production agricole et les travailleurs autonomes artisans. La densité de la population est de 67,5 habitants/km², se situant un peu en deçà de la moyenne nationale, et l'indice d'urbanisation de la province est de 63,9%. L'espérance de vie des habitants est de 75,3 ans avec un taux

de natalité (par 1000 habitants) de 14,9 et de mortalité de 6,4. Les principales activités économiques de la province sont l'industrie sucrière, la pêche, les mines, la construction, l'agriculture et l'alimentation, et plus récemment s'y est aussi ajouté le tourisme. Les productions majeures sont le tabac, reconnu pour être le meilleur produit dans le pays et duquel provient d'ailleurs les fameux Cohibas, le sucre brut, la langouste entière précuite, les queues de langoustes fraîches congelées, les conserves de fruits et de légumes, le bois coupé destiné à la construction et qui est exporté dans toutes les provinces du pays, le cuivre concentré, les citrus frais ou en jus, le riz, les œufs, et le matériel de construction comme les blocs de ciment. L'est de la province cultive surtout la canne à sucre, le sud-est le riz, le sud-ouest le tabac, l'ouest les citrus, et la sylviculture domine dans le nord-est.

En 2000 (Idem), le municipe de Pinar del Rio, dans lequel se retrouve la capitale de la province ainsi que notre région d'étude, comptait une superficie de 707,8 km², soit 6,5% du territoire de la province, en faisant un des plus petits municipes de cette dernière, et 185 843 habitants, soit 25% de la population de la province, une proportion relativement élevée et qui s'explique par la présence de la capitale dans le municipe; d'ailleurs, l'indice d'urbanisation du municipe est de 86,2% et sa densité est de 262,6 h/km². Les principales activités économiques sont la pêche, le tourisme, l'agriculture, l'élevage bovin, le commerce, et l'industrie. Les produits d'importance majeure sont la langouste, le tabac, les citrus, la viande bovine, et le riz. La répartition du territoire en 1999 (Idem) se distribue en forêts et mangroves pour 671 ha, les terres non cultivées 80 ha, les pâturages naturels 120 ha, les établissements 10 ha et les routes 10 ha. De ce total, 671 ha sont gérés par l'entreprise forestière provinciale, 201 ha par l'entreprise agricole et 77 ha par la municipalité.



Source : inconnue, modifiée par Nathalie Renauld



Source : inconnue, modifiée par Nathalie Renauld

Les données statistiques sont très éparses et difficiles à obtenir à Cuba. D'ailleurs, le recensement précédant celui ayant été effectué en 2002 datait du milieu des années 1980. Ainsi, les données que nous avons obtenues, bien qu'elles nous permettent de comprendre quelques caractéristiques de la province, ne sont que très partielles, n'offrant qu'une représentation incomplète de la province, et ne nous permettent pas d'en tirer d'analyses poussées. En effet, par exemple, les taux de productivité et les revenus des différentes activités économiques ne sont pas disponibles, pas plus que le taux de la population active, de chômeur et les secteurs d'emplois, des données qui auraient été pertinentes à notre étude et qui nous auraient permis de mieux comprendre, et avec plus de précision, la dynamique locale.

3.1.2 Pinar del Rio : regard de la chercheure

Avant de présenter une description de la province et de ses acteurs, voyons d'abord brièvement le fonctionnement et l'organisation des gouvernements locaux.

Les organisations gouvernementales locales

La province et les municipalités comptent des assemblées qui élisent les comités exécutifs respectifs de ces organisations. Les députés des assemblées provinciales sont élus pour cinq ans alors que ceux des municipalités sont élus pour deux ans et demi. Le processus de sélection de candidats provinciaux est sous le contrôle des dirigeants nationaux. Le processus de sélection municipal est toutefois différent de celui des niveaux provincial et national en ce qu'il est plus démocratique (Dilla 1993; Dilla, González & Vincentelli 1992). En effet, les nominations proviennent des assemblées de quartier et pour chaque poste à combler doivent se présenter au moins deux candidats. Pour être élu, un candidat doit recevoir plus de la moitié des votes, et des seconds tours sont fréquents dans ces élections.

Au niveau municipal, « [t]he main motivations for voters are whether local candidates have a reputation for honesty, good neighbourliness, and human sensibilities » (Domínguez 2000, 12), et le fait d'être membre d'une organisation de masse ou du Parti communiste n'est pas un facteur contribuant à la sélection d'un candidat, même

si les membres du Parti obtiennent le respect de la population, alors que le Parti lui-même n'est pas nécessairement dans les faveurs de celle-ci. Les gouvernements municipaux, appelés *Poder Popular*, formés dans les années 1970 dans le cadre d'un programme de modernisation et de démocratisation du système politique et administratif, contribuent à fournir des services sociaux (santé, éducation, emplois, sécurité sociale), dirigent les petites entreprises ainsi que les restaurants et les cafétérias, et ils participent de même à la construction de maisons ou d'autres travaux locaux touchant directement la population (Dilla, González & Vincentelli 1992; Bengelsdorf 1994). Ils n'ont toutefois aucun contrôle sur les entreprises et activités productives relevant des gouvernements provincial et national, qui sont généralement celles produisant des revenus en divises fortes, bien qu'ils puissent établir des collaborations avec ces derniers. « The establishment of this local government system had a powerful effect on community life, which for over thirty years has been an arena for multiple forms of popular participation in which the classic distinction between what is private and what is public had become quite blurred » (Dilla, González & Vincentelli 1992, 153; voir aussi Dilla & Hernández 1990; Rosendhal 1997).

Les assemblées municipales représentent un lieu de discussion et un centre de décisions important concernant les questions publiques de même qu'elles représentent les intérêts de la population. Ces assemblées constituent un pas important vers un développement démocratique à Cuba, particulièrement au niveau local; « It would be unrealistic to say, however, that the municipal assemblies have become the key centres of government power » (Dilla, González & Vincentelli 1992, 161). En effet, les pouvoirs des gouvernements municipaux sont sérieusement limités car on y trouve une asymétrie dans les pouvoirs administratifs de même qu'ils doivent répondre de la double subordination des pouvoirs provincial et national, et les différentes firmes et agences municipales doivent répondre de leurs actions à ces deux paliers de gouvernement (Dilla 1993; Domínguez 2000).

Les conseils populaires (*consejos populares*) sont le niveau de gouvernement le plus bas dans la hiérarchie du pouvoir, relevant de tous les autres niveaux, mais aussi le

plus près de la population. C'est lui qui est chargé de transmettre aux gouvernements municipaux et provinciaux les demandes et les plaintes de la population et ainsi faire les demandes de fonds nécessaires pour répondre aux besoins de la population locale. On compte 18 conseils populaires dans le municipe de Pinar del Rio, et notre région d'étude constitue l'un d'entre eux. Les délégués des conseils populaires sont élus tous les deux ans par la population à partir d'un choix d'au moins deux personnes par un vote de plus de 50%. Il arrive souvent que les mêmes personnes se retrouvent délégués du conseil populaire plusieurs mandats de suite. En effet, ce travail, qui se fait en plus des heures de travail normales de la personne élue, n'est pas rémunéré et il comporte de nombreuses responsabilités que plusieurs citoyens ne sont pas prêts à assumer.

Ainsi, les délégués des conseils populaires reçoivent les demandes de la population à travers les représentants des Comités de défense de la révolution (CDR), qui les ont eux-mêmes reçues de leurs membres. Les CDR ont été créés en 1962 et ils représentent un petit groupe de citoyens, environ 20 personnes, se trouvant dans un même secteur, généralement un pâté de maison ou un étage d'édifice à logement. Toutes les personnes du CDR sont enregistrées et cette micro-organisation procède à des élections et fonctionne avec un président, un vice-président et un secrétaire, qui répondent des comités des CDR municipaux et provinciaux. Les CDR visent la participation citoyenne par l'exécution de travaux volontaires afin de maintenir sain l'environnement du groupe (coupe de gazon, travaux de peinture, ramassage des déchets et des ordures). Les CDR ont aussi la charge de maintenir la paix entre ses membres, et chaque membre a le devoir de rapporter les actions contrevenantes au président. Les CDR sont aussi le lieu de réunions mensuelles pour parler de l'organisation en général du secteur, mais aussi pour éduquer la population sur différents thèmes, comme par exemple le planning familial ou les manières de lutter contre le virus du dengue. De même les CDR organisent des gardes de nuit où chacun leur tour les membres doivent surveiller le quartier jusqu'à trois heures du matin afin de prévenir les vols et le vandalisme. Mais surtout, les CDR ont été créés afin d'établir une surveillance des actions contre-révolutionnaires (complots contre le gouvernement, vols dans les entreprises d'État, oisiveté, évasion du pays, hébergement

d'étrangers sans permis, vente illégale de produits divers, etc.) que chaque membre a le devoir de rapporter à son président, qui le rapportera à son tour au Parti, au ministère de l'Intérieur, à la police, ou à toute autre institution concernée. Les CDR représentent pour la population un puissant facteur de contrôle et de limitation de leurs actions et est parfois le lieu d'exécution de vengeances personnelles car les tâches de surveillance et de délation sont celles les plus pratiquées. Toutefois, on constate depuis la période spéciale que la participation de la population dans les CDR a grandement diminuée. D'abord, les gens sont beaucoup moins prompts à effectuer des délations puisque presque tout le monde est impliqué à plus ou moins grande échelle dans des activités caractérisées comme étant contre-révolutionnaires. De même, la désillusion générale de la population, qui se sent souvent blasée, ne les motive pas à participer et à s'impliquer dans les activités comme les gardes nocturnes, et les CDR cherchent de nouveaux moyens, qui semblent fonctionner pour certains, afin de stimuler la participation, comme par exemple la chance de gagner le droit d'acheter un téléviseur aux participants les plus dévoués. Toutefois, ces tactiques en laissent certains froids, considérant qu'au bout du compte, ce sont toujours ceux ayant le plus de relations bien placées qui gagnent, malgré la participation des mieux intentionnés.

Ainsi, les demandes aux conseils populaires sont généralement faites afin d'obtenir de l'État du matériel pour réparer des maisons, ou représentent des plaintes sur le service de transport en commun, des plaintes concernant des problèmes d'approvisionnement en eau potable ou lors de failles du service d'électricité. Ces requêtes sont ensuite transmises par le délégué au président du conseil populaire, élu par les délégués, qui à son tour en fera part à l'assemblée municipale et provinciale, qui jugeront de la décision à prendre, ou de l'argent, du matériel et de l'équipement à distribuer. Il arrive aussi parfois qu'un conseil populaire fasse de manière autonome une demande de projet qu'il sait appuyée par la population, comme par exemple de construire une lagune d'oxydation pour le traitement des résidus domestiques, la construction d'un parc d'amusement pour les enfants, d'un jardin communautaire, ou d'un nouvel édifice pour héberger une population croissante. Ces projets, s'ils sont acceptés, sont effectués, à l'aide de l'appui matériel de l'État, presque entièrement par le travail

volontaire de la population du conseil populaire, qui est appuyée dans sa démarche par des ingénieurs et des techniciens que l'État aura mis à sa disposition.

Dans notre recherche, les conseils populaires sont vus positivement par la population qui les considèrent comme des institutions nécessaires, les plus utiles de tous les organes du gouvernement pour répondre à leurs besoins à travers les voies légales du système et dont les délégués prennent réellement leur travail à cœur et se démènent afin de faire le plus possible pour la population. En effet, les délégués font eux-mêmes parties de la population, ils ne se situent pas dans une classe à part et privilégiée de la population comme les dirigeants, et ils vivent avec la même intensité que les autres citoyens les problèmes et les contraintes de la vie quotidienne que leur impose le système et qu'ils souhaitent autant que tous les voir se résoudre. Toutefois, puisque les conseils populaires ne possèdent qu'un infime budget, qui est la plupart du temps utilisé pour financer des petites activités et fêtes communautaires, et qu'ils dépendent totalement des autres paliers de gouvernement pour couvrir leurs besoins financiers, les demandes faites aux conseils populaires demeurent souvent en attente. Ainsi, la population se voit souvent répondre avec déception par le délégué que bien que sa demande sera transmise, elle demeurera probablement lettre morte.

Malgré tout, la population continue de croire en l'importance de cette institution et de son rôle dans la société, une attitude qui se démontre entre autres par un taux de participation respectable de la population dans les réunions publiques des conseils populaires. En effet, bien que ce ne soit jamais directement contre la révolution, il arrive que des individus expriment publiquement leurs désaccords envers certaines pratiques, ou leur mécontentement face à une situation donnée (bien que ces personnes se fassent souvent rabrouer par leurs comparses de l'auditoire en se faisant ramener leurs propres manquements dans un style de vengeance personnelle), un comportement très peu fréquent dans la vie quotidienne de l'île et qui démontre l'importance de l'espace qu'ouvrent les conseils populaires. Nous verrons dans le chapitre suivant comment ces institutions s'intègrent dans la dynamique socio-environnementale.

La province et ses acteurs

Pinar del Rio est une province possédant un caractère agricole encore relativement marqué comparativement à d'autres provinces du pays, et particulièrement la Havane. En effet, sauf dans la capitale, la majorité des personnes travaillent dans les champs et les fermes, dans un travail d'État ou de plus en plus en tant que travailleur autonome. En effet, les revenus d'une personne possédant une petite terre où elle peut y cultiver du riz, des fèves et des tubercules ensuite vendus dans un marché sont nettement supérieurs à n'importe quel travailleur salarié de l'État. Évidemment ces personnes ne peuvent *resolver*, ou *inventar* comme les personnes travaillant pour l'État en volant des biens des entreprises étatiques ou en établissant des liens d'échanges et de service avec d'autres personnes dans la même situation qu'eux. De même, ils ne peuvent avoir accès à un revenu en dollars, mais ils peuvent tout de même résoudre certains de leurs problèmes en payant leurs contacts en nature avec les produits de leur travail, entre autres pour s'acheter à bas prix de la nourriture pour animaux volée dans les entreprises d'État ou pour payer illégalement un médecin lui évitant ainsi d'avoir à attendre trop longtemps pour une consultation[1].

Ainsi, partout à l'extérieur de la capitale on observe l'établissement de petites maisons rustiques au milieu des champs de riz et de fèves entourées par des bœufs, des porcs et des poulets en liberté. On constate aussi dans les petites villes de campagne l'implantation d'édifices à logements où résident généralement des fonctionnaires et autres employés de bureau. Sur les côtes, où les terres salines sont impropres à l'agriculture, on retrouve les mêmes maisons entourées cette fois d'agrès de pêche artisanale et des mêmes animaux. Partout, même lorsque les personnes sont employées de l'État, on retrouve près des demeures les moyens qu'ont trouvés les gens pour faire

[1] En effet, le système de santé est gratuit à Cuba, mais pour avoir accès à un meilleur service plus rapide, les gens doivent payer les médecins et les infirmières en dollars ou avec différents petits articles achetés en dollars (savon, shampoing, parfum, nourriture, etc.). Il n'est pas rare non plus de voir des paysans arriver à l'hôpital avec 20 livres de riz et de fèves à offrir au médecin qui les traitera. Cette situation crée évidemment beaucoup de mécontentement au sein de la population, particulièrement auprès de ceux qui n'ont pas les moyens de payer et qui se voient laissés de côté par le personnel médical.

un peu d'argent par la bande pour compléter le mois : pompe à air pour les bicyclettes, réparateur de pneus crevés, vendeur de crème glacée et de jus frais, vendeur de fruits, vendeur de café chaud, vendeur de biscuits à la mayonnaise, etc. Les revenus perçus en pesos sont ensuite changés en dollars et dépensés dans les magasins de devises, les *choppy*[2], seuls endroits où il est possible de se procurer différents articles essentiels comme du savon pour le corps et pour les vêtements, de la pâte à dents, du shampoing, et de l'huile pour cuisiner par exemple. On retrouve au moins une *choppy* dans chaque petite ville de campagne, mais c'est définitivement dans la capitale où on en retrouve le plus et où il existe la plus grande diversité de produits.

À partir de la Havane, on accède directement par une autoroute moderne à la capitale de la province après avoir traversé quatre municipes de la province, mais sans y pénétrer. Les populations de ces municipes, se trouvant à mi-chemin entre la capitale et la Havane, vivent comme toutes les autres les problèmes liés à l'éloignement de Pinar del Rio[3] où presque tous les services sont centralisés, mais puisqu'elles ont directement accès à l'autoroute, leur situation est plus avantageuse puisqu'il est possible d'être plus chanceux en y faisant de l'auto-stop et aussi de s'y poster pour vendre aux passants différents produits, tels que de l'ail, des oignons, et du fromage artisanal par exemple. Toutefois, les autres municipes de la province, et particulièrement ceux situés dans la partie la plus occidentale, vivent de plus sérieux problèmes. En effet, à partir de la capitale, trois routes principales, et en très mauvais état, relient cette dernière à la partie nord, sud et ouest de la province où un service de transport en commun déficient permet aux quelques propriétaires de voiture de s'enrichir en déplaçant les personnes prêtes à payer 15 pesos chacune la course. Ces régions de la province vivent de manière aiguë des crises d'approvisionnement en nourriture, en eau, en électricité, et en communication; plus elles sont loin, pire est la situation car les transports de l'État en charge de l'approvisionnement sont souvent victimes de bris, quand ce n'est pas simplement qu'il n'y a pas de combustible pour les faire rouler.

---

[2] Ce néologisme utilisé dans la langue de tous les jours semble provenir du terme anglais *shopping*.
[3] En effet, les graves problèmes de transport rendent de petites distances presque infranchissables.

La ville de Pinar del Rio est donc la plus « moderne » et celle ayant le plus de services et de facilités de toute la province, bien que si on la compare avec les capitales d'autres provinces de l'île, sa situation n'est pas très enviable. En effet, la ville demeure relativement peu développée et toutes ses activités tournent autour de la rue principale, s'étalant sur près de deux kilomètres, où se retrouvent les commerces principaux : cinq *choppy*, deux banques, trois restaurants, un hôtel pour Cubains, et un bar. Un marché public où les fruits, légumes et légumineuses, vendus en pesos, se trouvent aussi près de la *Calle Real*. Disséminés un peu partout dans la ville à travers les maisons de style colonial, se trouvent différentes cafétérias où se vendent, lorsque disponibles, sandwichs, friandises, rhum, et cigarettes en monnaie nationale. De plus on y retrouve différents petits commerces privés (*cuentapropistas*, possédant un permis gouvernemental) de vente de nourriture, principalement de pizza, ainsi que de services, comme réparateur de montres ou affûteur de couteaux. C'est aussi dans la capitale que l'on retrouve les quatre hôpitaux de la province, tous les bureaux des ministères, du Parti communiste, et des organisations de masse[4], ainsi que le musée et l'université provinciale.

Toutes ces institutions font travailler des milliers de personnes dans la ville et font fonctionner la seconde économie à plein régime. En effet, bien que le gouvernement ait dans les dernières années effectué de nombreuses coupures de personnel dans le système d'État, les employés touchés n'ont pas systématiquement été mis à pied, mais plutôt relocalisés au sein de leur institution dans d'autres types d'emplois, généralement pour un salaire moindre. Ainsi, en plus du personnel de base (médecins, infirmière, cadres, dirigeants, professeurs, etc.), ces institutions comptent un nombre incalculable, et généralement trop nombreux par rapport aux tâches à effectuer,

[4] Les organisations de masse, telles que la Fédération des femmes cubaines (FMC), la Confédération des travailleurs cubains (CTC) et l'Union des jeunes communistes (UJC), sont des organisations qui regroupent presque toute la population et qui fonctionnent comme les CDR sur le principe de petits groupes locaux, relevant des organisations municipales, qui relèvent à leur tour du niveau provincial et national. Comme les CDR, ces organisations se regroupent au niveau local pour organiser des activités communautaires, des séances d'information, des équipes de travailleurs volontaires, ainsi que pour surveiller les activités des ses membres.

d'assistants, de réceptionnistes, de cuisinières, de gardiens de sécurité, et de personnels de maintenance. Toutes ces personnes, de la première à la dernière, s'échangent des services et des biens entre elles et c'est ainsi qu'elles parviennent à *escapar y luchar la vida* et faire en sorte de compléter leur salaire moyen de 250 pesos (10$US) par mois. Ainsi, par exemple, les médecins et les infirmières offrent des services médicaux aux cuisinières, ou à un membre de leur famille, en échange de nourriture que ces dernières auront réussi à subtiliser dans les cuisines, ou bien un cadre volera du combustible destiné à la voiture d'État qui lui est prêtée et le revendra de première main au gardien de sécurité qui le laissera sortir avec du matériel de bureau ou d'autres biens. En fait, les combines et les combinaisons sont infinies et permettent ainsi à tous de survivre plus ou moins bien selon leurs opportunités. Ces pratiques ne sont pas mal jugées par les habitants qui vivent tous des nécessités; d'ailleurs, le terme « voler » n'est jamais utilisé pour caractériser ces actions. Il en va de même pour toutes les autres personnes travaillant dans les commerces (en dollars ou pesos), dans les marchés, ou dans les cafétérias. Plus le réseau d'une personne est grand, plus elle est considérée et estimée par ses pairs et il lui sera plus facile de résoudre les problèmes de la vie quotidienne, mais, à la fois, plus elle est sollicitée et se trouvera donc aussi en situation de dette par rapport aux échanges dont elle aura bénéficié, et qu'elle devra nécessairement honorer pour ne pas être exclue du réseau. Ce système, fonctionnant en marge de l'État mais aussi par et à travers lui, contribue, entre autres, à rendre la ville et la province dynamique socialement et économiquement.

Pinar del Rio, appelé le jardin de Cuba en raison de ses nombreux parcs, ses grands espaces verts, ses champs, et ses forêts, mise depuis quelques années sur le tourisme international pour augmenter ses revenus. La province tente d'attirer un tourisme « écologique » par les nombreux attraits naturels de la province, dont les plus populaires se trouvent dans la vallée de Viñales, au centre de la province. En effet, les plages de la province, à l'exception de celles de Maria la Gorda et de Cayo Levisa qui se trouvent très loin de la capitale et demandent plusieurs heures de transport pour s'y rendre, ne sont pas très belles. Ainsi, les touristes profitent de marches en nature et de

promenades à bicyclette dans la vallée réputée pour ses formations montagneuses particulières surgissant au milieu de la plaine et qui offre un panorama spectaculaire. Le petit village de Viñales, récemment converti au tourisme international, profite aussi de la présence de différents restaurants, bars et magasins touristiques qui font de ce lieu le choix de prédilection des visiteurs, particulièrement en comparaison avec la capitale qui n'offre pas tant de divertissements.

Ainsi, afin de répondre à la demande touristique croissante, l'État a converti les trois hôtels majeurs de la province, existant depuis les années 1980, afin qu'ils répondent mieux aux besoins de sa nouvelle clientèle. Ces hôtels offraient avant les années 1990 des services aux visiteurs de l'Europe de l'Est ainsi qu'aux Cubains, qui généralement « gagnaient » le droit de séjourner dans ces établissements en tant que récompenses de leurs centres de travail ou des organisations de masse. Toutefois, ces derniers n'ont plus aujourd'hui le droit de fréquenter les hôtels destinés au tourisme international[5]. Ainsi, l'État, propriétaire des hôtels, restaurants et magasins, bénéficie de revenus considérables par les visites d'étrangers devant payer toutes leurs dépenses en dollars.

En parallèle du système étatique existe toutefois un système privé légalisé par l'État au milieu des années 1990. En effet, il est possible pour les Cubains de demander un permis pour héberger des étrangers dans une chambre de leur maison. Toutefois, cette démarche, bien qu'elle puisse constituer par la suite une source importante de revenus en dollars pour la famille, demande des frais initiaux (inspection sanitaire, inspection de la « décence » du logement, et frais de demande du permis) qui sont prohibitifs pour la majorité de la population. De même, les personnes de la famille propriétaires de la maison qui s'impliquent dans ce commerce se voient dans l'obligation d'abandonner leur travail et récemment une loi fut décrétée empêchant les personnes ayant des mineurs vivant dans la maison ainsi que les professionnels de la santé de

[5] En effet, aux débuts de la période spéciale, les Cubains ne pouvaient même pas franchir le pas de tout établissement destiné au tourisme international. Ces règles strictes se sont toutefois quelque peu assouplies et maintenant les Cubains peuvent par exemple passer une journée à la piscine d'un hôtel en payant les frais d'entrée et les consommations en dollars, comme les étrangers. Cependant, il leur

faire la demande de permis à l'État pour un tel négoce[6]. Une fois la demande faite et acceptée par l'État, les personnes peuvent louer aux étrangers, moyennant des frais de 100$US par mois par chambre possédant un permis de location, plus une taxe sur les revenus de 20% à la fin de l'année. Afin que les comptes demeurent à jour et qu'aucune activité illicite ne prenne place dans les maisons, telle qu'un étranger partageant sa chambre avec un Cubain, des visites régulières sont faites aux propriétaires par des représentants du ministère de l'Intérieur. De même, les permis accordés peuvent être révoqués par ce dernier sous n'importe quel prétexte, qui s'avère souvent en être un de vengeance personnelle, de délation ou de pots-de-vin jugés insuffisants par les inspecteurs.

Le même scénario s'applique pour les personnes désirant ouvrir un restaurant pour les touristes. Ces restaurants se trouvent dans la maison des propriétaires et ne doivent tenir pas plus de 12 couverts. Dans ce cas-ci, comme dans celui des locations de chambres, de nombreuses illégalités surviennent, tout comme de nombreux établissements illégaux sont ouverts. On trouve une grande quantité de personnes qui offrent des services, de manière légale et illégale, aux touristes dans la province de Pinar del Rio, et plus particulièrement dans capitale et la région de Viñales. Après leur ouverture, l'État a d'ailleurs tenté de les fermer car ils le privent de bonnes sommes d'argent; toutefois, les gens ont continué ces pratiques et l'État a dû revenir sur sa décision. Évidemment, ces établissements amènent leur lot de petites combines comme par exemple la vente illégale de différents produits, et particulièrement de cigares et de langoustes[7] volés dans les fabriques, ou le harcèlement des touristes et des propriétaires de ces commerces par des *jineteros* qui tentent de s'accaparer quelques dollars. Toutes ces pratiques et les dollars qu'elles procurent contribuent à

---

demeure encore formellement interdit de passer une nuit dans ces hôtels, même s'ils pouvaient se l'offrir.

[6] En effet, Cuba vit un grave problème avec ses professionnels de la santé qui, en plus de quitter le pays, abandonnent leur travail pour s'impliquer dans des activités économiques avec le tourisme, qui leur rapportent beaucoup plus d'argent que leur salaire normal, et c'est pour cette raison que l'État tente par tous les moyens de les empêcher de quitter.

[7] En effet, les langoustes sont réservées uniquement à l'exportation ou à la vente dans les restaurants étatiques et leur commerce dans l'île est absolument interdit et passible de lourdes peines, bien qu'il soit très répandu.

gruger l'autorité de l'État, les valeurs et les idéologies qu'il veut maintenir depuis les débuts de la révolution.

Ainsi, Pinar del Rio est une région qui a historiquement été fondée sur le développement agricole et qui en vit profondément encore aujourd'hui les implications. Sous-développée par rapport aux autres provinces du pays, et où la population vit parfois durement les effets négatifs de son caractère « régional » - *pueblo chiquito, infierno grande* - la province cherche depuis quelques années à se renouveler à travers le tourisme et ainsi retrouver ce soulier qui ferait, selon les habitants, de la plus belle des provinces enfin une princesse, une situation qui ne va toutefois pas sans toutes les chimères et les sorcières propres aux contes de fées.

3.2 La région d'étude La Coloma – Las Canas

Nous verrons maintenant plus en profondeur les caractéristiques de la région d'étude en commençant d'abord par différencier les côtes du nord et du sud de la province. Nous poursuivrons avec une petite revue historique de la formation de la région de La Coloma – Las Canas, pour terminer avec une description de ces lieux et des principaux acteurs qui y participent.

3.2.1 Les régions côtières

Au niveau des régions côtières, la province de Pinar del Rio se divise en deux catégories qui se justifient par leurs différences sur les plans environnemental et économique : les côtes nord et sud. La région nord est marquée par une côte montagneuse donnant sur une petite plate-forme continentale. La zone terrestre de ce secteur se trouve ainsi moins salinisée et ses aquifères moins contaminés, toutefois, les périodes de sécheresse et de manque d'approvisionnement en eau sont fréquentes, causant ainsi des problèmes pour la population. La pêche a été historiquement moins développée dans cette région en raison de la petitesse de la plate-forme qui ne permet pas un nombre de captures aussi grand que dans le sud de la province, d'ailleurs, on ne retrouve presque pas de langouste dans ce secteur, et les captures principales sont des

tunidés. C'est sur la côte nord que se trouve la seule baie de la province : Bahia Honda. Cette baie représente l'environnement côtier le plus contaminé de la province, mais comparativement aux autres baies du pays, et principalement la baie de la Havane et la baie de Cienfuegos, elle est la mieux conservée. La côte nord compte quatre petits ports, incluant celui de Morrillo de la baie de Bahia Honda, les trois autres étant ceux de Arroyo dans le municipe de Mantuá, de Puerto Esperanza dans le municipe de Viñales, et de La Mulata dans le municipe de La Palma, employant chacun entre 250 et 350 personnes aproximativement dans la pêche et la transformation des captures.

On retrouve sur la côte nord plusieurs postes de gardes frontalières et cette zone est relativement militarisée compte tenu de son importance mineure dans l'économie provinciale; cette situation est attribuable au fait que des milliers de Cubains tentent chaque année de fuir le pays par cette région de la province (qui se trouve à être la plus près du sud de la Floride), un phénomène que le gouvernement tente de freiner à tout prix. Toutefois, malgré cette présence étatique, la côte nord de la province a toujours été moins développée et sujette à l'attention de l'État à cet égard que la côte sud. Son éloignement de la capitale, sa faible productivité, sa petite population, et le peu de problèmes environnementaux auxquels elle fait face comparativement à la côte sud en sont les causes. Cependant, cette situation est en train de changer avec le développement du tourisme. En effet, la région nord compte de nombreuses petites îles et îlots recouverts d'une végétation vierge et luxuriante bordée par des plages de sable blanc immaculé. Ces endroits, encore peu fréquentés il y a quelques années, s'ouvrent aujourd'hui au tourisme international. Ainsi, le gouvernement a développé principalement deux de ces endroits : Cayo Jutias, auquel on accède par un nouveau terre-plein coupant la mer, et Cayo Levisa, accessible seulement par bateau. Bien que leur développement soit encore lent, en raison principalement de leur éloignement de la capitale, la province, qui manque désespérément de plage qui répondent aux attentes du tourisme international, fonde beaucoup d'espoirs sur leur mise en valeur.

La côte sud de la province est caractérisée quant à elle par un faible relief et une vaste plate-forme continentale qui s'étend jusqu'à l'île de la Jeunesse. Touchée presque systématiquement de front par tous les ouragans qui frappent le pays, la côte sud fait face à un grave problème de dégradation environnementale. L'érosion et la salinité des terres de cette région sont particulièrement aiguës et affectent grandement les réserves d'eau ainsi que l'agriculture, dont la surface des terres arables diminue chaque année à cause de ce processus. En plus de l'agriculture, la pêche est très développée dans cette région. La langouste est l'espèce la plus prisée, bien que les tunidés soient aussi pêchés à l'ouest de la plate-forme dans la mer des Caraïbes. Les ports de cette région sont, d'ouest en est : Cortes, Boca de Galafre et La Coloma, qui est le plus important de la province. Chacun de ces ports fonctionnait avant le milieu des années 1990 de manière indépendante avec des budgets qui leurs étaient propres, mais, depuis, ils sont tous regroupés sous la supervision de l'administration du port de La Coloma qui gère leur production et leurs dépenses. Nous verrons un peu plus loin plus en détail certaines caractéristiques de ce port.

La côte sud compte plusieurs plages, dont les plus populaires sont celles de Las Canas, de Boca de Galafre et de Bailen. Ces plages possèdent de petits complexes touristiques, avec chambres et cafétérias, réservés au tourisme national. Ces plages, dont les infrastructures sont fermées pendant la saison d'hiver, accueillent des habitants de la province, et plus particulièrement de la capitale, pendant la période de vacances qui s'étend de juin à septembre, avec un pic en août. Toutes les personnes ont accès à la plage, mais seulement celles qui ont « gagné », par le caractère méritoire de leur travail ou par contacts, à travers leur centre de travail, ont le privilège d'être hébergés dans le complexe touristique. Ce bénéfice leur donne de même le droit d'acheter de la bière nationale, un produit en pénurie constante, de même que des repas complets à prix modique dans les restaurants d'État de ces centres. Le gouvernement n'a pas misé jusqu'à présent dans ces endroits sur le développement du tourisme international, bien qu'il compte le faire et que certains voyageurs étrangers les fréquentent à l'occasion. En effet, ces endroits gardent encore un cachet très « national », car comme le disent les Cubains, on n'y retrouve aucune facilité

d'accommodation tels que des restaurants à la carte, des magasins et épiceries où se ravitailler[8] comme dans les endroits que fréquentent les touristes étrangers. De même, on retrouve souvent sur les plages des déchets de toutes sortes ainsi que beaucoup de varech. L'eau de la mer, qui s'apparente davantage à celle d'un lac, est sans vague, trouble et de couleur terre à cause aux herbes qui peuplent ses fonds. Maria la Gorda, plage située à l'extrême occidental de la province, est le seul endroit de la côte sud que le gouvernement a développé pour le tourisme international et où il est possible de faire de la plongée sous-marine dans les bancs de coraux.

La côte sud a été l'objet davantage d'attention gouvernementale depuis quelques années. La pêche, et les quantités importantes d'argent qu'elle procure au pays, en sont les principales raisons. Toutefois, cette situation a aussi eu l'effet de mettre en évidence les problèmes environnementaux importants de ce secteur, qui regroupe de manière exacerbée tous ceux de la province (Rodriguez 2003). Ainsi, on constate d'abord une dégradation et une perte de sols marquées dans cette région en raison des intempéries et de l'action humaine. L'érosion affecte d'ailleurs 48,6% des terres agricoles de la province, l'acidité des terres a augmenté de 75%, les problèmes de drainage touchent 40% d'entre elles, alors que le processus de désertification affecte plus de 200 000 ha du territoire de la province. Le mauvais assainissement des eaux contribue aussi à la détérioration environnementale du secteur; l'approvisionnement en eau potable est devenu un problème majeur dans la région car elle ne dispose pas des équipements nécessaires pour leur traitement. De plus, la détérioration des réseaux de distribution d'eau et d'égout (qui ne couvre que 40% du territoire en milieu urbain et 4% en milieu rural) et les autres sources de rejet de déchets (industrielles et agricoles) solides et liquides sans traitement favorisent la contamination des eaux intérieures et des eaux marines. La mauvaise gestion forestière dans le secteur influence aussi négativement sa situation environnementale, ayant subi une vaste déforestation pour des fins énergétiques; de même, les projets des entreprises forestières ne respectent pas

[8] En effet, les Cubains fréquentant ces plages arrivent chargés d'innombrables paquets avec leur nourriture, boisson, rafraîchissement, et autres articles pour passer la journée car il est presque impossible de trouver quoi que ce soit sur place.

les écosystèmes, contribuant à leur destruction et faisant en sorte que bien que les forêts couvrent 38% de la province et que l'indice de survivance est de 84%, il demeure malgré tout 34 243 ha sans arbre et l'augmentation des zones forestières n'atteint que 0,1%. Enfin, la région connaît une perte de sa biodiversité par de mauvaises pratiques de gestion, la destruction des habitats naturels d'espèces endémiques de l'île par le tourisme et les habitants et le manque de surveillance des gardes forestiers.

Le gouvernement provincial, qui semble accorder plus d'importance au phénomène de dégradation environnementale, entre autres parce qu'il affecte de plus en plus la productivité de son économie (voir Rodriguez 2003), tente depuis quelques années de s'occuper avec plus de vigueur de ces problèmes. De plus, après avoir longtemps favorisé le développement agraire qui n'arrive que modestement à se sortir de la crise de la période spéciale, il accorde maintenant davantage d'intérêt aux zones côtières qui pourraient être amenées à jouer un rôle plus important dans l'économie future du pays. Dans cette perspective, le gouvernement favorise le développement de la côte sud, qui possède une plus grande population et plusieurs infrastructures productives déjà bien implantées et rodées, et a mis sur pied différents projets de recherche afin de cataloguer ses écosystèmes et d'identifier les problèmes qui les affectent par secteur. Toutefois, comme nous le verrons dans les prochains chapitres, l'État manque de ressources pour mener à bien ses projets et les actions prises n'ont jusqu'à présent qu'un très faible impact.

3.2.2 Bref retour historique sur la région de La Coloma – Las Canas

La région côtière de La Coloma fut créée dans les années 1830, après avoir été pendant le siècle précédent le lieu de combats entre navires espagnols et pirates de la région ainsi qu'un point d'entrée clandestine pour la traite d'esclaves. La ville de La Coloma fut créée afin de répondre aux intérêts des dirigeants coloniaux et de la bourgeoisie commerciale, qui possédaient les terres entourant La Coloma, et qui souhaitaient augmenter le commerce dans le secteur par son accès privilégié à la mer. À cette époque, le petit port de La Coloma est un point d'occupation primordial aux

Espagnols pour la partie occidentale de l'île par où se faisait le trafic d'armes ainsi que les échanges commerciaux en destination de la Havane. Avec les échanges commerciaux commence alors à s'y établir quelques immigrants et le développement de la région s'entreprend lentement. On retrouvait alors dans les années 1840 trois maisons, deux magasins et un entrepôt de marchandise où 19 blancs se dédiaient au commerce, cinq esclaves émancipés et huit esclaves s'occupaient quant à eux des travaux manuels lourds.

Ainsi, dans la deuxième moitié du 19ème siècle, s'est développé le triangle de commerce La Coloma - Batabanó – l'île de los Pinos[9], reliant ainsi la région à la capitale du pays, et qui demeure encore aujourd'hui un des plus importants de Cuba. Ainsi, les productions principales de la province, soit le tabac et les bovinés, ainsi que celles de l'île de la Jeunesse, étaient envoyées par voie maritime à la capitale par le port de Batabanó. Le port de La Coloma était de même utilisé comme point de transit pour le commerce extérieur avec les pays d'Amérique latine. Le port de La Coloma a connu un développement plus important et rapide que les autres ports de la province, comme Puerto Esperanza et Mantuá, qui, bien que plus anciens, se trouvent beaucoup plus loin de la capitale de Pinar del Rio. Ces ports se sont toutefois maintenus principalement grâce au commerce avec les États-Unis. Bien que l'inauguration du nouveau chemin de fer en 1894 menaça les activités commerciales de La Coloma, son impact fut diminué par la guerre d'indépendance et les risques liés alors au transport par train. La Coloma fut d'ailleurs un lieu stratégique durant cette période et sa position fortement défendue.

Avec l'indépendance et le 20ème siècle, le port de La Coloma, qui comptait déjà quelques habitants venus s'y établir à la suite des échanges entre les différents ports avec lesquels La Coloma est liée, perd de l'importance au profit des voies terrestres, et

[9] L'île de los Pinos a été pendant la colonisation un point de transit pour le transport maritime avec les autres pays d'Amérique latine. Pendant la période d'indépendance pré-révolutionnaire, l'île de los Pinos est destinée principalement à l'agriculture, mais elle est aussi reconnue pour sa prison nationale, où Fidel Castro a d'ailleurs été incarcéré dans les années 1950. Avec la révolution, l'île de los Pinos a été

le commerce est alors relégué au second rang. Commença alors l'exploitation halieutique de la région à des fins commerciales. Avec des débuts hésitants, cette activité économique commença à se développer avec vigueur dans les années 1930 avec la venue de différents investisseurs intéressés par l'exploitation de poissons, d'éponges et de langoustes. Ainsi, en 1933, s'installèrent les deux premières fabriques de conserve de fruits de mer (langouste et calmar) et de poissons (tunidés), destinés à la Havane, et qui se sont développées avec les années à l'aide de nouvelles techniques de production et de la nouvelle petite centrale électrique ouverte en 1942, permettant de même aux citoyens privilégiés de profiter de l'électricité dans leurs demeures.

De nouvelles fabriques furent implantées et la compétition entre les entreprises favorisa alors la stimulation de la production et des investissements, et de nouveaux bateaux ont été fabriqués dans le port à cette fin. L'exportation des produits était alors bien implantée au niveau national et débuta vers les États-Unis. De même, la population augmenta considérablement, principalement par l'immigration en provenance de San Luis, San Juan, Consolacion del Sur et d'autres ports du pays, d'habitants venus chercher un travail garanti dans la pêche, et qui vivaient le chômage ou de très faibles salaires dans le travail agraire de leurs régions; ainsi, alors qu'on comptait 257 habitants en 1919, on en comptait 1213 en 1943. Avec l'augmentation du nombre d'employés, qui coïncida avec le processus de formation du mouvement des travailleurs au niveau national, se formèrent aussi différentes organisations de travailleurs, comme le syndicat des marins et pêcheurs dans les années 1930. En effet, les conditions de travail des employés de la pêche et des travailleurs des fabriques étaient mauvaises et ils subissaient l'exploitation des riches propriétaires. Par exemple, il n'existait pas à La Coloma de fabrique de glace pour la conservation des captures en mer et sur terre, et ainsi les pêcheurs étaient à la merci des intermédiaires et des propriétaires des fabriques pour la vente de leurs produits, qu'ils devaient souvent laisser pour un prix dérisoire au risque de perdre complètement le fruit de leur travail. De même, les employés des fabriques, dont plusieurs étaient des enfants de moins de

---

renommée île de la Juventud (jeunesse) car des étudiants étrangers du bloc socialiste et des autres pays non-alignés allaient y faire des études et y travailler dans les champs afin de contribuer à la révolution.

15 ans, devaient entrer travailler à toute heure du jour ou de la nuit au moment où arrivait au port un bateau de pêche chargé. Une sirène résonnait dans le village et les personnes devaient tout laisser de côté sur-le-champ pour aller recevoir et transformer la marchandise. Les habitants de La Coloma étaient ainsi obligés à un travail difficile dans de mauvaises conditions et pour un très faible salaire, faisant en sorte que La Coloma a été pendant plusieurs années une région pauvre, marginalisée socialement et économiquement.

Ainsi, bien que La Coloma profitait à cette époque d'un développement économique important, particulièrement pour les investisseurs, les conditions de vie de la région étaient médiocres. En effet, mis à part les quelques maisons des commerçants fortunés, les habitations du village ne possèdaient pas l'électricité, de systèmes d'aqueduc et d'approvisionnement en eau potable; cette dernière était d'ailleurs transportée de Pinar del Rio dans des réservoirs et était vendue à la chaudière aux habitants et aux propriétaires de bateau pour leurs expéditions en mer. Les nouvelles maisons d'immigrants, construites rapidement et avec des matériaux de mauvaise qualité, étaient établies sur les zones marécageuses et dans les mangroves qui entourent tout le village, qui se voit régulièrement inondé en saison des pluies. Aux conditions de pauvreté et d'insalubrité de La Coloma se couplait l'inexistence de services médicaux et d'éducation.

Cette situation favorisa l'insatisfaction générale de la population et son adoption des idéologies révolutionnaires du nouveau mouvement qui émergea avec à sa tête Castro. Ce dernier a d'ailleurs visité à quelques reprises La Coloma pendant la préparation de la révolution, laquelle ville avait été un moment choisie par son chef pour l'initiation du mouvement révolutionnaire. Bien que ce plan ne s'effectua pas, la ville de La Coloma participa fortement à la révolution et comptait quatre cellules de 10 membres chacune. De plus, les plages de La Coloma et de Las Canas ont servi de point de débarquement d'armes et de munitions en provenance du Mexique pour le mouvement révolutionnaire. Avec l'avènement de la révolution, se rénova en 1960 l'avenue du Port, la rue principale de La Coloma, de même que l'électricité et un réseau d'aqueduc

se sont implantés en 1961 et 1963 respectivement. Dans la même période, furent construits les écoles primaires et secondaires, un centre d'éducation aux adultes ainsi qu'une clinique médicale comptant à toutes heures avec un médecin et trois infirmières à son service en plus d'une « brigade sanitaire » qui avait pour objectif d'éduquer la population locale en matière de santé et de santé publique. Le syndicat de la fédération maritime fut créé en 1960 pour faire valoir et respecter les droits des pêcheurs et des employés des usines de transformation, qui furent d'ailleurs nationalisées dans cette période. Dans cette foulée, tous les propriétaires de bateaux de pêche eurent la possibilité de s'associer en coopérative d'État à travers lesquelles ils disposaient de prix très avantageux pour acheter, entre autres, les pièces de bateaux, la gazoline et l'équipement de pêche ainsi que pour vendre leur production.

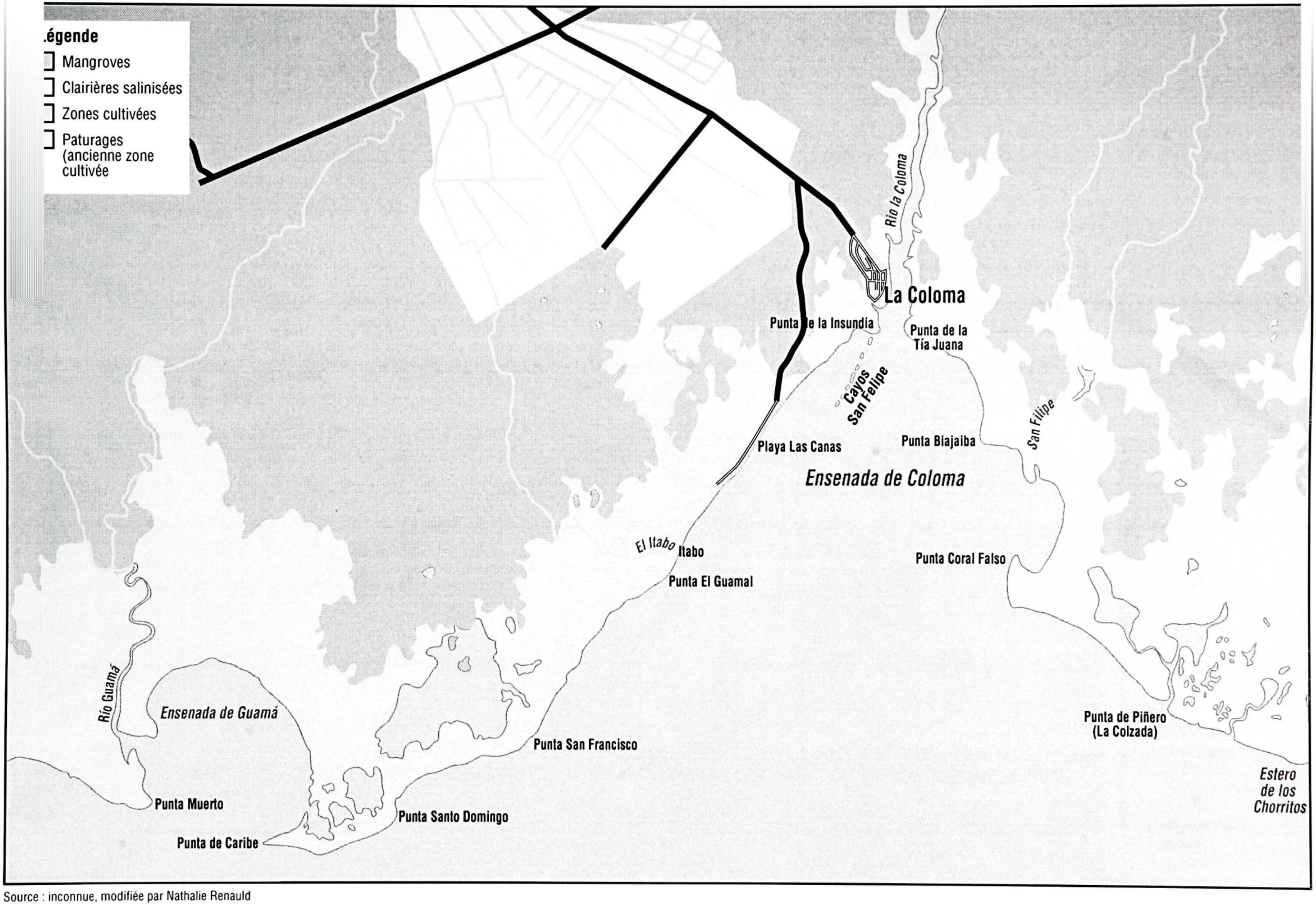
La révolution souhaitait de même développer davantage le secteur halieutique de La Coloma et entreprit en 1966 la construction d'un nouveau centre portuaire avec toutes les installations productives modernes qu'il nécessitait. Pour ce faire, le gouvernement évacua la population de la Puntilla, le secteur résidentiel le plus pauvre, délabré et récent de La Coloma ayant surgi avec les derniers immigrés des deux décennies précédentes, se situant sur la petite plage du village à l'extrême sud. L'évacuation de ces résidents se fit alors vers Las Canas, un lieu de villégiature pour les riches commerçants de La Coloma et de Pinar del Rio où étaient construites leurs maisons d'été au bord de la plage[10]. Las Canas avait d'ailleurs été fondée au milieu des années 1930 alors que ces mêmes propriétaires durent déménager leurs résidences de La Coloma, où s'était agrandi le port leur privant l'accès à la plage. Les habitants de la Puntilla s'opposèrent fortement à ce déménagement, et les familles déménagées le matin revenaient le soir dans leurs maisons jusqu'à ce que le gouvernement prenne la décision de détruire toutes les maisons immédiatement après le déménagement pour éviter ces situations; la construction du port et de ses infrastructures put alors débuter en 1968. Ainsi, les maisons des fortunés furent saisies par l'État et les habitants de la Puntilla y furent relocalisés. Ce déménagement ne devait être que de courte durée, au

[10] Bien que ce lieu fut la propriété des riches, des familles plus modestes de La Coloma et de Pinar del Rio en profitaient aussi pour y passer des journées à la plage.

maximum six mois, car la révolution avait comme projet de construire de nouvelles maisons à La Coloma pour ces familles travaillant toutes dans la pêche. Toutefois, après plus de 40 ans de régime, la population de la Puntilla se trouve encore à Las Canas, bien que quelques familles furent redéplacées à La Coloma à partir des années 1980 lorsque le gouvernement y commença la construction d'édifices à logements. Le *combinado pesquero* de La Coloma fut terminé de construire en 1976, et en 1988 on y ajouta de nouvelles usines modernes de transformation de la langouste et du thon ainsi qu'une nouvelle usine de construction et de réparation de bateaux. Toutes ces étapes ont marqué, comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant, l'identité des habitants de La Coloma et de Las Canas ainsi que leurs relations avec l'environnement.

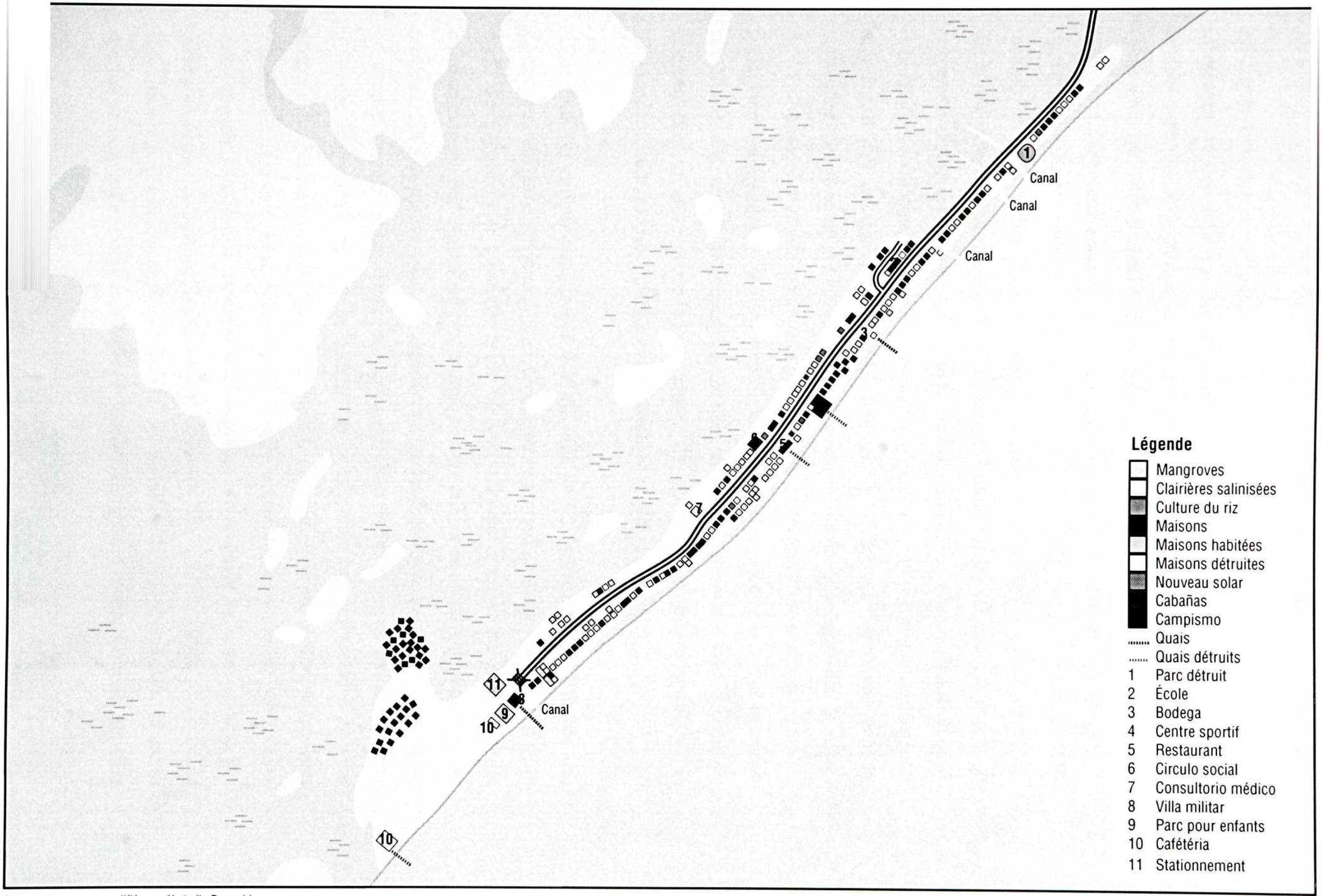
3.2.3 L'organisation et les acteurs de La Coloma – Las Canas

La zone côtière de la région de La Coloma – Las Canas, accessible par une route unique la reliant à la ville de Pinar del Rio, forme une anse se situant dans le golfe de Batabanó. La profondeur moyenne de cette anse est d'environ trois mètres et les bateaux de pêche du complexe de La Coloma doivent entrer au port par un canal, qui fut dragué dans les années 1980, d'une profondeur d'environ quatre mètres, bien qu'elle varie par endroit en raison des accumulations de sable dragué qui forment des bancs émergeants, et qui longe la côte à partir de la pointe de Santo-Domingo. La mer dans cette zone ne possède que peu de courant, entre autres à cause des vents, et l'amplitude de la marée est faible, atteignant en moyenne 0,17m, alors que les vents du sud-ouest la font augmenter et ceux du nord-ouest la font descendre. La rivière de La Coloma, située juste à l'est de la ville, se jette dans la mer et approvisionne ses alentours en oxygène et nutriments. L'entrée de la rivière, où se termine le canal, possède une profondeur d'environ cinq mètres qui se prolonge sur quelques kilomètres, et les petites embarcations peuvent d'ailleurs remonter la rivière jusqu'à quatre kilomètres dans les terres (Rodriguez 2003).



Source : inconnue, modifiée par Nathalie Renauld

4 Village de Las Cañas



Source : inconnue, modifiée par Nathalie Renauld

La partie terrestre de la zone côtière, formée principalement de mangroves, de marécages et de pâturages naturels, est presque complètement plate, avec des dénivelés de moins de 2%, et se trouve légèrement en dessous du niveau de la mer. Cette situation fait en sorte que les pénétrations de la mer et les inondations sont fréquentes dans cette zone et que le drainage des terres est presque impossible, les rendant hautement salinisées. On retrouve quatre espèces de palétuvier dans les mangroves de la région, dont les principaux sont les mangliers rouges et noirs; les mangliers rouges, qui protègent le mieux les terres de la salinisation et qui se retrouvent directement au bord de la mer, sont les plus détériorés de tous. Les zones habitées de La Coloma et de Las Canas sont construites sur un sol constitué de dépôts organiques des mangroves, de sables boueux et de limons. Ce développement particulier contribue encore davantage aux inondations. Afin de les contenir, le village de La Coloma s'est d'ailleurs pourvu de digues de protection d'environ quatre mètres de hauteur qui entourent complètement le village. Toutefois les canaux qui entourent ces digues augmentent l'insalubrité de la ville car ils sont baignés d'eaux stagnantes, accumulation d'eaux domestiques usées, de mer et de pluie, propices au développement de moustiques et la propagation de maladies.

C'est dans cet environnement que la petite ville de La Coloma et le village de Las Canas sont édifiés. À l'entrée de La Coloma, on observe d'abord de chaque côté de la route des pâturages et quelques terres où sont cultivés le riz et les fèves, puis le commencement des digues de protection. Les premières maisons sont relativement récentes, mais en mauvais état et construites avec les matériaux du bord alors que plus on avance vers le centre de la ville, plus on observe des maisons en ciment dont plusieurs sont dotées de tout le luxe et les commodités que les Cubains peuvent trouver. Les édifices à logements, où habitent la majorité de la population, se trouvent à droite derrière ces maisons regroupés autours des écoles primaires et secondaires ainsi que de la nouvelle clinique médicale. Le centre de la ville est occupé par différents petits commerces, restaurants et magasins alors que le centre de pêche, la base nautique d'entraînement, la station biologique et la coopérative de pêcheurs sportifs se trouvent au bout de la ville, à l'embouchure de la rivière Coloma. Derrière

les maisons qui se situent à gauche, se trouvent les maisons les plus délabrées de La Coloma, faites de bois de toutes sortes et souvent avec un toit en feuilles de palmier et le plancher en terre. Elles exhibent des conditions d'insalubrité manifestes avec pour cour arrière le canal d'eaux usées bordant la digue de protection. Cette dernière se trouve d'ailleurs très endommagée à cet endroit, laissant filtrer l'eau dans cette partie de la ville, car la population de ce secteur extrait la terre et le sable de la digue pour renflouer les planchers de leur maison qui ne cessent de s'enfoncer en raison des faibles fondations sur lesquelles est construite la ville, ou pour fabriquer des préparations artisanales de ciment pour leurs demeures. Les habitants de ce secteur de la ville élèvent de même des porcs et des poulets pour leur subsistance à même leurs maisons, mais les possibilités de nettoyage des déchets que ces animaux produisent sont minces, contribuant d'autant plus à la contamination de leur environnement et la dégradation de leurs conditions de vie. De l'autre côté, derrière les édifices se trouvent des dizaines de petits enclos où les habitants des appartements peuvent élever leurs animaux, évitant ainsi qu'ils se retrouvent au milieu des édifices comme cela se produisit au début de leur occupation. Ces enclos étaient auparavant situés à l'extérieur des digues de la ville, mais les vols et le vandalisme ont poussé les autorités à les rapprocher de leurs propriétaires afin d'éviter ce genre de situation. Près de ces enclos, mais de l'autre côté de la digue, se trouvent aussi les infrastructures de la station de pompage des eaux usées, qui devaient être acheminées vers une lagune d'oxydation située à l'extérieur de la ville; toutefois, avec la crise des années 1990, cette station et sa lagune ne furent jamais terminées et mises en service et sont tombées en désuétude.

Las Canas est située quant à elle à cinq kilomètres de La Coloma par la route et environ deux kilomètres par la côte. D'une manière générale on y retrouve les problèmes qu'à La Coloma, mais d'une manière distordue à cause de sa petite population, comme nous le verrons en détail dans le chapitre suivant. Las Canas ne compte qu'une seule route aux abords de laquelle se distribuent toutes les maisons du village avant d'arriver au bout où se trouve le complexe touristique. La très grande majorité des maisons de Las Canas, principalement construites de bois dans les années

1950, sont en très mauvais état, et plusieurs d'entre elles se sont d'ailleurs déjà écroulées. De même, les conditions de salubrité laissent à désirer, en raison de l'inexistence d'égout et de la présence de nombreux animaux que la population élève pour sa consommation. Las Canas, littéralement construite dans la zone de mangroves, ne possède pas de terres propres à l'agriculture car leurs taux d'érosion et de salinité atteignent des niveaux trop élevés. De même, des problèmes de transport sévères isolent la population dans le village et la privent de nombreux services, exacerbant les autres problèmes qu'elle vit. L'examen de la distribution des populations et des habitations de ces deux endroits éclaire quelque peu nos propos :

Tableau 3.1 Population de La Coloma et de Las Canas (Planificacion Fisica 2000 dans Rodriguez 2003)

	Population		
Villes	Hommes	Femmes	Total
La Coloma	3123	2681	5804
Las Canas	162	124	286
Total	3295	2805	6090

Tableau 3.2 Habitations de La Coloma et de Las Canas (Planificacion Fisica 2000 dans Rodriguez 2003)

	Habitations			
Villes	Bon état	Moyen état	Mauvais état	Total
La Coloma	962	26	471	1459
Las Canas	3	13	103	119
Total	965	39	574	1578

Les populations de La Coloma et de Las Canas font parties du conseil populaire de La Coloma, qui compte aussi le petit village de Kilomètre 21, d'une population de 500 habitants, qui se situe en amont de La Coloma sur la route qui y mène, et dont les habitants se dédient à l'agriculture et à l'élevage bovin. Les statistiques de la population ne reflètent pas exactement la réalité car on retrouve dans ces endroits de nombreuses personnes y habitant illégalement, quittant d'autres régions plus éloignées de la province pour venir principalement à La Coloma habiter avec des membres de leur famille élargie pour profiter par la bande des avantages économiques du centre de pêche à travers, entre autres, la vente illégale de poissons et de langoustes. En effet, à Cuba, chaque personne est enregistrée dans son village de naissance et généralement comme résident de la maison familiale, à cause de la crise du logement que vit le pays forçant plusieurs générations à vivre dans la même demeure. Pour pouvoir avoir accès à une nouvelle maison ou pour déménager, il faut soit que le gouvernement leur en donne une directement ou que les habitants d'une maison échangent avec ceux d'une autre (*permutar*), le mariage permet aussi à une personne de changer de maison. Ainsi, il est interdit de déménager dans une autre région sans que ces conditions ne soient remplies, ce qui crée, lorsque c'est le cas, des illégaux. Ces personnes sont généralement dénoncées par un membre du CDR dans lequel elles habitent, mais les mesures à prendre dans ces cas ne sont pas toujours mises de l'avant. Le nombre d'illégaux n'est donc pas reflété dans ces statistiques, pas plus que celui des personnes qui gardent leur lieu de résidence à La Coloma et Las Canas mais qui n'y vivent plus, au profit généralement de Pinar del Rio ou de la Havane où ils deviennent aussi des illégaux.

Les statistiques nous montrent aussi un aspect des différences qui existent entre La Coloma et Las Canas, la population de cette dernière étant 20 fois plus petite que la première et le nombre de maisons en bon état y étant nettement inférieur. En effet, 86% des maisons de Las Canas sont en mauvais état, comparativement à 32% à La Coloma. Cette situation est principalement attribuable, d'une part, au fait qu'il n'existe que trois maisons de ciment récentes à Las Canas, les autres ayant été construites avant la révolution et n'ayant pas été réparées depuis, et, d'autre part, que les

nombreux appartements des édifices de La Coloma sont considérés comme étant en bon état, ce qui augmente considérablement la proportion de cette catégorie. De même, les possibilités économiques des habitants de La Coloma sont plus grandes que celles des gens de Las Canas, et, surtout, l'intérêt gouvernemental pour le développement de La Coloma est supérieur, jouant ainsi en sa faveur sur différents plans. On observe aussi que le nombre d'habitations à Las Canas est élevé par rapport à la population, mais la raison en est que près de la moitié d'entre elles, qui sont généralement en meilleur état comparativement aux maisons des habitants, ne sont pas habitées par des membres de la communauté car elles sont la propriété de personnes de Pinar del Rio qui s'en servent comme maisons d'été.

Cette différenciation entre Las Canas et La Coloma se fait sentir aussi au niveau de leur insertion dans les activités économiques et les institutions de la région. Ainsi, le *combinado pesquero* est l'acteur principal du secteur qui dynamise la vie économique, sociale, politique, et communautaire, mais dont les effets ne sont visibles que presque exclusivement à La Coloma, bien que bon nombre d'hommes de Las Canas y travaillent comme pêcheur. Le centre de pêche de La Coloma est le plus important de la province et un des plus importants au niveau national. Il contribue à 66% de la production halieutique de Pinar del Rio, ce qui représente 15 millions de dollars (Rodriguez, 2003). Toutefois, la production a considérablement diminué depuis les années 1990 à cause de la crise économique, qui introduisit des coupures de carburant pour les bateaux ainsi que de pièces pour les réparer. Ces contraintes ont particulièrement affecté la pêche de tunidés qui doit se faire beaucoup plus au large et qui nécessite donc plus de gazoline et de meilleurs équipements. De plus, cette situation a fait en sorte que pendant cette période les captures se sont faites beaucoup plus près de la côte, surexploitant la ressource, et avec des équipements en mauvais état qui ont détérioré les fonds marins et donc l'habitat des ressources halieutiques qui se sont alors éloignées des côtes pour migrer vers les petites îles se trouvant plus au large. Ainsi, alors qu'avant les années 1990 les bateaux pouvaient pêcher à 30 minutes de la côte, ils doivent maintenant parcourir plus de 2 heures de routes pour atteindre la ressource et demeurer en mer de plus longues périodes afin d'atteindre les objectifs du

plan de production. De même, afin de répondre à ces derniers, les périodes d'interdictions de pêche (*veda*) de certaines espèces, comme la langouste, n'ont pas été respectées pendant les années 1990, décimant la ressource. Enfin, la destruction des écosystèmes de mangroves, exacerbée par la crise du combustible des années 1990 poussant la population à surexploiter les mangroves, a aussi contribué à la diminution des captures. On observe par contre que la pêche de poissons à écailles a beaucoup moins diminué que celle des autres espèces. Cette situation est attribuable au fait que la diminution d'espèces à haute valeur commerciale a été compensée par une sur-pêche d'espèces à faible valeur et de poissons n'ayant pas atteint leur maturité, solutionnant temporairement le problème de l'accomplissement des plans de production et compensant pour la diminution de la production des tunidés, mais contribuant encore davantage à la dégradation environnementale et des ressources halieutiques à moyen et long termes. On peut mieux observer ces commentaires dans les tableaux suivant :

Tableau 3.3 Production de langoustes dans les années 1980 et 1990 (Rodriguez 2003)

Années 1980	**Production en TM**	**Années 1990**	**Production en TM**
1980	1553.0	1990	1025.3
1981	1514.7	1991	1388.8
1982	1658.0	1992	1407.9
1983	1593.7	1993	1332.5
1984	1852.2	1994	1627.3
1985	2089.0	1995	1430.2
1986	1788.4	1996	1517.1
1987	1762.8	1997	1244.5
1988	1815.0	1998	1354.8
1989	1774.5	1999	1673.6
Moyenne années 1980	1740.1	**Moyenne années 1990**	1400.2
Total années 1980	17401.3	**Total années 1990**	14002

Tableau 3.4 Production de tunidés dans les années 1980 et 1990 (Rodriguez 2003)

Années 1980	Production en TM	Années 1990	Production en TM
1980	620.2	1990	427.0
1981	553.4	1991	394.2
1982	487.5	1992	490.1
1983	578.1	1993	163.0
1984	550.7	1994	305.1
1985	528.8	1995	238.0
1986	397.5	1996	330.5
1987	495.6	1997	311.0
1988	571.5	1998	225.6
1989	470.2	1999	275.1
Moyenne années 1980	525.4	**Moyenne années 1990**	316.0
Total années 1980	5254	**Total années 1990**	3160

Tableau 3.5 Production de poissons dans les années 1980 et 1990 (Rodriguez 2003)

Années 1980	Production en TM	Années 1990	Production en TM
1980	491.2	1990	793.9
1981	498.7	1991	732.6
1982	648.2	1992	640.6
1983	787.0	1993	336.9
1984	768.2	1994	574.4
1985	760.8	1995	622.3
1986	767.3	1996	625.6
1987	781.7	1997	625.7
1988	678.9	1998	659.4
1989	741.0	1999	689.2
Moyenne années 1980	692.3	**Moyenne années 1990**	630.1
Total années 1980	6923	**Total années 1990**	6301

La production et les captures recommencent malgré tout à augmenter depuis quelques années, et particulièrement en ce qui concerne la langouste. Cette situation est principalement causée, selon les pêcheurs, les chercheurs et les responsables du *combinado* que nous avons rencontrés, par le fait que depuis 1997 les pêcheurs et les autres employés du *combinado* se voient payer une partie de leur salaire en dollars et que leur revenu est maintenant fonction de leurs captures et de leur production au travail, ce qui les stimule davantage, contrairement à auparavant où ils recevaient un salaire mensuel fixe en pesos sans égard à leur niveau de production. Toutefois, nous ne possédons pas de données officielles concernant les fluctuations des stocks de langoustes, ou d'autre type, pouvant justifier une telle affirmation. En effet, le *combinado* vend maintenant sa production à l'Union économique européenne, et particulièrement à l'Espagne, l'Italie et la France, pour laquelle il a obtenu le sceau de qualité ISO, ce qui lui assure un revenu en devise forte.

Le *combinado* possède 100 bateaux, dont 30 d'entre eux, équipés chacun d'environ 100 trappes (*jaulones*), sont destinés à la langouste. Il emploie 1088 travailleurs dans les fabriques et le port en plus de 400 pêcheurs. La stimulation à la production en dollars a considérablement changé les possibilités économiques de la population de La Coloma et de Las Canas, dont presque chaque famille a au moins un de ses membres qui travaille dans le *combinado*, qui gagnent maintenant un excellent salaire (moyenne d'environ 200$US par mois tout dépendant des secteurs de production) nettement supérieur à celui de la population cubaine moyenne. Toutefois, ce changement ne se fait pas encore voir dans les communautés et la qualité de vie de ses membres, l'argent continuant encore souvent à être dépensé en boissons alcooliques, constituant d'ailleurs une des seules activités de distraction de la population qui ne compte aucun endroit où se divertir dans le secteur. Du salaire en dollars que reçoivent les travailleurs du *combinado*, 5% est remis dans la communauté, principalement pour améliorer les services éducationnels et de santé. Cependant, cette redistribution se limite principalement à La Coloma et très rarement on peut l'observer à Las Canas. Le *combinado*, ainsi que ses travailleurs et plus particulièrement les pêcheurs, occupent une importance majeure dans la dynamique sociale, politique et économique de la

région; leur implication est présente à tous les niveaux dans les communautés et leurs opinions sont considérées dans plusieurs décisions importantes qui sont prises.

Comme nous le verrons en de plus amples détail dans le chapitre suivant, le secteur touristique joue aussi un rôle important dans la région de La Coloma -Las Canas, bien que moindre que celui du *combinado*. En effet, Las Canas compte un centre de tourisme national, seule activité qui lui ait permis de garder un peu de dynamisme et d'éviter de subir l'implosion socio-économique que vivent plusieurs autres communautés plus éloignées de la province. La *Playa de Las Canas* emploie la majorité des personnes qui ne travaillent pas au sein du *combinado*. Son infrastructure compte 40 chambrettes, les *cabañas*, et 20 autres avec beaucoup moins de commodité, le *campismo*. Elle compte de plus un centre de villégiature militaire avec bar et restaurant, qui fut récemment acheté par le ministère de l'Agriculture et qui offre des services à ses employés, ainsi qu'une cafétéria et un restaurant, qui n'est maintenant ouvert que pour les clients des *cabañas*. La plage de Las Canas, longue d'environ 300 mètres et coincée entre les mangroves, est artificielle et chaque début de saison, après les effets de plusieurs mois de vent et de marées, les autorités doivent y mettre du sable pour couvrir de nouveau sa surface qui devient aussi dure que du ciment. Toutes ces installations ne sont ouvertes que pendant la période des vacances d'été, demeurant le reste de l'année condamnées et forçant la majorité de ses employés au chômage.

La majorité des travailleurs du centre touristique proviennent de La Coloma et le reste de Las Canas même. Ces emplois sont prisés par la population car ils sont peu demandant physiquement et, bien que leur rémunération soit en monnaie nationale, ils permettent de faire un peu de pourboire et surtout d'établir des contacts avec les vacanciers, qui sont souvent des personnes de meilleur statut social avec des emplois intéressant du point de vue des bénéfices marginaux et qui peuvent éventuellement aider les employés à *resolver* un petit problème à Pinar del Rio, comme un tour à l'hôpital, chez le dentiste ou avec un avocat par exemple. Le centre touristique de Las Canas vit depuis quelques années une détérioration de ses infrastructures et de ses

services car le gouvernement donne actuellement la priorité au développement d'autres centres de tourisme national de la côte sud, particulièrement celui de Bailen, ce qui crée beaucoup de mécontentement au sein de la population de la région, car leur clientèle diminue, ainsi que des incompréhensions car la population voit comme étant plus logique de développer la région qui se trouve la plus près de la capitale, et donc la plus facilement accessible. Le conseil populaire, en raison de sa faible marge de manœuvre et son biais pour le développement de la pêche, n'aide quant à lui que peu la reprise de ce secteur, attendant que des actions soient prises à d'autres niveaux et contribuant au dépérissement du centre et du moral de plusieurs. De même, les problèmes croissants que vivent les communautés affectent négativement cette activité et créent aussi des conflits entre ses membres.

Le centre touristique permet malgré tout à la population de diversifier ses options et d'exploiter un autre aspect de son environnement côtier, car les autres activités de la région, à part le *combinado*, se résument aux services de base que l'on retrouve dans toutes les petites localités, ajoutés à une petite pêche artisanale illégale et un haut taux de non-emploi, qui dans l'ensemble dynamise peu les communautés. La population du reste de la province considère d'ailleurs la région comme un endroit marginal, difficile et peu attrayant en raison de chômage de ses habitants et aux mille activités illicites et la petite criminalité qui en découlent, à leur alcoolisme répandu, aux épisodes de violence qui y sont vécus fréquemment, à la détérioration générale de ses habitations et de l'environnement, et plus généralement à la « culture des pêcheurs », trait péjoratif attribué à tous les habitants, hommes, femmes et enfants, de ces communautés côtières et qui en font des lieux à éviter.

Ainsi, Pinar del Rio a connu une formation et un développement relativement lent, ayant suivi le rythme de l'agriculture et de ses saisons pendant longtemps avant de commencer à se tourner vers le tourisme dans la dernière décennie. Notre région d'étude se distance toutefois de ce processus par sa tradition commerçante et d'exploitation des ressources de la mer. Ce cheminement a teinté l'évolution de la constitution de sa population ainsi que les intérêts et les pratiques de ses habitants. La

Coloma et Las Canas sont à la fois favorisées et contraintes par leurs deux secteurs d'économie, qui leur ont offert un développement qui ne se retrouve pas dans la plupart des régions de la province, mais qui les forcent à s'y investir et à subir les aléas de la spécialisation, qui demeure sous l'influence des choix discrétionnaires du gouvernement national. Toutefois, c'est peut-être dans cette région côtière que se trouve le soulier perdu de la princesse. Le contexte présenté ici nourrit inévitablement les relations socio-environnementales de la population de Las Canas et nous verrons comment cela s'articule au niveau des relations communautaires dans le chapitre suivant.

CHAPITRE 4

L'ORGANISATION SOCIOCOMMUNAUTAIRE DE LAS CANAS

Les relations sociales de la communauté de Las Canas marquent profondément le groupe et son organisation, tant au niveau personnel, économique, qu'environnemental, et elles permettent de mieux comprendre la dynamique côtière dans son ensemble. Nous verrons d'abord dans ce chapitre comment s'est organisée la communauté au niveau historique et spatial et la place qu'y ont occupé les relations sociales. Nous poursuivrons en présentant l'organisation et le fonctionnement des maisonnées, des groupes et des réseaux que forment ces dernières entre elles, et comment ces éléments s'articulent au niveau communautaire ; de même, cette mise en contexte permettra de voir la place qu'occupent les stratégies de résistance et d'adaptation qu'a développées la population face au système et comment elles s'organisent.

4.1 LAS CANAS : SURVOL DE LA COMMUNAUTÉ

Afin de mieux comprendre la dynamique de la communauté de Las Canas, nous examinerons dans ce qui suit quelques éléments de son processus de constitution, les caractéristiques physiques du village ainsi que le système de propriété que l'on y retrouve. Ainsi, comme nous l'avons vu précédemment, Las Canas, qui doit son nom à ce type de palmier qui dit-on se retrouvait en grand nombre lors de la formation de la communauté mais qui n'existait plus lors de notre séjour, fut fondée dans les années 1930 par de riches marchands de La Coloma et de Pinar del Rio qui y avaient construit leurs maisons d'été. La famille Canosa était à cette époque la plus reconnue et possédait une grande partie de la plage. D'ailleurs, les gens plus pauvres des alentours qui venaient profiter de la plage Las Canas devaient demander une permission écrite à

cette famille pour visiter Las Canas et les gardes militaires de l'époque effectuaient un contrôle rigoureux à cet effet. Les plus vieux informateurs que nous avons rencontrés racontent d'ailleurs qu'il existait un campement militaire dans les mangroves à l'extrême ouest de Las Canas où les militaires châtiés du régime de Batista venaient purger leur peine « haciendo carbón dentro del fango y del mosquitero »[1]. Les propriétaires des demeures de Las Canas n'étaient pas des propriétaires terriens des régions des alentours et n'employaient pas de résidents du secteur dans les champs qui se trouvent près du village; d'ailleurs la majorité des champs se situant au nord de Las Canas étaient la propriété d'habitants de San Luis, le municipe se trouvant à l'ouest de la région. De plus, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, les terres de la région de Las Canas n'ont jamais été propices à l'agriculture intensive, rentable pour ces propriétaires.

La construction de plusieurs maisons de Las Canas a ainsi débuté dans les années 1930 et s'est poursuivie jusqu'au début des années 1960. Les maisons sont faites de bois et bâties dans le style des demeures de la côte est américaine, souvent avec deux étages et une grande galerie qui les entoure. La route actuelle menant à Las Canas n'existait pas à cette époque et on pouvait accéder au village par un petit sentier de terre, provenant de l'ancienne route qui menait de Pinar del Rio à La Coloma et qui se trouvait plus à l'est que l'actuelle, sur lequel les voitures ne pouvaient circuler. Le sentier était entrecoupé de marécages sur lesquels étaient disposés des billots de bois. Les maisons mêmes de Las Canas, construites dans les mangroves, ont été bâties sur des billots de *guano*, un type de bois très résistant à l'eau, sur lesquels du sable compacté a été disposé; encore aujourd'hui ce sont ces fondations qui supportent le village. Des maisons de ciment furent construites vers la fin des années 1950 et dans les premières années de la révolution, au même moment où la route fut élargie et recouverte de bitume. Les maisons de Las Canas étaient alors très luxueuse, comprenant toutes les facilités et le confort accessibles à l'époque.

---

[1] « À faire du charbon dans la boue et les moustiques »

Ainsi, ce sont dans ces maisons, avec tout leur contenu, que les habitants de la Puntilla furent déplacés. Environ 500 personnes furent relocalisées contre leur gré pour une période qui ne devait pas excéder six mois. Le gouvernement demanda d'ailleurs aux propriétaires de lui prêter leurs maisons, et non pas de les lui donner, bien que dans les faits l'État soit le seul à avoir tous les droits sur ces propriétés; pour ce qui est des propriétaires ayant quitté le pays, leurs maisons devinrent alors officiellement propriétés de l'État. Les propriétaires n'eurent pas le choix de céder tous leurs biens, et une opposition à cette décision aurait pu leur être lourde de conséquences puisque pouvant être interprétée comme une action contre-révolutionnaire passible d'une peine de prison. Toutefois, ces derniers, tout comme les nouveaux occupants, ne souhaitèrent ce déplacement, mais durent s'y conformer. En plus des habitants de la Puntilla, quelques personnes, avec leurs familles, travaillant pour le ministère de l'Intérieur et étant employées à surveiller la zone pour la protéger d'actions contre-révolutionnaires, ainsi que des dirigeants de Pinar del Rio en charge de l'administration du village, héritèrent de maisons à Las Canas. Ces personnes provenaient de Pinar del Rio de milieux plus aisés que la population de La Coloma et avaient à l'égard de cette dernière, et particulièrement des gens de la Puntilla, une attitude teintée d'un certain mépris. Un informateur nous relate d'ailleurs au sujet de la Puntilla : « eso era un barrio muy pobre, con casitas muy malas, muy malas. Ahí se unían el mar con el río y las fosas, era lo más malo que tenía La Coloma, pero a ellos les convenía por no tener problema con el agua y el transporte, y estaban acustumbrado a esa vida, igual que el cochino se habitúa al corral porque es cochino »[2]. Toutefois, nos entretiens avec les gens originaires de la Puntilla ne reflètent pas cette situation, et presque aucun d'entre eux n'évoque la situation matérielle qu'ils tenaient avant de déménager à Las Canas, soulignant plutôt leur désir à l'époque de demeurer à La Coloma où le reste de leur famille vivait et où se trouvait leur travail; ils disent de plus que leur situation n'était pas pire que celle dans laquelle ils se trouvent actuellement.

---

[2] « C'était un quartier très pauvre, avec des petites maisons en très mauvais état, très mauvais état. Là se réunissait la mer avec la rivière et les fosses (d'égout), c'était le pire que l'on retrouvait à La Coloma, mais cela convenait à ses habitants parce qu'ils n'avaient pas de problèmes avec l'eau et le transport, ils étaient habitués à cette vie, comme le cochon s'habitue à son enclos parce que c'est un cochon. »

Ainsi, ce sont dans ces maisons, avec tout leur contenu, que les habitants de la Puntilla furent déplacés. Environ 500 personnes furent relocalisées contre leur gré pour une période qui ne devait pas excéder six mois. Le gouvernement demanda d'ailleurs aux propriétaires de lui prêter leurs maisons, et non pas de les lui donner, bien que dans les faits l'État soit le seul à avoir tous les droits sur ces propriétés; pour ce qui est des propriétaires ayant quitté le pays, leurs maisons devinrent alors officiellement propriétés de l'État. Les propriétaires n'eurent pas le choix de céder tous leurs biens, et une opposition à cette décision aurait pu leur être lourde de conséquences puisque pouvant être interprétée comme une action contre-révolutionnaire passible d'une peine de prison. Toutefois, ces derniers, tout comme les nouveaux occupants, ne souhaitèrent ce déplacement, mais durent s'y conformer. En plus des habitants de la Puntilla, quelques personnes, avec leurs familles, travaillant pour le ministère de l'Intérieur et étant employées à surveiller la zone pour la protéger d'actions contre-révolutionnaires, ainsi que des dirigeants de Pinar del Rio en charge de l'administration du village, héritèrent de maisons à Las Canas. Ces personnes provenaient de Pinar del Rio de milieux plus aisés que la population de La Coloma et avaient à l'égard de cette dernière, et particulièrement des gens de la Puntilla, une attitude teintée d'un certain mépris. Un informateur nous relate d'ailleurs au sujet de la Puntilla : « eso era un barrio muy pobre, con casitas muy malas, muy malas. Ahí se unían el mar con el río y las fosas, era lo más malo que tenía La Coloma, pero a ellos les convenía por no tener problema con el agua y el transporte, y estaban acostumbrado a esa vida, igual que el cochino se habitúa al corral porque es cochino »[2]. Toutefois, nos entretiens avec les gens originaires de la Puntilla ne reflètent pas cette situation, et presque aucun d'entre eux n'évoque la situation matérielle qu'ils tenaient avant de déménager à Las Canas, soulignant plutôt leur désir à l'époque de demeurer à La Coloma où le reste de leur famille vivait et où se trouvait leur travail; ils disent de plus que leur situation n'était pas pire que celle dans laquelle ils se trouvent actuellement.

---

[2] « C'était un quartier très pauvre, avec des petites maisons en très mauvais état, très mauvais état. Là se réunissait la mer avec la rivière et les fosses (d'égout), c'était le pire que l'on retrouvait à La Coloma, mais cela convenait à ses habitants parce qu'ils n'avaient pas de problèmes avec l'eau et le transport, ils étaient habitués à cette vie, comme le cochon s'habitue à son enclos parce que c'est un cochon. »

Après la première vague de nouveaux habitants de Las Canas en 1966, au moment de la construction du *combinado*, la population de la communauté s'est enrichie d'autres occupants à la suite de mariages avec des personnes d'autres localités. Ainsi, plusieurs se marièrent avec des personnes de La Coloma, mais des mariages avec des habitants d'autres municipes et d'autres provinces eurent aussi lieu. En effet, le service militaire que tous les hommes doivent effectuer à l'âge de 18 ans les amène à voyager dans l'île et à demeurer pendant de longues périodes dans différents endroits, où il arrive que se forment des unions durables et par conséquent s'établissent dans la région. De la même manière, certaines carrières, comme médecin ou enseignant par exemple, obligent les jeunes gradués à passer leurs deux premières années de pratique à l'extérieur de leur région, ce qui mène aussi souvent à la formation de mariages. Enfin, Las Canas comptait auparavant un centre sportif provincial où des jeunes provenant d'un peu partout venaient s'y entraîner pour toute la durée de l'année scolaire, étant hébergés dans les dortoirs du centre et fréquentant l'école de Las Canas; certains de ces jeunes s'y sont entraînés plusieurs années jusqu'à ce qu'ils se marient dans la région : « llegué con ocho años en el 1983 porque me entrenaba en el INDER, mi mamá vivía en San Juan, tuve mi novia aquí a los 14 años y luego me casé, por eso me quedé aquí »[3]. La composition de la population de Las Canas est mixte entre blancs et noirs, bien que comme partout dans l'île un racisme latent, et très rarement ouvertement affiché, soit dirigé envers les noirs et les mulâtres, accusés de tous les maux et de la délinquance du pays. Toutefois, il n'existe pas de conflits attribuables à cette raison à Las Canas et la couleur n'est pas une entrave à l'établissement de liens d'amitié, bien que les mariages entre blancs et noirs demeurent peu fréquents.

Dans les années qui suivirent la révolution et l'établissement des nouveaux habitants à Las Canas, le « Conde », un homme riche qui possédait une maison dans le village avant la révolution, fut désigné comme l'administrateur de Las Canas et des nouvelles

[3] « Je suis arrivé en 1983 quand j'avais huit ans parce que je m'entraînais dans le centre sportif, ma mère vivait à San Juan, j'ai connu ici ma copine à 14 ans et après je me suis marié, c'est pour ça que je suis resté ici. »

infrastructures qui devaient y être établies. Le « Conde » bénéficiait d'une bonne réputation auprès de la population et désirait établir Las Canas comme le lieu de villégiature par excellence de la province. Les informateurs l'ayant connu racontent qu'il était le « propriétaire » de Las Canas et qu'il agissait comme si l'endroit lui appartenait. Ainsi, il ne tolérait aucune action qui aurait pu nuire à la réputation de l'endroit et insistait particulièrement sur la nécessité de maintenir l'endroit propre et bien entretenu, réprimandant durement les contrevenants. Chaque habitant devait ramasser les déchets de sa maison et devait couper l'herbe sur son terrain, nettoyer sa partie de plage, planter des fleurs et maintenir en bon état les arbres fruitiers de sa demeure. C'est aussi lui qui fit construire en 1966 un muret sur le bord de la plage, séparant cette dernière de la mer. Il fit engager des employés afin de nettoyer la plage et le fond de la mer de son varech ainsi que des herbes sur les bords du muret. Un informateur relate avec nostalgie :

> Cuándo llegué aquí en el 1966 esto era una playa, una maravilla. Esto lo tenía el Conde. Aquí no había una hierba, nadie que tenía las casas sucias, había un camión portero y un carro de mulo, 16 hombres para limpiar la playa. No se le permitía a ningún dueño que tenía basura en la casa. Tenía que limpiarla y todo el mundo tiraba fotos a esto por lo lindo que estaba la playa. Nadie levantó cabeza después del Conde, todos vinieron para robar, lo digo con franqueza, que me lleven si quieren.[4]

En 1968, le « Conde » fut relevé de ses fonctions et d'autres administrateurs ont par la suite suivi pour gérer Las Canas, dans une manière beaucoup moins personnelle que celle du « Conde », et qui devait mieux accommoder la révolution en répondant aux plans que les dirigeants souhaitaient mettre en place, jusqu'à ce que le *Poder Popular* soit établi dans les années 1970 et que Las Canas passe sous le contrôle des représentants élus du gouvernement. Ces changements, ainsi que les politiques gouvernementales, ont induit différents changements à Las Canas, modifiant son environnement et ses infrastructures.

---

[4] « Quand je suis arrivé ici en 1966, ici c'était une vraie plage, une merveille. C'est le Conde qui avait tout ici. Ici il n'y avait pas une herbe, personne qui avait les maisons malpropres, il y avait un camion et une charrette de mules avec 16 hommes pour nettoyer la plage. Nous devions la nettoyer et tout le monde prenait des photos d'ici parce que c'était si beau. Après le Conde, personne n'a pu remonter la pente, ils sont tous venus pour voler, je le dis avec franchise et qu'ils m'emmènent (en prison) s'ils veulent. »

Lorsqu'on pénètre à Las Canas par l'unique route qui y mène et qui la constitue, on aperçoit deux rangées de maisons bordées à gauche par la mer et à droite par la forêt de mangroves (voir carte 4). Disséminées à travers les habitations, se trouvent différentes infrastructures. On compte d'abord, comme dans tous les autres villes et villages de l'île une *bodega*. Ces dernières sont les magasins d'État où la population peut s'approvisionner à très bas prix en différentes denrées à l'aide du carnet de rationnement que possèdent toutes les maisonnées de l'île; par conséquent, ces magasins sont interdits aux étrangers. Ainsi, on retrouve dans ces magasins le pain, le riz, les fèves, le rhum, les cigarettes et les cigares, le sucre, le tofu, le yogourt de soya, les œufs, les pâtes alimentaires, l'huile de cuisson, le kérosène pour les fours, les serviettes sanitaires, la viande, les légumes, et tous les autres produits de première consommation. Évidemment on ne retrouve pas tous ces produits en tout temps et en même temps dans les *bodegas* et les arrivages sont sporadiques et toujours imprévus; la population du village est d'ailleurs toujours à l'affût des camions qui arrivent avec leur approvisionnement dans le village. De même, les informateurs racontent qu'avant la « période spéciale », une famille pouvait, seulement avec ce qu'offrait la *bodega*, subvenir à tous ses besoins, ce qui est maintenant impossible car la nourriture s'y fait de plus en plus rare[5] et les gens doivent compléter leur alimentation et autres besoins de première nécessité en achetant ce qu'il leur manque dans les *choppy*, rendant la vie quotidienne de chacun très difficile, particulièrement dans un village éloigné des commodités comme Las Canas. Les habitants de Las Canas doivent se rendre au moins une fois par jour à la *bodega* pour aller chercher la ration de pain quotidienne, et souvent plusieurs autres fois, tout dépendant des arrivages. Ces commissions, effectuées majoritairement par les femmes, sont considérées comme une corvée qui les retarde dans leurs tâches quotidiennes car il y a toujours une file d'attente d'environ une demi-heure. Toutefois, c'est aussi le moment d'échanger avec les autres personnes du village, particulièrement celles qui ne vivent pas dans leur secteur immédiat, sur la

[5] Par exemple, la viande se retrouve à la *bodega* en moyenne une fois par six mois, comme les serviettes sanitaires, l'huile de cuisson une fois tous les quatre mois, les légumes ne viennent désormais presque jamais, les œufs, lorsqu'ils sont disponibles, sont distribués au nombre de six par personne par mois, et ainsi de suite. Le pain, le sucre, les fèves et le riz sont des articles qui ne manquent presque jamais, mais les rations ont diminué et ne couvrent maintenant qu'environ 10 jours de consommation par mois.

situation difficile de leur vie quotidienne et aussi sur les derniers racontars; en effet, comme l'affirme un dicton populaire : « en Cuba falta de todo, pero no falta el chisme [6]».

On retrouve aussi à Las Canas un club social, le *círculo social*, lieu de rassemblement du village où se tiennent les fêtes communautaires et toutes les autres réunions qui peuvent avoir lieu. Le *círculo* fait office de cantine et de bar du village et l'on y vend du rhum et des cigarettes; on y retrouve aussi parfois de la liqueur douce, de la bière, des friandises, et des sandwichs. C'est le lieu où se retrouvent principalement les hommes du village autour des deux tables que compte le *círculo* pour discuter et boire, les femmes préférant généralement que les hommes ne consomment pas d'alcool dans la maison à cause des conflits que cela entraîne. Le *círculo* compte aussi un magnétoscope et une télévision, qui furent offerts par le projet de gestion des mangroves, où hommes, femmes et enfants se réunissent tous les jours pour visionner des films loués à La Coloma[7]. Las Canas compte aussi une petite clinique médicale, attenante à la maison de l'infirmière du village, où cette dernière et le médecin, originaires tous deux du village, reçoivent les patients à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Une école primaire se trouve aussi dans le village, mais en raison de la petitesse de la population, tous les enfants sont dans la même classe et l'unique professeure y enseigne tous les niveaux. La réputation des enseignements de l'école n'est toutefois pas très bonne et les parents qui le peuvent voyagent leurs enfants tous les jours à La Coloma pour qu'ils y fréquentent l'école primaire, où les services seraient meilleurs. Le village comptait aussi un centre sportif provincial où les enfants du deuxième cycle du primaire et ceux du secondaire de différents coins de la province venaient s'y entraîner. Les enfants vivaient dans le centre sportif où étaient aménagés dortoirs et cafétérias et fréquentaient l'école de Las Canas, au primaire, et de La Coloma pour le secondaire. Les sports pratiqués dans ce centre étaient variés, mais surtout concentrés sur les sports aquatiques comme la natation, le water-polo, la

---

[6] « A Cuba il manque de tout, mais pas de ragots »

[7] La location de cassettes vidéo est toutefois illégale, bien que ce commerce soit très important, tout comme le fait d'acheter un magnétoscope, mais le fait d'en posséder un ne l'est pas.

planche à voile, et le dériveur, par exemple. Ce centre donna à Las Canas un rayonnement important par le passé, mais il fut fermé au début des années 1990 et les différentes installations qu'il comptait sont maintenant en décrépitude. En effet, avec la crise économique et le manque de carburant pour voyager les enfants et les professeurs jusqu'à Las Canas, les autorités de La Coloma ont décidé de le transférer à La Coloma, facilitant ainsi leurs déplacements, afin qu'il ne desserve que la population locale, une décision qui affecta grandement la communauté et qui alourdit d'autant son quotidien.

Las Canas compte un restaurant, un bar et un cabaret qui, avant la « période spéciale », étaient ouverts tous les jours, offrant à bon prix de nombreux produits et qui tenaient une importante clientèle provenant de Las Canas, de La Coloma et de Pinar del Rio. Toutefois, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, il est depuis fermé au public pour ne desservir seulement que le complexe touristique en saison. Les installations de cette infrastructure subissent aussi les effets du temps et de l'abandon et elles se détruisent un peu plus chaque année car les autorités n'investissent plus dans sa maintenance. C'est tout au bout de la route de deux kilomètres du village que se trouve la plage de Las Canas et son centre touristique. On y retrouve au fond de la plage, à environ 40 mètres de la mer, les *cabañas*, regroupement de 40 petites cabines, munies de lits et d'une chambre de bain avec l'eau et l'électricité. Derrière celles-ci se trouve le *campismo*, qui est pour sa part beaucoup plus rudimentaire, ses 48 cabines, qui étaient autrefois des tentes, étant faites de bois, sans électricité et eau courante, avec des salles de bain et douches communes. Le *campismo* était autrefois ouvert toute l'année et offrait principalement des services à des groupes d'étudiants et de jeunes sportifs en tant que récompenses pour leurs efforts; les gens à très faibles revenus et possédant moins de possibilité de gagner la chance d'être hébergés dans les *cabañas* pouvaient aussi y être logés. Mais comme pour le reste du centre, le *campismo* est maintenant fermé en hiver et n'offre plus de services spécialisés. Le centre touristique de Las Canas est très achalandé pendant la période estivale, mais que très peu pendant les mois d'hiver; durant cette période, le centre ne garde que quelques cabines ouvertes et n'offre aucun service. On trouve sur le bord de la plage des parasols

permanents faits avec des troncs et des branches de palmiers. Au fond de la plage se situe aussi une cafétéria qui est ouverte seulement pendant les mois estivaux et qui sert de la bière, du rhum, des cigarettes et parfois quelques sandwichs. Les deux dernières années on retrouvait aussi sur cette section de la plage un kiosque où se trouvait de la marchandise qui pouvait s'acheter en dollars, mais les propriétaires trouvèrent les revenus trop faibles et le fermèrent.

Las Canas compte comme installation une *villa militar*, centre de tourisme national réservé aux membres de l'armée et du ministère de l'Intérieur. Ce centre est complètement fermé et coupé du reste de Las Canas et son accès est protégé par des gardiens. Les 13 cabines qu'il compte ont d'excellentes conditions en comparaison à ce que l'on trouve généralement pour le tourisme national, elles disposent entre autres de l'air climatisé, de réfrigérateurs et de téléviseurs couleur, et il possède sa propre cafétéria, restaurant et bar, où seulement les clients du centre peuvent y consommer, ainsi qu'un parc pour enfants; ce centre compte d'ailleurs le seul des deux quais restants encore en bon état de Las Canas, tous les autres ayant été démantelés pour leur bois. Pendant notre séjour, la *villa* fut vendue au ministère de l'Agriculture, qui loue maintenant ses installations à ses travailleurs de manière préférentielle, ainsi qu'à la population en général, comme pour les *cabañas*. Enfin, on retrouvait aussi à l'entrée du village, avant la « période spéciale », une autre section de plage avec du sable, un parc pour enfants, des tables, des parasols, et une petite cafétéria. Toutefois, ce lieu est aujourd'hui totalement détruit et ressemble à un terrain vague car, juste avant la crise, les administrateurs voulurent réaménager l'endroit et le démolirent pour y construire de nouvelles installations, mais les problèmes économiques ne leur permirent pas de mener à terme leurs objectifs.

La communauté de Las Canas compte environ 250 habitants répartis dans 62 maisons des 144 que compte le village. Cette population était plus nombreuse auparavant, mais avec le début de la construction des édifices à logement de La Coloma au début des années 1980, une première partie de la population fut déménagée à La Coloma. En 1988, le président Castro visita la région et le village, à la suite d'un important

ouragan ayant eu lieu dans l'année, et décréta que le village de Las Canas devait être complètement évacué et transféré à La Coloma afin de mettre en place un vaste projet touristique qui occuperait tout le village. Une nouvelle série d'édifices furent construits dans cette période et d'autres personnes furent déplacées à La Coloma; en tout, environ 300 personnes sont parties. Le problème du logement est un enjeu très sérieux à Las Canas. En effet, depuis les années 1960, 25 maisons se sont écroulées et celles qui demeurent sont en très mauvais état, les pires étant celles habitées, car les maisons inoccupées sont la propriété de personnes de Pinar del Rio qui les utilisent comme maisons d'été.

En effet, le système de propriété pour les habitants permanent de Las Canas est de l'usufruit; ainsi, les personnes sont « propriétaires » de leur maison et de leur terrain (*solar*) jusqu'à ce que le gouvernement leur donne de nouveaux. Ils leur sont donc prêtés, et ils peuvent jouir de ces installations comme si elles étaient les leur, mais ne peuvent en principe les endomager, car le gouvernement peu en avoir besoin dans le futur. Lorsque la maison se vide, à cause que ses habitants ont déménagé ou qu'ils décèdent, le gouvernement reprend la maison; il la garde si les propriétaires ont quitté le pays, ou la leur redonne, à eux ou leurs descendants, s'ils vivent toujours à Cuba. Il en va de même pour le terrain si la maison est condamnée ou détruite, mais les propriétaires ne sont pas dédommagés pour leurs pertes ou compensés pour les années dont ils ont été privés de leurs biens. Un informateur qui s'était construit une maison à cette époque raconte :

> Empecé a hacer la casa en el año 1966, la terminé en el medio del 1967 y en el 1968 me la pidió el gobierno prestado por ocho o nueve días, el que era jefe de Pinar del Rio me la pidió, y se la presté, se la di con todo adentro. La tuvieron cerrada 15 o 20 días y todo lo que tenía adentro se lo llevaron y se la entregaron a una familia de La Coloma, vino aquí y estuvo 18 años y medio. Nunca la había reclamado ni hice nada con el gobierno, como hicieron todos los médicos aquí y todos los que tenían dinero aquí, yo hice todo lo contrario como revolucionario, dije no, el gobierno me la pidió prestado y como revolucionario tengo que prestarla y se me devolvió y fue la primera casa que devolvieron aquí en el 1985. Pero todo lo que había aquí, las camas y todo se

lo llevaron y no se me devolvió nada, tuve que volver a hacerla toda, toda completa.[8]

Les premiers habitants relogés à Las Canas furent ceux dont les maisons étaient dans le plus mauvais état; par la suite, d'autres ont suivi et certains ont bénéficié d'un appartement sur la base de leurs contacts et de leurs relations bien placées davantage que pour la situation de leur logement. À la suite de la destruction de certaines maisons, une dizaine de *solares*, dont les propriétaires avaient quitté le pays, ont été vendus à des habitants de Las Canas, qui en sont devenus les uniques propriétaires légaux et définitifs, à travers le conseil populaire sur la base de leur nécessité, soit le mauvais état de leur maison ou le trop grand nombre de personnes habitant une même maisonnée, afin qu'ils puissent se construire une nouvelle maison, avec leurs propres moyens, et dont ils seraient propriétaires. Toutefois, à cause de la pénurie de matériaux de construction et du manque chronique d'argent pour entreprendre de telles rénovations, ces nouveaux propriétaires n'ont pu commencer leurs travaux. Les personnes n'ayant pu profiter de cette occasion de devenir propriétaires doivent se contenter de leurs maisons, et parfois même trouver de nouveaux endroits illégaux où vivre. Par exemple, une famille vit dans une classe de l'école primaire, d'autres vivent dans une partie du centre sportif qui n'est pas détruite, ou certains habitent secrètement dans les maisons dont les propriétaires vivent à Pinar del Rio et dont ils savent qu'ils ne reviendront pas avant la prochaine saison des vacances. Certaines familles qui n'ont pas cette possibilité arrangent tant qu'ils peuvent leur maison avec les matériaux accessibles, souvent des feuilles de plastique; d'autres plus chanceux, et qui possèdent les moyens financiers, dont un des membres de la famille travaille comme pêcheur dans le *combinado* peuvent demander une aide financière à ce dernier

[8] « J'ai commencé à faire la maison en 1966 et je l'ai terminée au milieu de l'année 1967 et en 1968, le gouvernement m'a demandé de la prêter pour huit ou neuf jours, celui qui était chef à Pinar del Rio me l'a demandé, et je l'ai prêté avec tout à l'intérieur. Ils l'ont tenue fermée 15 ou 20 jours, ils ont tout emporté ce qu'il y avait à l'intérieur, et ils l'ont donné à une famille de La Coloma, ils sont venus ici et sont restés 18 ans et demi. Je ne l'ai jamais réclamé et je n'ai jamais rien fait avec le gouvernement, comme l'ont fait tous les médecins qui étaient ici et toutes les personnes qui avaient de l'argent, j'ai fait tout le contraire en tant que révolutionnaire, j'ai dit non, le gouvernement me l'a demandé et en tant que révolutionnaire je dois lui prêter, et ils me l'ont redonné, et elle fut la première maison qu'ils ont redonnée en 1985. Mais tout ce qu'il y avait ici, les lits et tout, ils l'ont emporté et ils ne m'ont rien redonné, j'ai dû recommencer à la refaire, à la refaire tout au complet. »

pour acheter à bas prix quelques matériaux de construction, particulièrement des planches de bois, mais qui ne suffisent pas à construire une maison neuve. Las Canas compte trois maisons en très bon état, faites de ciment, toutefois, ces personnes ont pu s'offrir de telles maisons car un membre de leur famille vivant aux États-Unis leur envoie de l'argent à cette fin.

Cette situation de non-propriété a créé une dynamique particulière à Las Canas car les habitants se savent chez eux, mais à demi, pour un temps limité. Ainsi, ils ne veulent pas en général investir sur leurs demeures, commencer des nouvelles constructions, ou même l'améliorer car ils savent qu'ils peuvent être délogés à tout moment. De même, plusieurs profitèrent de cette situation et détruisirent eux-mêmes leurs maisons pour bénéficier d'une relocation dans un appartement neuf. D'autres, au contraire, laissent leur maison se détruire peu à peu en souhaitant que le gouvernement leur donne les matériaux pour se construire une nouvelle maison à Las Canas; plusieurs ont d'ailleurs été choqués lorsque l'État a redonné les maisons évacuées aux propriétaires initiaux, car ils espéraient, en accord avec les principes de la révolution, que, puisqu'ils vivaient à Las Canas depuis longtemps, ils seraient privilégiés par l'État et que celui-ci les leur donnerait officiellement à eux, et non pas aux anciens propriétaires. Ainsi, pour plusieurs habitants de Las Canas, il y a un désir de s'installer définitivement et de savoir que les investissements qu'ils feront sur leur maison et leur terrain seront à eux en même temps qu'il y a un désillusionnement, une incertitude, un manque d'ancrage, et un laisser-aller destructeur de leur communauté, qu'ils savent irrémédiablement ne pas être la leur. Cette situation se reflète sur les activités productives qu'ont plusieurs habitants de Las Canas ainsi que sur les pratiques qu'ils ont sur l'environnement.

4.2 PERSPECTIVES SUR LES RELATIONS SOCIALES DANS LA COMMUNAUTÉ

Nous verrons dans la section qui suit comment s'organisent les relations sociales de la communauté de Las Canas autour des maisonnées, des groupes et des réseaux ainsi que dans le village dans son ensemble. Ainsi, nous verrons comment se composent et

s'organisent ces unités, comment elles sont considérées par la population et quel est leur rôle au sein de la communauté.

4.2.1 Les maisonnées et les familles

Les maisonnées forment les unités sociales de base de la communauté. Elles cimentent les relations sociales du groupe et lui offrent une fondation pour l'élaboration des différentes stratégies de résistance qui permettent à la population de négocier les pressions de la vie quotidienne et de s'adapter aux transformations du système politique et économique. Les maisonnées de Las Canas ont des compositions variées, reflétant la diversité de la société cubaine et son attitude progressiste face à la famille, différant quelque peu des autres pays d'Amérique latine plus traditionnels en ce sens. La majorité des maisonnées de Las Canas sont formées de plusieurs personnes d'une même famille. On y retrouve généralement le couple de parents vivant avec un ou plusieurs de leurs enfants et leurs époux ainsi que les enfants issus de ces mariages. Comme nous l'avons vu précédemment, cette situation est davantage attribuable au fait que la crise du logement ne permet pas aux nouvelles familles d'habiter seules dans une maison qui leur est propre que de la volonté de celles-ci de demeurer avec le reste de leur famille dans la même maisonnée. En plus de ce modèle « traditionnel », les maisonnées adoptent plusieurs autres formes. Ainsi, puisque les divorces et les remariages sont fréquents et socialement acceptés à Cuba, on retrouve à Las Canas des familles recomposées où vivent ensemble les deux nouveaux membres du couple avec les enfants issus du ou des mariages précédents; ces mariages sont souvent hétéroclites, une femme pouvant vivre avec un homme de 20 ans son cadet. On retrouve aussi des parents monoparentaux, hommes et femmes, qui vivent avec leurs enfants dans une maisonnée. On retrouve aussi des personnes sans enfant, ou dont les enfants ont quitté la maisonnée, qui vivent ensemble mais qui ne forment pas un couple, comme par exemple des frères et des sœurs habitant sous le même toit. Enfin, on retrouve certaines personnes qui vivent seules dans leur demeure; ce sont généralement des personnes âgées dont les enfants ont quitté la demeure familiale lors d'un mariage.

Dans les maisonnées, les femmes sont en charge des tâches domestiques (cuisine, lavage, ménage, commissions, gardiennage des enfants, etc.). Elles se les répartissent entre elles, ainsi pendant qu'une s'occupe des enfants, une autre peut avancer dans une autre tâche. Cette situation est généralement très favorable pour les femmes car elle leur permet de ne pas être totalement esclave de la maisonnée et elles peuvent ainsi sortir et visiter des amis ou de la parenté en tranquillité. De même, la majorité des femmes de Las Canas n'occupent pas d'emploi à l'extérieur de la maisonnée, mais lorsque c'est le cas, les autres femmes de la maison peuvent s'occuper des enfants et avancer leurs tâches quotidiennes, ce qui allège la charge des travailleuses. Les hommes aident aussi parfois les femmes dans les tâches domestiques, particulièrement la cuisine, mais leur aide demeure marginale par rapport au travail à effectuer, ce sont toutefois ceux-ci qui s'occupent principalement d'entretenir le terrain de la propriété rangé et en bon état. Les hommes se dédient ainsi davantage à leur travail à l'extérieur de la maison, d'où ils tirent leur revenu pour faire vivre la famille. Plusieurs femmes de Las Canas passent de longs moments sans leurs époux partis à la pêche. Elles sont donc très débrouillardes et savent se tirer des mauvais pas de la vie quotidienne de même qu'elles sont capables de trouver les moyens de se faire un peu d'argent lorsque la paye n'est pas suffisante et que leurs maris sont en mer en vendant ou échangeant divers produits.

Ainsi, toutes les personnes d'une même maisonnée contribuent à son bon fonctionnement, et si les personnes n'investissent pas de temps dans la maisonnée, elles se font rappeler qu'à tout le moins elles doivent rapporter un revenu qui compense, comme l'indiquent souvent clairement les femmes à leurs maris. L'argent de la maisonnée est premièrement utilisé pour la nourriture et les autres besoins de première nécessité. L'excédent est généralement investi dans les besoins personnels, mais relativement « secondaires » de ses membres, tels que des vêtements ainsi que des jouets et sucreries pour les enfants; enfin, les surplus servent souvent à se procurer du matériel pour rénover la maison ou des biens de luxe, tels que des rideaux, téléviseurs, systèmes de son ou magnétoscopes. Ce sont généralement les femmes qui insistent pour effectuer les rénovations sur la maison, se plaignant constamment de

l'état de délabrement invivable dans lequel se trouve leur demeure. Des conflits surviennent souvent dans les maisonnées à propos de l'argent que les hommes dépensent pour aller boire avec leurs amis. En effet, lorsque ces derniers reviennent de la pêche et qu'ils ont eu leur paye, ils vont souvent directement acheter du rhum et fêter avec leurs compagnons, revenant ensuite à la maison avec un salaire considérablement réduit.

Les revenus que gagnent les différents membres de la maisonnée sont mis en commun et peuvent être administrés autant par les hommes que par les femmes de la maisonnée, tout dépendant de sa dynamique, bien que les femmes aient souvent préséance sur la manière dont ils seront dépensés car elles sont généralement plus au fait des besoins des membres de la maisonnée. Les couples plus jeunes de la maisonnée dont un des membres gagne davantage d'argent ont aussi un droit de regard plus important sur les dépenses, mais généralement les décisions relatives à l'argent sont prises par tous les membres adultes de la maisonnée, particulièrement en ce qui a trait aux dépenses importantes, dont les grands-parents, bien qu'ils soient souvent retirés du marché du travail et qu'ils ne contribuent plus financièrement dans la maisonnée. Ces derniers continuent toutefois à s'investir dans les tâches de la maisonnée et leur participation demeure très importante car elle permet aux autres membres plus jeunes et plus actifs de s'adonner à leurs différentes activités en sachant que les aînés continuent de veiller sur la maisonnée, ses membres et son fonctionnement.

Les habitations sont la propriété des aînés de la maisonnée dans le cas des demeures multi-générationnelles. La transmission de la propriété est parfois source de conflits entre les enfants qui ne possèdent pas de maison et désirent devenir propriétaire. Ces litiges se résolvent toutefois bien et la maison est généralement donnée à l'enfant qui en a le plus besoin, possédant la plus grande famille, et dont il est entendu qu'il lui sera le plus difficile de se trouver une propriété dans le futur. Ainsi, la propriété n'est pas automatiquement donnée à un des fils du couple aîné, particulièrement s'ils ne sont pas mariés ou s'ils n'ont pas la garde de leurs enfants dans le cas d'un divorce, et

les filles ne sont donc pas défavorisées dans l'attribution de la succession. Il arrive aussi que les propriétaires donnent toute la propriété aux différents enfants en parts égales afin qu'ils vivent tous ensemble dans la maisonnée, bien que cela se produise automatiquement même quand la demeure est au nom d'un seul des enfants et que ses frères et sœurs n'ont pas de maison. Il arrive aussi dans ce cas que les enfants permutent la maison contre de l'argent qu'ils se séparent ensuite, mais cette situation est rare à Las Canas car personne ne souhaite déménager à cet endroit. Dans le cas où les propriétaires ont d'autres biens de valeur que la maison, ils les séparent entre les différents enfants selon leurs choix et leurs préférences. Dans le cas des familles monoparentales, elles peuvent d'un côté être les propriétaires de leur maison, ou se l'être fait léguer par le conjoint qui est parti vivre ailleurs avec son nouveau partenaire; dans cette situation, la propriété de la maison est généralement divisée en deux entre le parent restant et le ou les enfants du couple, même s'ils sont encore des enfants. Dans le cas où un des membres des couples séparés ne peut se trouver une nouvelle maison, cette dernière est divisée de l'intérieur et la propriété est répartie en parts égales entre les deux personnes.

La composition des maisonnées et l'attachement des membres à celles-ci, même quand ils les ont quittées, tendent à se maintenir dans le temps. Ainsi, par exemple, lorsque des enfants ont quitté la maisonnée où vivent leurs parents ainsi que leurs frères et sœurs, ils continuent à envoyer de l'argent à la famille où qu'ils soient, même après plusieurs années, et souvent jusqu'au décès des parents. De même, la majorité des personnes divorcées continuent à sentir un attachement et une responsabilité envers la maisonnée qu'ils ont habitée et, en plus d'envoyer de l'argent pour leurs enfants, ils continuent aussi à contribuer financièrement ainsi qu'avec de la nourriture à la maisonnée, particulièrement lorsqu'elle traverse une période difficile; ainsi, par exemple, lorsque la maison d'un ex-conjoint nécessite des réparations importantes il n'est pas rare de voir l'ancien époux investir ses économies dans sa rénovation, même s'il n'y habite plus et qu'il s'est remarié depuis. De même, lorsque ces personnes retournent visiter la maisonnée, ils sont accueillis comme s'ils faisaient encore partie de celle-ci. Enfin, il arrive aussi souvent que des personnes qui avaient quitté la

maisonnée, pour une période de quelques mois ou de quelques années, y retournent vivre après ce temps; cette pratique est considérée comme normale et la personne reprend alors la place qu'elle occupait dans la maisonnée et recommence à contribuer financièrement et à participer aux activités de la maisonnée pour le temps qu'elle y demeura.

La maisonnée est ainsi un lieu qui permet différentes formes d'entraide entre ses membres, au point de vue économique, mais aussi social à travers l'appui dans les différentes tâches à effectuer ainsi que du support émotionnel que les membres s'offrent entre eux. L'organisation, le fonctionnement et les relations sociales à l'intérieur des maisonnées sont souples, se transformant au gré des situations afin d'accommoder ses membres. Ces qualités sont essentielles dans le système cubain où les difficultés de la vie quotidienne et les insécurités qu'elles créent sont compensées par le support qu'offrent les maisonnées, et que les individus seuls ne pourraient atteindre de manière indépendante. En effet, la mise en commun de l'argent, de la nourriture, des biens, et des opportunités est toujours plus importante et profitable pour chaque membre d'une même maisonnée que pour une personne vivant seule. La maisonnée permet au groupe de se reproduire socialement. De même, la maisonnée est un des seuls lieux où les personnes peuvent parler librement, donner leurs opinions sur les sujets qui leur importent, comme le gouvernement et le système par exemple, ou bien divulguer les détails des différentes activités illégales qu'ils pratiquent sans avoir à craindre que celles-ci soient rapportées et qu'ils en subissent les conséquences par la suite. La délation n'existe pas à l'intérieur d'une maisonnée; au contraire, tous essaient de se protéger entre eux contre les autres et le système afin de pouvoir mieux survivre; la maisonnée représente donc un noyau, une barrière protectrice qui s'adapte et se transforme au fil des évènements dans le but d'améliorer la condition sociale et économique de ses membres. Évidemment, la maisonnée n'est pas une unité désincarnée et autonome, ses actions et son rôle sont le résultat des efforts communs de ses membres pour qu'elle les desserve.

C'est aussi dans les maisonnées que s'ancrent les relations socio-environnementales de la communauté. Elle permet d'examiner à la base comment se font les activités impliquant l'environnement et ses ressources et comment elles sont organisées. Ainsi, c'est dans les maisonnées que se forment les groupes de base pour la pêche de subsistance ainsi que pour l'agriculture et la préparation des fours à charbon (cf. chapitre 5). En effet, les couples, les frères et sœurs ou les parents et enfants sortent ensemble pour pêcher et ils se relaient dans ces activités afin de permettre aux autres de poursuivre leurs autres activités. De même, c'est à l'intérieur des maisonnées que s'organisent la coupe de bois de mangroves et la préparation des fours dans laquelle tous les membres s'impliquent. Les renseignements privilégiés et le savoir écologique quant à l'exploitation des ressources demeurent à l'intérieur des maisonnées comme des secrets de famille et chacune d'entre elles utilisent l'environnement pour ses propres besoins. Ce sont d'ailleurs les nécessités économiques des maisonnées qui poussent ses membres à exploiter l'environnement selon ses besoins et, lorsque ces derniers sont moins pressants, ils relâchent l'intensité de leurs pratiques d'exploitation. Les maisonnées représentent donc un lieu d'où il est possible de baser la compréhension des relations sociales de la communauté ainsi qu'un espace permettant aux membres de la communauté de s'adapter et de résister aux problèmes et aux pressions sociales et économiques à travers leurs relations avec l'environnement.

4.2.2 Les réseaux dans la communauté

Les réseaux établis entre les maisonnées de la communauté sont un autre élément très important de la dynamique sociale de Las Canas. En effet, les réseaux d'entraide et d'échange permettent aussi aux habitants de la communauté de s'adapter et de résister avec plus d'efficacité aux situations de crise que traverse le village et de pallier à sa marginalité. Ces réseaux ne sont pas basés sur la famille fictive, comme dans plusieurs autres pays d'Amérique latine, car, puisque la pratique de la religion catholique a longtemps été « interdite », les enfants ne sont généralement pas baptisés et les mariages sont civils[9], ainsi la tradition du *compadrazco* s'est perdue. Toutefois, les

[9] Toutefois, depuis la visite du pape en 1998, les pratiques religieuses sont de plus en plus exprimées par la population et un nombre croissant de personnes fréquentent maintenant les églises et se disent

personnes partageant des liens sociaux étroits à l'intérieur d'un groupe s'appellent entre eux « *compadre* » et les enfants appellent ces adultes « oncle » et « tante », même si dans les faits ces personnes ne font pas parties de la même famille.

Ainsi, les réseaux particuliers de Las Canas correspondent aux différents groupes qui se sont formés dans la communauté. Ces groupes renferment différentes maisonnées et correspondent plus ou moins à la location de ces maisons dans l'espace, ainsi, les personnes vivant dans des maisonnées se trouvant près les unes des autres ont avec le temps développé des liens particuliers entre eux ayant mené à la création d'un groupe informel privilégié. On retrouve environ cinq de ces groupes à Las Canas, que les habitants appellent généralement les *barrios*, les quartiers du village, et qui sont identifés par une des personnes clés de ce groupe, en plus de référer au fait qu'ils se trouvent *arriba*, en « haut » de la route à l'est, ou *abajo*, en « bas » de la route à l'ouest. Bien que leur composition soit relativement flexible et fluide, un noyau de personnes cléfs demeure, auquel s'y attache successivement d'autres personnes au fil du temps, des amitiés et des situations circonstancielles. Ces groupes sont donc en permanence formés d'une dizaine de personnes clefs, avec environ une quinzaine de personnes satellites qui gravitent autour.

Ces réseaux sont d'abord marqués par un partage de l'environnement entourant ces maisons. Ainsi, les terrains de chacune des maisons sont plus ou moins confondus dans ceux des autres, et donc les installations pour garder des animaux, par exemple, sont partagées entre toutes les familles, ainsi, lorsqu'un propriétaire d'un enclos pour un porc ne l'utilise pas, il peut le prêter à un membre du groupe pendant ce temps, et il s'occupera aussi de l'animal; lorsque ce dernier sera tué, le propriétaire recevra une part de la viande ou de l'argent qu'aura permis sa vente. De même, les arbres fruitiers de ces terrains ainsi que les fleurs et les petits jardins deviennent des endroits dont la propriété est souvent floue, en effet, les propriétaires sont connus, mais tous les membres du réseau, et particulièrement ceux qui partagent ces éléments sur leur

---

catholiques ; de même, les baptêmes d'enfants sont aussi de plus en plus courants, mais ils ne sont pas lieu de grandes fêtes et de création de familles fictives comme ailleurs.

terrain peuvent les consommer en avisant les personnes concernées. Il en va de même avec les installations pour laver les vêtements, les cordes pour le séchage, et les endroits de travail pour réparer des filets de pêche par exemple, ce sont tous des lieux partagés et dont les frontières sont relatives et flexibles. Cette façon de fonctionner et ces installations partagées permettent à chacune des familles des maisonnées du groupe d'améliorer leur qualité de vie par le partage et la mise en commun de biens que chacun possède.

De nombreuses relations d'échange, de don et contre don se produisent aussi entre les maisonnées d'un même réseau. Ainsi, par exemple, ils se cotisent entre eux pour acheter de la peinture pour leurs maisons, et tous s'entraident pour faire le travail; une famille qui ne possède pas de réfrigérateur empruntera un espace dans celui d'un autre membre du groupe pour y conserver sa nourriture, tout comme il ira y cuire ses repas si un problème se présente avec son four, impliquant des allers-retours quotidiens incessants dans la maisonnée; les membres d'une ou de plusieurs maisonnées ne possédant pas de téléviseur iront dans celle du groupe qui en possède un; un membre d'une maisonnée du groupe ayant besoin de se déplacer empruntera la bicyclette d'une autre personne du réseau; une personne ayant une occasion spéciale ou devant aller en ville empruntera des vêtements ou des souliers à une autre personne; le gardiennage des enfants des membres du groupe est aussi une activité qui se partage entre les différentes personnes du réseau selon les besoins. Les aliments de base, tels l'ail, les pommes de terre, le riz, les fèves, la purée de tomate, les oignons, l'huile, le café, ainsi que les cigarettes, le charbon de bois et le combustible pour les fours, sont aussi l'objet d'un système d'échanges incessants. À tous les jours, tous les membres du réseau vont dans les autres maisonnées du groupe pour leur demander un ou l'autre de ces items. Tous ces échanges se font sans demande d'une contrepartie, bien que tous les membres du groupe savent que tôt ou tard ils recevront ce qu'ils ont donné ou qu'ils seront récompensés d'une manière ou d'une autre pour les prêts qu'ils ont faits. Il est d'ailleurs très mal vu de se montrer réticent à donner un de ces items lorsqu'on le possède, personne ne ment quant au fait d'en posséder ou non, et il va de soi que les gens doivent donner ce qu'il leur est demandé, même lorsque cela se fait à contrecœur.

Cette situation ne se produit d'ailleurs que très rarement car tout le monde à Las Canas sait que la situation est difficile et que les gens ont de nombreux besoins; toutefois, il arrive que ce soit le cas, particulièrement lorsque demandé par une personne extérieure au réseau réputée pour ne pas rendre la pareille.

Les échanges se font d'une manière plus calculée dans les cas de prêts d'argent et d'alcool. En effet, dans ces cas les gens demandent d'être remboursés souvent avant que la personne ayant emprunté ne puisse le faire, les comptes demeurent bien à jour et ces échanges ne se font généralement qu'avec des personnes de grande confiance, évitant ainsi des conflits qui pourraient s'envenimer. Il en va de même pour ce qui est du prêt de matériel de pêche de subsistance. En effet, les équipements sont généralement presque exclusivement prêtés à l'intérieur du réseau, où se forment aussi des équipes de travail lorsque les membres d'une maisonnée n'y trouvent personne avec qui faire équipe. Ainsi, le matériel prêté doit être remis dans les plus brefs délais à son propriétaire qui doit aussi être dédommagé en cas de bris ou de perte; de plus, les compensations pour les prêts doivent être faites en bonne et due forme. De la même manière, les équipes de travail qui se forment pour construire un four à charbon s'établissent entre personnes d'un même réseau, lorsque ce n'est pas dans une même maisonnée, et les revenus sont répartis en fonction du temps que chacun y a investi. Ainsi, il n'en va pas comme pour les autres formes d'échange et de don où les retours de service demeurent flous dans le temps et la forme, mais ils fonctionnent plutôt comme des partenaires en affaires où les bons comptes font les bons amis, et où il demeure plus simple d'avoir ces relations avec des personnes du réseau, donc proches.

Les échanges à l'intérieur d'un groupe sont donc nombreux et variés; ils se produisent entre les individus des différentes maisonnées du groupe, alors que les échanges entre maisonnées n'appartenant pas au même réseau sont pour leur part très peu fréquents. Il importe peu que les membres des différentes maisonnées d'un même groupe appartiennent à une même famille ou non car à l'intérieur du réseau les relations familiales ont relativement peu d'importance et toutes les personnes ont des liens serrés entre elles et se considèrent jusqu'à un certain point de la même famille. Des

relations d'amitié se développent généralement entre les membres appartenant à la même catégorie d'âge à l'intérieur du groupe, et des échanges plus spécifiques et plus personnels se produisent entre eux. Les femmes et les enfants sont de puissants facteurs de cimentation du groupe. En effet, ce sont elles qui en général maintiennent les liens entre les membres du réseau et qui font que ceux-ci soient forts. En plus d'être les principales personnes à soutenir les systèmes de dons et contre dons, elles se visitent fréquemment pour converser et discuter, ce qui solidifie encore davantage le réseau. Quant aux enfants, comme ils passent leurs journées à jouer dans la maison des uns et des autres du groupe, ils sont aussi le prétexte à diverses rencontres et échanges entre les adultes. D'ailleurs, on constate que les maisonnées dont les femmes ne se visitent pas et dont les enfants ne se mêlent pas à ceux des autres maisonnées ne sont généralement pas dans un de ces réseaux. Pour leur part, les hommes des réseaux aussi se fréquentent pour discuter, mais beaucoup moins que les femmes, et généralement ils font appel au réseau que lorsque la situation le demande, ou alors ils se réunissent pour boire et jouer aux dominos entre eux; ils sont aussi plus promts à demander des services à l'extérieur de leur réseau.

Les groupes sont aussi le lieu et le prétexte de nombreux conflits entre ses membres. En effet, la promiscuité dans laquelle les maisonnées vivent et que les réseaux créent sont des sources d'envie, de calomnies, de mensonges et de ragots qui fissurent et nécrosent parfois le réseau. De même, des conflits éclatent périodiquement lorsque certaines personnes considèrent qu'elles sont lésées dans leurs relations parce qu'elles ne sont pas justement compensées pour les dons et les échanges qu'elles ont effectués avec d'autres, ou bien lorsque certaines personnes ne contribuent pas suffisamment au maintient ou à l'entretient de l'environnement commun que partage un réseau. Cependant, les relations reviennent généralement vite à la normale. En effet, l'ambiance devient d'abord rapidement très tendue et, surtout, tous les membres du réseau ont besoin de ses autres membres et les conflits les privent de jouir pleinement des avantages que leur procure le groupe; en effet, il est plus difficile pour les maisonnées de vivre sans leur réseau. De même, les personnes qui « font défection » du réseau, soit pour s'affranchir de celui-ci et être davantage indépendantes ou bien

s'intégrer à l'intérieur d'un autre réseau, sont sévèrement critiquées par les autres membres, étant perçues en quelque sorte à la fois comme des traîtres et des parvenues, bien qu'elles soient de nouveau acceptées s'elles décident de s'y intégrer de nouveau. D'ailleurs, les quelques familles de la communauté qui ne sont pas intégrées à aucun réseau sont, en privé, jugées, montrées du doigt et exclues par les autres membres de la communauté qui les considèrent comme étant snobs et prétentieuses car elles laissent croire qu'elles n'ont pas besoin de l'aide des autres, même par ces temps difficiles.

Les réseaux sont donc une façon pour les habitants de Las Canas d'entrer en relation entre eux, de s'entraider et d'échanger, palliant ainsi dans la mesure de leurs capacités à ce que le gouvernement, le système et la société ne peuvent leur offrir; ils permettent la survie de la population par les mécanismes de résistance qu'ils créent. Les groupes forment une protection contre les intempéries et les insécurités du quotidien et un support que les gens savent toujours présent et relativement solide en cas de besoins, petits ou grands, d'une maisonnée. On peut de même affirmer que les groupes et les réseaux formés entre les maisonnées de Las Canas représentent ce que Smith (1984) appelle une confédération de maisonnée (cf. chapitre 1). Ces groupes permettent d'observer, à un niveau plus général que les maisonnées, les pratiques relatives à l'exploitation et l'utilisation de l'environnement, facilitant la compréhension des activités de la communauté en tant que groupe distinct. De même, les relations établies dans les réseaux permettent de mettre dans son contexte les mécanismes de négociations face aux relations de pouvoir dans la société et de jeter une nouvelle lumière sur les relations socio-environnementales.

4.2.3 La communauté de Las Canas, unis dans l'adversité

La composition de la communauté de Las Canas est hétéroclite et formée de plusieurs individus, maisonnées et groupes de maisonnées différents entre eux, mais partageant une histoire et un passé similaire. Ils vivent une condition et des problèmes semblables et malgré la diversité interne de la communauté, ils partagent un sentiment d'appartenance à leur lieu de résidence et ses habitants. Les activités ralliant tous les

membres de la communauté sont toutefois peu nombreuses, et mis à part les rencontres par le travail et les réseaux, les habitants ont peu d'occasions de se réunir tous ensemble. Il existe néanmoins des organisations et des activités qui permettent à des groupes de personnes qui se fréquentent relativement peu de se rencontrer.

Les réunions des CDR permettent aux gens de se rencontrer et de converser. Ainsi, bien que des conflits éclatent parfois dans ces réunions à la suite de dénonciations envers un de ses participants, l'atmosphère est généralement détendue et les individus peuvent souvent bénéficier d'informations de la part du médecin du village sur différents sujets de santé publique, de même que sur des questions concernant l'administration du village. De plus, on retrouve souvent dans ces réunions des petits goûters, qui font la joie des participants et qui leur permettent de sortir de leur quotidien pour quelques heures. On compte cinq CDR à Las Canas, mais leurs réunions ne se font pas sur une base régulière et certains le font plus souvent que d'autres; il arrive aussi parfois que des réunions des cinq CDR du village se fassent, mais cela arrive que très rarement. Les CDR ne correspondent pas aux groupes de maisonnées du village et aucun lien particulier ne les uni.

La Fédération des femmes cubaines (FMC) est aussi un groupe de Las Canas permettant aux femmes de se réunir. Inactif pendant longtemps, il a recommencé à tenir ses activités pendant notre séjour. Les femmes se regroupent donc dans une des maisonnées de la communauté et en profitent pour échanger sur des problèmes qui les concernent, elles reçoivent aussi des visites du médecin pour des conversations sur le planning familial. De même, elles profitent de ces réunions pour faire des échanges de cadeaux et pour préparer des repas qu'elles partagent entre elles, elles élaborent aussi des petits projets, comme des ateliers de couture ou d'artisanat; c'est un moment pour discuter, rire et aussi passer un moment à l'écart de la famille et de la garde des enfants, leur permettant de mettre à l'écart pendant un moment leurs préoccupations journalières et d'établir un contact entre elles.

Il existe aussi d'autres organisations dans la communauté, mais elles sont beaucoup moins actives et leurs impacts sur la vie des habitants sont moindres. On retrouve ainsi le syndicat des travailleurs (CTC) qui regroupe en fait tous les travailleurs de l'île à partir de chaque centre de travail. Ainsi, différentes personnes travaillant dans la *gastronomía* sont impliquées dans le syndicat, mais de plus en plus abandonnent son organisation car elle ne permet pas selon eux de réellement échanger sur leurs conditions de travail et de les améliorer par les réunions qu'ils tiennent, et ils y voient davantage une perte de temps et d'argent, par les cotisations qu'ils doivent payer, qu'un réel investissement pour l'avancement de leur situation. On retrouve aussi à Las Canas des membres du Parti communiste. Ces personnes n'ont pas de voix dans la politique locale ou nationale, mais elles ont été choisies par le Parti pour leur implication dans leur travail et pour le caractère exemplaire de leur comportement révolutionnaire. Les membres du Parti sont aussi peu nombreux à Las Canas, environ une quinzaine, mais ils tiennent à l'occasion des réunions conduites par un dirigeant de La Coloma qui les informe des politiques régionales et nationales et qui leur indique les actions qu'ils devraient prendre afin d'augmenter la ferveur révolutionnaire au sein de la population à partir de leurs propres actions. Bien que les membres du Parti soient fiers de l'être, ils ne s'impliquent toutefois pas vraiment dans la vie communautaire en ce sens et ils continuent malgré tout à adopter des pratiques que les membres du Parti ne devraient pas effectuer, comme boire ou pêcher illégalement. Ainsi, ils ne représentent pas nécessairement pour la communauté des exemples révolutionnaires à suivre, et demeurent pour plusieurs les mêmes voisins qu'ils ont toujours eus. On retrouve aussi à Las Canas le mouvement de défense civile *Mirando al mar*, auquel appartiennent tous les membres adultes de la communauté, qui a pour but de surveiller les actions contre-révolutionnaires qui pourraient se produire sur les côtes, comme l'exil de citoyens ou des invasions étrangères; ils doivent aussi assister et protéger les personnes en détresse en mer ou sur les côtes. Toutefois, nous n'avons pas observé pendant notre séjour d'actions prises en ce sens ou de réunions de cette organisation. Les réunions du *Poder Popular* de la région se tenant à La Coloma regroupent aussi quelques personnes de la communauté, mais la participation des habitants de la communauté y demeure relativement marginale.

Enfin, Las Canas se regroupe dans un grand enthousiasme lorsque des fêtes sont tenues dans le village, comme par exemple lors de *quinceañeras* ou d'autres activités ponctuelles. Tout le monde se regroupe alors pour danser et boire et les gens sont très excités à l'annonce de telles activités. La population se regroupe aussi lors de parties de soccer qui se disputent entre les joueurs de Las Canas et de La Coloma, où l'honneur de la population est en jeu, et les partisans prennent alors leur rôle de supporteur très au sérieux; ces parties se terminent généralement par des réunions communautaires où chacun discute des performances des joueurs et où les habitants en profitent pour boire ensemble.

Différents petits conflits éclatent parfois entre les membres de la communauté et contribuent à les atomiser. L'envie et la jalousie entre les personnes est certainement ce qui ronge le plus le climat de la communauté. En effet, la petitesse du village fait en sorte que chacun sait toujours plus ou moins ce que les autres font et préparent. Chacun est témoin de la plus ou moins grande richesse des autres et des moyens par lesquels elle se construit. Ainsi, les personnes du village qui sont informateurs du gouvernement effectuent souvent des délations dans ces cas afin que ces personnes soient punies, plus par vengeance personnelle que par esprit révolutionnaire, contribuant à miner les relations entre les habitants du village. De même, les ragots et les calomnies sur différentes personnes, basés sur des jugements de valeur, contribuent à fissurer les liens maintenant la communauté ensemble. Ainsi, bien que les gens de Las Canas affirment que leur village soit le meilleur, que tout le monde y vit tranquillement et en paix et qu'ils s'y sentent bien, ils avancent aussi souvent du même souffle que tous les habitants du village sont « malos, envidiosos, hipócritas y chismosos y le hacen a cualquiera la vida un yogur »[10].

Malgré tout, tous les membres du village disent aimer vivre à Las Canas et qu'ils ne souhaitent pour rien au monde la quitter et aller vivre à La Coloma, à l'exception de quelques adolescents qui voudraient avoir accès à davantage de diversion qui ne se trouve pas dans le village. La Coloma, bien qu'elle soit considérée comme la

« capitale » de Las Canas, est à leurs yeux un endroit conflictuel, surpeuplé, individualiste, malpropre, pollué, où la petite criminalité, le vol et le vandalisme sont rampants. Las Canas, au contraire, est considérée par sa population comme un environnement tranquille, les gens y sont sains et s'entraident entre eux, la vie y est plus facile et on peut y respirer l'air pur. Les habitants se sentent unis par une identité commune, le même passé d'immigrants pauvres qu'ils partagent influence cette conception, et ils se considèrent souvent formant une famille : « aquí toda la playa somos como familia, eso aquí es una sola familia, nos queremos y nos ayudamos »[11]. Un autre informateur ajoute dans cette perspective :

> tu sabes que aquí que nada más que hay un trabajo voluntario por ejemplo todo el mundo se reúne rapidísimo, cuando hay una actividad, todo el mundo esta ahí, cuando uno grita por allá, ya todo el mundo esta por ahí, si hay que trabajar se trabaja, si hay que bailar se baila; somos pocos en el pueblo, entonces si a alguien le sucede algo, todo el mundo cumple y sale en defensa. Por ejemplo, el otro día robaron una rueda del carro de la enfermera y salió el pueblo completo, cogieron los ladrones y devolvieron la goma y ni hizo falta autoridad. Por esa parte somos muy unidos. Nadie es egoista y todo el mundo se lleva bien.[12]

Ils partagent de même entre eux un environnement et des problèmes communs, le délabrement des maisons et les problèmes de transport affectent tous les habitants de la même manière et les unissent dans leurs difficultés, entre eux ils ne se sentent pas seuls; une informatrice raconte : « esto aquí esta malo, vivo mal pero me siento bien; por sentirnos, tenemos que sentirnos bien »[13]. Le mode de vie particulier qu'ils partagent, l'ambiance singulière de la communauté et les stratégies diverses qu'ils adoptent pour survivre en s'entraidant, et qui est une fierté pour la population, contribuent aussi à augmenter le sentiment identitaire du groupe.

---

[10] « mauvais, envieux, hypocrites et commères rendant à tout le monde la vie impossible »

[11] « ici, toute la plage, nous sommes comme une famille, ici c'est une seule famille, nous nous aimons et nous nous aidons »

[12] « tu sais qu'ici quand il y a un travail volontaire par exemple tout le monde se réunit très rapidement, quand il y a une activité, tout le monde y va, quand quelqu'un appelle là-bas, tout le monde s'y rend, s'il faut travailler, on travaille, s'il faut danser, on danse ; nous sommes peu nombreux dans le village, alors quand il arrive quelque chose à quelqu'un, tout le monde s'implique et va à sa défense. Par exemple, l'autre jour ils ont volé une roue de l'auto de l'infirmière et le village entier est sorti, ils ont attrapé les voleurs, ils ont remis la roue, et on n'a même pas eu besoin des autorités. Dans ce sens, nous sommes très unis. Personne n'est égoïste et tout le monde s'entend bien.

Bien que chaque individu et chaque maisonnée aient des intérêts distincts de ceux des autres de la communauté et qu'ils aient des visions et des perspectives qui leur soient propres concernant leurs pratiques et leur futur, ils souhaitent tous en tant que groupe atteindre des objectifs qui leur seraient communs et qui permettraient à chacun de se réaliser dans son individualité. Malgré les conflits et les différences qui existent au sein du groupe, ils veulent maintenir et améliorer leur communauté, ils désirent qu'elle redevienne comme avant la crise de la « période spéciale »; une informatrice nous dit à ce sujet : « espero que algún día volvíamos a hacerlo como antes, una comunidad que era alegre y bonita. Espero que todo vuelva a ser como antes »[14]. Ainsi, comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant, les intérêts de la communauté sont d'améliorer sa situation matérielle et économique, développer davantage d'opportunités de travail, de rénover le secteur touristique et la plage, de développer des activités culturelles, et de pouvoir exploiter les ressources naturelles librement, en pouvant sans entraves bénéficier économiquement de ces activités, tout en conservant les privilèges que leur offre le système. Les habitants savent que cela ne peut être atteint de manière atomisée et que c'est en tant que communauté qu'ils peuvent faire valoir leurs intérêts, bien que cela leurs semble souvent un rêve utopique auquel se mélange la nostalgie de jours meilleurs.

Ainsi, on retrouve à Las Canas divers niveaux décisionnels se situant à travers les différentes unités sociales de la communauté. Ils forment des lieux de refuge pour les habitants ainsi que des espaces de résistance où les gens trouvent les ressources humaines et économiques pour faire front aux transformations de la société et aux obstacles qu'ils rencontrent. Ces sites permettent de retracer les différentes relations sociales établies dans la communauté, les discours que les habitants tiennent par rapport à la société et les actions qu'ils adoptent par rapport aux situations d'impuissance qu'ils rencontrent dans leurs pratiques quotidiennes, particulièrement en ce qui a trait à l'exploitation de l'environnement. Ainsi, les décisions prises et les

---

[13] « ici ça va mal, je vis mal mais je me sens bien, et tant qu'à y être, il faut se sentir bien. »

[14] « j'espère que nous pourrons le faire comme avant, une communauté qui était joyeuse et jolie. J'espère que tout redeviendra comme avant. »

intérêts que chacun possède sont médiatisés dans ces espaces sociaux et les opportunités qu'ils offrent. Leurs relations à l'environnement et la dynamique côtière existant dans la communauté sont enchâssées dans les relations sociales du groupe, qui les marquent et les nourrisent. Ces lieux permettent de comprendre comment, pourquoi et dans quelle perspective s'effectuent les pratiques environnementales dans le contexte social cubain et montrent l'importance que relève l'environnement pour la communauté, comment il est lié au vécu, aux problèmes et aux relations sociales de ses membres, comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE 5

CRÉER L'ENVIRONNEMENT : LA DYNAMIQUE CÔTIÈRE DE LAS CANAS

À Las Canas, l'environnement est directement lié à la vie quotidienne de sa population et s'articule particulièrement à travers ses différentes activités économiques et d'exploitation des ressources naturelles. Nous verrons dans ce qui suit quelles sont les pratiques environnementales de la population à travers ses différentes occupations économiques et la structure occupationnelle de la communauté. Nous examinerons dans un deuxième temps quels sont les discours de la population par rapport à l'environnement, son exploitation et sa conservation et comment ils se transforment à la suite des changements auxquels fait face la gestion des ressources côtières.

5.1 LES ARTICULATIONS SOCIO-ENVIRONNEMENTALES À LAS CANAS : LES PRATIQUES ÉCONOMIQUES ET LA STRUCTURE OCCUPATIONNELLE

Nous verrons dans la section qui suit les différentes activités économiques que pratiquent les habitants de Las Canas et la manière dont l'organisation de la communauté fonctionne par rapport au travail. Ainsi, nous expliquerons dans un premier temps les pratiques de pêche d'État que l'on retrouve dans le *combinado pesquero* de La Coloma ainsi que les activités de pêche artisanale de subsistance. Nous verrons ensuite quelles sont les pratiques liées au travail de la terre, les activités ayant trait à l'offre de service pour le tourisme national et international, pour terminer en abordant la situation des personnes sans emplois du village. Nous verrons comment tous ces éléments sont intimement liés à l'environnement et aux relations que les habitants de la communauté établissent entre eux et avec celui-ci, et comment ils forment les bases des relations socio-environnementales de la communauté.

5.1.1 La pêche : « *entre profesionales y furtivos* »

La pêche professionnelle du combinado pesquero

Le *combinado* de La Coloma regroupe dans son complexe tous les bateaux des différents types de pêche, le centre de réparation des embarcations, le département de la congélation et de la production de glace, les fabriques de transformation des captures, le centre d'épuration des eaux, les centres de relais qui se trouvent en mer, ainsi que les cafétérias et autres dépendances de maintient et de sécurité du centre. Plusieurs habitants de Las Canas et de La Coloma travaillent dans ces infrastructures ainsi que dans différents travail de bureau, toutefois, les employés cadres du centre ne sont pas de la région et proviennent principalement de Pinar del Rio. Il y eut d'ailleurs pendant notre séjour un changement complet de tout le personnel cadre et de tous les dirigeants du *combinado* car ils furent trouvés coupables de vols de marchandise (production, équipements, nourriture destinée aux pêcheurs, gazoline, etc.); toutefois, la population raconte que les nouveaux venus poursuivent aussi ces pratiques illégales. Le *combinado* vend tous ses produits, transformés ou non, en pesos à une entreprise d'État qui elle les revend en dollars pour l'exportation ou pour le marché national en dollars, permettant au pays d'encaisser des millions. Les revenus que fait ainsi le *combinado* ne couvrent que ses dépenses ainsi que les salaires de ses employés et ils permettent seulement à l'entreprise de garder la tête hors de l'eau. Si le *combinado* a besoin d'argent supplémentaire ou nécessite des investissements, il doit en faire la demande au gouvernement national, qui, selon ses possibilités, remet une enveloppe budgétaire au *combinado*

Le *combinado*, dont la construction commença en 1966 et se termina en 1975, a remplacé la coopérative de pêche Gerardo Medina Cardentey qui fut fondée au début des années 1960. À l'époque, les pêcheurs propriétaires de bateaux avaient eu le choix de s'y intégrer ou de demeurer indépendant, mais avec les conditions avantageuses qu'offrait la coopérative, telles que de meilleures conditions de travail, un salaire mensuel assuré, et le paiement pour toutes les dépenses relatives à la pêche (nourriture, gazoline, équipements de pêche, moteurs, réparations), ces derniers se sont

peu à peu inclus à la coopérative. Cette situation perdura jusqu'à ce que le *combinado* commence à payer les pêcheurs une partie de leur salaire en dollars au milieu des années 1990; depuis cette période, les équipes de chaque bateau doivent partager les frais de maintenance de même qu'acheter la nourriture et la gazoline eux-mêmes directement à l'État. Toutefois, ce dernier vend ces items au prix coûtant et n'encaisse pas de revenus sur les transactions, ce qui demeure tout de même avantageux pour les pêcheurs, comparativement aux quelques uns qui pêche de manière indépendante et qui sont enregistrés comme pêcheur sportif.

La majorité des employés du *combinado*, et particulièrement les pêcheurs, sont des personnes qui travaillent de père en fils depuis avant la révolution ou ses touts débuts. En effet, l'entreprise favorise l'embauche de ces personnes car elles ont appris le métier par expérience et nécessitent peu de formation et donc de dépenses. Toutefois, certaines personnes ont aussi été engagées dans le *combinado* sans tenir d'expérience de pêche professionnelle préalable. Dans ces cas, le *combinado* les engage comme apprentis pendant plusieurs années où ils apprennent la pêche sur les bateaux en tant que membre d'équipage, mais avec un salaire moindre. Depuis quelques années certains vont aussi suivre des cours de pêche à la Havane pour y apprendre des techniques particulières, quoique cela se voit peu à La Coloma. Le processus de sélection des pêcheurs est aussi très subjectif, les patrons des bateaux pouvant mettre de la pression pour engager quelqu'un en particulier, ou les dirigeants favorisant les membres de leur réseau au détriment d'autres. Un ancien apprenti raconte après avoir fait son service militaire, obligatoire pour travailler dans le *combinado*, et que son patron de bateau ait été congédié sans solde :

> me gustaba mucho pescar, y yo pescaba de todo, como todos los demás, me estaban enseñando a pescar, como trabajar la langosta, y yo estaba hecho un torro, ¡estaba gordísimo! Después del servicio militar, empecé a hacer los papeles de la pesca, pero la jefa me dijo que no, que ya no era lo mismo, que al aprendiz no le cobraba, le dije que no quería cobrar, que lo que quería era aprender y que después que me pongan de fijo, pero no sé porqué, no se dio...[1]

[1] « J'aimais beaucoup pêcher et je pêchais de tout, comme tous les autres, ils m'enseignaient à pêcher, à travailler la langouste, j'étais aussi fort qu'un taureau, j'étais bien gros ! Après le service militaire, j'ai

Maintenant, le *combinado* n'emploie presque plus de pêcheurs, sauf parfois quelques uns pour des contrats d'un mois, et ceux qui y travaillent déjà, même les plus âgés qui pourraient se retirer, ne souhaitent pas démissionner, entre autres pour le très bon salaire qu'ils y gagnent, ce qui crée des frustrations auprès des jeunes sans emplois qui voudraient aussi profiter de cette opportunité et qui se voient contraint à espérer qu'une place se libère dans plusieurs années. À Las Canas, 23 hommes travaillent comme pêcheur dans le *combinado* et trois femmes travaillent dans les fabriques de transformation, ce qui signifie que près de la moitié des maisonnées de Las Canas compte parmi un de ses membres un travailleur du *combinado*, une proportion qui était, avant que le gouvernement ne déplacent plusieurs familles vers La Coloma, beaucoup plus élevée car la majorité de ces familles comptait des travailleurs de la pêche.

La pêche à la langouste est la plus importante du *combinado*, tant au niveau des revenus qu'elle génère que du nombre d'employés qui s'y consacrent. Elle se pratique de juin à février, avec une période forte, appelée *corrida*, d'octobre à février. Pendant cette période, de 50 à 60 tonnes de langoustes peuvent être capturées par jour, alors qu'en temps normal, ce total atteint environ cinq tonnes. Un pécheur décrit le comportement de la langouste pendant la *corrida* : « vienen por mancha, se unen mucho, y corre mucho, hoy está en un lugar, y mañana en otro »[2]. En fait, la langouste migre en grandes colonnes avec la baisse des températures des eaux de la mer en cherchant un refuge dans les eaux peu profondes et plus chaudes se trouvant près des côtes. Pendant la *corrida*, les pêcheurs capturent la langouste avec des trappes, des *jaulones* ou *nasas*, qu'ils alignent les unes à côté des autres dans le fond de l'eau. Les trappes sont faites d'une cage de métal et de mailles de métal ou de plastique de un mètre de longueur pour 50 centimètres de largeur et 30 de hauteur, avec une entrée unique en forme de tunnel décroissant. À ces cages sont attachées des panneaux de

---

commencé à remplir les papiers pour travailler dans la pêche, mais la dirigeante m'a dit que non, que ce n'était plus comme avant, que l'apprenti ne gagnait plus de salaire, je lui ai dit que je ne voulais pas de salaire, que ce que je voulais était d'apprendre et qu'ensuite ils me donnent une permanence, mais je ne sais pas pourquoi, ça n'a pas fonctionné. »

métal d'environ 50 mètres de long dans lesquels les langoustes s'engagent pour se prendre dans la trappe. Les pêcheurs n'ont ensuite qu'à relever les cages et disposer de la langouste dans le bateau. Les pêcheurs aiment particulièrement cette période, ils racontent qu'elle est très excitante pour eux car les captures sont importantes et le travail est beaucoup moins fatigant que le reste de l'année.

Pendant la période morte, de juin à octobre, les pêcheurs capturent les langoustes une à une à l'aide de deux longs bâtons de bois. Les langoustes, qui se trouvent simplement dans le fond de l'eau ou qui se sont cachées dans les abris (*pesqueros*) que les pêcheurs ont confectionnés et disposés au fond de l'eau (morceaux de troncs de palmiers ou des morceaux de ferro-ciment disposés dans le fond de l'eau et formant un abri), sont d'abord soulevées par un bâton avec deux pics à son bout pour être ensuite placées dans un petit filet rond se trouvant au bout de l'autre bâton. Elles sont ensuite relevées et chargées. Cette pêche est beaucoup plus fatigante car les pêcheurs passent toute la journée à genoux, « *de sol a sol* », dans le fond du bateau à scruter le fond de l'eau à la recherche de langouste à lever. On constate que les techniques de pêche et les équipements sont artisanaux en comparaison avec ceux d'autres industries dans le monde. D'ailleurs, au début de la révolution, les femmes confectionnaient les agrès de pêche pour les embarcations, puis, peu à peu, l'atelier a pris de l'expansion et il n'emploie plus aujourd'hui que des hommes; de plus, les enfants de l'école primaire de La Coloma ont une période par semaine dédiée à l'apprentissage de la construction des équipements de pêche.

On retrouve environ six personnes sur les bateaux de pêche à la langouste. Le patron du bateau est la personne la plus importante et tous les membres de l'équipage lui témoignent le plus grand respect, en mer comme sur terre, tout comme la population en général d'ailleurs. Le patron est une personne généralement d'âge mûr qui pêche depuis sa jeunesse et qui a beaucoup de leadership. Ses connaissances de la mer sont vastes, il sait s'orienter à toute heure du jour et de la nuit et il sait où se diriger pour

---

[2] « Elles viennent (les langoustes) comme des taches dans le fond, elles se regroupent beaucoup et elles se déplacent beaucoup, aujourd'hui elles sont à un endroit et le lendemain à un autre. »

aller à la rencontre de la langouste; d'ailleurs, les *jaulones* ne sont jamais marqués par des bouées, afin d'éviter que d'autres bateaux ne les détectent et les volent de leur contenu, et le patron sait toujours les retrouver en s'orientant avec des repères terrestres, tels que les montagnes et les lumières des villes. Il garde toutefois jalousement ses secrets maritimes et il ne les partage pas même avec son équipage, de plus, ce dernier ne divulgue jamais aux autres pêcheurs où exactement les captures ont été faites, quelle est leur quantité exacte, et combien de trappes ont été utilisées. Les autres membres de l'équipage, qui sont généralement pour plusieurs des membres de la famille, sont, par ordre d'importance, le machiniste, le plongeur, les marins, et le cuisinier et leur salaire est fonction de leur rang. Ces rangs sont respectés en tout temps dans le bateau et, par exemple, à l'heure du repas, le patron est toujours servi le premier, suivit des autres selon leur ordre d'importance et personne ne peut commencer à manger avant que ne le fasse le patron. Le travail de la pêche est difficile, « yo estoy 10 días afuera, y cuando viro descanso, vengo de afuera cansado porque afuera se trabaja, no es igual que aquí. Afuera hay que trabajar como un buey, si no coges langosta, no cobras »[3] nous raconte un informateur, et les individus qui, selon le patron, ne travaillent pas bien ou qui sont paresseux, sont renvoyés de l'équipage; de même les faux pas ne sont pas tolérés et il est entre autres interdit de consommer de l'alcool sur le bateau.

Les bateaux pour la pêche à la langouste sont pour la majorité faits de fibre de verre, mais il en existe aussi de ferro-ciment, et ils mesurent environ 20 mètres de long. Auparavant, les bateaux étaient plus petits et ils n'étaient pas assez spacieux pour contenir la langouste d'une journée de travail. Après chaque journée de captures, tous les bateaux de pêche vont dans les centres-relais, les *centros de acopio*, de leur secteur pour y décharger leur cargaison. Ces centres, créés à la fin des années 1960 débuts 1970, sont de petites plates-formes qui se trouvent dans la mer et sur lesquelles vivent un équipage de six personnes pour des périodes de huit jours; ces centres possèdent de

[3] « je suis en mer 10 jours et quand je reviens, je me repose, je reviens de la mer fatigué parce qu'en mer on travaille, ce n'est pas comme ici (sur terre). En mer il faut travailler comme un bœuf, si tu ne prends pas de langoustes, tu n'as pas de paye. »

très bonnes conditions (électricité, téléviseur et magnétoscopes, cuisinières au gaz) pour les travailleurs qui les habitent, contrairement aux bateaux de pêche. Les travailleurs y reçoivent la langouste et la trient (petite, moyenne, grosse) dans des réservoirs construits à même la mer qu'un bateau vient chercher à tous les trois ou quatre jours. On retrouve plusieurs centres dans les différentes zones de pêche de la région.

En effet, la région de pêche de La Coloma se divise en six zones dans lesquelles sont réparties les différentes embarcations. Il est interdit pour un bateau assigné à une zone de pénétrer dans une autre et d'y pêcher; dans un tel cas, l'équipage au complet sera licencié du *combinado*. Chaque embarcation tente le plus possible d'éviter les autres qui se trouvent dans sa zone pour éviter qu'ils débusquent leurs sites de pêche. Il n'existe toutefois pas de sous-zones dans ces territoires qui seraient assignées à un groupe en particulier, et selon les connaissances des patron, qui détermine où se trouve la ressource, et les opportunités qu'ils ont d'aller en mer (bateau en ordre et réparé, disponibilité de gazoline), la règle du premier arrivé permier servi s'applique. La grosseur et la productivité des zones ne sont pas égales entre elles, pas plus que le nombre d'embarcations dans chacune d'elles, et les pêcheurs et leurs patrons doivent se conformer à cette apparente injustice, qui se fait sentir sur leur revenu annuel car le salaire des pêcheurs en dollars est proportionnel à la quantité de captures prises. De même, les pêcheurs pouvaient auparavant s'approcher des îlots et des estuaires de la région et y pêcher pour leur consommation personnelle différents poissons, tortues, caïmans, et autres petits animaux, ce qui est maintenant interdit, et passible d'amendes, afin d'y protéger la flore et la faune.

Lorsque la langouste arrive du *centro de acopio* au port, elle est tout de suite envoyée dans les fabriques de transformation, où travaillent presque exclusivement des femmes. Celles que nous avons rencontrées, qui y travaillent depuis avant la révolution, nous ont dit qu'elles aiment beaucoup leur travail, qui leur permet de gagner un bon revenu en dollars et qui ne les fatigue pas outre mesure; en effet, la chaîne de transformation s'est mécanisée, elles ont des habits de travail qui les

protègent, elles sont assises, et disposent d'horaires de travail relativement flexibles. La production est ensuite envoyée à l'étranger. Toutefois, plusieurs tentent par différents moyens de ramener avec eux des langoustes, ou tout autre produit se trouvant dans le *combinado*, pour les vendre dans la région ou la capitale. À cet effet, de nombreux gardiens de sécurité sont engagés par le *combinado* pour surveiller les employés dans leur travail et surtout pour les réviser lors de leur sortie. Ainsi, le gardien a le droit de réviser tous les objets des personnes qui sortent ainsi que leurs vêtements, car plusieurs tentent de cacher de la langouste dans leur pantalon ou leur chandail. Toutes personnes se faisant prendre à sortir de la langouste, du thon, ou toutes autres espèces de bonne valeur commerciale, du centre est automatiquement et sans rappel congédié sans solde du *combinado* pour un an, une situation que plusieurs ont vécue à Las Canas. Évidemment, le gardien qui participerait dans une combine avec les travailleurs pour ensuite toucher une part du négoce se ferait lui aussi congédier définitivement.

Pendant la saison de pêche, les *enviadas*, ou sorties en mer, sont de 10 jours, suivies de cinq jours de congé, bien que cela puisse varier en saison de corrida quand beaucoup de travailleurs sont demandés pour profiter de l'abondance de la ressource. Pendant la période d'interdiction de la pêche qui correspond à la période de reproduction des ressources, la *veda*, les sorties sont toutefois beaucoup plus courtes puisqu'il est alors interdit de pêcher, les pêcheurs sont alors payés 230 pesos par mois, sans contributions en dollars. Pendant ce temps les pêcheurs effectuent la maintenance sur leurs bateaux et réparent les *jaulones*, *pesqueros* et *palangas* que nous avons décris plus haut pour la prochaine saison. Pendant la *veda*, les langoustes migrent vers les eaux froides de la frontière de la plate-forme continentale avec l'océan pour y mettre bas. Les périodes de restrictions de pêche sont maintenant plus longues qu'auparavant dû à une apparente baisse des stocks, toutefois, les pêcheurs semblent dire que la ressource n'a pas diminué, mais plutôt qu'elle se disperse davantage entre différents sites.

Auparavant, et encore aujourd'hui pour plusieurs, les pêcheurs du *combinado* étaient des personnes qui pratiquaient leur métier par amour de la mer et des particularités de ce métier, et aussi parce que c'était souvent le seul métier qu'ils connaissaient. Certains pêcheurs nous racontent : « siempre he sido pescador por el combinado, me gusta, y aunque no me gusta, me tiene que gustar verdad? »[4]; « soy pescador porque me gustaba, hijo de pescador va pescador, y eso es lo que quiero hacer, seguir pescando, es tradición de familia »[5]; « a mi me gusta la pesca porque no sé, es que me gusta la pesca, uno sale afuera y no tiene la presión de que nadie le está mandando, y uno afuera sabe lo que tiene que hacer »[6]; « yo hice otros trabajos, sembré tabaco y no me gusta, me gusta la langosta, me gusta el mar, no sé si es porque nací al lado del mar, pero me toca, lo llevo en la sangre »[7]. Toutefois, cette situation se transforme depuis quelques années et de nouveaux pêcheurs pratiquent ce métier principalement pour les revenus élevés qu'il offre : « yo trabajé en varios trabajos en tierra y estoy en el mar por situación económica, no porque me gusta el mar, no me gusta el mar, pero el sueldo de albañil no me da, y la pesca sí me da por mi familia. »[8]. Ainsi, la majorité des jeunes et moins jeunes de La Coloma désirent travailler dans la pêche pour cette raison, même s'ils n'ont pas l'expérience, les savoirs et le « respect » de la mer comme disent les plus vieux, une expression qui se ratache à un amour de la mer, une dédication à ce travail, un savoir-faire dans le travail de même qu'une crainte de la force qu'elle a, cette situation transforme peu à peu les pratiques et l'implication des pêcheurs dans leur travail et nous n'en connaissons pas encore les impacts sur le plan socio-environnemental.

---

[4] « j'ai toujours été pêcheur pour le *combinado*, et j'aime ça, et même si j'aime pas ça, il faut que j'aime ça, n'est-ce pas ? »

[5] « je suis pêcheur parce que j'aimais ça, le fils de pêcheur va pêcheur, et c'est ce que je veux faire, continuer à pêcher, c'est une tradition de famille »

[6] « moi j'aime la pêche parce que, je ne sais pas, c'est que j'aime la pêche, quand on sort en mer, on a pas la pression que quelqu'un nous donne des ordres, en mer on sait ce qu'on a à faire »

[7] « moi j'ai fait d'autres travaux, j'ai semé du tabac et je n'aime pas ça, j'aime la langouste, j'aime la mer, je ne sais pas si c'est parce que je suis né à côté de la mer, mais ça vient me chercher, je l'ai dans le sang »

[8] « j'ai travaillé dans différents emplois sur terre, et je suis en mer pour la situation économique, pas parce que j'aime la mer, je n'aime pas la mer, mais le salaire de maçon n'est pas suffisant, et celui de la pêche est suffisant pour ma famille »

La pêche de subsistance

La pêche de subsistance, ou *particular*, se divise en deux catégories. Premièrement, on retrouve les pêcheurs enregistrés dans la coopérative de pêche sportive de La Coloma, appelés les *deportistas*. Ces pêcheurs possèdent des carnets de pêche et ils sont régulés par les gardes frontaliers, appartenant au ministère de l'Intérieur. Avant d'effectuer une sortie en mer, les pêcheurs doivent se présenter au poste des gardes frontaliers de La Coloma et signaler leur sortie en mer, lorsqu'ils en obtiennent la permission; les sorties ne peuvent être de plus de 72 heures, après ce temps, l'embarcation et son équipage sont déclarés comme manquant et accusés d'avoir quitté illégalement le pays. Actuellement, 46 embarcations sont enregistrées dans la coopérative, mais plus d'une trentaine ont quitté le pays au début des années 1990, et chaque année quelques unes tentent le voyage, parfois avec succès. La majorité des embarcations de la coopérative sont la propriété de personnes de Pinar del Rio qui en ont hérité de parents qui les possédaient avant la révolution. Plusieurs d'entre elles sont maintenant désuètes et les faire fonctionner coûte cher pour leurs propriétaires, et pour cette raison, la majorité d'entre elles ne fonctionne plus. Celles qui sont encore utilisées le sont par des personnes qui désirent faire une balade dans les environs et pêcher pour se divertir. Il existe aussi les membres, dont la majorité d'entre eux sont de l'île des Pins, qui sont enregistrés dans la coopérative et qui pêchent de manière extensive en vendant leur production au *combinado*. On compte toutefois que très peu de personnes dans cette situation car les contraintes de ces pratiques sont nombreuses et elles nécessitent beaucoup d'argent pour l'effectuer. On retrouve aussi dans la coopérative certains pêcheurs de La Coloma qui ont de petites embarcations de bois sans moteur et qui pêchent aux alentours et dans la rivière pour capturer des sardines qu'ils vendent 1 peso le litre aux pêcheurs de thon du *combinado*. En principe, toutes les personnes qui effectuent une petite pêche artisanale doivent posséder le carnet de pêche et être membre de la coopérative, toutefois tel n'est pas le cas car, entre autres à Las Canas, les procédures pour se procurer le carnet, les frais, et les déplacements que cela implique pour aller se rapporter aux gardes frontaliers sont trop compliqués, alors qu'ils peuvent tout simplement sortir de chez eux et aller en mer; de plus, le fait de passer par la coopérative à chaque sortie implique une surveillance par les membres du

gouvernement sur leur équipement de pêche et leurs captures que les personnes ne souhaitent pas.

Ainsi, le deuxième type de pêche artisanale est celle qui se fait sans carnet ou officialisation de l'État. Ces pêcheurs, qui constituent en fait la majorité d'entre eux, sont appelés les *ilegales* ou *furtivos*. Cette pratique était faible avant les années 1990; en effet, bien que quelques uns pêchaient pour gagner leur vie, la majorité des personnes pratiquaient alors ce type de pêche comme un divertissement occasionnel et donnaient le poisson qu'ils ne mangeaient pas à la famille ou des amis. Avec la « période spéciale » les besoins de nourriture et d'argent se sont fait croissants et le nombre de pêcheurs a considérablement augmenté, affectant selon certains la ressource, les poissons se faisant maintenant plus rare et plus petits, un pêcheur nous raconte d'ailleurs : « antes no había tanto de eso de pescar, donde quiera tu tiraba una pita y cogías bastante pescados, ahora ya no es así, hay más gente que pesca »[9]; un autre rajoute : « antes era más fácil, la vida más fácil, porque abundaba el pescado. Antes no existía el periodo, ni bloqueo, que es lo que conlleva todo esto. Hay menos pescado porque hay más pescadores porque hay más necesidad. Antes pescábamos dos o tres nada más y ahora pesca todo el mundo, tiene que pescar todo el mundo para sobrevivir »[10]. Ainsi, au moins un membre de chaque maisonnée de la communauté, hommes et femmes, pêche maintenant illégalement à Las Canas.

On retrouve différents types de pêche pratiqués par les habitants de Las Canas. Premièrement, il se fait une pêche à la sardine sur le bord de la plage. Cette pêche se fait à l'aide d'un filet d'environ 20 mètres de long pour un mètre de large avec des mailles d'environ cinq centimètres, appelé *chinchorro*. Deux personnes se placent chacune aux deux extrémités du filet et vont à environ 40 mètres du bord de la plage. De là, ils reviennent en marchant vers le bord en tirant le filet qu'ils unissent arrivés au

---

[9] « avant il n'y avait pas tant de pêche, tu pouvais tirer ta ligne où tu voulais et tu pêchais beaucoup de poissons, maintenant ce n'est plus comme ça, maintenant il y a plus de gens qui pêchent »

[10] « avant c'était plus facile, la vie était plus facile, parce que le poisson abondait. Avant n'existait pas la période spéciale, ni le blocus (économique des USA), qui mènent à tout ça. Il y a moins de poissons

bord. Ils récoltent ainsi de bonnes quantités de sardines, ainsi que d'autres types de poissons. La pêche au *chinchorro* peut aussi se faire en bateau plus au large. Dans ce cas, des personnes placées dans deux bateaux tiennent les deux extrémités du filet et procèdent de la même façon, mais sans revenir au bord, en ratissant l'eau jusqu'à s'unir et récolter ce que le filet a ramassé, cette opération prend environ une heure et permet de récolter environ cinq livres de poisson; tout dépendant des jours, une équipe de pêcheurs peut effectuer plusieurs *tiros* dans une même journée à des endroits différents et ainsi augmenter considérablement ses captures. Le *chinchorro* est préféré à d'autres techniques par plusieurs pêcheurs, particulièrement ceux qui possèdent le moins d'expérience dans la pêche, car cette technique est plus rapide et requiert moins de connaissances; en effet, comme nous dit un pêcheur : « el chinchorro lo tiran con el bote, en la orilla, y se coge bastante pescado, no hay que esperar por las nasas que cogen, por lo menos es seguro que coges dos o tres pescados cada vez que tires un lanzo con el chinchorro »[11]. Ce type de pêche est illégal depuis quelques années parce que les autorités l'ont décrété destructrice pour les ressources, ce que plusieurs personnes de la communauté approuvent, car le *chinchorro* capture autant les petits que les gros poissons et décime les espèces; un informateur relate : « la gente acabó mucho, iban con chinchorro y cogían tres o cuatro cajas de pescado chiquitico de cualquiera y los dejaba morir, por eso hay escasez »[12].

Les pêcheurs utilisent les sardines récoltées au filet comme appât pour la pêche à la ligne, ou à la *pita*. Cette pêche se fait avec un fil de nylon et un hameçon, mais sans canne et moulinet. Elle peut se faire debout dans l'eau sur le bord de la plage, sur le bout d'un des deux quais de la communauté, ou en bateau. Lorsqu'elle se pratique dans un bateau, les personnes partent généralement pour beaucoup plus longtemps, surtout les hommes car les femmes partent généralement pour des périodes d'au

---

parce qu'il y a plus de pêcheurs parce qu'il y a plus de besoins. Avant, nous étions deux ou trois à pêcher pas plus, et maintenant tout le monde pêche, tout le monde doit pêcher pour survivre. »

[11] « le *chinchorro*, tu le tires avec le bateau sur le bord, et il prend pas mal de poissons, et on n'a pas besoin d'attendre que les poissons soient capturés comme avec les nasas, c'est sûr qu'à chaque lancé de *chinchorro* que tu fasses, tu prennes au moins deux ou trois poissons. »

maximum quatre heures. Ainsi, les hommes qui pêchent à la pita peuvent partir en fin d'après-midi pour revenir seulement que le lendemain matin, ou partir vers trois heures du matin pour revenir en fin d'après-midi. Dans ces cas, les pêcheurs peuvent revenir avec environ 15 livres de poisson. Cette pêche est permise, mais elle ne doit être pratiquée que pour les besoins de consommation de la maisonnée et non pas pour la vente.

Enfin, les pêcheurs de Las Canas utilisent aussi des trappes, ou *nasas*. Ces dernières sont comme les *jaulones* du *combinado*, mais sans les panneaux. Les pêcheurs les disposent dans le fond de la mer aux alentours de Las Canas. Ils les révisent à tous les jours en plongée et les remontent une fois par semaine pour les nettoyer. Les mailles des *nasas* sont en plastique et le cadre est en métal, mais il arrive aussi qu'il soit fait de *guano*. Les pêcheurs les recouvrent d'herbages et de feuilles de mangroves, faisant de l'ombre et une protection que les poissons recherchent. Il arrive aussi qu'ils y disposent des appâts, principalement lorsqu'ils pêchent la langouste. Les pêcheurs ne marquent pas les *nasas* avec des bouées, mais ils se fixent des repères terrestres pour éviter de se les faire voler avec leur contenu par d'autres membres de la communauté, ce qui se produit malgré tout. Avec 10 *nasas*, les pêcheurs peuvent récolter environ 25 livres de poisson par jour. Ce type de pêche est aussi interdit parce que les *nasas* sont de la marchandise volée du *combinado*. Les pêcheurs font aussi des *pesqueros* avec différents types d'herbages qu'ils disposent dans le fond afin que le poisson aille s'y réfugier et ainsi être pêché plus facilement.

Les espèces pêchées à Las Canas sont principalement la *cubera*, la *viajaiba*, la *chopa de ronco*, le petit *pargo*, la *picua*, et la sardine. Dans la communauté, environ cinq personnes possèdent chacune une dizaine de *nasas*, six personnes possèdent des *chinchorros* et 15 personnes possèdent des bateaux, ces derniers sont de petites embarcations de bois très rudimentaires, faites par les propriétaires eux-mêmes,

---

[12] « les gens ont trop mis de pression, ils allaient avec le chinchorro et prenaient trois ou quatre cages de tout petit poissons de n'importe quelles espèces et ils les laissaient mourir, c'est pour cela qu'il y a une diminution. »

mesurant un mètre de largeur par trois mètres de longueur et qui sont propulsées par une paire de rames et parfois une petite voile faite d'un morceau de plastique. Les membres de la communauté s'échangent les équipements de pêche entre eux, ainsi, les propriétaires de *nasas*, de *chinchorros* et de bateaux les prêtent à d'autres personnes, de la famille ou des amis, qui n'en ont pas lorsqu'ils ne les utilisent pas. Ces prêts se font en échange d'une partie des captures ou de l'argent de leur vente, parfois les échanges se font aussi pour rembourser une dette passée que le propriétaire a contracté avec la personne qui emprunte son équipement. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les équipes de pêche se forment en préférence entre les membres d'une même maisonnée ou d'un même réseau, et il en va de même pour le prêt d'équipements.

Les sites de pêche se trouvent sur le bord de la côte, à l'intérieur des limites que marquent les phares qui signalent le canal de navigation des embarcations du *combinado*, se trouvant à environ un kilomètre de la terre; il est interdit de pêcher au-delà des phares sous peine d'amende et de confiscation de l'équipement, bien que la population croit que de les empêcher d'aller au-delà de cette limite contribue à décimer la ressources comme nous le dit un informateur : « en la orilla el pescado es chiquito, allá afuera se pesca más grande, por eso se acaba el pescado chiquito, deberían dejar a la gente pescar más afuera de los faros a pita »[13]. Toutefois un autre pêcheur nous dit que la ressource ne diminue pas, en effet,

> lo que pasa es que el pescado tiene su etapa. El pescado tu lo explotas en un lado se muda para otro, si lo coges mucho mucho mucho aquí, se muda por otro lado, y dices ¡oh! aquí se perdió el pescado, no hay pescado ya, pero no es eso, es que se mudó. Si cada vez que vas a un lugar te dan un cocotazo y un cocotazo, son muchos cocotazos y no vienes mas allí, te mudas. El pescado se muda, busca otras zonas de vida, y tienes que mudarte tú también para cogerlo[14].

---

[13] « sur le bord, le poisson est petit, mais plus au large, il est plus grand, c'est pour ça que le petit poisson est surexploité, ils devraient laisser les gens pêcher à la ligne au-delà des phares. »

[14] « ce qui se passe avec le poisson, c'est qu'il a son cycle. Tu exploites le poisson d'un côté, et il déménage dans un autre, si tu le prends beaucoup beaucoup ici, il déménage d'un autre côté. Alors tu dis oh ! ici il n'y a plus de poisson, mais ce n'est pas ça, c'est qu'il s'est déplacé. Si chaque fois que tu vas à un endroit on te donne un coup sur la tête, puis un autre, ça fait beaucoup de coups sur la tête, et tu

Les pêcheurs demeurent en général en deçà de la troisième pointe, la pointe del Muerto, marquant l'anse de Guama, à près de 15 kilomètres à l'ouest de Las Canas; il arrive aussi cependant que certains pêcheurs dépassent cette limite informelle (voir carte 3).

Chaque pêcheur possède ses sites et ses techniques de pêche privilégiés qu'il garde pour lui-même. En effet, bien qu'un climat de camaraderie soit établi entre les pêcheurs et qu'ils discutent entre eux de leurs pratiques, il n'existe pas de coopération entre eux pour ce qui est de la pêche artisanale car « el mar se da por quien sabe tirarla »[15], et la politique du chacun pour soi prévaut sans exception aucune. Évidemment, tous les pêcheurs se scrutent entre eux et tentent de savoir où les autres ont été et combien ils ont pêché afin d'exploiter eux-mêmes les sites productifs du moment que les autres auront découvert. Tous les pêcheurs de Las Canas n'obtiennent pas les mêmes résultats de leurs pratiques. En effet, certains ont appris la pêche de génération en génération et ont donc un savoir et une expertise très développée, alors que d'autres, ayant principalement commencé à pêcher dans les années 1990 poussés par la nécessité, n'ont appris de personnes, et pêchent intuitivement sur la base de leurs observations des pratiques des autres; ainsi, ils ne connaissent pas, entre autres, autant de techniques, de sites de pêche, de particularités de telles ou telles espèces facilitant leurs captures, les effets des lunes sur la ressource, etc. Cette situation est entre autres attribuable aux effets du système cubain qui a, d'une part, toujours pourvu à tous les besoins de la population pendant 30 ans, et, d'autre part, a effectué une coupure avec les pratiques environnementales du passé à travers sont système moderniste niant les traditions et savoirs passés et favorisant un détachement de la nature qu'il fallait dominer. Cette situation a un impact sur les relations socio-environnementales de la communauté et elle la subdivise en quelque sorte entre ceux qui aujourd'hui peuvent avec plus de facilité exploiter l'environnement de ceux qui le connaissent mal.

---

ne reviens plus à cet endroit, tu te déplaces. Le poisson se déplace, il cherche d'autres zones pour vivre, et tu dois te déplacer aussi pour le prendre »

[15] « la mer se donne pour qui sait l'exploiter »

Certains pêcheurs de Las Canas « pêchent » aussi la langouste d'une manière particulière. En effet, des personnes de Las Canas se donnent des rendez-vous avec des personnes contacts (famille ou ami) travaillant sur les bateaux du *combinado* pour y acheter illégalement de la langouste. Ces rencontres se font la nuit près des phares et les pêcheurs professionnels remettent alors aux personnes de Las Canas un sac rempli de 100 à 300 queues de langoustes déjà lavées et étêtées que ces derniers doivent payer sur-le-champ 10 pesos la queue. De retour sur terre, les langoustes sont empaquetées et congelées et seront vendues entre 12 et 15 pesos la queue, selon sa taille. Évidemment ces pratiques sont illégales et sévèrement punies (amende de 5000 pesos pour toutes les personnes impliquées, confiscation de tout le matériel, perte d'emploi à vie pour les personnes du *combinado*, et parfois l'incarcération) et personne ne parle jamais ouvertement de ces pratiques avec quiconque ne soit de confiance, même si tout le monde du village est au courant du manège. Toutefois, malgré les risques élevés, les personnes se risquent car les revenus d'un tel commerce sont très importants. Ainsi, les langoustes sont ensuite vendues à des intermédiaires qui les revendront dans les restaurants privés et les maisons qui desservent des services aux touristes étrangers à Pinar del Rio, à Viñales et à la Havane, où le repas de langouste leur rapportera environ 10$US par personne. Les intermédiaires se déplacent pour aller chercher la marchandise principalement la nuit pour éviter de se faire arrêter par la police, ou bien pendant les heures de repas de cette dernière, moment pendant lequel les officiers ne se trouvent pas en poste. La vente de langouste est illégale dans le pays, et les intermédiaires ainsi que les personnes qui en achètent sont sanctionnés d'une amende d'au moins 2500 pesos s'ils se font surprendre. Les personnes de Las Canas gardent aussi quelques langoustes pour leurs propres besoins afin de préparer des repas lorsque des touristes visitent le village.

Pour ce qui est des poissons capturés par les pêcheurs du village, ils sont empaquetés entiers par douzaine, chaque paquet équivalant environ à trois livres. Les pêcheurs peuvent dans un premier temps conserver leurs captures pour leur consommation personnelle, mais dans la majorité des cas, ils vendent les paquets de poissons à

environ 25 pesos chacun, le prix du paquet suivant généralement la valeur du dollar. Les ventes peuvent être faites dans le village même pour la consommation personnelle des autres habitants, ou bien à La Coloma ou Pinar del Rio; dans ce cas, les pêcheurs vont de maison en maison pour offrir leur produit; cette pratique est illégale et ils doivent prendre plusieurs précautions pour éviter de se faire arrêter par la police. Enfin, il arrive aussi que les pêcheurs troquent leur marchandise en échange d'autres produits alimentaires, principalement du riz, des fèves et des tubercules. Ces échanges se font au prix du marché, ainsi, un paquet de poisson à 25 pesos s'échange contre deux livres et demies de fèves, à 10 pesos la livre. Ces échanges sont toutefois moins fréquents qu'auparavant dû aux graves problèmes de transport que vit la population qui rend leurs déplacements à l'extérieur de la communauté difficiles.

La pêche est depuis environ cinq ans une activité sous haute surveillance, à cause, entre autres, de tout le commerce illicite qu'elle favorise. Les inspecteurs surveillent les limites marquées par les phares afin qu'aucun pêcheur ne les traversent, de plus ils effectuent une vigilance sur les équipements utilisés par les pêcheurs, confisquant et donnant des amendes aux utilisateurs de techniques prohibées; enfin, ils surveillent aussi que personne n'achète de la langouste en mer. Toutefois, depuis près d'un an, le *combinado* a formé un nouveau groupe d'inspecteurs, qui se trouvent maintenant à être beaucoup plus nombreux, et dont la surveillance est plus serrée; ils donnent maintenant des avertissements à tous ceux qui pêchent à la *pita*, une activité qui était jusqu'à présent légale; ils ont même confisqué les lignes d'un groupe d'enfants pêchant sur un quai. La dynamique entre les pêcheurs et les nouveaux inspecteurs a aussi changé, il est maintenant impossible pour les pêcheurs de « négocier » leurs amendes avec les inspecteurs qui sont intransigeants. Mais les gens disent qu'ils vont continuer à pêcher tout de même, comme le rapporte une informatrice : « necesidad de pescado sí hay, la población tiene necesidad de pescado y aunque sea lo que sea la

gente van a seguir a pescar pescado porque el mar es más cerca, y existe la necesidad de alimentarse, es evidente que nadie teniéndolo allí no le va a coger »[16].

Cette situation trouble cependant profondément la population de Las Canas qui comprend mal ce revirement de situation. En effet, la communauté a toujours vécu de la mer et les relations du groupe sont basées en grande partie sur son exploitation. La population s'inquiète pour son avenir car la pêche est un des seuls moyens dont elle dispose pour échapper aux graves problèmes économiques qu'elle vit, elle leur permet de se nourrir et de faire un peu d'argent pour s'acheter les biens nécessaires offerts dans les *choppy*. Les gens trouvent donc que cette nouvelle situation est un abus du gouvernement sur la population, et plusieurs racontent que ces nouveaux problèmes sont dus aux quelques personnes qui font le commerce de la langouste, et que par leur faute, tous les autres qui ne pratiquent pas des activités aussi répréhensibles aux yeux du gouvernement et qui essaient simplement de vivre doivent payer. Cela crée inévitablement des tensions au sein de la population, sans que le malaise ne soit ouvertement abordé avec les personnes concernées. Le rôle des inspecteurs n'est pas clair dans l'esprit de la population. En effet, les gens ne comprennent pas quel est leur mandat exact : de protéger les ressources et d'éviter sa surexploitation causée par des techniques de pêche massive?; d'éviter le commerce de langouste qui nuit aux affaires du *combinado*?; d'empêcher les gens de pêcher pour faire du commerce, ou de les empêcher totalement de pêcher? En effet, les signes que leur envoient les inspecteurs sont paradoxaux, inégaux, changeants, et cette situation fait en sorte que les gens vivent dans l'incertitude, ne savent pas à quoi s'en tenir, qu'ils sont toujours sur leurs gardes pour des pratiques qui jusqu'à présent avaient toujours été relativement tolérées par les responsables du gouvernement, et qu'ils sentent encore davantage de pression sur leur quotidien.

---

[16] « il y a une nécessité de poissons, la population a la nécessité du poisson et d'une manière ou d'une autre, les gens vont continuer à pêcher du poisson parce que la mer est proche, et il y a la nécessité de s'alimenter, et c'est évident que personne qui l'a (le poisson) à côté ne va pas le prendre »

La pêche de subsistance n'est pas considérée par la population comme un travail, les gens disent plutôt que ce sont ceux qui ne travaillent pas qui pêchent. La pêche est en fait le seul moyen de faire de l'argent dans la communauté pour les personnes qui ne peuvent travailler dans le *combinado* ou pour le tourisme local, ce qui représente plusieurs personnes du village qui affirment qu'elles ne peuvent rien faire d'autre de toutes façons pour gagner leur vie; une informatrice dit qu'il n'y a pas de travail : « como consecuencia de eso, los muchachos pescan en balsita, que cogen el paquetico de pescado, que lo venden, que no es correcto ni es legal, pero bueno si se buscan su escapa ».[17] La pêche pour la consommation personnelle des maisonnées est acceptée d'emblée et défendue ardemment par toutes les personnes rencontrées, et bien que toutes ces mêmes personnes pêchent aussi pour vendre leurs captures, certains sont plus ambigus quant à cette pratique et leurs réponses à ce sujet sont évasives. Tous les gens de Las Canas affirment que la pêche artisanale est devenue un mode de vie malgré eux et que s'ils avaient l'opportunité de faire autre chose qui leur apporterait autant d'argent, ils changeraient sans hésitation de vocation. En effet, la question du revenu en est une importante dans ce cas-ci. Bien que tous les gens du village affirment gagner *cuatro pesos* avec la pêche et qu'un paquet de poisson ne représente pas l'eldorado, la réalité est toutefois quelque peu différente; certains peuvent gagner de très bons revenus avec cette pratique, si l'on considère qu'une personne qui pêche au minimum un paquet de poisson à 25 pesos par jour pendant un mois peut récolter quelques 750 pesos, cela représente une somme considérable pour un Cubain, bien davantage que ce que gagne un médecin, un professeur ou un ingénieur par exemple. Cependant, cette apparente richesse ne se fait pas sentir à Las Canas dans aucune des familles du village où la pauvreté est évidente. La population continue ainsi jour après jour à vivre de la mer, en prenant milles précautions afin de poursuivre leurs pratiques et en tentant de négocier les changements qui la marque depuis quelques temps, lui permettant à sa manière de *luchar su vida y salir adelante*.

---

[17] « comme conséquence de cela, les jeunes pêchent dans les petits bateaux, ils prennent un petit paquet de poisson, ils le vendent, ce n'est pas correct ni légal, mais au moins ils trouvent une solution (économique) »

5.1.2 Les pratiques de la terre : l'agriculture et le charbon

L'agriculture a toujours été une activité relativement marginale à Las Canas. En effet, la salinité des sols et les fréquentes inondations du territoire ont fait en sorte d'en décourager plusieurs. Toutefois, l'agriculture était pratiquée avec beaucoup plus d'intensité avant la « période spéciale », alors que l'on retrouvait en abondance équipements, combustible, fertilisants, et graines. Ainsi, toute la route qui mène de Pinar del Rio à La Coloma, était dans ce temps bordée de champs bien remplis de riz, de fèves, de tubercules, de fruits, et de tabac. Aujourd'hui, les champs existent toujours, mais plusieurs ne sont désormais plus cultivés. Il en va de même à Las Canas. En effet, les terres qui bordent au nord la communauté étaient auparavant cultivées par quelques personnes du village ainsi que par des gens de La Coloma, mais depuis la crise économique, ces terres sont laissées en pâturage et des employés de l'État, tous de La Coloma, s'occupent des vaches et des bœufs qui y sont maintenant gardés, où ils broutent tranquillement les herbes salées que l'on y trouve, et qui sont destinés à la consommation de la population provinciale.[18]

À Las Canas, on retrouvait aussi peu d'agriculteurs avant la période spéciale. En effet, comme le rationnement alimentaire à travers les *bodegas* était alors suffisant pour nourrir amplement les familles à tous les mois, les gens ne voyaient pas la nécessité de travailler dans l'agriculture en plus de leur travail, ou même s'ils étaient sans emploi, ou de semer sur leur propriété un petit jardin. Les quelques agriculteurs de l'époque travaillaient généralement comme employés d'un particulier qui avait gardé sa terre privée, ne s'étant pas intégré dans les fermes d'Éat ou les coopératives agricoles. Ces

---

[18] Il est intéressant de noter qu'au début de la période spéciale, les gens ont fait face à une crise alimentaire très importante qui les a poussé à tuer les bovinés de l'état se trouvant dans les champs. Cette pratique a littéralement décimé les troupeaux dans tout le pays. Pour contrer ce phénomène, l'État a décrété que le sacrifice de boviné etait passible de très lourdes peines de prison, pour ceux participant à l'exécution comme pour les intermédiaires revendant la viande dans la population. De même, toute personne s'occupant de boviné (qui appartiennent tous à l'État, même si les personnes les achètent avec leur argent et leur fournissent la nourriture à leurs frais), doit rapporter la mort naturelle d'un d'entre eux à l'État et la faire certifier par un vétérinaire avant de pouvoir faire boucherie de l'animal. Ainsi, toutes les personnes impliquées dans ce commerce sont passibles de peines de prison allant de 10 à 25, et les prisons débordent aujourd'hui de ce type de « criminel » incarcérés pour « *carne de res* », cinq jeunes hommes dans la vingtaine de Las Canas ont d'ailleurs été arrêtés pour ce délit pendant notre séjour, ce qui créa tout un émoi dans la communauté.

personnes étaient employées illégalement par les propriétaires et leur salaire était payé en nature avec la production annuelle. On retrouvait aussi à l'entrée de Las Canas un petit champ, appelé la *veguita*, où l'État avait fait décharger de la terre fertile et où se cultivaient différents légumes. La *veguita* étaient cultivée par les travailleurs du restaurant de Las Canas ainsi que par différentes personnes de la communauté, en tant que travail volontaire, et les récoltes étaient destinées à la consommation pour le restaurant, et parfois aussi distribuées à la communauté lorsque la production était supérieure. La superficie de ce champ était surélevée par rapport aux terres l'environnant afin que son sol ne s'inonde pas et ne se salinise pas, et sa terre provenait d'autres régions de la province qui ne vivaient pas ce problème. Cependant, avec la « période spéciale » la *veguita* a été abandonnée, l'État ne pouvant plus subvenir à la maintenance du champ et fournir les équipements pour la cultiver. Toutefois, quelques personnes de Las Canas ont continué pendant quelques années à cultiver la terre avec leurs propres moyens, mais la détérioration du sol ainsi que les nombreux vols des cultures qui y eurent lieu ont eu raison de leurs pratiques. Certaines personnes ont aussi récupéré de la terre fertile du champ pour la disposer sur leur propriété afin de cultiver chez eux mais la nature a aussi mit fin à leurs activités.

Aujourd'hui à Las Canas, environ six personnes pratiquent une petite agriculture, et ces activités sont de très faible envergure. En effet, ces individus sèment du riz sur le bord de la route de Las Canas ainsi que sur quelques terrains abandonnés du village; ces espaces appartiennent à l'État, mais étant donné la crise économique et le type de production de subsistance, ce dernier ne recouvre pas d'impôts sur leurs récoltes. Ces personnes cultivent aussi sur leurs terrains quelques tomates, piments et de l'ail et toutes ces cultures sont destinées exclusivement à leur consommation personnelle et permet de compléter en partie la ration mensuelle de la *bodega*. Une de ces personnes possède d'ailleurs deux bœufs, dont il loue les services aux autres personnes qui cultivent lorsqu'ils en ont besoin, en effet, toutes les cultures sont faites manuellement sans aucun additifs ou mécanisation. La raison pour laquelle il n'y a pas plus de personne qui tentent de cultiver la terre à Las Canas pour leurs besoins personnels n'est pas claire. Tous avancent d'emblée que le sol n'est pas fertile et que rien ne peut

se cultiver, mais cela n'explique pas pourquoi certaines personnes le font malgré tout sur leur terrain et que d'autres non; plusieurs disent que c'est par paresse, que les gens ne veulent pas mettre l'effort de le faire, comme nous le disent deux informateurs de Las Canas : « el estado facilita, a través de los compañeros de agricultura, le facilita un terreno para los que quieren trabajarlo, eso está autorizado, pero la agricultura es un trabajo más duro, y como están adaptados a coger pescados y a estar trabajando los tres meces de temporada, la agricultura no les gusta, pero es un trabajo igual que otro »[19]; « no siembran arroz, fríjol, boniato, nada, a la gente no le gusta, no quieren coger sol »[20]. Cette situation est encore ici à mettre en parallèle avec l'attitude de l'État dans les trente premières années du régime, en effet, les gens ont toujours disposé de tout ce dont ils avaient besoin et l'agriculture n'était pas une activité qu'ils cherchaient à pratiquer, ou même à apprendre, alors que les *guajiros* vivant dans les régions plus éloignées de la province s'en chargeaient. D'ailleurs, encore aujourd'hui, lorsque confrontés au chômage et aux besoins de nourriture, presque tous les habitants de Las Canas refusent catégoriquement de travailler dans l'agriculture, cette opportunité n'est absolument pas une option pour eux. On retrouve davantage de personnes de La Coloma travaillant dans l'agriculture sur des petites parcelles privées se trouvant au nord de la ville. Toutefois, bien que comme à Las Canas ces personnes ne paient pas de rentes à l'État pour utiliser le territoire, qui est lui aussi devenu un usufruit, les producteurs de La Coloma doivent eux payer des impôts à l'État sur leurs récoltes, qui sont plus importantes, car ils les vendent à la population locale.

Presque toutes les maisonnées de Las Canas possèdent des animaux destinés à la consommation : poulets et porcs. Les poulets sont généralement nombreux, environ une dizaine par famille; ils les utilisent pour les œufs qu'ils produisent, mais ils sont surtout une réserve alimentaire pour palier dans les moments difficiles économiquement. Les porcs sont quant à eux élevés pour les jours de fête, soit le 31

---

[19] « l'État facilite, à travers des camarades du ministère de l'Agriculture, un terrain pour ceux qui veulent le travailler, c'est autorisé, mais l'agriculture est un travail plus dur, et comme ils sont adaptés à prendre du poisson et à travailler les trois mois d'été, ils n'aiment pas l'agriculture, mais c'est un travail comme les autres »

janvier et le 26 juillet, fête nationale de la prise des baraques de la Moncada en 1953. C'est dans ces occasions que les familles éloignées se retrouvent et qu'ils partagent ensemble un bon repas. L'élevage de porcs à Las Canas n'est pas une pratique répandue, car les acheteurs n'aiment pas la viande qu'ils produisent; en effet, puisque la population, qui n'a pas d'accès régulier avec des vendeurs illégaux de moulée pour animaux, nourrit ses bêtes avec les restants de tables, souvent constitués de poisson, les gens n'aiment pas le goût de la viande produite, qui a la saveur de ce que l'animal a mangé. L'élevage de ces animaux crée certains conflits dans la communauté car leurs vols sont fréquents. En effet, certaines personnes de la communauté volent, tuent et mange sur le moment les animaux des habitants, souvent lors de beuveries, obligeant ces derniers à rentrer poulets et cochons dans la maison pour la nuit quand c'est possible, avec tous les désagréments que cela implique, ou de faire des veilles pour prévenir le vol de leurs biens.

L'autre pratique liée à la terre que l'on retrouve à Las Canas est la production de charbon de bois. Les personnes rencontrées racontent que le charbon était autrefois fabriqué principalement par les immigrants espagnols habitant dans la région. Ils partaient en petit bateau et coupaient les mangliers qui bordent la côte et qui se trouvent dans les estuaires à l'ouest de Las Canas pour revenir faire les fours à La Coloma à l'abri des inondations et dont ils vendaient ensuite le produit à la population. Après la révolution le gouvernement a distribué à la population de nouvelles commodités : fours au gaz et au pétrole ont été offerts et chaque mois la *bodega* distribuait à la population la matière nécessaire pour faire fonctionner les appareils. Les personnes ne possédant pas de tels fours se faisaient distribuer par l'état du charbon, que ses employés fabriquaient, et qui était aussi utilisé dans différentes cafétérias des restaurants et centres de travail du pays. Dans cette période, les habitants de Las Canas n'avait donc pas la nécessité de fabriquer du charbon.

---

[20] « ils ne plantent pas de riz, de fèves, de patates, rien, les gens n'aiment pas ça, ils ne veulent pas prendre le soleil »

Toutefois, avec la « période spéciale », le combustible pour les fours au gaz et au pétrole a complètement disparu. Les gens durent donc trouver d'autres moyens pour cuisiner, et la fabrication de charbon est apparue comme évidente. Sa production se fit de manière très importante par la population, certains pour la vendre, d'autres pour leur consommation personnelle. Cette pratique est interdite par l'état, mais pendant cette période, les autorités laissaient la population libre de les fabriquer et de couper le bois des mangroves à volonté; partout dans les villages de Las Canas et de La Coloma, ainsi que sur les bords de la route, des fours brûlaient. Un informateur nous raconte : « todo el mangle lo cogía para hacer hornos, el mangle prieto, mangle colorado, el nuevo como le viejo, todo eso lo cortaba, de la entrada para atrás, abajo por atrás del campismo »[21]. Ces pratiques ont détruit considérablement les mangroves de la région, créant dans la forêt de vastes clairières propices aux inondations et donc à la salinisation du secteur, avec tous les effets négatifs que cela entraîne pour l'environnement (voir Rodriguez 2003).

Depuis quelques années la situation économique du pays s'est améliorée et le ravitaillement en combustible pour les fours est plus fréquent. L'État a par conséquent resserré les interdictions sur la coupe de bois et la fabrication de charbon. En effet, toutes personnes en fabriquant se voit administré une amende, toutefois, les inspecteurs sont peu nombreux et ils n'ont pas beaucoup de contrôle sur ces activités, comme nous le dit une informatrice : « los guarda bosque vienen, pero vienen aquí una vez al mes, si vienen, cuando le avisan que alguien tiene un horno, entonces le mete una multa al hombre allí y se va, ya, y después puedes hacer otro hornito más »[22]. Les gens continuent donc malgré tout à couper les mangroves et à faire du charbon, mais en beaucoup moins grande quantité, principalement pour leur consommation personnelle, car les rations de combustible offertes à la *bodega* ne couvrent pas les besoins des maisonnées; un habitant de Las Canas avance d'ailleurs que : « ¡si se

---

[21] « je prenais tous les mangliers pour faire des fours à charbon, le manglier noir, le manglier rouge, le nouveau comme le vieux, je coupais tout, de l'entrée de Las Canas jusque derrière le *campismo* »

[22] « les gardes forestiers viennent, mais une fois par mois, s'ils viennent, quand ils sont avisés que quelqu'un fait un four de charbon, alors ils donnent une amende au producteur et il s'en va, et après tu peux faire d'autres fours. »

pierde el lubricante, se pierde el monte! »[23]. Une autre rajoute : « Ahora la cuota de lubricante redujo a 40% y el 40% no da por el mes completo, entonces que pasa : que la gente tiene que utilizar carbón para alimentarse, y tiene que ser con leña, y aquí que leña hay, el mangle, y no se puede cortar, pero hay que cortarlo, no hay más leña que ese »[24]. Sa fabrication se fait toutefois de manière plus cachée, en effet, les gens doivent couper les mangliers se trouvant à l'intérieur du bois, et non pas à ses abords comme auparavant, de même, les fours doivent être construits à l'écart des villages pour éviter de se faire voir par les inspecteurs, ce qui rend cette tâche plus difficile et compliquée pour ses producteurs. La population, qui est de plus en plus consciente des problèmes qu'entraînent la coupe massive des mangroves, ne considère toutefois pas que la production de charbon est un problème. En effet, les besoins et les nécessités de la population rendent impératif sa production et les habitants de Las Canas soutiennent que si le gouvernement ne veut pas que les gens fasse de charbon, il n'a qu'à les approvisionner raisonnablement en combustible pour que cela ne se produise pas. Cette pratique est donc maintenant bien implantée et il semble qu'elle perdurera encore dans les prochaines années.

5.1.3 La *gastronomía* : les services touristiques locaux

Le secteur touristique et de restauration, appelé *gastronomía* par la population, est la deuxième source d'emploi majeure de la population de Las Canas et est aussi une activité qui donne beaucoup de dynamisme à la communauté. Avant la « période spéciale », la *gastronomía* était le joyau de Las Canas. En effet, ses infrastructures et son service étaient parmi les meilleurs de la province et le gouvernement investissait dans cette région pour développer et améliorer son secteur. Le restaurant et le bar étaient ouverts tous les jours midi et soir, le cabaret toutes les fins de semaine, les *cabañas* et le *campismo* toute l'année, une piste de danse avec musique était aussi ouverte toutes les fins de semaines dans le *campismo*. À cette époque au moins une

---

[23] « si le combustible des fours disparaît, la forêt aussi disparaît »

[24] « maintenant la ration de combustible a diminué de 40%, et le 40% n'est pas suffisant pour le mois complet, alors qu'est-ce qui se passe : les gens doivent utiliser le charbon pour se nourrir, et ça doit être avec du bois, et ici quel bois il y a, du bois de manglier, et on ne peut pas le couper, mais on doit le couper, parce qu'il n'y a pas d'autres bois que ça. »

personne de chaque maisonnée du village travaillait à l'année dans la *gastronomía*, et le village témoignait d'une grande effervescence, de par les activités que l'on y trouvait à faire et les nombreux visiteurs qu'il recevait. C'est d'ailleurs dans cette période que l'État a voulu faire de toute Las Canas un lieu de villégiature, y détruire toutes les maisons qui y existent et déménager la population à La Coloma pour y construire de nouvelles et plus vastes infrastructures. Les gens de Las Canas parlent d'ailleurs de cette période avec beaucoup de nostalgie et regrettent le fait que les plus jeunes membres de la communauté ne puissent jamais connaître la joie qu'ils ont connue dans cette époque, comme nous l'indique une informatrice :

> en ese tiempo había más alegría, más entusiasmo, más sociedad, ahora no es el mismo ambiente, ya no hay actividades y no se puede divertir, se debería de tener un poquito más de alegría, aunque sea para la juventud, porque yo cuándo quise meterme cuatro brincos, los metí, pero la juventud no puede, ¿ a dónde va a sacar la noviecita, a dónde van a ir, abajo en la playa, que iban a hacer allí, ver el agua, los mosquitos y la oscuridad? Se acabó la alegría ya.[25]

.

Toutefois, tous ces projets ont été arrêtés avec la crise des années 1990 et, un à un, les établissements de Las Canas ont été fermés ou leurs activités nettement ralenties. Aujourd'hui, on ne retrouve plus qu'une dizaine de personnes de Las Canas qui travaillent à l'année dans la *gastronomía* sur la cinquantaine d'employés. En effet, pour des raisons quelque peu obscures, la majorité des employés de la *gastronomía* de Las Canas sont des habitants de La Coloma, une situation qui choque profondément la communauté car elle la prive de la seule source d'emploi locale sûre et marginalise encore plus le groupe, comme nous le rapporte un informateur : « pienso que el trabajo aquí está mal distribuído en la gastronomía, a Las Canas sí hay fuerza de trabajo aquí para la gastronomía, entonces porqué tenemos que traer gastronomicos de otra parte, si aquí los hay; creo que no nos quieren porque los dirigente que hay aquí en gastronomía son de La Coloma, y traen a su gente »[26]. Ainsi, les habitants de Las

---

[25] « dans ce temps c'était plus joyeux, il y avait plus d'enthousiasme, plus de gens, maintenant ce n'est plus la même ambiance, il n'y a plus d'activités et on ne peut plus se divertir, il devrait avoir un peu plus de joie, au moins pour les jeunes, parce que moi quand j'ai voulu m'amuser, j'ai pu, pas les jeunes ne peuvent plus, où vont-ils aller, où vont-ils amener leurs copines, au bout où la plage, et ils vont faire quoi, regarder l'eau, les moustiques et l'obscurité ? Les temps joyeux sont maintenant terminés »

[26] « je pense que le travail est mal distribué dans la *gastronomia*, à Las Canas il y a une force de travail pour la *gastronomia*, alors pourquoi on doit amener des gens d'un autre lieu si on les a ici ; je crois

Canas ne trouvent maintenant d'emplois dans la *gastronomía* que pendant les trois mois de la *temporada*, qui débute le 15 juin et se termine le 15 septembre, en tant qu'employés contractuels. Afin de préparer cette période, les employés permanent commencent dès le mois d'avril à arranger le centre, affecté par les mois de relatif abandon de l'hiver, comme ils le peuvent : nettoyage des établissements, réparation des infrastructures et du matériel, travaux de peinture. Pendant la *temporada*, Las Canas recommence à vivre, comme le dit la population, et au moins une personne de chaque maisonnée travaille dans ce secteur. Les différents emplois sont ceux du restaurant : cuisiniers, caissiers, femmes de ménage, livreurs des repas aux *cabañas*; ceux des cafétérias de la plage : cuisiniers, serveurs; et ceux des *cabañas*, du *campismo* et de la *villa militar* : réceptionnistes, femmes de ménage, hommes de maintenance, femmes de chambre, cuisiniers. Tous ces postes sont gérés par différents administrateurs et emploient plusieurs personnes; en effet, les chiffres de travail sont nombreux, les personnes travaillant généralement 24 heures et ont congé trois jours, ce qui permet d'employer le maximum de personnes.

Le salaire de ces emplois est très faible, environ 100 pesos par mois, mais plusieurs ont accès à du pourboire (environ 50 pesos par jour), ce qui améliore considérablement leur situation. De même, les employés ont la possibilité de voler de la nourriture, ou tout autre bien, pendant cette période d'abondance et ainsi améliorer leur quotidien. Mais surtout, les personnes peuvent se faire des contacts avec des personnes vivant à l'extérieur de Las Canas et possédant plus de moyens et de possibilités qu'eux, leur permettant dans le futur, lorsque les amitiés formées sont assez fortes, de compter sur un nouveau membre de leur réseau de contact et leur permettant ainsi d'avoir la possibilité de solutionner quelques problèmes futurs. Pendant cette période, les pêcheurs de Las Canas vendent aussi davantage de poisson grâce à cette nouvelle clientèle, ils peuvent aussi parfois leur vendre de la langouste, quand une bonne confiance est établie. Ces amitiés permettent aussi à la population de Las Canas d'offrir la confection de repas de poisson pour les touristes nationaux, et

---

qu'ils ne veulent pas de nous parce que les dirigeants de *gastronomia* à Las Canas sont de La Coloma et ils emploient leurs personnes avec eux. »

ainsi d'augmenter leurs revenus. Cette nouvelle clientèle qui se crée pendant l'été est sujette à revenir pendant l'hiver pour se faire servir à nouveau des repas, acheter de la langouste ou du poisson, ou louer des maisons pour quelques jours de vacances, ce que les habitants recherchent et qui leur offre des petits « répits » économique pendant la saison morte. En effet, plusieurs maisonnées de Las Canas possèdent la clef des maisons d'été appartenant à des personnes de Pinar del Rio et dont ils sont en charge de surveiller lorsque les propriétaires sont absents. Ainsi, pour se faire un peu d'argent, les habitants de Las Canas louent, en secret des propriétaires, ces maisons aux visiteurs.

Depuis quelques années certains habitants de Las Canas offrent des services aux touristes étrangers, et cette nouvelle activité compense pour certains la morosité de la dernière décennie qui se vit dans la *gastronomía*. Lorsque les touristes, qui arrivent généralement en voiture louée et qui se sont échappés des circuits touristiques traditionnels, arrivent à Las Canas, ils sont immédiatement repérés par la population, et se lancent alors à leur suite quelques personnes du village qui vont les aborder. Ces personnes travaillent chacune pour leur réseau, généralement attaché à un groupe de maisonnées, elles discutent quelques minutes avec les arrivants et elles leur offrent de leur préparer un repas ou de leur fournir quoi que ce soit dont elles auraient besoin. Il existe environ cinq groupes qui offrent des services aux touristes étrangers à Las Canas, chacun d'entre eux « employant » plusieurs personnes. Cette étape mène souvent à des discussions entre les habitants du village, généralement campés chacun dans leurs groupes, qui se revendiquent chacun d'avoir vu les touristes en premier et que par conséquent ils ont la priorité pour leur offre de services; ainsi, certains se plaignent que les autres sont trop agressifs avec les touristes pour se les accaparer alors que d'autres avancent qu'ils se font systématiquement voler leur clientèle par les autres dont les techniques sont hypocrites. Si le touriste décide de demeurer pour manger, il part donc avec une des personnes du village; cette dernière aura droit à quelques dollars de commission de la part de la famille qui préparera le repas pour leur avoir amené les touristes dans leur maison.

Les visiteurs se font offrir un repas de poisson et de langoustes, accompagné de riz, de fèves, de salade, et de tubercules ou bananes frites. Le prix de ces repas s'élève au moins à 10$US par personne, mais tout dépendant de l'apparence des touristes et de s'ils semblent avoir plus ou moins d'argent, les prix peuvent être plus élevés. La préparation des repas implique plusieurs personnes, souvent de différentes maisonnées d'un même groupe, et celles-ci reçoivent chacune un pourcentage des revenus du repas selon le travail qu'elles ont fait. Ces repas sont servis dans la maison même des personnes, et les visiteurs sont généralement ravis de leur repas et de leur expérience, leur permettant de voir réellement comment vivent les Cubains. Si les visiteurs désirent rester pour la nuit, la famille s'arrange pour leur trouver une maison inoccupée décente, ou bien ils négocient avec le réceptionniste des *cabañas*, moyennant une récompense en argent, pour les héberger dans l'une d'entre elles à prix modique (environ 10$ la nuit).

Les Cubains adorent recevoir des touristes dans leur maison. Évidemment les sommes d'argent importantes qu'ils peuvent récupérer (de 20$ à 100$ la visite) contribuent à cet enthousiasme, mais ils aiment aussi beaucoup discuter et échanger avec les touristes, ils veulent entendre parler de la vie dans leur pays, connaître leurs pratiques et leur façon de voir la vie, comme nous l'indique une informatrice : « nos gusta los turistas porque es algo nuevo, a la población les estimula, y aprende cosas buenas porque se relaciona, conoce de su país, ellos el tuyo, se hace intercambio, me parece que es progreso »[27]. Toutefois, dans les entrevues que nous avons effectuées, personne n'a déclaré qu'il faisait du commerce avec le tourisme, même quand c'est le cas, ils disent plutôt qu'ils leur parlent comme à n'importe qui et que si les étrangers ont besoin d'un service, c'est leur plaisir de les aider comme à un ami. En effet, ces activités sont illégales sans permis, et passibles de très lourdes amendes. Ces dernières ne viennent toutefois pas de la police du secteur, qui laisse les gens faire leur

[27] « on aime les touristes parce que c'est quelque chose de nouveau, ça stimule la population, et elle apprend des bonnes choses parce qu'ils établissent des relations, on apprend de leur pays et eux du notre, il se fait des échanges, il me semble que c'est du progrès »

commerce jusqu'au jour où quelqu'un formulera une plainte officielle, ce qui n'est pas encore arrivé, comme nous l'indique un informateur :

> tu sabes que saben algo de lo que hacemos nosotros, pero no, a la jefe sector lo único que no le conviene es que roben, ella es buena con nosotros y no dice nada, hasta un día que alguien mete un chivataso de eso, si alguien le dice, tiene que decir que hay que parar el negocio eso de jineterismo que hay aquí en Las Canas, las comidas, hasta ahora nadie ha dicho nada, pero va y mañana se jode eso aquí, bueno, va a seguir, pero va a ser menos.[28]

Toutefois, ce sont des inspecteurs du ministère de l'Intérieur qui menacent le plus les gens de Las Canas. En effet, il arrive qu'ils fassent ce qui est appelé des *operativos*, des descentes dans le village. Dans ces cas, ils arrivent au village déguisés comme des étrangers, des Cubains de Miami, et demandent des services de restauration aux gens qui viennent les aborder. Une fois le repas complété, ils informent les personnes de leur statut et leur donnent des amendes, ainsi qu'à toutes les personnes ayant participé dans l'activité. De même, ils révisent les frigidaires de toutes les personnes du village à la recherche de langoustes et donnent des amendes à toutes les personnes qui en possèdent. Ces descentes sont très « destructrices » pour la population, qui se trouve pendant quelques semaines suivant cet événement dans des situations très précaires, devant payer l'amende, et ne pouvant effectuer aucune activités illégales, même celles n'ayant pas trait au tourisme, car elle se trouve sous surveillance par les inspecteurs du ministère pendant un temps. Toutefois, certaines personnes du village ont des contacts avec des employés du ministère et elles sont parfois mises au courant à l'avance de telles opérations et peuvent se préparer en conséquence. Malgré les risques associés à de telles activités, les gens continuent toutefois de les pratiquer car ils disent que c'est une des seules options qui leur reste dans le village pour faire de l'argent.

Bien que ce ne soit pas toutes les personnes de la communauté qui entretiennent des activités avec le tourisme étranger, les habitants en général voient ces pratiques d'un bon œil, même si elles sont illégales; bien que cela cause parfois à l'intérieur des

---

[28] « tu sais qu'ils (la police) savent ce que nous faisons ici, mais non, à la chef de la police du secteur la seule chose qui ne lui convient pas c'est qu'il y ait du vol, elle est bonne avec nous et elle ne dit rien, jusqu'à ce qu'un jour quelqu'un nous dénonce, si quelqu'un le fait, elle doit dire qu'il faut arrêter le commerce des *jineteros* qu'il y a ici à Las Canas, les repas aux touristes, jusqu'à présent personne n'a

maisonnées des frictions car certains de ses membres, « plus révolutionnaires » ne veulent pas être associés à ces pratiques aux yeux de l'État; comme nous le dit un informateur : « Todo el mundo sabe que esta prohibido acercarse al turista, es verdad, si el estado te ve con ellos, ya estás en mala »[29]. En effet, les habitants de Las Canas souhaiteraient voir se développer davantage, avec l'aide du gouvernement, les activités avec le tourisme étranger. Les gens ne comprennent pas qu'une plage comme Las Canas qui se trouve à être la plus près de Pinar del Rio ne soit pas davantage développée et qu'il n'existe aucune infrastructure pour le tourisme. Ils disent que l'État devrait rénover quelques *cabañas* et les accommoder pour les étrangers, qu'il devrait ouvrir un restaurant de poissons et de fruits de mer pour ces derniers, qu'il devrait exister des chaises, des kiosques ouverts toute l'année où les touristes pourraient acheter des produits et peut-être quelques items d'artisanat local. Les gens de Las Canas sont découragés de voir l'état de leur village, le délabrement des maisons, la saleté de la plage, qui sont selon eux des éléments qui font en sorte que le tourisme ne peut se développer dans la région, et que si ces éléments étaient pris en compte par le gouvernement, la situation changerait du tout au tout et la population, comme l'État, y gagneraient certainement, faisant en sorte que les activités illicites cesseraient aussitôt; un informateur rapporte :

> que hay de bueno aquí para el turismo? Nada. No hay aunque sea cuatro cabañas que sean buenas para el turismo, hay que arreglarlas, con alfombras, un baño bueno, aire acondicionado, un restaurante que tenga las condiciones, porque sino va a seguir como lo hacemos nosotros, hacer las comidas más baratas, y aprovecha el turismo porque tu sabes que el turismo se ha vuelto mas inteligente que nosotros ya.[30]

Mais puisque l'État ne semble pas donner la priorité à cette avenue, les gens de Las Canas affirment qu'ils n'ont pas le choix de continuer à offrir des services

---

rien dit, mais peut-être que demain tout ça va cesser, enfin, ça va continuer, mais ça va être moins fort. »

[29] « tout le monde sait que c'est interdit de s'approcher des touristes, c'est vrai, si l'état te voit avec eux, tu es alors du mauvais côté. »

[30] « qu'est-ce qu'il y a de bon ici pour le tourisme (étranger) ? Rien. Il n'y a même pas quatre *cabañas* qui soient bonnes pour le tourisme, il faut les arranger, avec du tapis, une belle salle de bain, l'air conditionné, un restaurant qui ait des conditions, parce que sinon ça va continuer comme nous le faisons, faire les repas moins cher, et le tourisme en profite, parce que tu sais que le tourisme est maintenant plus intelligent que nous. »

illégalement aux touristes qui se présentent en tentant de mettre en valeur, autant qu'ils le peuvent, leur village et leurs compétences.

5.1.4 *Inventar, resolver, luchar* : les sans emplois de Las Canas

La majorité des habitants de Las Canas sont sans emplois. En effet, à l'exception de la période de la *temporada* où presque toutes ces personnes trouvent des contrats dans la *gastronomía*, au moins 40 hommes en âge de travailler sont sans emplois, ce qui représente plus de la moitié des maisonnées de la communauté, et presque toutes les femmes du village sont aussi dans cette condition. Les autorités ne considèrent pas la situation de ces dernières comme étant un problème social car elles s'occupent de la maison et des enfants et qu'il est socialement accepté que les femmes demeurent à la maison. Toutefois, la situation des hommes est davantage préoccupante pour le gouvernement et les autorités locales. En effet, c'est une force de travail considérable, ayant historiquement le rôle et le devoir de pourvoir aux besoins des familles, qui ne participe pas à l'économie et qui accentue l'état d'oisiveté général de la population, de désengagement social, de refus indirect du fonctionnement du système, et de désillusionnement face à l'avenir du pays.

Ces hommes sans emplois sont principalement des jeunes, dont les âges varient entre la vingtaine et la quarantaine, les hommes plus vieux de la communauté travaillant principalement dans le *combinado* depuis de nombreuses années. Cette situation est attribuable à différents facteurs. La crise économique de la « période spéciale » est le plus important d'entre eux. En effet, après que l'économie ait chuté au début des années 1990, de nombreux emplois durent être coupé afin de diminuer les dépenses de l'état; cette situation démontre comment le système cubain a créé artificiellement un système avec 0% de chômage dans les 30 premières années du régime en employant un nombre beaucoup trop élevé d'individus pour des postes qui en nécessitaient beaucoup moins. Ainsi, de nombreuses personnes qui travaillaient dans le *combinado* et dans la *gastronomía* ont perdu leurs postes par attrition. De même, les employés de la *brigada intégral*, l'entreprise de construction qui se trouve à l'entrée de la route menant à Las Canas et qui employait des membres de Las Canas et de La Coloma

pour la construction des édifices à logement de La Coloma et de la restructuration de la plage de Las Canas, ont été mis à pied parce que la *brigada* fut fermée dû au manque de matériel et de gazoline pour faire fonctionner les équipements. Tous ces employés eurent alors le droit de quitter leurs emplois définitivement ou pour une période de deux ans sans solde, le temps que l'État leur assigne un nouveau poste, ce que fit la majorité de la population qui essaya de *inventar* un emploi et un revenu à travers de nombreuses petites activités illégales, où les contacts qu'ils avaient établis dans leurs anciens emplois et qui étaient demeurés en poste, leur permettait de *resolver* du matériel pour le vendre ensuite sur le marché noir.

Toutefois, après ces deux ans de chômage, l'État ne put relocaliser ces personnes dans leurs anciens emplois, ou un autre similaire, et les emplois qu'il put offrir à la population furent comme employés dans les fermes d'état de canne à sucre, ce que la population n'accepta pas. Ainsi, les chômeurs de la « période spéciale » sont demeurés sans emplois après le plus fort de la crise et le sont encore aujourd'hui. Cette situation affecta particulièrement Las Canas car le gouvernement local, adoptant une attitude de favoritisme à l'égard de la population de La Coloma, mis à pied davantage de personnes de Las Canas et ne leur offrit pas autant de nouvelles options de travail après la chute de l'économie. De même, on retrouve à Las Canas d'anciens soldats, envoyés en Angola par l'État, et que ce dernier a « abandonné » à leur retour, et qui, marqués par les atrocités de la guerre, souvent devenus fou ou handicapé physiquement, ne peuvent occuper aucun emploi et végètent dans la société, entretenus par leur famille. Les plus jeunes de la communauté, qui ne travaillaient pas encore au début de la « période spéciale », sont pour leur part sans emplois car ils ne trouvent pas de place dans le *combinado* et la *gastronomía*, les deux sources de travail de la communauté. En effet, cette situation est d'abord dû au fait que le nombre de poste dans ces institutions est insuffisant pour la population qui souhaitent y travailler, ainsi, comme nous le rapporte un dirigeant : « 45% de la población de la región es menor de 30 años, es decir que la demografía es por encima de las posibilidades de

ubicación »[31]. De même, les personnes travaillant dans ces institutions et en âge de se retirer demeurent en poste à cause des difficultés économiques qu'ils vivent; un jeune de la communauté s'insurge : « para nosotros no hay plaza, hay que esperar que se retira la bola de viejo allí »[32]. De plus, les jeunes de Las Canas ne peuvent y trouver un emploi car les postes qui se libèrent sont ensuite offerts à des amis des dirigeants, qui y placent leurs contacts en priorité, contacts qui sont généralement de La Coloma ou de Pinar del Rio; un informateur rapporte : « las plazas se las dan a gente que no son de aquí porque existe el amiguismo, entonces las plazas son para los amigos de los dirigentes»[33].

Ainsi, la majorité des gens de Las Canas, surtout ceux vivant cette situation, disent que les habitants ne travaillent pas parce que il n'y a pas de travail « es que hay nada más trabajo que eso, el combinado pesquero y gastronomía, uno que no trabaja en uno de esos dos lugares, no tiene a donde más trabajar. Porque no hay otro trabajo. No hay otra cosa que hacer, si hubiera otras opciones, trabajarían en otros más. Entonces la mayoría de la gente trabajan por su propia cuenta porque no hay donde más trabajar »[34]. Toutefois, il existe pourtant du travail dans l'agriculture. En effet, toutes les terres agraires de l'État qui bordent la route qui mène de Pinar del Rio à La Coloma manquent chroniquement de travailleurs et emploient des salariés dans leurs champs, et où la population de Las Canas pourrait s'intégrer. Toutefois, les sans emplois de la communauté ne veulent sous aucun prétexte de ces emplois. Ils avancent que l'agriculture est un travail trop difficile et que la paye est dérisoire, de plus, ils disent que le problème du transport les empêchent de pouvoir effectuer un tel travail, comme n'importe quel autre se trouvant à l'extérieur de la région; en effet, l'autobus qui dessert Las Canas n'entre dans le village qu'une fois par jour, ce qui forcerait les

---

[31] « 45% de la population de la région a moins de 30 ans, c'est dire que la démographie ne permet pas de placer tout le monde dans un travail. »

[32] « pour nous (les jeunes) il n'y a pas de place, il faut attendre que se retire (du *combinado*) le groupe de vieux »

[33] « les places ils les donnent à des gens qui ne sont pas d'ici parce qu'ici existe *l'amiguismo* (type de *sociolismo*), donc les places sont pour les amis des dirigeants. »

[34] « il n'y a pas d'autre travail que ça, le *combinado pesquero* et la *gastronomia*, et quelqu'un qui ne travaille pas dans une de ces deux places n'a pas d'autres places où travailler. Parce qu'il n'y a pas

habitants à aller travailler à pied dans les champs, se trouvant au minimum à 10 kilomètres du village ou à se trouver un transport illégal en voiture à partir de La Coloma, qui leur coûterait au moins 10 pesos par jour, une aberration considérant le fait que le salaire dans l'agriculture soit d'environ 150 pesos par mois. De plus, l'agriculture est un travail que les gens connaissent peu à Las Canas, qui n'est pas dans leurs traditions, et qui n'est pas valorisé socialement, un aspect important pour plusieurs Cubains, comme l'exprime cet habitant : « aquí nada más hablas de trabajo y te dicen pa' el campo, pero pa' campo yo no voy, el campo es para lo guajiros »[35]. On retrouve aussi à Las Canas quelques emplois à titre de gardiens, ou de veilleurs de nuit, dans l'ancien centre sportif, dans les cafétérias de la plage, ainsi que dans le club. Plusieurs personnes ont occupé ces emplois, mais que pour des laps de temps très courts (environ une semaine), affirmant que ce travail est ennuyeux et qu'il les empêche de pratiquer d'autres activités, comme la pêche de subsistance, car ils doivent dormir le jour pour pouvoir travailler la nuit, ce qui ne leur convient pas économiquement. Enfin, certaines personnes ont étudié, surtout pour travailler dans la *gastronomía* en tant que cuisinier, serveur, cantinier, ou réceptionniste, et ils disent vouloir travailler dans ce pour quoi ils ont étudié; bien que s'ils trouvaient un travail plus payant pour lequel ils n'ont pas étudié, et surtout qui leur apporterait des dollars, ils l'occuperaient sans hésitation.

Une partie de la population de Las Canas considère donc que la situation des sans emplois est normale, compte tenu de toutes les contraintes auxquelles fait face la communauté à ce niveau, et qu'elle est même injuste et injustifiable; attribuable à des petits dirigeants corrompus; ils affirment que si Fidel était mis au courant de la situation, beaucoup de choses changeraient et que des têtes rouleraient. Toutefois, une autre partie de la population, principalement les personnes âgées ayant travaillé toute leur vie dans des conditions souvent très difficiles ainsi que ceux qui bénéficient d'un emploi sûr et rémunérateur affirment que cette situation est inacceptable et que des

---

d'autre travail. Il n'y a rien d'autre à faire, s'il y avait d'autres options, ils travailleraient ailleurs. Donc la majorité des gens travaillent pour leur compte parce qu'il n'y a pas d'autres places où travailler. »

[35] « ici, dès que tu parles de travaille, ils te disent d'aller dans les champs, mais dans les champs, moi je n'y vais pas, les champs c'est pour les *guajiros*. »

mesures doivent être prises afin de l'éradiquer, parce que comme le dit un informateur : « Aquí, desempleo no hay y trabajo sí hay, el problema es que nadie quiere trabajar »[36]. Ainsi, ils avancent que ceux qui sont sans emploi ne travaillent pas parce qu'ils ne le veulent pas, la preuve en est qu'il manque d'employés dans l'agriculture, et que s'ils se retrouvaient eux-mêmes dans cette situation, ils ne flâneraient pas comme eux en attendant que l'argent leur tombe du ciel et s'engageraient immédiatement dans le travail que la révolution leur assignerait, peut importe lequel. De plus, ils affirment que cette situation crée des conditions propices à la délinquance, le nombre croissant de vols dans la communauté et à La Coloma ainsi que l'augmentation des emprisonnements de jeunes de la région en font foi, contribuant à dégrader le tissu social que la révolution tente d'établir depuis ses débuts et pour lequel la population s'est sacrifiée.

Dans cette perspective, les autorités tentent d'ailleurs de mettre de la pression sur les hommes sans emplois. En effet, la chef de la police du secteur tient périodiquement des réunions obligatoires dans la communauté où sont convoqués les hommes sans emplois. Lors de ces réunions, la police énonce devant tout le groupe les activités illégales que chacun commet afin de gagner un peu d'argent au lieu de travailler légalement, des informations obtenues grâce aux délateurs de tout acabit, insistant ainsi sur le fait que les autorités les surveillent de près, qu'elles sont au courant de leurs activités contre-révolutionnaires et qu'elles peuvent les châtier pour celles-ci quand bon leur semble. Ces réunions visent à motiver les hommes à se trouver des emplois et à les décourager de continuer leurs pratiques illégales, mais jusqu'à présent, elles n'ont pas atteint leurs objectifs, contribuant plutôt à créer un climat conflictuel, de délation et de paranoïa dans la communauté, favorisant d'autant plus la marginalisation sociale et la pratique encore plus cachée des activités illégales. Les dirigeants locaux et régionaux, ainsi que les personnes « plus révolutionnaires » du village (parce que souvent plus près du pouvoir), ont quant à eux un discours contradictoire face aux personnes sans emploi de la communauté. En effet, ils

[36] « Ici, il n'y a pas de manque d'emplois et il y a du travail, le problème c'est que personne ne veut travailler. »

avancent d'abord qu'il n'y a pas de place pour les jeunes dans les différents travaux de la région, mais que, paradoxalement, le manque d'emploi n'existe pas dans le secteur, parce que si les gens le voulaient, ils pourraient travailler dans l'agriculture. En effet, comme Cuba est reconnue internationalement pour son taux de chômage presque inexistant, ces personnes souhaitent maintenir cette image. C'est aussi un moyen pour convaincre la population que la situation économique n'est pas aussi grave que ce dont certains le laissent croire, tentant ainsi d'insuffler une nouvelle motivation pour le travail chez les habitants. Toutefois, bien que la seule solution semble être le travail agricole, l'État ne met pas en place les conditions pour y attirer la population et cette dernière demeure très pessimiste face à son avenir et celui du pays.

Ainsi, la population de Las Canas veut travailler dans le *combinado* et la *gastronomía*, ou pas du tout, bien que certaines personnes s'étant habituées à être sans emploi s'accommodent de leur situation et ne souhaitent désormais plus travailler du tout, réussissant à se faire vivre par leur famille et le système d'État où ils peuvent encore se procurer quelques biens à prix modiques. D'autres ne veulent plus travailler pour l'État, bien que les travaux de *cuentapropistas* légaux ne puissent être créés dans le village, dû à l'éloignement rendant difficile l'accès aux marchandises à vendre et à la faible population où l'écouler. De plus, la population n'imagine pas que d'autres emplois que ces derniers puissent être créés à Las Canas, et surtout pas de leur propre initiative. La majorité des habitants attendent donc que la situation change et espèrent, avec un faible optimisme, que l'État résolve leur situation; un habitant affirme en effet : « dónde vamos a trabajar? Tenemos que robar porque si no hay trabajo, si no nos dejan pescar y hacer hornos, hay que robar para poder vivir; no hay nada, estamos muertos, estamos viviendo por vivir »[37]. En effet, ils souhaitent que le gouvernement agrandisse le *combinado* pour y créer plus d'emplois et ils désirent qu'il mette en place le projet touristique prévu pour Las Canas avant la « période spéciale ». Cette attente est toutefois ambiguë car ils savent bien que l'État n'a pas les ressources pour

[37] « où allons-nous travailler ? Nous devons voler, parce que s'il n'y a pas de travail, s'ils ne nous laissent pas pêcher et faire des fours de charbon, il faut voler pour pouvoir vivre ; il n'y a rien, nous sommes morts, nous vivons seulement que pour vivre. »

effectuer de tels travaux et ils attendent sans illusion qu'un changement se produise. Tous affirment cependant que si le gouvernement reconstruisait Las Canas, ils participeraient avec beaucoup d'enthousiasme à ce processus et qu'ils sont prêts à fournir un travail volontaire pour les travaux, comme ce fut le cas lors de la construction des *cabañas* et du *campismo*, en autant que les emplois que les nouvelles infrastructures créeraient serait attribués prioritairement pour les habitants de Las Canas. La population souhaite ainsi voir sa situation changer, elle veut que des actions soient prises afin d'améliorer directement ses conditions de vie et les conditions du village. Cependant, les habitants de Las Canas ne sont prêts à mettre ces efforts que si le gouvernement s'y investit aussi. Ainsi, tous déplorent entre autres les conditions dans lesquelles se trouve l'environnement du village, particulièrement en ce qui a trait aux déchets qui jonchent le village et la plage et la destruction des infrastructures, mais personne ne prend l'initiative de nettoyer la communauté et d'arrêter d'amputer les édifications de leur matériel pour leurs besoins personnels. Ils laissent faire et même continuent leurs pratiques puisque de toutes façons l'État ne se préoccupe pas d'eux, ce que certains habitants leur reprochent, préférant continuer à pratiquer les activités illégales, comme la pêche de subsistance et l'offre de services aux touristes étrangers pour lutter pour leur vie, *lucharse la vida*.

Ainsi, on constate que les pratiques économiques et l'organisation du travail des habitants de Las Canas sont directement liés à l'environnement et à l'exploitation de ses ressources naturelles, maritimes et terrestres, à travers la pêche, l'agriculture, et le tourisme, articulé à travers les maisonnées et les réseaux. En effet, les relations socio-environnementales communautaires se construisent de manière importante à travers le travail, le manque de travail, et la subsistance quotidienne où l'environnement devient un lieu de rencontres, d'échanges et de résistance à la situation de crise économique et de pressions gouvernementales; la population établit des liens avec l'environnement qui sont médiatisés à travers les relations économiques et sociales de la communauté. Ainsi, les ressources sont dans ce cas considérées et utilisées comme source de revenu et les pratiques que les habitants ont sur elles ont transformé l'environnement depuis les débuts de la révolution, comme par exemple avec le charbon, l'agriculture et le

tourisme local. De même, les transformations économiques et politiques du système ont contribué à changer les pratiques de la population sur les ressources. La dynamique côtière et les relations socio-environnementales se sont donc modifiées avec les changements induits par le gouvernement, ce qui transforma en retour les intérêts de la population et donc les relations qu'a cette dernière avec son environnement, influençant entre autres ses rapports avec les savoirs écologiques locaux.

De même, ces transformations étatiques, sociales et économiques ont influencé les différentes stratégies de la population lui permettant de résister et de maintenir ses intérêts dans un système où les relations de pouvoir sont définies par les opportunités et les possibilités de chacun. Ainsi, les enjeux de la société et les intérêts de la population sont basés sur des pratiques de résistance économique et sociale qui marquent directement l'environnement et l'exploitation des ressources. La gestion de ces dernières s'est toutefois transformées dans la dernière décennie et elle est redécouverte par une partie de la population qui l'utilise maintenant de manière différente, marginalisant leurs pratiques de résistance dans une illégalité dont ils peuvent difficilement s'extraire. En effet, la crise économique, les sentiments de désinvestissement, d'incertitude, de désancrage, et de laissez aller se reflètent sur les pratiques économiques de la communauté et l'exploitation de ses ressources et ont transformé les relations socio-environnementales du groupe.

5.2 Les discours sur l'environnement et la gestion des ressources côtières à Las Canas

Nous verrons dans ce qui suit comment les discours de la population de Las Canas s'articulent par rapport à son environnement et les relations qu'elle a établies avec celui-ci sur la base de ses pratiques économiques et de son exploitation des ressources. Nous verrons aussi comment ces pratiques et ces discours sur l'environnement se sont transformés à travers les relations que la population a développées avec les membres du projet de développement durable des mangroves ainsi qu'avec des représentants du

gouvernement et quels en sont les impacts au niveau socio-environnemental pour la communauté.

5.2.1 L'environnement côtier de Las Canas : les perspectives de la population

La population de Las Canas possède différentes conceptions et perspectives concernant l'environnement qu'elle habite et qui l'entoure, sur son état actuel ainsi que sur les transformations qu'il a subies. Nous verrons que les discours que les habitants du village adoptent par rapport à l'environnement se mêlent à la vision qu'ils ont de leur communauté et de ses caractéristiques, et que l'importance qu'ils accordent à l'environnement est intimement liée à leur vie quotidienne et leur identité communautaire.

Un des éléments de l'environnement de Las Canas qui touche particulièrement la population concerne la plage, ses ressources et ses installations. En effet, elle est liée directement à ce qui identifie le village et ses habitants depuis leur implantation : une population côtière et touristique. Les habitants retiraient d'ailleurs une grande fierté de leur plage, qui s'étendait auparavant sur les deux kilomètres de la communauté, et tout au long de laquelle les visiteurs comme les habitants locaux pouvaient s'y baigner et s'y prélasser. Le village était donc appelé la *Playa* Las Canas, et il était reconnu pour cette dernière. Les habitants décrivent la plage telle qu'ils la retrouvaient auparavant comme un endroit paradisiaque, la comparant parfois même à Varadero. Ils insistent sur le fait qu'elle était très longue, ne comprenant pas seulement le segment actuel à l'extrême ouest du village, et très propre; on n'y retrouvait aucun déchet domestique, pas de varech qui jonche le sable, et surtout pas d'herbes poussant à travers le sable et dans l'eau où les baigneurs profitaient de la mer. Cette dernière était d'ailleurs presque pure, certains disant qu'il était quasiment possible de s'y laver le visage. La plage comptait aussi jusque vers la fin des années 1980 un « mur de protection de la plage », espèce de digue s'étendant sur toute la longueur du village et qui formait ainsi un muret dans la mer, où cette dernière allait le frapper en la séparant de la plage, sur laquelle se retrouvait du sable qui y était transporté périodiquement. La digue permettait selon les habitants de prévenir les herbes de pousser sur la plage et dans la

mer. De même, la plage était pourvue d'une équipe d'une dizaine de travailleurs, appelée la *brigada de la playa*, constituée d'hommes et de femmes du village qui, chaque jour de l'année, y ramassaient tous les déchets et débris que l'on pouvait y trouver, dans l'eau et sur terre.

Lorsque les habitants de Las Canas parlent de l'environnement et de la plage, ils y incluent aussi toutes les infrastructures que l'on y trouve; selon leurs conceptions, elles font parties de l'environnement et ne peuvent en être dissociées. Ainsi, la plage comptait autrefois des parasols faits de troncs d'arbre et de branches de palmiers qui se trouvaient face à chaque maison donnant sur la mer. De même, on retrouvait sur le long des deux kilomètres de la plage cinq longs quais que pouvaient fréquenter les visiteurs et les habitants locaux. L'environnement des habitants de Las Canas comptait aussi toutes les infrastructures de la *gastronomía* en bon état et offrant un service quotidien ainsi que le parc d'enfant à l'entrée du village en fonction. Tous ces éléments contribuaient à rendre selon la population l'environnement de Las Canas en meilleur état, à le rendre plus beau, plus agréable et mieux entretenu. Cet ensemble d'éléments formant les ressources de la plage représentait le meilleur que possédait le village, l'accomplissement d'une bonne gestion, ainsi que l'exemple de ce qu'est un environnement sain.

Depuis la crise de la « période spéciale », les habitants de Las Canas affirment que leur village vit un grave problème de dégradation à cause de la détérioration de l'environnement de la plage. En effet, les unes après les autres, les installations de la plage ont été détruites ou abandonnées. Ainsi, la digue de la plage fut détruite à la fin des années 1980 pour faire place au nouveau projet touristique qui devait transformer Las Canas et y évacuer toute sa population. La démolition de la digue devait faire place à une plage artificielle ayant l'aspect des plages de sable blanc de la côte nord de l'île. Les promoteurs draguèrent le fond de l'eau où se trouvait le mur et ils y déversèrent du gravier avant d'y mettre le sable. Toutefois, la crise économique bloqua le projet, la terre draguée ne fut jamais évacuée et se mêla au gravier, et la plage de Las Canas se transforma en tranchée. La population affirme de même que les

dirigeants qui ont développé ce projet ne connaissaient rien à l'environnement, qu'ils étaient incompétents, et qu'ils ont définitivement détruit l'environnement du village au lieu de l'améliorer comme ils devaient le faire. De plus, ces travaux ont impliqué la destruction des parasols et la coupe de tous les arbres qui bordaient la plage, en plus de briser davantage les conduites d'égouts des maisons; dans la même veine, le parc d'amusement fut démoli dans l'intention d'en construire un nouveau. Toutefois, aucun projet n'a pu être fait après ces travaux et aucune initiative n'a été prise afin de récupérer les dégâts qui avaient eu lieu, laissant les habitants dans un état de désolement face à toute cette destruction contre laquelle ils ne pouvaient rien.

De même, depuis cette période, les habitants de Las Canas pensent devoir déménager à La Coloma et abandonner le village, contribuant à un laisser-aller destructeur tant pour leurs demeures que pour l'environnement. De plus, le gouvernement n'offre plus à la population les ressources qu'ils dispensaient pour le maintient et l'entretient de la plage. Ainsi, la *brigada de la playa* fut congédiée et depuis, plus personne ne s'occupe du nettoyage de la plage, à l'exception d'une personne âgée qui nettoie pendant la *temporada* la section de plage qui demeure désormais ouverte. Dans cette perspective, les personnes habitant face à la plage ne nettoient pas non plus, pour la plupart, leur partie de terrain et toute cette section de la plage est désormais recouverte d'herbes hautes et de boue. Le gouvernement cessa aussi de fournir des ressources pour le maintient des quais, à l'exception de celui de la *villa militar* dont les réparations sont financées par les Forces armées; ainsi, ils se sont lentement, et complètement, détruit avec le temps et la population a contribué à cette situation en prenant les planches qui les composaient pour réparer leurs maisons.[38] Les infrastructures de la plage et de la *gastronomía* encore en fonctionnement sont aussi un peu plus abandonnées chaque année et se trouvent maintenant presque toutes dans un état de détériorement avancé qui peut maintenant difficilement être récupéré. Ainsi, les habitants de Las Canas

[38] Dans les dernières années, un réseau de maisonnées a commencé à se construire un quai avec leurs propres moyens, entre autres à l'aide de bois provenant de rails de chemin de fer. Toutefois, sa construction fut abandonnée suite à la mort tragique d'un habitant pendant les travaux et personne n'a repris le flambeau depuis, laissant le quai à demi construit et se détruisant d'année en année par manque d'entretient.

disent que leur plage est maintenant inutilisable, elle est sale, malpropre, les gens y jetant d'ailleurs leurs déchets, elle est remplie de boue, tapissée d'herbes, et il est maintenant impossible de s'y baigner; elle est maintenant la honte du groupe, elle est morte. À cela s'ajoute la destruction de ses installations et l'inaction de la population pour améliorer cet environnement, ou même freiner sa détérioration. Ainsi, malgré que la dernière partie de la plage soit encore utilisable, même si elle n'est plus ce qu'elle a déjà été, les habitants de Las Canas soutiennent qu'ils ont perdu leur environnement et qu'il est peu probable qu'ils le retrouvent jamais.

La zone de mangroves et la lagune adjacente à la communauté forment l'autre partie de l'environnement de la population de Las Canas. Les mangroves n'ont toutefois pas été jusqu'à tout dernièrement une préoccupation pour les habitants, et pour plusieurs d'entre eux il en est encore ainsi. En effet, les mangroves ont longtemps été considérées comme une végétation envahissante qui s'étend de manière inopportune sur les terrains des maisons qui y sont adjacentes et qui amène beaucoup de moustiques de toutes sortes. Ainsi, bien que la population constatait que la quantité et la densité des mangliers de cette zone décroissaient considérablement depuis la période spéciale, ils ne s'en formalisaient pas et depuis toujours, ils coupaient les arbres dérangeant aux frontières de la communauté, ce qui est maintenant impossible à cause des lois interdisant la coupe de ces arbres. Plusieurs habitants considéraient d'ailleurs que la communauté était beaucoup plus propre et jolie lorsque tous ces arbres n'étaient pas si près du village. Cependant, comme nous le verrons dans la section suivante, le discours de plusieurs a changé suite au projet de développement durable ayant prit place dans la communauté. Ainsi, pour certains cet environnement s'est amélioré depuis qu'il est interdit de couper les mangliers qui ont complètement repeuplé les abords du village, alors que pour d'autres, il s'est détérioré car il nuit à la communauté. D'ailleurs elles empêchent maintenant de voir la lagune qui borde le village et elles servent de dépotoir pour plusieurs personnes.

En effet, les gens préfèrent souvent disposer de leurs déchets dans cette zone que de les mettre aux ordures. Une fois par semaine, une carriole tirée par un bœuf passe pour

récolter les ordures de la population; toutefois, celle-ci est relativement petite et elle ne récupère pas les déchets qui sont trop gros ou trop lourds. Avant la « période spéciale » on retrouvait des conteneurs où les gens pouvaient disposer de leurs ordures et qu'un camion venait vider une fois par semaine, un service qui a cependant cessé avec la crise. Ainsi, les gens doivent se débarrasser de leurs déchets et le boisé représente souvent la solution la plus facile et rapide, bien qu'illégale. Malgré que la population récupère davantage que dans nos sociétés occidentales, toute chose pouvant être réutilisée n'est pas jetée, les rebus de la communauté contaminent tout de même cet environnement. Un répit fut toutefois accordé aux mangroves lorsqu'une campagne nationale contre le virus du dengue et les sites où se reproduit son vecteur a été mise en place. En effet, chaque personne eut le devoir de disposer de tous les déchets se trouvant dans leurs maisons et sur leurs terrains et de nombreux camions furent mis à la disposition de la population pour les évacuer, ce qui fut largement mis à profit à Las Canas, libérant cette dernière de nombreux détritus accumulés par la population avec les années.

La zone de mangroves et la lagune se détériore aussi par le manque d'échanges aqueux entre cette dernière et la mer. En effet, les quatre canaux creusés entre la lagune et la mer sont maintenant complètement bloqués par la boue, les déchets et les résidus organiques qui s'y sont déposés avec le temps puisque personne ne les nettoient plus désormais, empêchant l'eau de circuler. La lagune, qui auparavant séchait pendant les mois d'hiver, est maintenant constamment remplie d'eau stagnante et malodorante. Cette situation est entre autres due aux mangliers rouges dont les racines libèrent du soufre qui s'imprègne dans la terre et la boue entourant le village et la plage; cette boue posséderait d'ailleurs des vertues médicinales qui soignerait entre autres différentes maladies de peau et l'arthrite, bien que nous n'ayons jamais observé d'habitants s'administrer ce traitement.

La zone de mangroves ainsi que la plage subissent aussi les méfaits liés aux déversements d'égouts. En effet, les conduites d'eaux usées des maisons de Las Canas sont presque complètement détruites. Il existait auparavant des fosses septiques où

chaque maisonnée y déversait ses rejets, mais celles-ci, ainsi que le système de tuyauteries, furent partiellement détruit lors des travaux pour amener l'eau potable à la communauté, le travail des années et le manque de maintenance ont complété leur destruction. Ainsi, alors qu'auparavant un camion venait vider les fosses périodiquement, la population doit maintenant rejeter ses eaux dans la mer ou dans les mangroves. Les canaux d'évacuation sont d'ailleurs à l'air libre et ils offrent aussi de nombreuses fuites. Cette pratique contamine évidemment le sol et la mer, mais ne semble pas préoccuper outre mesure la population. En effet, les habitants sont davantage choqués et beaucoup moins tolérant envers les personnes qui ne ramassent et ne nettoient pas leurs terrains, offrant aux yeux de tous une vision de malpropreté et de désorganisation du village; il arrive d'ailleurs souvent que des conflits éclatent à ce sujet dans les réseaux de maisonnées. En effet, cette pratique est considérée par les habitants comme étant un facteur majeur de destruction de leur environnement, comparativement à la situation de dégradation des mangroves, qu'ils ne soulèvent que très peu et qui ne semble pas les gêner.

La population de Las Canas a ainsi une perspective très singulière de l'environnement, et elle est d'ailleurs prête à perdre ce qu'il en reste au profit de nouveaux projets de développement, comme le tourisme ou un projet de crevetticulture qui devrait s'implanter dans les prochaines années, qui leur permettraient de travailler et d'augmenter leurs revenus. Leur vision de l'environnement et très liée, presque confondue avec la communauté et le milieu de vie de ses habitants. D'ailleurs, l'utilisation du terme environnement dans une perspective écologique se référant à leur réalité est nouvelle pour eux, l'ayant appris avec le projet de développement durable des mangroves; en effet, ce terme référait davantage à des situations mondiales, comme la désertification ou la destruction de l'amazone ou de la couche d'ozone, présentées dans les médias. Ainsi, lorsqu'on aborde l'environnement avec les habitants, il faut préciser de quoi on traite exactement.

Lorsqu'elle parle d'environnement, de sa gestion et d'environnement sain, la population réfère à la propreté, à l'esthétique, comme de garder les maisons bien

peinturées, d'ornementer son terrain avec des fleurs, de couper les mauvaises herbes, et de ramasser les traîneries qui le jonchent par exemple; l'environnement est la communauté même dans laquelle la population vit. Les idéologies modernistes de la révolution et d'éradication de la pauvreté, et de l'apparence de pauvreté, ont sûrement contribué à cette vision et ce discours. D'ailleurs, la compréhension de la population des ressources naturelles n'est pas celle que nous entendons en Occident et dans la rhétorique du développement. En effet, les habitants n'ont pas été inclus dans la production des discours de l'État sur les ressources, comme cela a été davantage le cas pour ceux travaillant dans l'agriculture intensive, une activité dans laquelle la population de Las Canas n'a jamais été impliquée. Lorsque interrogés sur les ressources naturelles, la majorité des habitants affirmaient ne rien connaître à ce domaine, alors qu'ils les exploitent et les utilisent quotidiennement. Ainsi, les ressources naturelles ne sont pas pour eux des ressources; les ressources sont pour eux l'argent, surtout les dollars, et le matériel, les équipements, alors que l'environnement qui les entoure n'est pas inclus dans cette catégorie, il est une présence quotidienne, presque immuable, qui leur permet de vivre et de survivre. De plus, ils sont touchés par les transformations et la dégradation de l'environnement qui affectent leurs pratiques, comme pour la pêche et la *gastronomía*, mais ils semblent beaucoup moins préoccupés par la dégradation des ressources qu'ils exploitent moins, comme pour ce qui est des mangroves, qui de toutes façons se retrouvent encore en très grande quantité, ou qui n'ont pas de valeur commerciale.

Enfin, tous les habitants de Las Canas déplorent la situation de dégradation et de détérioration du village et de l'environnement, mais tous affirment que c'est quelque chose d'incontrôlable qui ne peut être changé, surtout pas par eux. En effet, ils affirment qu'une amélioration nécessite de l'argent et du matériel, et que celle-ci est directement liée à leur propre situation, qu'elle en est indissociable. La situation environnementale de la communauté est associée, intégrée aux difficultés auxquelles ils font face et sur lesquelles ils sentent qu'ils n'ont que peu de pouvoir d'action, la faillite de leur environnement est liée à la leur, et contrairement aux différentes

stratégies de survie qu'ils adoptent à travers l'exploitation des ressources, ils ne voient pas comment leurs pratiques locales pourraient influencer l'environnement.

5.2.2 Les nouvelles perceptions sur les pratiques et les discours environnementaux de la communauté

Les pratiques environnementales des habitants de Las Canas subissent différentes transformations depuis quelques années. Cette situation est principalement attribuable au projet de développement durable des mangroves qui s'y est déroulé de même qu'aux changements des politiques gouvernementales en matière d'environnement se traduisant par des contrôles plus stricts de son exploitation. Ces changements dans les pratiques vont de pair avec des modifications des discours que la population tient sur son environnement, son exploitation et les intervenants que l'on y retrouve.

Le projet de développement durable de la zone de mangroves du groupe MASOREC (cf. chapitre 6) initié en 2000 eut un impact direct sur l'exploitation de l'environnement et la perception qu'en ont les habitants. Nous verrons dans le chapitre suivant les détails de ce projet tel que le représentent ses membres, mais nous verrons ici comment la population l'a vu, vécu, et interprété et quels en ont été les impacts pour les relations socio-environnementales. Le projet devait impliquer tous les membres de la communauté, un objectif qui fut presque atteint à travers l'une ou l'autre des activités qu'il a mises en place, et toutes les personnes y ayant participé disent avoir beaucoup apprécié leur expérience et qu'ils seraient prêts à la répéter à tout moment. L'activité qui a le plus touché et intéressé les habitants de Las Canas, hommes et femmes de tout âge, fut les sorties de groupe dans le bois de mangroves entourant Las Canas. Lors de ces excursions, presque tous les habitants du village, à l'exception des personnes malades et des quelques réfractaires ne souhaitant pas participer[39], chaussés de bottes et de vêtements longs sont allés avec la quinzaine de personnes membres du projet affronter les moustiques et la boue pour « découvrir »

[39] La non-participation de ces personnes ne semblait d'ailleurs pas motivée par une position qui se voulait être contre le projet, mais plutôt comme de l'indifférence ou du désintéressement, et elles évoquèrent plutôt la fatigue ou certains problèmes à résoudre à ce moment précis pour justifier leur absence. Si ces raisons en masquaient d'autres, ces personnes n'ont pas voulu nous les partager.

leur environnement. Cette expérience est racontée par les habitants y ayant participé comme quelque chose de *muy bonito* et de très intéressant car elle leur a permis « d'apprendre ». En effet, les membres du projet leur ont alors enseigné les noms des différentes plantes et arbres que l'on retrouve dans les mangroves ainsi que l'importance de ces dernières pour l'environnement. Les habitants ont d'ailleurs principalement retenu que les mangroves sont importantes car elles protègent l'île et ses habitants lors d'ouragans en formant une barrière naturelle contre l'eau et les vents, ainsi qu'elles empêchent la salinisation des terres, et qu'à cause de la coupe abusive des mangroves dans la dernière décennie, des terres autrefois productives se trouvant en amont de Las Canas vivent maintenant des problèmes d'infertilité.

Les habitants soulignent de plus que lors de ces activités, ils ont nettoyé les canaux de Las Canas permettant les échanges entre la lagune et la mer, ils ont nettoyé aussi les petits estuaires se trouvant à l'ouest de la communauté en y enlevant les éléments qui obstruent la circulation de l'eau. Ils ont nettoyé une grande zone de mangroves des déchets qui s'y trouvaient et qui empêchent les racines de mangliers de respirer, les faisant mourir. Ils ont appris que lorsqu'ils font du charbon, ils doivent couper les mangliers morts et espacer leurs coupes dans un grand périmètre afin d'éviter de créer des clairières qui favorise d'autant la salinisation. Enfin, ils ont planté dans les zones les plus détruites ainsi que sur le bord de la côte et des estuaires des graines de mangliers rouges, qui se sont toutefois peu développées, ainsi que quelques 3000 graines d'eucalyptus pour créer un boisé énergétique pour la production de charbon, qui lui non plus ne s'est pas développé. Ces activités ont ainsi montré aux gens qui fréquentaient déjà les mangroves pour y faire du charbon leur importance et leurs particularités, et a aussi permis à d'autres membres de la communauté d'y aller pour une première fois. Toutes les personnes qui y sont allées ont été enchantées par l'aspect jovial de l'entreprise, par leur redécouverte de ce qui les entoure depuis toujours et aussi par le fait de s'investir dans une activité, de participer à un projet, de profiter de la nature d'une manière différente, et de faire quelque chose de nouveau et de différent du quotidien.

L'autre partie des activités qu'une partie de la population a effectuées avec le projet fut une semaine d'ateliers donnés tous les matins par quelques membres du projet où 35 habitants se sont inscrits. Ici aussi la participation était volontaire, mais étant donné que peu de personnes se sont montrées intéressées aux débuts, le projet a demandé la participation des centres de travail qui ont libéré certains de leur employés pour qu'ils s'impliquent dans les ateliers. Peu de personnes se souviennent en détail de ce qu'ils ont appris dans ces cours, ils disent qu'ils ont « appris l'environnement et le développement durable », mais sans pouvoir expliquer en quoi cela consiste, et la leçon apprise demeure qu'il est important de faire attention à l'environnement en ne coupant pas de mangroves. Tous se souviennent toutefois du bon temps et des rires qu'ils ont partagés dans ces ateliers; en effet, certains habitants ont souligné qu'ils faisaient des mises en situation où différentes personnes prenaient, par exemple, le rôle d'un inspecteur des gardes forestiers et d'un producteur de charbon qui coupait du bois, et chacune des personnes devait personnifier ces intervenants en simulant la situation, ce qui a beaucoup amusé les gens de voir certaines personnes adopter des discours particuliers dans ce contexte compte tenu de leur caractère et de leurs pratiques dans la vie. Les participants ont aussi souligné le fait que les ateliers se sont tenus dans le restaurant, un lieu qu'ils ne fréquentaient plus depuis plusieurs années; de même ils ont apprécié le fait que les membres du projet leur aient donné des carnets et des crayons ainsi que de bons repas. En fait, plusieurs semblent avoir apprécié le fait qu'ils aient reçu de l'attention de la part de personnes considérées comme tenant un haut statut social, une situation qu'ils ne vivent pas en général, ainsi que d'avoir pu se divertir et s'amuser avec des membres de la communauté qu'ils ne fréquentent pas de manière journalière dans un contexte où ils ont eu l'impression de se rendre utile à l'extérieur de leur quotidien.

Ainsi, toute la communauté a beaucoup apprécié le projet, affirmant que c'était une des seules bonnes chose utile ayant été effectuée dans la communauté depuis longtemps; la population affirme que personne de la communauté ne savait auparavant ce que le projet leur a enseigné et que pour cette raison il devrait continuer. En effet, tous les habitants souhaiteraient qu'une deuxième partie du projet soit d'ailleurs mise

en place. Plusieurs disent qu'ils voudraient apprendre davantage sur l'environnement, se faire expliquer plus en détails et approfondir certains éléments qui furent présentés et qui ont mal été compris par la population; ils voudraient aussi que d'autres aspects de l'environnement soient abordés. D'un autre côté, certaines personnes se sont senties abandonnées et utilisées, qu'elles ont perdu leur temps, car elles ont l'impression que le projet s'est arrêté sans être terminé. En effet, les membres leur avaient promit de revenir pour planter d'autres mangliers, des fleurs et aussi des palmiers, ce qu'ils n'ont pas fait. De même, ils avaient avancé qu'ils aideraient la communauté par rapport à certains problèmes qu'elle vit, et dont l'achat du téléviseur et du magnétoscope s'insérait dans cette perspective afin d'offrir à la population davantage de divertissement, et qui n'a pas été effectué. Ainsi, certains habitants disent qu'ils vivent encore des problèmes par rapport au transport, au non-emploi, à la détérioration de la plage et des ses infrastructures, ainsi qu'au manque d'activités que l'on retrouve dans le village, qu'ils pensaient que le projet allait pouvoir régler. Ils voudraient donc une deuxième partie, mais où les gens du projet les écouteraient sur comment protéger la communauté puisque eux les ont écoutés à propos de comment protéger l'environnement. En fait, le projet est vu par certains comme un nouveau moyen de faire avancer les intérêts de la communauté, un moyen de faire entendre ses insatisfactions et ses besoins à d'autres niveaux de pouvoir, une manière de critiquer le système sans faire de politique et se compromettre.

Après que les activités du projet aient été terminées dans la communauté, certaines personnes ont continué pendant un moment d'aller dans les mangroves pour les nettoyer et y ramasser les déchets, comme les membres du projet le leur avaient suggéré, mais cette initiative fut de courte durée et rapidement les gens sont revenus à leurs anciennes activités et rythme de vie. Toutefois, les personnes ayant participé dans le projet affirment qu'elles font maintenant beaucoup plus attention aux mangroves et à leur protection et qu'elles suivent les enseignements reçus autant que possible; ainsi, ils essaient de couper seulement le bois mort et se trouvant à l'intérieur du boisé, et non pas sur les bords du village. Les participants disent aussi qu'ils font moins de charbon depuis le projet. Ils disent que toutefois ce ne sont pas toutes les

personnes du village qui connaissent l'importance des mangroves et de leur protection et que des activités destructrices se poursuivent malgré tout. Cependant, les participants du projet sentent qu'ils peuvent maintenant intervenir auprès d'une personne qui fait du charbon de manière inadéquate grâce aux connaissances justes qu'ils ont, ce qu'ils ne faisaient pas auparavant même lorsqu'ils jugeaient certaines pratiques destructrices. Toutefois, si la situation devenait très critique, les gens recommenceraient à couper les mangroves autant qu'avant car chacun affirme qu'ils doivent se nourrir et prendre les moyens qu'il faut quand le gouvernement ne les offre pas. Ainsi, les pratiques de certains membres de la communauté ont changé par rapport à l'exploitation des mangroves et l'environnement signifie maintenant pour eux la zone de mangroves qu'ils considèrent important de protéger. Bien que ces habitants ne jugent pas les pratiques des autres qui exploitent les mangroves car ils vivent la même crise, ils sont dorénavant plus prompts à adopter des pratiques moins destructrices et à les enseigner aux autres, et ils sont reconnaissants des nouveaux savoirs qu'ils ont acquis auprès de personnes à qui ils vouent maintenant beaucoup de respect.

Les changements gouvernementaux par rapport à la protection de l'environnement qui s'actualisent par un contrôle accru de leur exploitation ont aussi eu des impacts sur les pratiques et les discours de la population par rapport à l'environnement. L'État était auparavant très peu présent sur les côtes en ce qui a trait à l'environnement, son exploitation ou sa conservation; les politiques de développement orientées vers l'agriculture et l'industrie avaient mis de côté les zones côtières, sauf en ce qui concerne la sécurité nationale, et les pratiques d'exploitation que les gens y effectuaient importaient peu les dirigeants. En effet, les habitants de Las Canas affirment qu'il n'existait auparavant aucune surveillance sur les côtes et qu'il était possible de couper tout le bois désiré et de pêcher tous les poissons de la mer, peu importe l'espèce (comme la langouste) et les techniques, sans que personne, civil ou inspecteur, ne viennent dire quoi que ce soit, faire des réprimandes ou donner des amendes. La population pouvait ainsi utiliser et exploiter les ressources naturelles à sa guise. Les récents changements dans les lois favorisant un développement des

écosystèmes côtiers ainsi que le contrôle des activités qui s'y pratiquent bouleverse maintenant la vie des populations.

En effet, bien que les inspecteurs existaient aussi autrefois, la population dit qu'ils ne surveillaient pas vraiment et qu'ils n'avaient pas de connaissances de l'environnement, leur tâche devant être principalement de surveiller et de prévenir les activités contre-révolutionnaires. Maintenant, les inspecteurs sont davantage formés en matière environnementale et surveillent presque exclusivement les activités d'exploitation. Leur présence se fait relativement peu sentir pour ce qui est des mangroves et les gens réussissent généralement, en se cachant un peu, à pouvoir couper et faire leur four à charbon sans se faire prendre et donner une amende. Le changement majeur se fait sentir au niveau de la pêche de subsistance et, comme nous l'avons vu dans la section précédente, ils effectuent leur travail avec rigueur et intransigeance. La population de Las Canas voit d'ailleurs leur situation comme étant critique à cause de cela car ils se définissent comme un village qui vit de la mer; si les inspecteurs leur « ferme » la mer, ils se retrouvent avec rien, ce qui les angoisse beaucoup. Plusieurs disent que les inspecteurs devraient venir rencontrer le village et y faire une réunion afin que les deux parties puissent échanger. La population souhaiterait ainsi pouvoir expliquer pourquoi ils ont besoin de pêcher et surtout pouvoir établir des ententes avec les inspecteurs, leur permettant par exemple de pêcher comme ils le veulent et sans être dérangé par leur présence à l'intérieur de certaines limites, qui devraient être plus grandes que celle que marquent les phares pour l'instant. La population considère d'ailleurs que les inspecteurs ne comprennent pas la pêche car ils ne leur imposeraient pas des restrictions aussi rigides et dépourvues de sens. De même, ils s'insurgent contre les amendes très élevées qu'ils distribuent, affirmant que bien qu'elles affectent la population durement, elles ne les empêchent pas de pêcher; dans cette perspective, certains affirment aussi que les inspecteurs devraient d'abord s'éduquer et ensuite venir faire des rencontres avec la population et les enfants pour leur expliquer la meilleure façon de pêcher. La population affirme comprendre pourquoi les inspecteurs surveillent car ils veulent éviter les abus, mais elle ne comprend pas pourquoi ils sont

si sévères avec la communauté car ses pratiques ne sont pas dommageables selon ses habitants.

Toutefois la population affirme qu'elle n'est pas dupe et qu'elle sait très bien que les inspecteurs veulent éviter le trafic de langoustes et d'autres espèces de bonne valeur commerciale et qu'ils ont bien peu à cœur la protection de l'environnement et la conservation de ses ressources. D'ailleurs, les habitants du village disent que le gouvernement ne se préoccupe pas de l'environnement. Selon eux, cette préoccupation devrait se traduire par des personnes qui seraient employées à éduquer la population ainsi qu'à planter des arbres et des fleurs dans le village. De même, un intérêt du gouvernement pour l'environnement devrait aller de pair avec des investissements dans la communauté, ses habitations, ses infrastructures, ainsi que la plage et le développement du tourisme. Ainsi, pour les habitants de Las Canas, les interventions de l'État en matière d'environnement se résument à deux aspects : une fonction restrictive et punitive pour protéger l'économie nationale et une autre de protection, de conservation et de développement dont ils entendent parfois parler par les dirigeants, mais qui ne se ressent pas dans leur vie.

La population de Las Canas se sent parfois confuse et perplexe quant à la propriété et l'exploitation des ressources de son environnement et elle utilise souvent cette situation pour poursuivre ses pratiques selon ses convictions et ses intérêts. Ainsi, plusieurs habitants avancent souvent que la mer et ses ressources comme la langouste, ainsi que le bois et les mangroves ne sont à personne en particulier et que tous les Cubains en sont les propriétaires car personne ne les a créées; ainsi, dans cette logique, l'État n'aurait pas le droit de se donner le privilège d'être le seul à pouvoir les exploiter et cela justifie donc le fait que les habitants les exploitent, tout en sachant que c'est interdit. De même, la population ne sent pas vraiment la présence de l'État dans leur vie, mis à part pour ce qui est des inspecteurs, qu'ils rattachent d'ailleurs davantage à de petits dirigeants locaux et provinciaux qu'au niveau politique national et ses lois environnementales. Ainsi, elle ne vit pas la décentralisation de l'État, sauf à travers ses effets négatifs liés au manque de ressources matérielles qui n'arrivent que

rarement à la population et à l'impuissance politique de la déléguée du conseil populaire, dont elle estime d'ailleurs grandement les efforts et la persévérance. Ainsi, l'État est pour les habitants représenté dans l'environnement à travers les inspecteurs, d'une part, et, d'autre part, dans tous les autres niveaux gouvernementaux qu'ils ne voient pas et dont ils ne sentent pas la présence. Le système est donc demeuré le même pour eux, à l'exception de sa plus grande rigidité, qu'ils attribuent souvent directement aux pouvoirs discrétionnaires des inspecteurs et de certains dirigeants locaux. Dans cette perspective, ils savent aussi, malgré leur logique, que les ressources qu'ils s'approprient, tout comme leur milieu de vie, demeurent la propriété de l'État et que ce dernier a tous les pouvoirs sur les changements d'accès et de mode d'exploitation qu'il veut y instaurer au moment où il le veut. Cet État, et non pas les gouvernements locaux, est aussi le seul aux yeux de la population qui a le pouvoir de changer leur situation et d'améliorer leur environnement, mais il leur envoie, à travers les médias et ses représentants, toujours le même message de son impossibilité d'agir à cause de la « période spéciale ». En effet, l'État a toujours été la seule autorité qui puisse dire quoi, comment et quand des projets, peu importe leur envergure, peuvent être menés, ce qui a eu entre autres pour conséquence de rendre la population « inactive » car elle ne peut elle-même changer sa situation, sauf à travers des moyens et des techniques qui s'inscrivent dans la résistance et qui demeurent à une petite échelle.

Ainsi, les pratiques d'utilisation et d'exploitation des ressources naturelles se sont modifiées pour la majorité des habitants de Las Canas. En ce qui a trait aux mangroves, cette transformation est due pour certains aux connaissances qu'ils ont acquises sur cet écosystème et à leur participation au projet, alors que pour d'autres, elle est redevable à l'augmentation des risques liés à cette pratique par les amendes qu'ils encourent à faire du charbon. Pour ce qui est de la pêche, les changements de pratique sont redevables exclusivement à la présence des nouveaux inspecteurs qui punissent durement les infractions. Toutefois, dans un cas comme dans l'autre, les pratiques, bien que plus cachées, se maintiennent. Avec ces changements, plusieurs personnes ont néanmoins pris conscience de leurs pratiques et font plus attention à la manière dont ils exploitent l'environnement, ils affirment qu'il est important de le

protéger et certains agissent avec cette perspective en tête; ainsi, les discours se transforment aussi par rapport à leurs pratiques et l'environnement. Cette situation ne se fait toutefois pas sentir par rapport à l'environnement marin et son exploitation. En effet, certains affirment que différentes pratiques de pêche, particulièrement le *chinchorro* et la capture de petits poissons, peuvent nuire à la ressource lorsque pratiquées de manière intensive par le *combinado* par exemple, mais personne utilisant ces techniques dans la communauté ne les change car ils croient que leurs activités, petites et locales, n'ont pas d'impact négatif. En effet, la mer et ses ressources ne sont pas encore catégorisés comme étant « de l'environnement », comme le projet l'a fait avec les mangroves, ils ne représentent pas un problème d'exploitation; l'exploitation est liée à une pratique qui se fait sur les mangroves, qui sont maintenant « de l'environnement » et qu'il faut protéger, une opération qui ne s'est pas encore faite au niveau du système marin. Les habitants de Las Canas se sont donc fait dire, et ont accepté, qu'une partie de leur environnement, les mangroves, soit dégradée et qu'elle nécessite une protection, mais ils continuent aussi d'affirmer que l'environnement qui nécessite d'être protégé et pris en main est leur milieu de vie, leur communauté.

Ainsi, les pratiques économiques et l'organisation sociocommunautaire de Las Canas sont liées à l'environnement, ses ressources naturelles, et sa gestion, à travers, entre autres, la pêche, la production de charbon, l'agriculture, le tourisme et le non-emploi, impliquant les différents moyens que la population a développés afin de le contourner. Les pratiques d'exploitation et les relations sociales de la communauté se sont transformées au fil des ans en parallèle avec les changements qu'a vécus le système socio-économique cubain et les modifications que le gouvernement a apportées à l'environnement. En effet, les attitudes de la communauté face à l'environnement et son exploitation se sont transformées en favorisant le développement de pratiques de résistance s'adaptant aux différentes situations, qui s'expriment à travers l'exploitation et l'utilisation des ressources, et qui sont intégrées à la communauté, à ses relations et son organisation sociale, créant ainsi une nouvelle dynamique socio-environnementale. L'environnement est devenu un lieu où s'actualise une des formes de pouvoir qu'a la population dans la société à travers ses activités illégales.

Paradoxalement, la population reconnaît comme étant son environnement la communauté, son milieu de vie, et non pas les ressources naturelles. Sa perspective de la dégradation et de la conservation s'insère donc dans cette conception où l'État doit protéger et développer la communauté, ses activités et ses habitants. Dans cette optique, la population, qui a toujours été prise en charge par l'État, attend de ce dernier qu'il les sorte de leur situation difficile en lui fournissant les ressources nécessaires; ajouté à leur état de propriété ambigu dans la communauté, les habitants ne prennent pas d'actions pour freiner la détérioration de leur environnement, en reléguant la responsabilité au gouvernement, auquel ils ajouteront leur participation lorsque celui-ci agira. L'environnement est donc l'endroit par lequel la population peut actualiser ses intérêts et la gestion devient un prétexte pour aborder leurs insatisfactions face au système sans le critiquer ouvertement.

Une nouvelle transformation des pratiques et des discours environnementaux est maintenant en cours dans la communauté avec le projet de développement y ayant pris place ainsi que les nouvelles réglementations gouvernementales. Ces changements ont permis l'inclusion dans l'environnement de la communauté la zone de mangroves l'entourant ainsi qu'une tendance à sa protection par les habitants. De même, les ressources marines sont aussi davantage protégées par la surveillance et le système punitif accru que le gouvernement a mis en place. Toutefois, la population n'a pas encore intégré cet écosystème dans son environnement et vit une position ambiguë dans ce sens. En effet, le gouvernement, dont les politiques de développement n'avaient jamais inclus les côtes et ses ressources, modifie maintenant son tir en transformant ses catégories de développement et de secteurs d'économie par l'intégration des côtes. Las Canas, ayant toujours été exclue des schémas de développement dans cette perspective, se retrouve maintenant au centre de diverses préoccupations, augmentant les tensions et les pressions que vit la population dans un nouvel environnement qu'elle doit apprivoiser et qui transforme ses relations socio-environnementales.

CHAPITRE 6

CRÉER LA CONSCIENCE : LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES MANGROVES ET SES CHERCHEURS

Les chercheurs du projet de gestion et de développement durable des mangroves du secteur de Las Canas se sont intégrés à la dynamique de la région à travers les différents acteurs qui interagissent avec les mangroves et l'environnement. Les liens qu'ils ont ainsi établis avec les habitants sont marqués par leurs pratiques et leurs perspectives sur l'environnement et ont influencé la structure des relations socio-environnementales en place. Nous verrons dans ce qui suit comment ce processus s'est effectué en analysant d'abord brièvement l'organisation et la teneur du projet, pour ensuite voir quelles sont les approches et les discours des chercheurs par rapport à la gestion de l'environnement et aux acteurs qui y participent.

6.1 LES BASES ET L'ORGANISATION DU PROJET

Les chercheurs universitaires occupent une place relativement importante dans le système cubain et représentent une des grandes réalisations de la révolution qui a permis par son système socialiste d'éduquer gratuitement une bonne partie de la population au niveau universitaire dans différents domaines malgré son statut de pays du tiers-monde. Les recherches sont toutefois difficiles à mettre en place car l'État subventionne peu les études et les chercheurs doivent trouver des moyens de produire le savoir avec très peu de ressources. De même, les équipements de recherche sont peu nombreux et souvent désuets, les bibliothèques sont presque vides et l'accès à des références sur internet est souvent très ardu à cause de la qualité des serveurs, du manque d'ordinateurs ainsi que de la censure que le gouvernement effectue quant à

l'utilisation de cet outil de travail. De même, l'État favorise certains secteurs de recherche, comme la génétique et la bio-pharmaceutique pour lesquels Cuba est reconnue internationalement, par rapport à d'autres domaines, ce qui défavorise ces derniers en terme de ressources disponibles. Toutefois, cette situation est tranquillement en train de se modifier dans le secteur des recherches environnementales où les investissements et les opportunités se font peu à peu plus importants à cause de l'attention nouvelle et plus intense que l'État accorde à ce domaine, et où il est aussi possible d'obtenir du financement d'organismes internationaux.

Ces organismes peuvent investir dans différents projets de recherche, et sont même les bienvenus, mais leurs activités demeurent sous le contrôle serré de l'État et leurs approches idéologiques doivent correspondre à celles de la révolution et ne pas impliquer de dimensions politiques et de critiques ou de propositions de changements du système en place. L'ouverture aux organismes étrangers s'est fait principalement depuis la « période spéciale » et les grands besoins économiques qu'elle a apportés, car avant les années 1990, l'argent provenant de ces sources était jugé par le gouvernement comme une entreprise impérialiste visant à déstabiliser le régime avec des idéaux capitalistes impérialistes, et Cuba profitait d'investissements de la part des pays du bloc de l'Est. De même, des milliers de chercheurs cubains furent formés dans les pays d'Europe de l'Est, principalement en Allemagne et dans l'ex-URSS, pendant cette période; ainsi, ils purent effectuer toutes leurs études graduées, du baccalauréat au doctorat, dans les universités de ces pays, avec leurs cours et toutes leurs dépenses payés par l'État, plusieurs y demeurèrent d'ailleurs après la chute du communisme.

Depuis la « période spéciale » les carrières universitaires ainsi que le nombre de chercheurs sont en décroissance. En effet, plusieurs étudiants ne veulent plus s'embarquer dans ce processus car les salaires sont très bas, et il est plus facile de faire beaucoup plus d'argent avec des activités liées au tourisme international par exemple, et les emplois dans le domaine pour lequel une personne a étudié sont de plus en plus rares. De même, plusieurs se refusent à faire des études universitaires car l'État

empêche maintenant ces personnes de quitter le pays, qui perd chaque année de nombreux diplômés par l'exil, constituant un problème sérieux. Ceux qui poursuivent malgré tout ce cheminement doivent effectuer leurs études en négociant avec plusieurs contraintes devenant davantage prohibitives avec les années et le degré de scolarité. Ces chercheurs s'inscrivent donc dans cette voie avec dévouement et intérêt. Ils considèrent que leur rôle dans la société est important et souhaitent l'améliorer par leurs travaux, comme c'est le cas avec les chercheurs du projet de développement durable des mangroves de la région de La Coloma – Las Canas.

Le projet de recherche du groupe MASOREC (*Manejo sostenible de los recursos costeros*) fut mis en place en 2000 afin d'effectuer un développement durable des mangroves du secteur d'étude. Ce projet prend source à la suite de recherches effectuées par le directeur du projet dans des zones de mangroves se situant à l'est de la région d'étude et ayant démontré la dégradation de cet écosystème. Cette première étude a motivé le projet actuel, qui débuta en 1999 à l'aide d'un financement de l'université de Pinar del Rio ainsi que du ministère des Sciences, des technologies et de l'environnement (CITMA) de la province, avant d'être financée par le Centre de recherche sur le développement international (CRDI) du Canada, ayant entreprit un projet de développement des ressources côtières dans les Caraïbes (Community-based Resource Management in the Caribbean).

Les membres du projet définissent l'objectif du projet comme étant d'effectuer un diagnostic biophysique des mangroves de la région, d'évaluer l'impact des activités socio-économiques des communautés de Las Canas et de La Coloma sur la dégradation des mangroves, de restaurer à moyen terme le boisé de mangroves et de développer une gestion communautaire des mangroves par la population. Le projet fut élaboré par son directeur et une équipe formée de quatre professeurs-chercheurs de l'université spécialisés en foresterie, biologie, géologie et philosophie. À cette équipe de base s'est ajoutée la collaboration d'une quinzaine d'autres chercheurs dont la participation visait à développer certains aspects techniques plus spécialisés nécessaires à la recherche. De même, un groupe d'environ 20 étudiants en dernière

année de leur baccalauréat en foresterie s'est joint à l'équipe, leur permettant d'effectuer leur travail final de recherche ainsi que de porter main-forte aux chercheurs dans leur collecte de données.

La région de La Coloma - Las Canas a été choisie par les membres du projet pour différentes raisons. D'abord, le CITMA de Pinar del Rio a mis en place depuis quelques années un projet visant la conservation et le développement environnemental des régions de la côte sud de la province, et le projet s'inscrit dans cette perspective et est ainsi appuyé par le ministère et le gouvernement provincial. De même, la région d'étude fut sélectionnée à cause de son caractère représentatif des autres régions de la côte sud, permettant ainsi d'appliquer les hypothèses, les méthodes de recherche et les résultats à d'autres secteurs, ainsi que de sa singularité puisque convergent dans ce lieu les intérêts divers de différents acteurs. Ainsi, les chercheurs affirment que la dégradation des mangroves dans ce secteur, en plus d'être causée par des facteurs naturels tels que les ouragans et l'augmentation du niveau de la mer, est attribuable à la contamination créée par le *combinado* à travers des rejets industriels non traités rejetés dans l'environnement, à cause de l'insuffisance et de l'inefficacité de la lagune d'oxydation du centre, ainsi que des carburants et huiles provenant des bateaux rejetés dans la mer. De même, les déchets des communautés et leurs eaux usées déversées dans les mangroves, ajoutés à la coupe qu'ils font des arbres, contribuent à détériorer cet environnement. Enfin, l'inexistence de plans de gestion de l'entreprise forestière du secteur qui dirige l'exploitation des ressources boisées de la région, ainsi que la création de bassins d'eau en amont des communautés à l'usage de l'irrigation pour l'agriculture et leurs canalisations privent les mangroves d'un apport important en eau douce, qui augmente la salinisation des terres de la région et des aquifères[1], contribuent aussi selon les chercheurs à la dégradation des mangroves. Ainsi, la région regroupe à elle seule presque tous les problèmes que l'on peut rencontrer par rapport à la dégradation des zones de mangroves. Les chercheurs du projet ne veulent toutefois

[1] D'ailleurs, l'aquifère du kilomètre 21 de la route menant de Pinar del Rio vers La Coloma est maintenant contaminé par l'eau de mer et n'est plus utilisable, et les communautés doivent donc s'approvisionner en eau potable au kilomètre 13.

pas demeurer seulement dans la région d'étude et comptent étendre et appliquer leurs recherches à toute la côte sud de la province. Ils ont déjà commencé un travail similaire, basé sur la même méthodologie, à l'ouest de Las Cana, dans la région de Cortés, à l'aide de l'appui du gouvernement provincial.

Avant de commencer le projet, les chercheurs ont rencontré tous les représentants du gouvernement local de la région ainsi que les différents intervenants des organisations les plus importantes ayant un impact sur l'écosystème des mangroves, dont les cadres du *combinado*, les représentants de l'entreprise forestière, ainsi que les membres de la station biologique Flor y Fauna. La réunion visait à leur présenter le problème des mangroves, les détails du projet qu'ils allaient mener dans la région et la perspective de leur approche. Ils cherchaient aussi à recueillir les commentaires et les idées de ces différentes personnes sur la question, chercher à comprendre leurs points de vue et les activités qu'ils pratiquent sur cet environnement. Les chercheurs voulaient aussi de cette manière inclure ces intervenants dans leur étude et solliciter leur participation et leur collaboration dans leurs activités. Ce premier contact fut très important pour le projet car, bien qu'il ait été approuvé par le gouvernement provincial et qu'il aurait pu être mis en place tel quel, si les représentants des organisations locales avaient été mis à l'écart, ils auraient facilement pu bloquer les objectifs du projet qui vise une participation de la communauté en ne favorisant pas la participation de cette dernière. De même, les chercheurs considèrent cette première étape comme une éthique de travail très importante pour établir un respect mutuel entre les participants, « no es por cuestión de permiso, es por cuestión de ética »[2] nous dit une chercheure, et elle leur a de plus permis d'évaluer quelle était l'ampleur de leurs connaissances sur les mangroves et des pratiques destructrices qu'ils effectuaient chacun à travers leurs secteurs d'activités, et ainsi de constater que la majorité d'entre eux ne possédaient aucun savoir sur l'importance de la gestion et de la protection des mangroves; comme

[2] « ce n'est pas pour une question de permis, c'est pour une question d'étique (que nous avons rencontré les dirigeants) »

le note une chercheure « se palpó que hay un desconocimiento total del ecosistema de manglar »[3].

La première partie de la recherche effectuée fut le diagnostic biophysique des mangroves. Ainsi, les chercheurs des sciences naturelles se rendirent dans la région d'étude pendant près d'un an et ont arpenté tout le territoire pour collecter leurs données. Ils ont ainsi fait un inventaire de toute la végétation que l'on trouvait dans le secteur, mesuré et catalogué les différents types de mangliers que l'on y trouve ainsi que les différentes clairières formées dans le secteur. Des recensions des différents types sols et des eaux ainsi qu'un échantillonnage des différents œufs de moustiques que l'on y trouve ont aussi été faits. Les étudiants participant dans le projet ont largement contribué à cette étape. En effet, bien que les chercheurs principaux aient passé plusieurs semaines à effectuer ce travail, plusieurs étudiants sont demeurés pendant une période de six mois, à raison de cinq jours par semaine, sur le terrain afin d'amasser toutes les données manquantes à l'aide de la supervision de leurs professeurs. Ces séjours se faisaient dans des conditions difficiles car ils devaient habiter dans une vieille maison de Las Canas sans électricité et sans commodités pour leur quotidien, comme pour dormir, laver et cuisiner, et quelques habitants de la population de la communauté leur ont souvent apporté leur aide dans ces tâches. De même, l'équipe a fait face à plusieurs difficultés pour se déplacer sur le site de recherche à cause des problèmes du service de transport, bien que ce soit celui le plus près et le plus facile d'accès de la province. De même, les chercheurs, dont plusieurs en étaient à leur première recherche du genre, ont affirmé que les conditions travail dans les mangroves étaient très difficiles à cause des longues distances qu'ils devaient parcourir à pied, du terrain accidenté, de la chaleur et des nombreux moustiques qui se trouvent dans cet environnement ainsi que du peu d'équipements dont ils disposaient.

Une fois ces données recueillies, les chercheurs les ont analysées et les ont comparées avec des photos aériennes du secteur prises en 1958, 1970 et 1998. Cette analyse

---

[3] « nous avons senti qu'il y a une méconnaissance totale de l'écosystème de mangroves »

comparée basée sur la photo-interprétation leur a entre autres permis de démontrer scientifiquement leur hypothèse, c'est à dire que la zone de mangroves du secteur se trouve dans un état de détérioration continu. Ainsi, la zone témoigne d'une destruction majeure des mangroves, d'une hypersalinisation, et d'une érosion côtière importante. Les chercheurs ont déterminé que cette situation s'explique principalement par l'absence quasi totale de mangliers rouges sur le bord de la côte et des estuaires du secteur. Leur inexistence est attribuable à leur anoxie, causée par l'eau de mer accumulée qui ne peut s'évacuer de la zone et leur sédimentation par les résidus de toutes sortes qui bouchent les canaux de circulation, ainsi que par leur coupe destinée à la fabrication de charbon et dont le bois de ce type de manglier est préférentiel par rapport aux autres à cause de ses meilleures propriétés de combustion en faisant un meilleur produit.

Lorsque cette étape du projet fut terminée, les chercheurs commencèrent la seconde partie visant l'intégration et la participation des populations côtières dans la gestion des mangroves. Cette étape fut considérée comme très importante pour le projet car elle est à la base de la gestion et de la protection des mangroves. En effet, la réhabilitation de la zone de mangroves ne peut être effectuée sans y inclure les habitants du secteur ainsi que les organisations et les autorités locales; en fait, cette partie du projet représente le cœur des objectifs de ses membres. Ainsi, les chercheurs tentèrent premièrement de comprendre les activités et le mode de vie de la population, sur la base des connaissances qu'ils en avaient déjà ainsi qu'à la suite des nombreux contacts qu'ils ont eus avec elle lors de la première année du projet. Cette démarche visait à établir quels étaient les divers besoins des communautés, quels étaient leurs intérêts et leurs pratiques socio-économiques sur les mangroves leur permettant de voir à quels niveaux le projet devait intervenir pour éduquer les habitants. Cette approche se doubla par la distribution de questionnaires à différentes personnes des communautés, du gouvernement, du *combinado* et de l'entreprise forestière pour évaluer quelles étaient leurs connaissances sur les mangroves, où les chercheurs découvrirent que ces intervenants ne possédaient pas de savoir sur cet environnement, mis à part le fait qu'il soit maintenant interdit de couper les mangliers sous peine

d'amende. La compilation des résultats de ces questionnaires ne fut toutefois pas systématique et il nous fut impossible d'avoir accès aux données sous forme schématisée, et les résultats se trouvent plus ou moins disséminés à travers les différentes publications du projet.

À la suite de cette étape, les chercheurs ont commencé le travail d'éducation des populations de la région à la gestion. Leurs activités se sont largement concentrées avec les habitants de Las Canas car ce sont eux dont la participation et la motivation étaient les plus élevées. De même, la petitesse du village leur permettait de rejoindre beaucoup plus de gens, contrairement à La Coloma où la population est plus atomisée. De même, la participation enthousiaste de la déléguée du conseil populaire de Las Canas a permis aux chercheurs de s'intégrer plus facilement à la population, d'avoir accès à plus de services et d'obtenir davantage de résultats positifs à la suite de la participation de la population et de leur dévouement dans les activités proposées. Ainsi, les chercheurs ont d'abord fait un travail de nettoyage des estuaires et de la zone de mangroves de tous les déchets qui s'y trouvaient avec la population de Las Canas. Les membres du projet en ont alors profité pour enseigner aux habitants les différents types de mangroves, leurs particularités, les espèces qui pouvaient être coupées, ainsi que leur fonction et leur importance pour l'écologie et l'économie de la région. Cette activité fut suivie par deux autres, une où la population a semé des graines de mangliers rouges sur le bord de la côte et des estuaires, et l'autre où des plants d'eucalyptus furent plantés sur le bord du chemin menant au village pour faire un boisé énergétique. Tous les membres du projet ont participé à ces activités et ils en gardent un souvenir très positif. Ils se sont beaucoup amusés et ils ont senti que leurs relations avec la population devenaient plus serrées et que cette dernière comprenait l'importance des mangroves et de leur protection; un chercheur nous raconte : « las actividades fueron maravillosas, y se dio ahí la chispita para darle conciencia del medio ambiente a la población »[4]. Les membres du projet ont d'ailleurs insisté sur le fait que la population devait répéter les nettoyages de la zone aussi souvent qu'ils le

[4] « Les activités ont été merveilleuses, et il s'est donné là l'étincelle à la population pour leur donner conscience de l'environnement »

pouvaient afin de maintenir les acquis qu'ils avaient atteints, et que cela représentait aussi un volet important de la gestion et de la protection, bien que cela ne se fit pas par la suite.

Enfin, le projet se conclut par une semaine d'ateliers et de séminaires offerts à la population de Las Canas. Ces activités étaient dirigées par une professeure de philosophie spécialisée en participation communautaire et en éducation populaire, représentant le seul membre de l'équipe travaillant directement sur la partie des sciences sociales du projet; toutefois, les autres membres fondateurs de l'équipe ainsi que quelques étudiants ont aussi participé à ces activités. Les ateliers comptaient une partie magistrale où étaient expliqués à la population la dynamique et l'importance des mangroves ainsi que les moyens pouvant être pris pour les protéger et empêcher davantage leur destruction. Toutefois, la partie la plus importante de ces séminaires fut celle dédiée à la participation où les habitants du village devaient parler de leur vécu, de leur expérience, de leur situation dans le village et la province et de leurs activités d'exploitation des mangroves. Ils devaient apporter des solutions à la détérioration des mangroves et tenter de trouver des alternatives à leurs activités à travers la fabrication d'affiches et d'ateliers de mise en situation. Les résultats de ces séminaires n'ont pas non plus été consignés et compilés et personne n'a pu nous fournir des données sur leur teneur exacte, le degré de participation des habitants et leurs impacts.

Des ateliers similaires furent effectués avec des pêcheurs du *combinado*. Les chercheurs ont tenté de sensibiliser les pêcheurs à la destruction des mangroves en leur enseignant que les espèces qu'ils capturent, et particulièrement la langouste, dépendent directement de cet environnement pour se reproduire et croître et que les déchets qu'ils lançaient à la mer, l'huile à moteur, la gazoline, et les bouts de filets brisés contribuaient tous à détruire les mangroves et à faire en sorte que les productions diminuent et qu'ils doivent aller toujours plus loin en mer pour pêcher. Ces ateliers ont été plus difficiles à effectuer selon les chercheurs car ils ont d'abord eu de la difficulté à obtenir la participation d'un petit groupe de pêcheurs et qu'ils n'étaient pas très attentifs aux enseignements et peu favorables à s'impliquer dans les

ateliers demandant une participation active. Ces séminaires ont aussi été faits avec des membres de la station biologique Flor y Fauna de La Coloma, avec des gardes frontaliers et des gardes forestiers. Toutes ces personnes avaient une connaissance minime de l'importance des mangroves et ces ateliers ont permis selon les chercheurs à ce que ces personnes effectuent mieux leur travail de surveillance, qu'elles le fassent avec davantage de motivation car elles connaissaient les raisons pour lesquelles elles devaient surveiller ces activités. On constate ici encore les effets négatifs de la sectorisation et de la centralisation du gouvernement sur les individus, leurs savoirs et leurs pratiques sur l'environnement.

Bien que le projet soit maintenant terminé, les conclusions demeurent encore floues, ou ouvertes. En effet, les chercheurs ont peine à formuler clairement les résultats de leur étude, particulièrement au niveau social et de la participation de la population. En effet, l'étude a démontré que la zone de mangroves est détériorée et qu'il faut la protéger, mais d'un autre côté les conclusions de la partie sociale du projet sont vagues. Les chercheurs affirment tout de même qu'ils ont atteint leurs objectifs car ils disent qu'ils ont sensibilisé la population à l'environnement et à l'impact de ses pratiques sur ce dernier, ainsi qu'ils ont initié, induit une conscience de l'environnement, de l'importance de sa protection chez les habitants par leurs enseignements et qu'ils ont réussi à faire participer la population à leur projet, malgré ses réticences aux débuts. Les chercheurs disent qu'ils ont préparé les communautés à d'autres formes d'exploitation des mangroves et qu'ils leur ont donné des alternatives pour la gestion durable de l'environnement, ce qui constitue une fin en soi, même s'ils ne savent pas dans quelle mesure ces enseignements et ces nouvelles connaissances seront mises à profit par la population.

Cette ambiguïté au niveau des conclusions peut être liée au grand nombre de chercheurs impliqués dans le projet et à son approche interdisciplinaire. En effet, chacun des chercheurs du projet a profité de cette opportunité pour effectuer un travail qui lui était propre. Ainsi, plusieurs d'entre eux, déjà professeurs à l'université, ont entamé leur doctorat en même temps qu'a débuté cette initiative, et la collecte des

données et l'analyse des résultats étaient souvent effectués en fonction des projets personnels de chacun. Ainsi, le projet général a souffert d'un manque d'intégration de ses différentes composantes, qui ont pour leur part presque toutes atteint leurs objectifs. De même, le caractère interdisciplinaire du projet a créé certaines difficultés pour le projet et entre ses membres car, comme nous l'ont dit quelques chercheurs, tous ne possédaient pas les mêmes intérêts et les mêmes points de vue au moment de partager les idées, de mettre en commun les apports de chacun et de décider quelles perspectives devaient être mises de l'avant; de même, certains avancent qu'ils n'ont pas réussi dans ce sens à créer un groupe fort et intégré, mais que leur expérience leur a permis de beaucoup apprendre et ils seraient prêts à la répéter en l'améliorant à partir de leur nouvelle expérience; un chercheur nous raconte : « la interdiciplinaridad es difícil de llograr y no la llogramos a la perfección, no hubo una gran integración, pero trabajamos en base de eso »[5]. L'interdisciplinarité a malgré tout permis de recueillir un grand nombre de données de différentes natures, particulièrement en ce qui concerne la partie des sciences naturelles. Toutefois, le ratio très inégal entre cette dernière et celle des sciences sociales a amené à la production de résultats moins systématiques pour celles-ci, bien que tous les chercheurs des sciences naturelles étaient très conscients de l'importance de prendre en compte les populations locales dans un projet de gestion durable des ressources et se sont impliqués au meilleur de leurs compétences afin que cette section du projet soit menée avec succès.

Le futur du projet est maintenant incertain car il n'a pas reçu le renouvellement du financement par le CRDI. Toutefois, les membres du projet souhaitent le poursuivre à l'aide de l'appui du CITMA provincial et de l'université de Pinar del Rio et ne veulent pas abandonner tous les investissements qu'ils ont faits jusqu'à présent. Toutefois, la poursuite du projet implique plusieurs sacrifices de la part des chercheurs, qui doivent se déplacer avec difficulté dans la communauté, et ils manquent de ressources et de temps pour continuer. Mais ils sentent qu'ils doivent poursuivre car déjà certains de leurs efforts s'envolent en fumée, entre autres avec l'échec du boisé énergétique, le

[5] « l'interdisciplinarité est difficile à atteindre, et nous ne l'avons pas atteinte à la perfection, il n'y a pas eu une grande intégration, mais nous travaillons pour l'atteindre »

manque d'implication de la communauté pour le nettoyage, et le laisser-aller des gardes forestiers et frontaliers dans leur tâche de surveillance et d'éducation. Ils sentent malgré tout que leur travail pourra permettre l'élaboration d'autres projets et servir de base pour différents intervenants, comme par exemple l'entreprise forestière qui possède maintenant un plan de gestion des mangroves élaboré par le projet qu'il ne leur reste plus qu'à mettre en place avec l'aide de la communauté, et qu'ensemble ils continuent la gestion.

6.2 La gestion environnementale : approches et discours des chercheurs

Nous verrons dans ce qui suit comment s'organisent les pratiques et les discours des chercheurs du projet de gestion. Nous analyserons dans un premier temps comment ils s'articulent par rapport à l'État et à ses représentants, pour ensuite voir comment ils s'organisent dans la communauté de Las Canas, et plus particulièrement quelle est leur perspective de la gestion communautaire des ressources dans ce contexte.

6.2.1 Les chercheurs : entre l'environnement, le gouvernement et la révolution

Les chercheurs du projet se trouvent, par leurs actions et leurs initiatives, au carrefour des voies de divers acteurs possédant des intérêts différents. Cette situation donne aux chercheurs une position parfois ambiguë car ils veulent eux-mêmes mettre de l'avant leur agenda, tout en respectant les positions des autres et en faire profiter l'environnement. Ainsi, ils doivent tenir compte entre autres des limites que lui impose la révolution, des exigences de l'État, des individualités de chacun de ses représentants locaux, du développement économique et de ses initiatives au niveau des entreprises, dans le développement durable qu'ils souhaitent instaurer dans la région d'étude.

Les chercheurs affirment que leurs relations avec l'État, et particulièrement le CITMA, sont très bonnes. En effet, ils affirment d'abord que la plupart de ses travailleurs ont été formés à l'université de Pinar del Rio, dont quelques-uns des professeurs du projet leur ont enseigné pendant leur scolarité. De même, les

chercheurs disent que toutes leurs initiatives sont supportées par le CITMA, d'autant plus qu'ils ont un support financier de l'étranger, et que cette institution est très ouverte à leur approche, particulièrement en ce qui concerne l'inclusion des communautés dans la gestion des ressources côtières. De même, les chercheurs avancent que leurs relations ne peuvent qu'être bonnes et basées sur la coopération car ils ont tous le même objectif de protéger l'environnement et de favoriser le développement durable. Toutefois, ces relations sont établies dans un cadre où le CITMA est l'acteur ayant le pouvoir sur les chercheurs, et l'ouverture et la coopération se maintiennent dans la mesure où les chercheurs s'inscrivent dans la perspective des intérêts que le ministère souhaite mettre de l'avant. En effet, un des chercheurs désire mettre en place un projet de gestion durable sur la côte nord de la province où se développe le tourisme international et se trouvent différentes industries minières très polluantes, mais le gouvernement s'oppose systématiquement à ce projet car son intérêt est de développer des projets sur la côte sud. Ainsi, bien qu'autant les chercheurs que le ministère répondent de l'État dans l'esprit révolutionnaire et que leurs intérêts et leurs efforts devraient être communs pour améliorer la société, il existe quand même, comme dans tous les systèmes, des intérêts et des contraintes qui viennent du haut et répondant à des agendas spécifiques auxquels les chercheurs doivent se plier.

De même, les communications entre le ministère et les membres du projet sont relativement ténues. En effet, les chercheurs ne connaissent pas les autres projets environnementaux que le CITMA a mis en place, et encore moins ceux qui seraient subventionnés par des organismes étrangers. Il n'existe pas de mise en commun de toutes les initiatives entreprises et l'État ne semble pas avoir comme priorité de mettre les différents chercheurs en contact les uns avec les autres. Ainsi, ils ne se connaissent pas et ne peuvent échanger sur leurs expériences, leurs techniques et leurs résultats, ce qui pourrait être très prolifique dans le contexte de petitesse de la province, ce qui est relativement paradoxal dans le cas du projet des mangroves car un de ses buts est de pouvoir être applicable par différentes personnes dans d'autres contextes, mais il semble dans cette perspective qu'il leur servira à eux-mêmes dans la poursuite de leurs

propres recherches en s'assurant l'appui du CITMA l'ayant déjà approuvé. Ainsi, le ministère demande périodiquement des rapports de la part des chercheurs que nous avons rencontrés sur l'état d'avancement de leurs recherches, mais cette communication est à sens unique.

Les membres du projet sont aussi parfois sollicités par le ministère lorsque ce dernier veut des avis techniques dans le cas d'élaboration de projet de loi ou d'implantation de développement d'entreprises qui auront un impact sur l'environnement. Ainsi, lorsque le CITMA a développé la loi environnementale sur les forêts, il a demandé l'avis de différents chercheurs du projet travaillant dans le département de foresterie sur des éléments dont il devrait tenir compte et qu'il aurait omis. De même, les chercheurs du projet ont été consultés lors des débats tenus sur la possibilité d'implanter une ferme de crevetticulture au nord de Las Canas et ils ont vivement manifesté leur opposition pour l'exécution d'un tel projet sans la mise en place d'une évaluation préalable, prédisant sur la base d'autres expériences en Amérique latine que de telles entreprises étaient très dommageables pour l'environnement et que cela détruirait totalement l'écosystème de la région. Les chercheurs affirment dans ce cas-ci que leur opinion a dû être prise en compte car le projet est maintenant sur la glace pour un temps indéterminé, ou à tout le moins jusqu'à ce qu'une étude soit faite à ce sujet. Dans cette perspective, les chercheurs sont aussi consultés par le ministère lors d'évènements météorologiques extrêmes afin qu'ils leur donnent une évaluation de la situation selon leurs compétences.

Toutefois, l'implication des chercheurs par le gouvernement se fait sur demande et ils ne sont pas systématiquement inclus dans les processus du gouvernement. En effet, comme pour ce qui a trait au projet des mangroves, les résultats furent communiqués au CITMA, mais les chercheurs ne savent pas dans quelle mesure leurs recommandations seront retenues par les autorités et ils n'ont donc pas de voix officielle dans les processus de gestion des ressources environnementales, et ils ne peuvent s'opposer aux initiatives que prend le gouvernement si leurs opinions ne sont pas sollicitées, ce qui pourrait être interprété comme un comportement contre-

révolutionnaire. De plus, ils ne peuvent pas proposer de projet, ou arriver à des conclusions, qui iraient contre le système établi ou qui proposeraient des changements majeurs à son organisation; ils doivent toujours demeurer dans les limites idéologiques de la révolution. De même, le gouvernement peut choisir de ne pas informer les chercheurs de ses initiatives dans différents projets qui pourraient être destructeurs pour l'environnement et ceux-ci ne peuvent s'y opposer, mais ils avancent que l'attitude de l'État dans cette perspective est de plus en plus consciente et respectueuse de l'environnement et de sa protection, qu'il travaille pour l'environnement, même s'ils n'en ont pas les preuves.

Les chercheurs du projet se trouvent aussi au centre des nouvelles législations environnementales qui sont en voie d'être appliquées et des relations qu'ils doivent établir par rapport à celles-ci avec les entreprises d'État qui exploitent l'environnement. En effet, les nouvelles lois sont encore à l'étape de leur mise en place dans la province, et il existe un manque de connaissance manifeste de leur teneur de la part de presque tous les acteurs à différents niveaux. Ainsi, les chercheurs mêmes ne connaissent pas tous les détails de ces lois, dont le projet cherche entre autres à mettre en application. De même, les individus travaillant dans l'entreprise d'État forestière de la région de Las Canas ne connaissent pas ces nouvelles lois, et ne peuvent donc pas les mettre en application. De plus, les procédures administratives et pratiques pour mettre la loi en place sont longues et fastidieuses et les chercheurs admettent qu'avant que la population en général soit au fait de cette nouvelle législation et des pratiques qui doivent y correspondre, il peut se passer plusieurs années. Les membres du projet s'inscrivent donc dans ce travail et souhaitent par leur initiative éduquer les personnes qui travaillent avec l'environnement dans le cadre de l'État ainsi que la population en général sur ces lois et les sensibiliser ainsi à l'environnement. Ils veulent que tous ceux qui ont des relations avec l'environnement les connaissent et qu'ils sachent que des mesures punitives sont mises en place pour les établir. C'est aussi dans cette perspective que les chercheurs disent que leur projet est important car il touche plusieurs acteurs, et pas seulement l'environnement, comme

les projets du CITMA le font encore, bien qu'ils aident tout de même aussi l'environnement.

Les chercheurs affirment souvent que les problèmes d'intégration des lois et de la conscience environnementale dans les pratiques est souvent attribuable à la sectorisation et la centralisation de l'État qui font parfois problème. En effet, l'application de la révolution à travers les représentants du gouvernement est marquée par ces caractéristiques de même que des intérêts personnels de ces derniers et des relations de pouvoir qui dictent souvent les pratiques et les attitudes. Par exemple, certains dirigeants du pouvoir local n'ont pas pleinement participé dans les activités du projet et en ont parfois diminué l'importance pour des raisons qui sont toujours demeurées obscures, mais que les chercheurs du projet associent avec le fait que ces personnes étaient impliquées auprès d'autres dirigeants du gouvernement et qu'elles se devaient de favoriser leur projet en premier lieu avant de s'investir dans un autre. Bien que ces questions n'aient jamais été clairement énoncées dans les communautés, elles ont contribué au fait que plusieurs personnes de La Coloma ne se sont pas impliquées dans le projet des mangroves par manque de publicité de la part des dirigeants ainsi que de leur désinvestissement de cette cause. Ces questions de politiques ont affecté les membres du projet, qui se sont en quelque sorte sentis trahis, et elles les ont déçus car ils affirment qu'au bout du compte, c'est l'environnement et les communautés qui payent pour ces jeux de pouvoir.

Une situation quelque peu similaire s'est présentée avec les dirigeants du *combinado*. En effet, les chercheurs croient que les autorités du *combinado* font en sorte que leur entreprise et ses employés sentent qu'ils vivent dans un monde à part. Ainsi, ils n'ont pas dans un premier temps stimulé ou facilité la participation des pêcheurs dans les ateliers qu'ont offerts les membres du projet, faisant en sorte que leur attention et leur participation ont été faibles. De même, les dirigeants n'ont pas eu une attitude ayant démontré une grande collaboration avec le projet et une ouverture à leurs idées. Les chercheurs rapportent en ce sens que le directeur du *combinado* ne comprenait d'ailleurs pas pourquoi on venait l'entretenir des mangroves, et comment ces dernières

influent sur les captures du centre, ne sachant pas que, par exemple, les langoustes utilisent cet environnement pour leur développement. Ils n'ont ainsi pas poussé pour intégrer les enseignements et les recommandations du projet dans leurs pratiques en disant aux pêcheurs de protéger les mangroves en ne jettant pas leurs déchets à la mer et en rénovant la lagune d'oxydation, bien qu'ils aient à un moment fait un don de repas pour un festival de l'environnement organisé par le projet pour les enfants des écoles primaires de la région. En fait les chercheurs disent que cette collaboration est plus difficile car ils n'ont pas les mêmes intérêts que ces dirigeants qui cherchent le profit; ces derniers concevant comme des problèmes, des coûts et des retards les efforts que ses employés devraient mettre pour ne pas disposer de leurs déchets en mer ainsi que pour réparer la lagune d'oxydation. Toutefois, les membres du projet continuent d'être optimistes face à un éventuel changement de la situation car les membres du *combinado* doivent prendre conscience de leur part de responsabilité dans la destruction des mangroves, comme nous le dit une chercheure : « porque el combinado no puede ser un mundo aparte, tiene que vincularse con el resto y comprender la importancia del manglar para su actividad »[6], et que les nouvelles lois leur attribueront éventuellement des amendes pour ne pas les respecter, et que la situation est d'ailleurs en train de changer.

Cette incompatibilité des intérêts avec le secteur de l'industrie se fait aussi sentir avec l'entreprise forestière de la région, mais dans une moindre mesure. En effet, ces derniers n'ont pas effectué un contrôle et une gestion des mangroves dans les dernières années car la majorité de ses employés n'ont pas ou peu de connaissance sur cet écosystème et qu'il ne représente pas une source de profit économique à travers son exploitation, ce qui a aussi motivé ce laisser-aller; un chercheur nous dit : « hubo una ausencia total de manejo del mangle por parte de la empresa forestal, no hay manejo de ningún tipo y ahora es que se está empezando a tener en cuenta la ley forestal »[7]. Toutefois, les chercheurs comptent bien remédier à cette situation avec le projet qu'ils

---

[6] « parce que le *combinado* ne peut pas être dans un monde à part, il doit se lier avec le reste et comprendre l'importance des mangroves pour son activité »

[7] « il y a eu une absence totale de gestion des mangroves par l'entreprise forestière, il y a pas de gestion d'aucun type, et c'est maintenant qu'on commence à prendre en compte la loi forestière »

ont développé. En effet, ils souhaitent que l'entreprise établisse un projet de gestion des mangroves sur la base du plan qu'ils ont développé et des activités qu'ils ont instaurées. Ainsi, les chercheurs sont convaincus que cette opportunité offrira une bonne solution au problème car le plan qu'ils ont élaboré a déjà été effectué par la population en coordination avec le gouvernement local, et donc qu'il pourra facilement être mis en place; ils veulent d'ailleurs faire une donation d'ordinateurs à l'entreprise pour favoriser sa démarche. En effet, le manque de ressources est souvent mentionné par les employés comme étant une cause fondamentale de leur incapacité d'agir. Toutefois, tout comme pour le *combinado*, puisque les chercheurs n'ont pas le pouvoir d'obliger l'entreprise à mettre en place ce plan de gestion, ils n'ont pas de sécurité sur le fait qu'ils l'exécutent, ou que ses employés vont à tout le moins effectuer un contrôle mieux adapté et plus serré auprès des populations.

Les chercheurs considèrent en général la situation environnementale du pays avec optimisme. En effet, ils affirment que des erreurs ont été faites par le passé, mais qu'elles vont être maintenant récupérées car le gouvernement et la population est en train de prendre conscience des problèmes que cela a amenés et qu'un environnement sain est bon pour la société et l'économie. De même ils avancent que bien que la province fait face à une grande détérioration, il existe des solutions scientifiques pour y remédier et qu'avec le temps ils les vaincront. De même, ils affirment que leur projet va contribuer de manière importante à cette situation car il a permis aux communautés de s'éveiller à l'environnement et aux autres acteurs d'en prendre aussi conscience. Toutefois, ils affirment aussi, mais plus discrètement, qu'ils ne savent pas bien comment et quand tout cela pourra se produire à cause des problèmes économiques du pays et de la population qui a beaucoup de besoins et de nécessités et qui voit dans l'environnement des possibilités d'améliorer sa situation économique au prix de sa destruction et que l'État est parfois le premier à mettre de l'avant. Les chercheurs maintiennent cependant un discours positif face à l'environnement, car de le critiquer trop vertement pourrait être vu comme un acte contre-révolutionnaire critiquant des actions prises par des dirigeants précédents ayant mené à la destruction environnementale, et par extension le système entier. Ainsi, ils demeurent très

prudents quand ils abordent la question et leurs critiques sont générales et très impersonnelles. Ils préfèrent d'ailleurs parler du futur et des actions positives qui seront prises par le gouvernement. Ils disent ainsi qu'ils sont impliqués dans la voie du développement durable et que la population prend de plus en plus conscience qu'il est important de léguer aux générations futures un environnement sain et que cela doit commencer dès maintenant car l'étincelle est allumée, entres autres par la propagande de plus en plus visible à ce sujet dans les médias; un chercheur nous rapporte : « creo que la situación ambiental es muy favorable para el futuro. Un mundo mejor puede ser y se puede alcanzar el desarrollo sustenible, por lo menos queremos ir allá. Lo más importante es la conciencia de las personas, y ya la chispa está en la mente »[8]. Ce discours s'inscrit d'ailleurs dans la rhétorique du combat à mener que l'État offre partout dans la société et dans lequel les chercheurs doivent aussi s'imbriquer, ce qui leur permet par le fait même d'éviter de critiquer le système tout en prenant des actions « inoffensives » pour le changer.

Les chercheurs tentent ainsi d'instaurer une gestion des ressources naturelles, et particulièrement des mangroves dans la région d'étude en négociant avec les différents acteurs que l'on y trouve dans le contexte de la révolution. Ils considèrent les ressources comme un objet d'exploitation souvent irrationnelle et dont il faut arrêter la dégradation en les protégeant à travers une utilisation durable. Leur vision de la gestion implique une prise de conscience et d'actions en conséquence sur la base de connaissances acquises et intégrées par l'enseignement; l'éducation est un pivot de leur plan de gestion. Les chercheurs cherchent réellement à améliorer l'environnement et ils sont très optimistes et sérieux dans leur démarche et, malgré les contraintes auxquelles ils font face, ils tentent de trouver les moyens pour que cet objectif soit atteint, et ils sont conscients que cette entreprise peut être atteinte par l'implication des entreprises et gouvernements locaux dans leur projet, tant du point de vue de l'éducation que des actions à entreprendre, ce qui constitue une approche et une

[8] « je crois que la situation environnementale est très favorable pour le futur. Un monde meilleur est possible et on peut atteindre le développement durable, à tout le moins nous nous dirigeons dans cette direction. Le plus important c'est la conscience des gens, et l'étincelle est dans les esprits »

perspective nouvelle à Cuba. En effet, ils veulent changer les mentalités et ils tentent de le faire à tous les niveaux, même si cela implique le processus difficile, et pas encore tout à fait maîtrisé, de modifier des pratiques et des attitudes ancrées au cœur du système à des niveaux décisionnels autrefois libre d'agir de manière indépendante.

6.2.2 La conscience, la rationalité, l'étincelle : le projet et la communauté

Introduire la gestion au cœur de la communauté fut un des objectifs principaux du projet. En effet, les chercheurs développèrent le modèle de gestion durable des mangroves en parallèle avec un modèle de développement communautaire pour favoriser la protection des ressources et c'est principalement par ce dernier que la gestion peut, selon les chercheurs, être finalement atteinte dans la région. Cette approche constitue pour les chercheurs du projet une perspective nouvelle pour leur étude et ils sont les premiers dans la province a avoir introduit une vision sociale dans des recherches initialement centrées sur les sciences naturelles et la gestion des ressources; ainsi, bien que leurs connaissances en la matière étaient très minces, les chercheurs s'attaquèrent à cette tâche avec ferveur, enthousiasme et beaucoup de bonne volonté, étant convaincu, malgré leur orientation académique de l'importance de cette démarche.

Le modèle de développement communautaire fut intitulé par les chercheurs le diagnostic socio-environnemental côtier participatif. Ce modèle se base sur une approche holistique, intégrée et participative que les chercheurs disent avoir enchâssé dans les activités qu'ils ont tenues avec la communauté. L'articulation de leur modèle se fait à travers l'implication de la communauté dans la gestion, l'explication de cette dernière aux habitants et la transformation de leur réalité en s'appuyant sur l'implication et l'explication. Les chercheurs disent que de cette manière la communauté devient alors un membre de l'équipe de recherche et un élément de son propre changement et de la transformation de son environnement. Ils veulent que la communauté puisse à travers leur modèle se réapproprier sa réalité, ce qui lui permet alors d'intégrer son apprentissage pour finalement fournir des solutions à ses

problèmes socio-environnementaux et donc participer activement dans la gestion des ressources.

Les chercheurs disent avoir atteint ces objectifs à travers les ateliers qu'ils ont donnés dans la communauté. Ces ateliers se voulaient participatifs, permettant à la communauté de développer une réflexion sur sa réalité et la manière dont elle peut atteindre un développement durable par la gestion des mangroves. De même, les chercheurs ont développé un guide d'action pour l'éducation environnementale non-formelle dans la communauté permettant d'atteindre aussi ces objectifs auprès des habitants n'ayant pas participé aux ateliers. Ce guide vise en fait à éduquer et former les habitants en général à travers des interventions ponctuelles des membres du projet, comme lors des expéditions dans les mangroves, pour les sensibiliser à la gestion. Ce guide cherche aussi dans le futur à impliquer les membres du gouvernement local et de l'entreprise forestière, par ses gardes forestiers, dans ce processus et aussi à développer des activités de discussion et de débat sur le thème de la gestion avec tous les participants.

Les chercheurs disent avoir découvert avec leur modèle que la communauté vit de graves problèmes matériels qui entraînent certains problèmes sociaux, principalement de la frustration, surtout chez les plus jeunes, faisant en sorte qu'ils ne travaillent pas pour l'État, se dédiant à des activités illégales, qu'ils vivent un problème d'alcoolisme, et que plusieurs émigrent du village vers la capitale. Les chercheurs veulent donc, en parallèle de l'implantation de la gestion dans la communauté, faire en sorte que ses habitants aiment leur communauté et qu'ils désirent y demeurer et leur trouver des alternatives pour qu'ils s'y sentent plus attachés. L'achat du téléviseur et du magnétoscope s'inscrit dans cette démarche, car bien que les chercheurs disent qu'ils ont été donnés à la communauté pour y visionner des documentaires sur l'environnement, cela n'a jamais été fait et le projet a plutôt fait ce don pour offrir une possibilité de divertissement à la population.

Ainsi, les chercheurs avaient comme objectif de développer chez la population une culture socio-environnementale afin qu'ils puissent développer une relation avec l'environnement et donc un intérêt pour la gestion. Ils affirment que la partie sociale du projet a été développée en coopération avec la communauté, qui en fait l'a élaborée avec leur appui. Toutefois, malgré leur bonne foi, leurs modèles et leur démarche comportent plusieurs problèmes de cohérence ainsi que certains paradoxes qui minent leurs efforts. En effet, la communauté n'a pas élaboré le modèle de gestion et n'a pas participé en tant que chercheur dans le projet, bien que les chercheurs le formulent ainsi. De même, l'approche holistique et intégrée est demeurée davantage un vœu qu'une réalité, et bien que la partie éducative du projet ait fonctionné dans une certaine mesure, les réflexions et les actions de la communauté sur leur réalité sont demeurées très relatives et la communauté ne s'est pas appropriée sa réalité et n'a pas développé une nouvelle relation avec son environnement lui permettant de transformer ses pratiques et d'appliquer la gestion. Ces éléments sont demeurés des concepts qui permettaient aux chercheurs de se conforter dans l'idée que ce projet était une initiative commune qui mènerait à une cogestion.

En effet, ces événements n'ont pas eu lieu, et le contre discours des chercheurs ainsi que leurs pratiques dans cette dynamique le démontrent. Ainsi, les chercheurs sont d'abord arrivés dans la communauté avec leur projet déjà élaboré d'avance. Lors des premières discussions avec la communauté, ils ont effectivement reçu les commentaires des habitants, mais ceux-ci n'ont pas changé les plans du projet et ces réflexions sont demeurées, comme le disent les chercheurs, à un niveau très général, n'impliquant pas les problèmes de la communauté et les questions de gestion dont les habitants n'avaient d'ailleurs jamais entendu parler. Les chercheurs leur ont donc exposé leurs perspectives et les activités qu'ils comptaient entreprendre dans la communauté, mais cette dernière n'a pas contribué à les enrichir, les modifier ou les transformer, et les habitants se sont seulement associés à cette démarche; l'initiative n'est jamais venue de leur part, mais au contraire a toujours été sollicitée par les membres du projet. De même, les ateliers n'ont pas été le lieu d'échanges et de construction commune d'idées et de solutions aux problèmes de la communauté et

d'alternatives pour la gestion. En effet, les chercheurs sont arrivés avec les activités des séminaires déjà élaborées et les habitants ont seulement participé dans celles-ci dans la mesure où les chercheurs leur disaient de le faire. Ces ateliers n'ont pas mené à une réelle intégration des préceptes de la gestion des ressources et encore moins à l'élaboration d'alternatives de la part de la communauté. L'échange sur des bases égalitaires de savoirs n'a pas eu lieu, bien que les chercheurs aient approché la communauté et effectué leurs activités avec beaucoup de respect.

En fait, il semble que les chercheurs du projet aient récupéré les concepts clés à la mode de la gestion que l'on trouve dans le discours du développement et qu'ils aient ensuite pensé pouvoir les appliquer tels quels dans la communauté, bien que la réalité était tout autre. En effet, malgré leur discours lorsqu'ils parlent objectivement du projet, les chercheurs affirment que les habitants de la communauté ne connaissaient rien des mangroves, de la gestion, du développement durable, et de la détérioration des ressources naturelles, ce qui est pourtant à la base de leur démarche et qui suppose les échanges et la création d'un projet commun. Ainsi, les chercheurs disent que les habitants de la communauté savent et savaient qu'ils ne doivent pas couper les mangroves, mais qu'ils continuent tout de même à le faire et que les mangroves sont pour eux un endroit qui produit des moustiques, des arbres pour le charbon et des crabes de terre en saison des pluies. Ils disent aussi que la communauté a des pratiques irrationnelles sur les mangroves car ils n'analysent pas leurs actions et n'ont pas de réflexions sur celles-ci, qu'ils ne tiennent pas compte des conséquences négatives de leurs actes sur la ressource et qu'ils continuent ainsi pour avoir davantage d'argent; un chercheur nous raconte : « no se sentaron a analizar, no saben cómo utilizar los recursos, no tienen conciencia de hasta que punto lo pueden hacer, viven en un lugar que está rodeado por manglar y además viven de estos recursos, creo que ellos hicieron uso irracional y no toman en cuenta las consecuencias de la sobre explotación de los manglares »[9]. Ainsi, l'approche du projet a certaines failles dans son contact réel avec la communauté.

---

[9] « ils ne se sont pas assis pour analyser, ils ne savent pas comment utiliser les ressources, ils n'ont pas conscience de jusqu'à quel point ils peuvent le faire, ils vivent dans un lieu entouré de mangroves et en

De même, les ateliers avec les habitants devaient établir un processus d'apprentissage double, où les participants de la communauté partageraient leur « savoir autochtone » comme le disent les chercheurs. Toutefois, ces derniers sont incapables de véritablement dire ce qu'ils entendent par ce concept ainsi que d'élaborer sur les savoirs autochtones de la communauté qu'ils ont appris au cours de ces séminaires. En fait, le savoir autochtone se résumait pour les chercheurs aux souvenirs des plus vieux du village sur l'état du village avant qu'il ne commence à se détruire, et n'a pu être attaché à l'établissement d'un programme de gestion par le projet. De même, certaines connaissances ont été assimilées par la population, mais comme nous l'avons constaté dans le chapitre précédent, les notions d'environnement, de ressources et de gestion durable ne sont pas les mêmes pour la population que pour les chercheurs. De même la participation de plusieurs personnes dans les ateliers a en quelque sorte été forcée car puisqu'un très petit nombre d'habitants s'est présenté volontairement aux ateliers, les chercheurs ont dû demander à l'administratrice de la *gastronomía* de donner des congés payés à plusieurs de ses employés et de les obliger à participer dans les séminaires afin que ceux-ci disposent d'une quantité de personnes raisonnable pour effectuer les activités prévues. De plus, la diffusion des connaissances acquises par le groupe de participants dans les ateliers au sein de la communauté n'a pas atteint le niveau escompté par les chercheurs bien qu'ils y aient convoqué des personnes de différents statuts sociaux afin de maximiser la propagation des savoirs. Les chercheurs disent néanmoins avoir trouvé auprès des femmes de la communauté des partenaires uniques qui s'impliquent, appuient et participent avec enthousiasme dans leur projet, et ils misent beaucoup sur celles-ci pour continuer leur travail, un chercheur nous dit : « el genero es muy importante en el proyecto porque nos dimos cuenta del entusiasmo de las mujeres en la realización de las actividades, la transmisión de lo que aprenden, son un apoyo incondicional y son maravillosas porque hacen las cosas con mucho amor y ternura »[10]. Ainsi, bien que les chercheurs constatent le décalage entre leur

---

plus ils vivent de ces ressources, je crois qu'ils ont fait un usage irrationnel et ils ne prennent pas en compte les conséquences de la surexploitation des mangroves.

[10] « le genre est très important dans la recherche parce que nous nous sommes rendus compte de l'enthousiasme des femmes dans la réalisation des activités, de la transmission de ce qu'elles

projet et ce qui a été reçu et effectué dans la communauté, ils demeurent en général satisfaits car ils disent avoir allumé l'étincelle dans l'esprit des habitants et que grâce à leurs efforts ils ont maintenant une plus grande conscience de leur environnement et des mangroves et de l'importance de les protéger, qu'ils savent maintenant comment mieux exploiter les mangroves et que ce ne sont plus seulement que les lois qui les motivent à faire attention à l'environnement, une dynamique qui, selon les chercheurs, s'enrichira et se développera encore davantage avec le temps, car ils sont conscients que ce processus n'est pas instantané.

Les chercheurs du projet ont découvert à la suite de leurs relations avec la communauté les graves problèmes que vit celle-ci. Ces connaissances ont particulièrement été apprises lors des ateliers alors que les chercheurs leur demandaient quels étaient les problèmes environnementaux de la communauté, les participants répondaient alors en leur partageant les problèmes économiques et sociaux qu'ils vivaient. Ainsi, les chercheurs constatent que les habitants de la communauté vivent pour plusieurs une situation de non-emploi, beaucoup d'alcoolisme, un délabrement de leurs habitations, et une démotivation générale, et ce malgré les revenus élevés dont plusieurs disposent. Ce dernier élément crée d'ailleurs une certaine tension, et même parfois une jalousie latente, auprès des chercheurs dont le salaire est beaucoup moins élevé et qui ne comprennent pas comment les habitants de la communauté puissent être aussi désintéressés à améliorer leur qualité de vie à partir des moyens dont ils disposent. Ils disent que les habitants ne semblent pas avoir de buts, d'objectifs de vie et qu'ils se détruisent eux-mêmes peu à peu. Ils disent de même que la communauté n'a pas d'initiatives pour améliorer ses conditions et que les habitants ne font preuve d'aucune créativité pour trouver des alternatives à leur état, qu'ils préfèrent vivre des revenus que leur offre la pêche artisanale, une activité illégale que les chercheurs condamnent, plutôt que de travailler et de trouver des solutions. Dans cette perspective, les chercheurs disent aussi que la communauté attend tout de la part de l'État sans rien faire elle-même et qu'en plus elle demande à

---

apprennent, elle sont un appui inconditionnel et elles sont merveilleuses car elles font les choses avec beaucoup d'amour et de tendresse »

l'État de lui venir en aide, ce qui semble être une très mauvaise attitude pour les chercheurs.

Les chercheurs souhaiteraient donc voir se développer des alternatives pour la communauté en parallèle de la gestion des ressources, et ils pensent que le conseil populaire de la région pourrait permettre ces initiatives. En effet, les chercheurs considèrent que l'actuelle décentralisation de l'État est une très bonne chose pour le pays et pour les communautés et que dans ce contexte les conseils populaires seront amenés à jouer un rôle de plus en plus important dans la vie des habitants. Les conseils populaires ont dans les faits beaucoup d'autonomie pour entreprendre des projets et agir localement sur des questions qui touchent les citoyens. Toutefois, ce rôle demeure encore nouveau pour les dirigeants et les citoyens qui ne prennent pas encore pleinement conscience des possibilités qu'ils ont. De même, ayant longtemps été habitués à être totalement redevant du gouvernement central pour toutes les décisions qui devaient être prises, les conseils populaires ne semblent pas être encore capables d'assumer leur autonomie et de comment elle doit être articulée. De même, des questions d'intérêts et des jeux de pouvoir se développent dans ce contexte où certains dirigeants veulent s'accaparer le pouvoir et faire passer leurs propres intérêts devant ceux des communautés sur la base des relations qu'ils ont avec certains acteurs. Cette décentralisation et ce nouveau pouvoir populaire confondent aussi parfois les habitants car ils ne se font pas de manière homogène, transparente et toujours cohérente, l'information étant souvent mal transmise et il en résulte qu'il n'est pas clair pour la population ce qu'ils peuvent faire et exiger exactement de leur conseil populaire.

Cependant, malgré le fait que les gens soient encore habitués à un système centraliste et que les conseils populaires ne disposent pas de beaucoup de ressources financières, de dirigeants et de techniciens très compétents, et que le *sociolismo* fasse souvent partie intégrante des relations qu'ils développent, les chercheurs pensent qu'ils ont tout le potentiel pour aider le développement des communautés et favoriser la gestion des ressources, bien que ce processus de transition puisse encore être long. Ils affirment que les dirigeants doivent toutefois être conscients des questions

environnementales pour qu'une telle démarche se développe. Ainsi, les chercheurs disent que leur projet a misé sur le conseil populaire pour qu'il supporte les habitants du village dans leur démarche pour gérer l'environnement, et que jusqu'à présent leurs efforts ont porté fruits avec la déléguée de la communauté qui s'est totalement investie dans le projet. Ils veulent aussi proposer au conseil populaire de développer un centre de tourisme médicinal mieux organisé à Las Canas et le compléter par une dimension écotouristique où les visiteurs pourraient découvrir les mangroves et apprendre sur cet environnement. Ils souhaiteraient aussi voir se développer dans la communauté un centre où les femmes pourraient apprendre à faire de l'artisanat qui pourrait être vendu aux visiteurs. Les chercheurs ont proposé ces projets, mais ils demeurent entre les mains du conseil qui doit maintenant, selon eux, prendre les rênes du développement de sa région. L'objectif des chercheurs à travers ces actions tient au fait qu'ils croient que si les conditions de vie de la communauté s'améliorent, les habitants voudront par conséquent s'investir dans la gestion et la protection des mangroves et de l'environnement en général et que si le conseil populaire s'investit dans cette tâche, les résultats n'en seront qu'encore meilleurs. Bien que le projet de gestion du CRDI dans lequel les chercheurs sont inclus souligne comme étant aussi un de ses buts l'équité sociale allant de pair avec la protection de l'environnement, tel n'était pas l'objectif majeur du projet, et ce sont les chercheurs qui ont réellement autant développé une telle approche, que l'on pourrait lier avec les idéologies révolutionnaires.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la partie intégrée du projet, car les chercheurs veulent que le projet serve autant la communauté que l'environnement, et que les dirigeants, du conseil et des entreprises d'État, appuient et participent à ce développement. Toutefois, les différents éléments de leur approche holistique s'imbriquent difficilement les uns dans les autres et ont peine à se rejoindre, en raison entre autres aux intérêts divers des différents acteurs que les chercheurs veulent impliquer dans leur gestion, mais qu'ils ne réussissent pas à faire se rejoindre. De même, une gestion communautaire des ressources doit venir d'un intérêt de la communauté même, elle doit identifier un problème et signifier son désir d'y remédier, ce qui n'est pas le cas du projet, où la communauté ne connaissait pas les

mangroves et n'y voyait pas un problème d'exploitation, et où les chercheurs admettent cette situation, ayant eux-mêmes développé le projet sans la coopération de la communauté. Ainsi, les chercheurs appliquent sur la réalité leur propre vision de la gestion communautaire, qu'ils se sont appropriés à travers les différents concepts de la rhétorique du développement, et qu'ils ont réaménagée pour qu'elle se conforme à leurs perspectives; cette nouvelle définition ne coïncide cependant pas avec la réalité du système dans lequel évoluent les acteurs et elle n'ajuste pas les différents éléments impliqués ensemble. Toutefois, le projet peut peut-être représenter quelque chose de nouveau et de viable, bien qu'il ne puisse obliger la communauté à continuer dans sa voie. En effet, la communauté ne connaissait pas son environnement et ne pouvait donc y identifier des problèmes, mais cette situation changera peut-être à la suite du projet. De même, les chercheurs souhaitent que la communauté prenne du pouvoir ainsi que des responsabilités dans ses pratiques, et le projet le permettra peut-être à l'aide des ponts qu'il a bâtis avec les dirigeants. Ainsi, le projet pourra peut-être par rétroaction implanter la gestion communautaire et développer la conscience et la rationalité chez la population comme ils le désirent.

Ainsi, les chercheurs ont tenté avec leur projet de mettre en place dans la communauté de Las Canas une gestion particulière de l'environnement, et surtout des mangroves. Bien que les chercheurs proviennent presque tous des sciences naturelles, leur approche de la gestion comprend l'implication de la population dans ce processus et ils sont très conscients que les utilisateurs de l'environnement jouent un rôle clef dans la gestion des ressources, et leur dévouement à ce qu'ils prennent part à cette dynamique est total. Cette approche est d'ailleurs nouvelle dans le système où les communautés n'ont pas été traditionnellement impliquées dans les plans de gestion de l'État, et les chercheurs tentent en ce sens de changer par leurs actions et leurs initiatives certaines bases du système, ils tentent de modifier l'approche réductrice de la gestion de l'État, mais ils le font tout en intégrant leur approche aux idéologies de l'État. Cette résistance négociée a pour but d'améliorer les conditions environnementales de la région et d'en faire bénéficier les populations et relève d'une grande importance pour les chercheurs qui ont ce projet très à cœur. Bien que

l'approche de gestion communautaire des chercheurs soit paradoxale dans la mesure où ils l'imposent à la population qui à leurs yeux n'a aucun savoir sur l'environnement et ses ressources, contrairement à ce qu'est la gestion communautaire dans ses fondements, les chercheurs cherchent à développer l'autonomie et la responsabilité chez la population. En effet, pour les chercheurs, la gestion et l'environnement sont devenus plus que des éléments à protéger, mais ils sont aussi un moyen par lequel la région peut se développer et où la population peut prendre sa place dans ce processus et devenir l'acteur de ses changements. En tentant de rationaliser d'une nouvelle manière les pratiques et les discours de la communauté à travers l'éveil de sa conscience environnementale et à l'aide des représentants du gouvernement, les chercheurs influencent et transforment, tranquillement, les relations socio-environnementales établies entre les acteurs.

CHAPITRE 7

CRÉER LA RÉVOLUTION : L'ÉTAT, LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

L'État, ses représentants et ses institutions sont intégrés dans les relations socio-environnementales de la région d'étude et les marquent à travers leurs pratiques et leurs discours; leur implication dans cette dynamique contribue à la transformer à travers leur vision et leurs intérêts particuliers qu'ils appliquent dans la gestion des ressources naturelles. Nous verrons dans ce qui suit comment s'organise la pratique de la gestion environnementale par l'État et ses représentants locaux pour ensuite analyser quelles sont les approches, les perspectives et les discours de ces acteurs par rapport à la gestion et aux relations socio-environnementales.

7.1 L'ORGANISATION ET LA GESTION ÉTATIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

Nous verrons dans ce qui suit comment l'État organise la gestion environnementale et quelles en sont les pratiques. Plus particulièrement, nous analyserons brièvement dans un premier temps l'organisation structurelle du ministère des Sciences, de la technologie et de l'environnement (CITMA) et comment ce ministère applique les lois environnementales et effectue la gestion des ressources naturelles, et comment cette dynamique s'articule à Pinar del Rio et dans la région d'étude. Nous verrons ensuite quels sont les autres représentants du gouvernement impliqués dans la gestion de l'environnement dans le secteur et comment s'organisent leurs pratiques.

Le CITMA fut crée en avril 1994, dans la foulée d'une restructuration majeure de l'État visant à rationaliser ses dépenses. Le CITMA regroupa donc en son sein le

COMANRA (Commission nationale pour la protection de l'environnement et l'utilisation des ressources naturelles) (cf. chapitre 2), l'Académie des sciences, la commission de l'énergie atomique, et le Secrétariat exécutif des affaires nucléaires. Le ministère compte quatre branches principales, se subdivisant chacune en plusieurs autres paliers; ces orientations sont l'environnement, les sciences et les techniques, l'information pour le développement, et l'énergie nucléaire. La structure du nouveau ministère fut annoncée en janvier 1995 et est dirigée par un ministre, deux vice-ministres, quatre agences principales et huit directeurs. Le nouveau ministère devait permettre de résoudre les problèmes conceptuels de la structure précédente, dont le caractère désuet du COMANRA et la nécessité du partage de l'information entre les instituts scientifiques et les décideurs. Ce nouveau ministère est orienté vers la formulation de politiques et leur mise en place.

La mission du CITMA est de diriger, exécuter et contrôler la politique de l'État et du gouvernement dans les activités scientifiques et technologiques, dans les politiques environnementales et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et leur intégration au pays pour un développement durable. Plus particulièrement, les fonctions du CITMA sont de diriger et de contrôler la mise en place de politiques intégrées avec un développement durable du pays voulant protéger l'environnement et promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources naturelles; proposer et établir des stratégies nationales pour protéger des ressources naturelles spécifiques et la biodiversité de l'île; développer et contrôler la mise en place de programmes pour améliorer le contrôle environnemental, la gestion appropriée des déchets agricoles et industriels et l'introduction de technologies « propres »; surveiller la mise en place des régulations pour protéger, conserver et utiliser les ressources naturelles de manière rationnelle par les organisations; résoudre les conflits entre les organisations et les autres entités liées à la protection environnementales et l'utilisation rationelle des ressources naturelles, mettant en place les décisions ou les amenant à de plus hauts niveaux d'autorité pour prendre des actions; approuver les évaluations d'impact environnemental; diriger, évaluer et contrôler l'aménagement des activités liées au climat, aux compositions chimiques et à la pollution de l'atmosphère; diriger et contrôler les activités liées aux

réserves naturelles et les zones protégées particulièrement dans des écosystèmes fragiles; diriger, évaluer et contrôler l'aménagement des activités liées à la radioactivité, et réaliser des études sur les tremblements de terre, les changements climatiques, et la radioactivité, ainsi que les autres désastres naturels ou humains.

La création du CITMA, et de sa branche environnementale, avait pour but de résoudre les contradictions de la structure de la gestion environnementale du pays où les ministères étaient responsables de protéger les ressources naturelles et, à la fois, responsables de leur exploitation à des fins productives, ainsi que de contribuer à faire une gestion de l'environnement plus efficace. La section environnementale du ministère est dirigée par l'agence environnementale. Sa mission est de diriger, d'exécuter, de coordonner et de contrôler les actions, les projets et les programmes spécialisés qui garantissent la gestion environnementale pour atteindre la mise en place de la loi environnementale, de la stratégie environnementale nationale et le programme national de l'environnement et du développement en réalisant les inspections étatiques environnementales, en contrôlant et exigeant des actions pour la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, en implantant et en exécutant les plans et les programmes de recherche liés à la gestion environnementale et l'étude systématique des ressources naturelles.

Les fonctions principales de l'agence environnementale sont d'élargir et de renforcer le système d'inspection pour assurer leur adéquation avec la loi environnementale; de redessiner les analyses d'impact environnemental et d'assurer la mise en place des recommandations qui émergent de ces analyses; de mettre à jour et de compléter les législations environnementales nationales; d'établir des relations plus étroites entre la gestion environnementale et les développements scientifiques. Les autres fonctions particulières du ministère sont de garantir le service météorologique national; de diriger et contrôler le système des zones protégées; opérer le réseau d'informations de bases sur l'environnement; diriger et contrôler l'exécution de la stratégie d'éducation environnementale; diriger le réseau des musées des sciences naturelles, des jardins botaniques, des zoos et aquariums; garantir la qualité des inspections

environnementales de l'État; donner les lignes des recherches scientifiques environnementales et contrôler l'exécution des recherches; approuver les évaluations d'impact environnemental; et stimuler une meilleure gestion environnementale dans les entreprises et les industries qui touchent ou utilisent les ressources naturelles. L'agence environnementale a de plus la responsabilité de développer les politiques environnementales et, en collaboration avec les entités responsables pour le développement de politiques économiques, de développer des mécanismes économiques pour garantir la protection de l'environnement. L'agence environnementale a une autonomie administrative et financière relativement importante de la part du CITMA, et elle est composée de trois centres de gestion, de cinq instituts de recherche (météorologie, océanographie, écologie et systématique, géographie tropicale, géophysique et astronomie) et de trois centres scientifico-culturels (musées, aquariums, zoos), regroupant en tout plus de 2000 travailleurs possédant une formation scientifique.

Le centre de gestion et d'inspection environnementale a la responsabilité directe de mettre en place les politiques environnementales de l'île, dont les mesures sont de promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources, de protéger les écosystèmes fragiles (montagnes, coraux, plages de sable, marais, mangroves), et de réduire la pollution. Ce centre approuve et contrôle aussi les évaluations d'impact environnemental et la mise en place des mesures recommandées à cet effet. Il est supporté dans sa tâche par les cinq instituts de recherche, qui sont responsables respectivement de protéger l'atmosphère et gérer les questions liées aux changements climatiques; de protéger les zones côtières; de préserver la biodiversité; d'effectuer la planification physique; et de conserver les ressources des sols et des eaux. Le centre de l'information, de la divulgation et de l'éducation environnementale est pour sa part responsable de la collecte et de la diffusion de données et d'informations spécialisées sur l'environnement et le développement ainsi que de l'éducation environnementale. Cette dernière tâche est principalement supportée par les différents centres scientifico-culturels du pays. Enfin, le centre national des zones protégées est responsable de la

gestion du système national des zones protégées et doit garantir son opération maximale.

L'application des régulations environnementales est menée par les délégations provinciales du CITMA, aussi appelées les unités environnementales provinciales, considérées comme des surveillants indépendants. Leur mission est de contribuer au développement durable de la province ainsi que d'exécuter et de contrôler la politique environnementale sur leur territoire. Leurs fonctions sont de diriger et contrôler la politique de protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles; superviser et exiger aux organismes l'application des régulations établies pour la protection de l'environnement; diriger et contrôler les activités liées aux zones protégées; diriger et contrôler les stratégies et les programmes d'éducation environnementale; et approuver les évaluations d'impact environnemental et donner les licences et les permis environnementaux.

Dans le cas de la délégation du CITMA de Pinar del Rio il nous fut toutefois impossible de vérifier dans quelle mesure ces actions sont prises ainsi que l'indépendance dont ils disposent par rapport au palier national. En effet, les données concrètes à ce sujet provenant du ministère n'ont pu être consultées, de même que le directeur de l'agence n'a pas accepté de nous rencontrer pendant notre séjour. Nous avons toutefois rencontré d'autres fonctionnaires de l'agence qui nous ont affirmé que les tâches du ministère sont peu à peu en train de se mettre en place. En effet, ce n'est que depuis l'année 2000 que la délégation peut réellement contrôler et réguler les pratiques environnementales de la province, à travers les systèmes d'amendes par exemple, car, avant cette date, le ministère, ses institutions et agences étaient encore en train de s'établir et de se mettre en place et donc les infrastructures permettant l'application de ce type d'actions n'étaient pas encore prêtes.

Ainsi, les débuts des activités du ministère sont lents et elles ne concernent pas encore tous les secteurs qu'elles devraient toucher comme le stipule leur mandat. De même, la délégation n'effectue pas toutes les tâches qui lui sont assignées et celles qu'elle

entreprend ne se font pas de manière complète; par exemple, un fonctionnaire nous a rapporté que le ministère avait effectué des inspections environnementales dans six régions de la province au cours desquelles 420 déficiences environnementales avaient été détectées et auxquelles le ministère avait indiqué 387 corrections à apporter. Toutefois, lors de la vérification, le CITMA a constaté que seulement 25% des corrections avaient été mises en place, les municipes, les institutions et entreprises d'État responsables de remédier à la situation justifiant leur inaction par le manque de ressources dont ils disposent pour améliorer la situation. Les fonctionnaires affirment de même que cette situation est aussi attribuable au fait que les ministères « producteurs » (agriculture, sucre, foresterie, pêches, aqueduc, maintient, etc.) n'ont pas de plans de gestion qui permettent de répondre à ces problèmes. De même, certains fonctionnaires nous ont dit que de nombreux projets sont encore mis en place dans la région sans que de licences environnementales soient émises, qui permettent l'autorisation officielle du projet.

Ces licences font suite à une étude d'impact environnemental, qui permet ensuite une évaluation d'impact environnemental par le CITMA, qui peut par la suite donner ou non la licence environnementale pour un projet. L'évaluation d'impact environnemental a pour objectifs de prévoir les problèmes environnementaux potentiels d'un projet et présenter des options à ce sujet dans le projet; examiner comment le projet peut nuire aux communautés et au développement social; développer les moyens pour prévenir, contrôler, réhabiliter, et compenser les impacts négatifs du projet; évaluer les impacts économiques négatifs des transformations environnementales et prévoir comment les compenser. Pratiquement tous les projets ou activités qui touchent de près ou de loin à l'environnement doivent faire au préalable une demande de licence environnementale au ministère avant d'être mis en place. De même, tous les projets en suspension et qui considèrent reprendre leurs travaux, ou toutes activités qui comptent changer ses techniques ou ses manières d'opérer doivent aussi demander une telle licence. De même, le ministère se réserve le droit d'effectuer une évaluation d'impact environnemental des plans et politiques de développement du gouvernement qui ont trait à l'environnement et qui seraient

appliqués à travers un de ses ministères, entreprises ou industries. Tous les coûts liés à l'évaluation d'impact environnemental, ainsi que tous les frais liés à des modifications du projet, ou de l'environnement afin d'éviter sa destruction ou sa transformation négative, doivent être prises en charge par l'organisme qui compte mener le projet. De même, les coûts qui feraient suite à des destructions subséquentes de l'environnement résultant d'un projet doivent être assumés par l'organisme. Dans le cas où une de ces mesures ne serait pas prise ou qu'un organisme ou une institution contreviendrait aux lois environnementales, la délégation de la province lui émettra une amende en conséquence.

Toutefois, le CITMA de Pinar del Rio n'a pas encore les ressources et la capacité d'actualiser ces lois, bien que les infrastructures soient en place depuis quelques années, comme nous l'ont dit à mots couverts certains fonctionnaires, en plus du fait que les entreprises d'État n'ont pas les moyens de payer pour les études d'impact environnemental ou les amendes. De même, la délégation de la province compte seulement 10 inspecteurs environnementaux pour couvrir, surveiller et contrôler tout le territoire, ce qui est nettement insuffisant et ne permet pas d'appliquer les régulations, d'assurer la protection de l'environnement et de distribuer des amendes, comme le disent les fonctionnaires; « tenemos solo 10 inspectores para toda la provincia, solo con eso no se puede aplicar la ley y proteger el medio ambiente »[1]. De plus, les lois environnementales en sont encore à leurs débuts et plusieurs employés du CITMA, de même que les institutions et les entreprises gouvernementales en général, ne les connaissent pas ou mal, ce qui empêche leur diffusion dans la population et auprès des personnes les plus concernées, ainsi que leur application. En effet, plusieurs personnes de la délégation n'ont pas accès aux textes des lois et ne peuvent les consulter, ils en savent seulement ce que les autres en disent et il n'y a pas encore de savoir formel à ce sujet qui demeure flou et vague pour une bonne partie d'entre eux. Toutefois, la délégation provinciale s'attend à ce que dans les prochaines années ils disposent d'un budget plus important permettant d'augmenter le nombre d'inspecteurs

[1] « nous avons seulement 10 inspecteurs pour toute la province, avec cela c'est impossible de faire appliquer la loi et de protéger l'environnement »

et ils comptent effectuer en ce sens des études d'impact et distribuer des amendes de manière rétroactive pour toutes les activités et tous les projets qui auraient contrevenus aux lois depuis leur mise en place.

Les activités du CITMA de Pinar del Rio se concentrent donc actuellement principalement sur les projets de développement, dont plusieurs d'entre eux sont financés par des agences internationales. En effet, bien que la délégation dispose de fonds en monnaie nationale pour subventionner les projets de recherche, la partie la plus importante de l'argent qu'elle gère à cette fin provient d'organisations étrangères, comme par exemple l'UNESCO qui s'implique entre autres dans les deux réserves de la biosphère que compte la province. Ces projets engagent principalement des chercheurs de la province extérieurs au CITMA, et dont le travail et les dépenses sont supervisés par ce dernier. En effet, peu des 12 chercheurs possédant une formation scientifique travaillant dans la délégation s'impliquent directement dans les projets car ils sont plutôt assignés au travail de bureau et de gestion de projet. Ces projets, tous orientés vers les sciences naturelles, disposent donc davantage de possibilités et de ressources que les projets nationaux. Ces derniers sont orientés vers la stratégie nationale environnementale et se concentrent, comme nous l'avons vu précédemment, sur le développement et la protection environnementale de la côte sud de la province, sur la baie de Bahia Honda, ainsi que sur les écosystèmes montagneux. Toutefois, les revenus dont ils disposent sont faibles et leur élaboration, ainsi que l'atteinte des résultats, constituent un très long processus et l'efficacité de la démarche dépend de nombreuses contingences qui sont parfois hors du contrôle des chercheurs.

Le CITMA de Pinar del Rio concentre aussi actuellement sa tâche principalement sur l'éducation. En effet, les fonctionnaires de la délégation sont conscients des limitations qu'ils ont pour appliquer les lois environnementales et ils souhaitent atteindre la protection de l'environnement à partir de l'éducation de son importance. Ainsi, puisque leur agence ne peut présentement forcer les individus et les entreprises à gérer l'environnement de manière rationnelle, ils espèrent que l'éducation développera dans la population une prise de conscience qui les poussera eux-mêmes à protéger

l'environnement, sans que le ministère ait à appliquer de contraintes à cet égard. Bien que nous n'ayons pas pu savoir comment ce processus éducationnel est effectué par la délégation, et comment s'organisent les activités, on nous a rapporté que cette démarche se fait principalement auprès des enfants. Ainsi, les professeurs des écoles primaires auraient un programme à suivre pour enseigner aux enfants comment ne pas détériorer l'environnement, et la stratégie du CITMA est qu'ensuite, ces enfants transmettent le message de la protection à leurs parents. Nous ne savons pas toutefois dans quelle mesure ces activités sont entreprises et quelle est leur efficacité et leurs impacts sur les pratiques environnementales de la population.

Il est possible de constater dans un premier temps que les pratiques de la délégation provinciale du CITMA sont peu nombreuses et peu développées. En effet, leur champ d'activité se limite encore pour la majeure partie au niveau bureaucratique et leurs investissements sont surtout orientés vers le processus de formation et de consolidation de la délégation et des manières d'appliquer un contrôle sur les pratiques et de faire connaître les lois. De même, le CITMA se bute encore aux contradictions du système précédent auxquelles il devait remédier. En effet, la sectorisation est encore très présente dans la gestion des ressources et les ministères « exploiteurs-protecteurs » ont encore une place très importante dans la dynamique environnementale, comme nous l'avons vu précédemment avec le *combinado*. La productivité prime encore sur le développement et le CITMA a peine à modifier cette situation et intégrer la protection de l'environnement dans les schémas de production des entreprises d'État. De même, les nouvelles petites coopératives de production agricole créées dans la dernière décennie ont différentes pratiques dont le CITMA ne peut évaluer et mesurer l'impact sur l'environnement, bien que leurs techniques soit en principe moins dommageables pour l'environnement. Le manque de ressources financières et humaines aggrave de plus les effets négatifs de la sectorisation et de la centralisation et les différentes entreprises sentent qu'elles peuvent encore faire fi du CITMA et des lois environnementales, dont elles n'ont que vaguement conscience. De même, on retrouve une segmentation au sein du CITMA où les différents employés n'ont pas de vision d'ensemble des démarches et des projets entrepris par l'agence,

l'information n'y est pas non plus diffusée à tous les niveaux et il y manque une vision intégrée de leur rôle, des lois et des projets qui y sont menés. Enfin, le CITMA entreprend peu d'actions au niveau local, avec les populations et les communautés, qui n'ont qu'une vague connaissance de ce qu'est cette institution, et ses représentants ne vont pas dans les communautés et ils sont pour ces dernières des acteurs invisibles de leur réalité et inexistant de leurs préoccupations.

Les autres représentants du gouvernement, aussi liés au CITMA, ayant des pratiques sur l'environnement dans le contexte de notre recherche sont les différents inspecteurs dont nous avons parlé dans les chapitres précédents. Ainsi, on retrouve d'abord les gardes frontaliers qui appartiennent au ministère de l'Intérieur. Leur rôle en est surtout un de surveillance des activités côtières suspectes (évasion, regroupements, etc.), ainsi que de surveiller les allées et venues des pêcheurs *deportistas* et illégaux afin qu'ils ne commettent aucune activité contre-révolutionnaire; depuis peu, ils sont sollicités afin de surveiller et de contrôler les pratiques de pêche des habitants ainsi que leurs captures afin de préserver les ressources naturelles et de favoriser leur utilisation rationnelle, bien que dans les faits cette nouvelle tâche ne soit que peu effectuée par ces représentants. Les garder forestiers sont aussi des représentants du gouvernement qui agissent sur les pratiques environnementales. Ils appartenaient auparavant à l'unité sylvicole étatique Las Tironas, responsable du secteur de La Coloma – Las Canas, qui elle-même appartenait au ministère de l'agriculture. Toutefois, depuis quelques années, les gardes forestiers appartiennent aussi au ministère de l'Intérieur. En effet, ses employés sont demeurés les mêmes, mais ils sont désormais dirigés par ce ministère pour des raisons de sécurité nationale; ce changement administratif a eu des conséquences sur la gestion de l'environnement car bien qu'ils doivent toujours surveiller que personne ne coupe des mangroves ou endommage cet environnement d'une manière ou d'une autre et qu'ils doivent leur donner des amendes à cet effet, ils doivent aussi maintenant surveiller les activités contre-révolutionnaires et en répondre devant leur nouvel employeur, ce qui limite leurs autres activités liées à l'environnement.

Ces deux types de représentants du gouvernement doivent tenir compte des lois environnementales et les faire appliquer dans la région, et certains fonctionnaires du CITMA disent que le ministère qui les dirige travaille en collaboration avec eux dans ce sens, sans que l'on ait pu savoir dans quelle mesure et depuis quand. Toutefois, il semble plutôt que leurs actions soient plus ou moins concertées et peu intégrées, et que la gestion environnementale qu'ils doivent effectuer en souffre. De plus, ces représentants s'occupent davantage des aspects de sécurité et ne possèdent pas de réelles connaissances et compétences en matière d'environnement, et ne peuvent donc pas éduquer la population lors de la pratique de leur travail, de même que de saisir l'importance de leur travail à un niveau plus général. De plus, ils sont aussi relativement invisibles dans les communautés, et nous ne les avons jamais rencontrés dans le village ou ses alentours lors de notre séjour ainsi qu'il nous fut impossible de les rencontrer officiellement pour discuter avec eux.

Une situation similaire se produit en ce qui concerne les dirigeants de l'entreprise forestière de la région. En effet, bien qu'elle soit en charge du territoire et de son exploitation, ses représentants ne se trouvent pas sur le terrain et n'appliquent pas à travers des représentants la gestion qu'ils devraient effectuer en vertu des lois environnementales et des responsabilités qu'ils ont à cet effet par rapport au CITMA; le fait que cette région de mangroves ne soit pas exploitée à des fins productives est sûrement une raison importante de cette invisibilité et de cette apparente inaction. Les travailleurs de la station biologique Flor y Fauna de La Coloma, qui appartient au ministère de l'Agriculture et qui fut fondée à la fin des années 1980, s'occupent quant à eux de la protection de la flore et de la faune. Toutefois, leur travail est aussi invisible pour la population car ils travaillent exclusivement avec les ressources naturelles et n'ont pas de contact avec la population pour favoriser la protection de l'environnement. De même, leur travail se déroule dans les Cayos de San Felipe, au large de la région d'étude et ne concernent pas la côte peuplée. Ils y effectuent des recherches sur les espèces animales et végétales qui peuplent les îlots, et travaillent en particulier à la reforestation de pins et à favoriser la protection et la reproduction des tortues et crocodiles; on peut aussi noter que depuis quelques années les pêcheurs du

combinado, qui allaient parfois couper des mangroves et chasser la tortue dans ces îlots, se voient maintenant interdit par Flor y Fauna de les approcher à moins de un kilomètre afin de protéger leurs ressources. Ainsi, les travailleurs de la station biologique, bien qu'invisibles pour la majorité de la population, jouent néanmoins un rôle dans la gestion de l'environnement auprès de certains habitants en collaboration avec le CITMA provincial, et sous la supervision des gardes frontaliers à cause de leurs sorties en mer pour aller sur les îlots.

Un autre type de représentant du gouvernement ayant des pratiques sur l'environnement et influençant sa gestion sont les inspecteurs de pêche. Ces inspecteurs relèvent du *combinado*, et, comme nous l'avons vu précédemment, leur rôle n'est pas tant de surveiller les pêcheurs professionnels, mais plutôt les pêcheurs illégaux. Ces inspecteurs sont très actifs auprès des membres de la communauté qui s'adonnent à la pêche et les habitants sont extrêmement conscients de leur présence; le jeu du chat et de la souris est d'ailleurs devenu leur dynamique. Leurs activités devraient aussi se faire de concert avec le CITMA et les lois environnementales, qu'ils font appliquer en ce qui concerne certains aspects de la pêche (interdiction d'utiliser des filets et des cages), mais leurs intentions ne sont pas liées à la protection de l'environnement, mais plutôt à la protection des intérêts économiques du *combinado*, et par conséquent leurs relations avec la délégation provinciale et leurs préoccupations environnementales ne sont pas apparentes, si elles existent.

Les organisations politiques locales, tant les conseils populaires que les organisations de masses (FMC, CTC, etc.), doivent aussi selon les nouvelles lois environnementales favoriser l'éducation et la protection de l'environnement. Leurs actions en ce sens sont toutefois encore très minimes et peu visibles dans les communautés et auprès de sa population. Ils sont cependant chacun en charge de s'occuper dans la mesure de leurs capacités et de leurs mandats de la protection de l'environnement. Les conseils populaires auraient une tâche particulièrement importante dans cette perspective, bien qu'elle ne soit pas encore pleinement entreprise. Le processus de décentralisation et la lente prise de pouvoir et d'autonomie que ces organisations vivent aura toutefois

certainement un impact en ce sens, mais les relations avec le CITMA devront nécessairement se faire plus présentes et soutenues pour que cette dynamique se développe. Mais bien que ces organisations ne s'impliquent pas encore réellement dans la gestion et la protection de l'environnement, il n'en demeure pas moins qu'elles ont un impact sur l'environnement et qu'elles influencent les pratiques de la population sur celui-ci.

En fait, on peut avancer dans cette perspective que les pratiques de l'État, en général et en matière d'environnement, sont centralisées. Dans notre cas, elles demeurent centralisées au sein du CITMA et de ses délégations qui n'arrivent pas, ou ne peuvent pas, les disséminer dans la population, les ministères et les entreprises d'État, ce qui les empêchent ainsi d'effectuer leur mandat. Cette situation est aussi favorisée par la sectorisation, de la même manière qu'elle contribue à la maintenir. Ainsi, à travers chacun de ces ministères, entreprises et organisations, l'État est représenté à petite échelle. Chacune de ces institutions se doit d'un côté de représenter la révolution et de poursuivre son œuvre, et, de l'autre côté, elles s'attribuent le fonctionnement de l'État, se l'approprient, et cherchent à le reproduire à travers leurs relations. Ainsi, des milliers de petits États se forment dans la société, qui, bien qu'ils aient moins de pouvoir que l'État central, tentent de faire fonctionner leur système et leur dynamique sur la base de leurs valeurs et de leurs intérêts comme s'ils représentaient l'unique pouvoir en vigueur, une position qu'ils justifient par leurs discours révolutionnaires. Cette situation fait en sorte que la gestion et les pratiques étatiques environnementales sont nombreuses, hétérogènes, justifiées par des intérêts divers et particuliers à chacun, atomisées entre tous ces petits États qui se retrouvent à tous les niveaux dans la société. Les individus se retrouvent pour leur part au sommet et à la base de cette structure. Ainsi, ils négocient leurs virages entre tous ces États, choisissent selon les circonstances à quel niveau ils se placent, tentent de prendre et de s'accommoder des pratiques de ces différents acteurs tout en maintenant les leurs et leurs intérêts en tête. Ils sont l'ultime État, la révolution, qu'ils portent au fond d'eux et qui motivent et justifient leurs pratiques.

7.2 APPROCHES ET PERSPECTIVES DES GESTIONNAIRES ET DE L'ÉTAT

Avant d'aborder quels discours et approches adopte l'État en général par rapport à la gestion de l'environnement, nous verrons d'abord comment le CITMA et ses représentants se situent dans cette dynamique. Ces derniers conçoivent premièrement la gestion des ressources naturelles comme un idéal absolu à atteindre. Pour eux, l'environnement n'a pas été respecté pendant plusieurs années pour des raisons qu'ils attribuent principalement aux problèmes économiques de l'île ainsi qu'au manque d'éducation environnementale de la population. Les représentants de la délégation n'imputent toutefois jamais la détérioration de l'environnement à une mauvaise gestion de l'État et à des actions mal planifiées qu'il aurait pu effectuer; jamais les critiques ne sont faites par rapport au système et à la révolution. Pour eux le système n'a pas été un problème dans la gestion et la protection de l'environnement et, au contraire, il est le seul qui puisse réellement permettre une bonne gestion de l'environnement et des ressources naturelles à cause de ses principes fondateurs, comme l'avance le discours révolutionnaire. Toutefois, ils affirment que des actions sérieuses doivent maintenant être prises afin de freiner la dégradation et ce à tous les niveaux de la société.

La protection doit être atteinte pour protéger la biodiversité de l'île, qui compte plusieurs espèces endémiques. De même, ils insistent sur le fait que la détérioration de l'environnement a de nombreuses conséquences négatives pour l'économie du pays, entre autres à travers la perte de terres arables à cause de l'hypersalinisation ou des sites de pêche toujours plus éloignés pour capturer la langouste. Ainsi, une récupération des dommages environnementaux permettrait d'effectuer des économies et d'aider le pays à se sortir de la crise de la « période spéciale », bien que cette situation ait contribué depuis ses débuts à augmenter la dégradation environnementale, dont les ressources sont exploitées au maximum afin d'effectuer le plus de profits possibles à court terme, en évacuant les considérations de protection afin d'atteindre leurs buts, bien que la productivité de certaines activités ait diminué à cause des problèmes économiques du pays. Les communautés locales et l'amélioration de leur

La délégation du CITMA considère les projets de recherche environnementale, comme celui sur les mangroves effectué à Las Canas, comme des éléments essentiels dans leur programme de développement. En plus du fait qu'ils représentent actuellement presque les uniques actions qui sont prises par le gouvernement dans la protection de l'environnement, ils leur permettent de plus de développer leurs connaissances, permettant d'affiner les lois et les politiques, de même que de mieux orienter leurs actions futures sur l'environnement. Ainsi, ces recherches, orientées vers le programme national de développement, permettent d'asseoir temporairement l'autorité du ministère pendant qu'il se consolide. De même, autant les recherches qui proviennent de la délégation que celles qui lui sont extérieures et qu'elle supervise, lui permettent de former les personnes qui les mènent, et celles avec qui elles interagissent, à leur manière. Ainsi, la délégation peut de la sorte passer ses intérêts, ses objectifs, sa façon de faire et de se représenter la gestion aux chercheurs et à la population en général à travers le cadre, la méthodologie qu'elle impose et les résultats qu'elle attend, rationalisant ainsi les pratiques des individus. Les recherches que le CITMA dirige, supervise et subventionne ont été jusqu'à maintenant orientées vers une perspective des sciences naturelles, et l'attention aux populations locales qui utilisent et exploitent les ressources n'a pas encore été accordée et les sciences sociales n'ont pas été mises à profit dans cette perspective par la délégation. Leur considération n'avait pas jusqu'à présent été vue comme importante, bien que cette situation change peu à peu.

En effet, les fonctionnaires du CITMA de Pinar del Rio commencent à prendre conscience de l'importance des communautés locales dans la gestion environnementale. Cette nouvelle attitude va de pair avec la réalisation qu'ils ont fait qu'il leur est très difficile d'imposer la gestion par le haut et de s'assurer qu'elle s'exécute à tous les niveaux, un gestionnaire nous raconte : « estamos empezando a trabajar con las comunidades porque es la única forma de que la gente interioriza los

qualité de vie ne semblent toutefois pas être encore une motivation majeure de protection environnementale pour la délégation du CITMA. En effet, leur vision est encore principalement orientée vers les ressources naturelles, et peu sur les humains dans cette perspective, de même que dans une orientation centraliste où l'État est redevable d'améliorer la situation, responsable d'instaurer des changements par le haut et où la base de la société est encore relativement marginale dans leurs plans, bien que cette situation semble changer peu à peu. En effet, ils considèrent que la gestion doit être faite par toutes les institutions et organisations gouvernementales ainsi que par la population en général.

La délégation provinciale considère aussi dans cette perspective le développement durable comme un objectif fondamental à atteindre. S'inscrivant aussi dans le discours et la rhétorique révolutionnaire orientés vers l'avenir, l'amélioration, le progrès et la croissance, le développement durable se révèle être un concept parfaitement adapté à cette idéologie. Ce concept s'insère aussi dans le discours économique du pays qui veut maximiser les profits liés à l'exploitation des ressources et qui souhaite le faire en tentant d'assurer une viabilité environnementale pour les générations futures. Toutefois, certains fonctionnaires de la délégation nous ont affirmé que le développement durable, bien qu'ils cherchent à y tendre, est un processus difficile et peu probable d'être atteint à court et moyen terme; une employée raconte : « el manejo y el desarrollo sostenible es muy bonito y muy lindo, pero es muy costoso a la vez, y por eso es difícil de hacerlo »[2]. Cette situation est attribuable au fait que le développement durable est une entreprise dispendieuse pour l'État et les provinces. En effet, le gouvernement n'a pas encore les moyens d'appliquer les mesures de ce concept, il ne peut protéger l'environnement et faire une exploitation rationnelle des ressources naturelles car il se doit d'augmenter sa productivité et ses gains le plus rapidement possible pour dépasser la crise dans laquelle il se trouve, cela aux dépens de l'environnement. Ainsi, bien que le CITMA veuille enclencher le développement durable, il demeure toujours soumis aux contraintes de l'État central.

---

[2] « la gestion et le développement durable c'est très bien et beau, mais c'est aussi très coûteux, et c'est pour ça que c'est difficile de le faire »

problemas ambientales y que ellos mismos protejan a los recursos »[3]. Ainsi, ils commencent lentement à travailler davantage avec les communautés, mais toujours à travers le biais des projets car les fonctionnaires ne vont jamais sur le terrain, et ils désirent que les habitants intériorisent les problèmes environnementaux et qu'ils agissent localement afin de les résoudre. Les fonctionnaires disent que la population surexploite les ressources naturelles et dégrade l'environnement parce qu'elle n'a pas conscience de leur importance et que ses besoins économiques l'aveuglent de la nécessité de préserver l'environnement pour les générations futures. De même, les fonctionnaires disent que les personnes âgées ayant vécu avant la révolution ont davantage conscience de l'environnement que les plus jeunes car ils l'ont exploité pour leur subsistance et savent que la surexploitation une année mène à la dégradation des ressources l'année suivante, et que cela affecte leur qualité de vie et leur survie, bien que nous n'ayons pas été témoins de tels discours dans la communauté. Dans cette perspective, les jeunes (i.e. tous ceux qui n'ont connu que le système socialiste) n'ont pas ce savoir et cette conscience car l'utilisation qu'ils font des ressources est pour le commerce et la vente et non pas pour leur consommation directe, donc cela ne les dérange pas si une ressource se détériore ou disparaît car ils ne font pas attention à cela et que de toute façon ils vont *inventar*, trouver autre chose à exploiter pour la vente l'année suivante. Ainsi, les fonctionnaires considèrent que les communautés ont des pratiques environnementales irrationnelles qui détruisent l'environnement et qu'il faut changer. Bien qu'ils comprennent que ces pratiques émergent de la situation de crise économique que vivent ces populations, ils ne proposent pas d'alternatives à leurs pratiques qui pourraient leur permettre de compenser pour ce qu'elles perdraient en les stoppant. De même, ils ne connaissent pas la réalité quotidienne de ces populations, ils semblent penser que modifier leur dynamique de vie sera relativement simple car ils considèrent ces communautés comme des systèmes simples, qu'ils approchent avec une attitude de supériorité intellectuelle, culturelle et économique.

---

[3] « nous commençons à travailler avec les communautés parce que c'est la seule manière que les gens intériorisent les problèmes environnementaux et qu'eux-mêmes protègent les ressources »

Les représentants du CITMA de Pinar del Rio considèrent malgré tout qu'il est important que les communautés s'intègrent au processus de gestion et de protection de l'environnement, et ils veulent que ces attitudes viennent d'elles, qu'elles s'y enracinent et émergent de la population; certains fonctionnaires disent même que c'est dorénavant la seule solution. Ils n'ont toutefois pas encore de plans pour ce faire, et ils disent qu'ils n'ont pas de chercheurs formés à cet effet dans leur ministère, et ils espèrent que ces initiatives proviennent des gouvernements et des organisations locales. Ils appuient d'ailleurs fortement des projets comme celui du groupe *Manejo sostenible de los recursos costeros* (MASOREC) qui stimulent ce processus. Ainsi, ils sont en faveur d'une plus grande autonomie des communautés locales dans la définition de leur participation à la protection de l'environnement. Ils sont aussi en faveur de leur autonomie par rapport aux moyens et aux ressources à prendre pour que cet objectif se réalise. En fait, ce processus leur permettrait d'atteindre leur but tout en économisant de l'argent qui serait utilisé pour mener un projet, développer et restructurer des pratiques communautaires. Le processus de décentralisation est encore central à cette démarche et les conseils populaires seraient ceux qui investiraient le plus dans ces changements et cette nouvelle dynamique. Celle-ci devrait toutefois être entreprise selon les cadres du CITMA et de la révolution et s'insérer dans ses idéologies, car elle pourrait être interprétée dans le cas contraire comme des actions contre-révolutionnaires. Ainsi, la délégation est prête à accorder davantage d'autonomie au niveau local, mais en rationalisant à sa manière les pratiques et les discours des acteurs locaux. De même, ils utilisent ces mêmes discours pour justifier leur entreprise, où la population est celle qui a le pouvoir dans le système socialiste et où son désintéressement personnel et ses valeurs collectivitstes vont permettre une gestion locale, mais dirigée par le haut. Cette rhétorique permet de la même manière de justifier le fait que le ministère et le gouvernement n'aient pas les ressources humaines et financières pour appuyer ces projets et que ce soient les communautés, avec les moyens qu'elles ont, qui doivent les entreprendre et finalement se débrouiller seules dans ce nouveau système.

Cette dynamique s'intègre dans l'approche que l'État adopte par rapport au développement et à la gestion de l'environnement. En effet, depuis les débuts de la révolution, l'État a établit un développement sectorisé dans tous les secteurs de la société et dans l'exploitation des ressources naturelles. Cette sectorisation imposée sur une réalité hétérogène et fluide lui a permis de mieux aborder la société et son développement, de la comprendre selon ses termes et de la transformer dans un ensemble qu'il pouvait appréhender et sur lequel il pouvait agir plus facilement. Cette sectorisation a favorisé le développement de certains éléments particuliers de l'environnement, particulièrement l'agriculture, et a impliqué le développement de relations sociales et socio-environnementales qui devaient correspondre à cette catégorisation et stimuler le développement planifié de l'État. Les régions côtières, bien qu'elles étaient plus ou moins intégrées par la bande dans divers secteurs de production, furent mises de côté dans ce processus car elles ne cadraient pas dans le schéma de développement de l'État et parce qu'elles ne représentaient pas un environnement qui correspondait aux valeurs modernistes que le gouvernement voulait établir. Cette vision tunnel de l'État sur la société et son développement, l'organisation, la classification et la catégorisation de la réalité a conduit à une détérioration de l'environnement et à de nombreuses pratiques socio-environnementales par la population qui ne cadraient pas dans les plans de l'État et qui étaient effectuées afin de pallier aux problèmes que son développement a induits. L'échec de l'approche imposée par l'État, qui ne correspondait pas aux réalités sociales et environnementales, mena entre autres le gouvernement à instaurer de nouvelles politiques de développement et d'exploitation de l'environnement; cette nouvelle approche implante ainsi des politiques de développement sur les côtes, un territoire « vierge » pour l'État.

Ce nouveau développement gouvernemental se fait en conjonction avec le CITMA et l'utilisation des nouveaux concepts de développement durable, de cogestion, de décentralisation, où l'État reproduit et impose ses valeurs et ses idéologies. En effet, le gouvernement a développé un nouveau cadre pour disséminer dans la population ses vues dans un format où ce qui peut être pensé, dit et fait est encore régulé par le

pouvoir central où l'effet de réalité que ce système dégage rend la position de l'État comme la seule vraie, possible et logique. Cette position, proposée dans un nouvel emballage, demeure toutefois encore ancrée dans les idéologies révolutionnaires de modernisme et de développement à tout prix que le gouvernement veut imposer à la population. En effet, cette nouvelle organisation correspond encore aux objectifs de l'État, qui remodèle l'environnement, et les pratiques et les discours qui doivent y correspondre, pour qu'il s'intègre à ses intérêts. Ce nouvel environnement qui redéfinit les relations socio-environnementales et qui est créé par l'État lui permet de réorganiser les pratiques d'exploitation et les secteurs de production pour qu'il puisse agir sur eux avec davantage de pouvoir. Dans cette perspective, le CITMA et les lois environnementales contribuent et alimentent ce système par les projets qui sont développés et les autres actions qu'il compte mettre en place. Ces nouvelles structures permettent une recatégorisation offrant à l'État une vision claire et simple du système sur lequel il maintient son pouvoir.

Ce processus reforme l'environnement et la société dans une manière où l'État peut continuer d'agir sur eux à travers ses techniques d'intervention et sa vision. Dans ce système, l'autorité de l'État est encore une donnée première et les populations et les différents groupes d'acteurs ne peuvent s'y opposer ouvertement ou tenter de le modifier. Cette même autorité a toutefois fait en sorte que de manière parallèle, chaque individu porte l'État en soi. Dans cette perspective, il agit et se contrôle par lui-même par rapport aux vues de l'État car avec le petit État qu'il porte en lui, il vit aussi les mécanismes autoritaires et de pouvoir de l'État et sait comment agir dans les limites de ce qui est permis. C'est à partir de ces petits États que portent chaque individu et groupe d'acteurs que l'État veut maintenant instaurer une partie de son plan de développement et de gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Cette gestion à la base imposée par l'État permettra aussi peut-être de donner un nouveau souffle révolutionnaire dans la population et ainsi permettre à l'État de continuer à créer la révolution dans la société. Toutefois, ces petits États individuels donnent aussi un pouvoir d'action, de négociation et de résistance aux habitants dans ce système, qui reproduisent l'État à leur manière et selon leurs intérêts, et crée une

nouvelle dynamique, imprévue par l'État central et ses représentants, et dont les impacts pour l'environnement et la société restent encore à être compris.

CONCLUSION

LES RELATIONS SOCIO-ENVIRONNEMENTALES ET LA GESTION CÔTIÈRE : LES APPROPRIATIONS DE LA RÉVOLUTION

Nous avons analysé dans la thèse la dynamique de gestion des ressources côtières et les processus de construction des relations socio-environnementales qu'elle implique. Afin d'y parvenir, notre étude s'est basée sur l'analyse des pratiques et des discours de trois groupes d'acteurs présents dans la région d'étude : la population de la communauté côtière de Las Canas, les chercheurs membres du groupe MASOREC travaillant dans un projet de développement durable des mangroves du secteur ainsi que l'État et plus particulièrement ses représentants du CITMA. Cette analyse s'est fait en tenant compte du contexte social, culturel, politique, économique, et historique de Cuba, permettant de mettre en perspective les enjeux auxquels font face ces acteurs dans la société ainsi que leurs intérêts, et comment ils influencent la dynamique de gestion des ressources et les relations socio-environnementales. Afin de mettre à jour ce système, nous avons analysé, à travers les différents niveaux décisionnels représentés par les acteurs où s'actualisent diverses relations de pouvoir et de résistance, les pratiques et les discours que chacun des acteurs avaient par rapport à l'environnement, son utilisation, son exploitation et sa conservation. De même, nous avons analysé les pratiques et les discours que chacun des acteurs avaient par rapport aux pratiques et aux discours respectifs des autres acteurs de la dynamique, et comment cette réflexion influence, et est influencée par, les pratiques et les discours sur l'environnement de chacun et crée les relations socio-environnementales.

La théorie de l'écologie politique a particulièrement guidé notre approche et notre analyse de cette dynamique. En effet, ce cadre permet dans un premier temps

d'analyser les différentes relations établies entre la société et l'environnement. L'écologie politique étudie ces relations à différents niveaux décisionnels; ainsi, les relations qu'ont les acteurs locaux, utilisateurs direct des ressources naturelles au quotidien, sont prises en compte, de même que celles d'autres groupes de la société tels que les maisonnées, les communautés locales, les gouvernements locaux et régionaux, les chercheurs, l'État, le marché économique national et mondial. Cette analyse permet d'étudier les relations qu'ont ces acteurs entre eux et avec l'environnement et comment ces différentes dimensions ont un impact sur les relations avec l'environnement et ses changements. De même, cette approche permet d'étudier la manière dont les processus sociaux, économiques et politiques sont liés entre eux, à travers des intérêts particuliers et des relations de pouvoir qui posent des contraintes et offrent des possibilités aux acteurs, et comment ils affectent l'environnement et les pratiques que les acteurs ont sur celui-ci. Ainsi, cette perspective permet aussi de considérer les perceptions multiples qu'ont ces acteurs par rapport à l'environnement et ses changements, et qui induit par le fait même une compréhension différentielle du développement selon les acteurs, leur place et leur rôle dans la société.

Ainsi, pour comprendre les relations entre la société et l'environnement, nous avons utilisé dans une perspective d'écologie politique une approche orientée vers les acteurs de la dynamique socio-environnementale. Cette approche permet d'orienter la recherche sur les intérêts, les caractéristiques et les pratiques des acteurs, et leurs liens par rapport à l'environnement, permettant par le fait même d'analyser leurs discours, les relations de pouvoir et de résistance impliquées dans cette dynamique, tout en mettant en relation cette dernière avec le contexte social et politique plus large dans lequel elle s'inscrit. De même, cette approche permet de comprendre les conflits liés aux relations entre la société et ses acteurs avec l'environnement, comme le soulignent Bryant & Bailey (1997, 23), mais nous avons voulu dépasser dans notre recherche la compréhension des seuls conflits pour plutôt aborder les relations en général qui s'établissent entre la société et l'environnement et qui sont porteuses de conflits, mais aussi d'échanges, d'appuis, de négociations. De même, notre vision des acteurs s'intègre dans une perspective d'*agency* qui reconnaît à chaque individu participant

dans un groupe d'acteurs des intérêts particuliers, des buts propres et une capacité d'agir, de se positionner et de choisir. Ces individus s'inscrivent dans un groupe d'acteur, qui forme un ensemble partageant des intérêts, des caractéristiques, des buts, des pratiques et des discours, qui possède aussi une *agency* qui leur permet d'agir dans le système. Il est toutefois important de souligner que ce groupe d'acteur qui possède une *agency* propre, ou partagée entre ses membres, demeure une unité hétérogène de par les différents individus qui le compose. Cette perspective permet d'aller plus loin dans l'approche orientée sur les acteurs car elle place au centre de l'analyse les pratiques et les discours des individus et du groupe et elle permet ainsi de tenir compte des contradictions, des changements et des paradoxes que transportent les pratiques et les discours d'un même groupe d'acteur.

Ainsi, la population de la communauté, les chercheurs du projet et les représentants de l'État possèdent chacun une dynamique sociale et des intérêts qui leurs sont propres et qui médiatisent leurs relations avec l'environnement. La population de la communauté possède des pratiques environnementales qui s'articulent principalement autour de l'organisation socio-économique du groupe à travers la pêche professionnelle, la pêche de subsistance, l'agriculture, la production de charbon, la *gastronomía*, et le non-emploi. Ces pratiques se sont modifiées et intensifiées avec la crise économique que vit le pays et elles permettent à la population de vivre et de survivre dans leur communauté, isolée et en voie de lente destruction. De même, ces pratiques sont mises en place autour de l'organisation socio-communautaire du village où les relations sociales au sein des maisonnées et des groupes de maisonnées, qui offrent des espaces de refuges socio-économiques pour les individus leur permettant de faire face aux difficultés quotidiennes, marquent l'organisation et la manière dont se font ces pratiques. Ces dernières, qui s'effectuent presque toujours aux marges de la légalité ou dans l'illégalité, représentent une forme de résistance sociale et économique par rapport à l'État, ses restrictions et son contrôle. Les habitants de Las Canas n'incluent toutefois pas les ressources naturelles qu'ils exploitent dans leur vision de l'environnement. En effet, ce dernier représente pour la population le village dans son entièreté, avec ses infrastructures et ses édifications, il représente leur milieu de vie.

Un environnement sain est dans cette perspective un village propre et bien entretenu avec des bâtiments et des maisons fleuries avec une belle apparence, tout le contraire de ce que l'on retrouve présentement à Las Canas et que les habitants déplorent grandement. Les habitants commencent toutefois à modifier leur vision de l'environnement et y ont récemment partiellement inclus les mangroves, qui se sont considérablement dégradées dans les dernières années, à la suite du projet de développement ayant pris place dans la communauté et que les habitants ont apprécié, bien qu'ils n'aient pas retenu ce que les chercheurs escomptaient. Les restrictions du gouvernement à travers le travail des inspecteurs modifient aussi leurs relations à l'environnement, mais sans encore inclure ces modifications dans leur discours et leur compréhension. Ainsi, pour la communauté, l'environnement demeure encore principalement leur milieu de vie et les habitants souhaitent le voir être restauré, s'améliorer à l'aide de l'appui de l'État car ils disent que seuls ils ne peuvent rien faire, bien qu'ils utilisent « leur » environnement pour exprimer leur mécontentement et manifester leurs demandes.

Les pratiques environnementales des chercheurs du projet de développement durable des mangroves se sont exprimées à travers les activités qu'ils ont faites dans le secteur de la communauté. En plus d'effectuer une investigation biophysique des mangroves, ils ont aussi entrepris un projet de développement communautaire participatif des mangroves avec les habitants. Ainsi, les chercheurs considérèrent comme très important d'inclure la population locale, utilisatrice principale des mangroves, dans le processus de gestion. Pour ce faire, ils ont effectué avec celle-ci des activités dans les mangroves (nettoyage, plantation, éducation) ainsi que des séminaires participatifs où la population devait apprendre l'importance des mangroves, comment les exploiter ainsi que les bases de certains concepts de développement, tel que le développement durable. De même ces séminaires devaient amorcer chez les habitants une réflexion sur leurs pratiques ainsi que les pousser à proposer des solutions au problème de la dégradation environnementale. Toutefois, les chercheurs imposèrent à la population cette approche participative ainsi que leur gestion, bien que cela représente le contraire des fondements de leur approche, car la population n'avait pas selon les chercheurs de

connaissances sur les mangroves et l'intérêt de les protéger. Cette gestion communautaire participative « à l'envers » a toutefois permis selon les chercheurs d'allumer l'étincelle dans l'esprit de la population et de développer leur conscience de l'importance des mangroves. De même, les chercheurs souhaitent que cette étincelle se propage aussi dans la population pour que cette dernière, en accord avec le gouvernement local, puisse changer, à l'instar de ses pratiques environnementales, son milieu de vie et sa situation socio-économique difficile, qu'elle prenne du pouvoir et qu'elle s'implique à l'amélioration de sa qualité de vie. À travers les pratiques et les perceptions que les chercheurs tentent de modifier dans la communauté, ainsi que dans les entreprises étatiques, ils cherchent aussi à modifier, dans le cadre révolutionnaire, le système en général.

L'État manifeste ses pratiques environnementales principalement à travers le CITMA. Ce dernier contrôle, dirige et supervise toutes les actions qui ont trait à l'environnement afin de le protéger et il est aussi responsable de mettre la loi environnementale en application. Toutefois, le manque de ressources humaines et financières limite le CITMA dans sa tâche et il est actuellement davantage impliqué dans la réalisation de projets de développement, pour la plupart financés par des organismes internationaux, dans différents secteurs de la province. De même, le CITMA a peine à mettre en application ses tâches car les nécessités économiques du pays font en sorte que la productivité prime encore majoritairement sur la protection des ressources. Les autres représentants du gouvernement qui s'impliquent dans l'environnement sont les différents inspecteurs que l'on retrouve dans la région, bien que leurs tâches ne soient pas principalement orientées vers la protection environnementale et qu'elles ne sont que peu intégrées avec les représentants du CITMA afin de réaliser cet objectif; la présence de tous ces représentants n'est d'ailleurs que très peu visible sur le terrain. Les projets de recherche mis en place permettent au gouvernement d'appliquer ses vues, ses intérêts, ses objectifs et ses catégories dans les différents niveaux de la population. Dans ce processus, l'État désire modifier les pratiques de la population, considérées comme irrationnelles mais aussi coûteuses pour l'État en le privant de ressources naturelles maintenant

considérées comme devant être exploitées, en l'impliquant dans la gestion environnementale et en lui faisant prendre la responsabilité d'utiliser les ressources dont elle dispose pour le faire, tout en demeurant dans le cadre révolutionnaire qu'il pose. Ce programme de développement s'inscrit dans le système centraliste et sectorisé de l'État, où de nouveaux schémas de production s'établissent dans le nouvel environnement que sont les régions côtières, et où l'État applique sa catégorisation, à travers ses représentants et la population qui représentent autant de petits États, pour se l'approprier et diffuser son idéologie et ses valeurs.

Ces réalités socio-environnementales propres à ces trois groupes d'acteurs peuvent être mises en relation et articulées avec le cadre d'analyse proposé par Bryant (1992, 13; cf. chapitre 1, 14). Ainsi, en contextualisant les sources des changements environnementaux, on constate que la crise économique que vit le pays, induite principalement par la chute du bloc communiste, a affecté la manière dont l'État a géré la société et ses ressources naturelles. En effet, l'État a entre autres dû couper ses investissements dans la société, ce qui a mené à une crise socio-économique intense dans la population liée au manque accru de biens et de denrées. De même, l'État a dû modifier ses plans de production et d'exploitation des ressources, à cause du manque de ressources pour les faire fonctionner, laissant une plus grande place aux habitants dans l'exploitation semi-autonome des ressources et du territoire. Cet élément est aussi lié au processus de décentralisation étatique en cours et ayant pour but de laisser davantage d'autonomie aux gouvernements locaux et de les pousser à puiser dans leurs propres ressources pour faire fonctionner leurs territoires et ainsi à moins dépendre de l'État central. De même, l'État s'est ouvert de manière fulgurante au tourisme international et a développé de nombreux centres touristiques sur ses côtes. Cette nouvelle orientation correspond aussi à la mise en place de plans de production qui comprennent un « nouveau » territoire pour l'État, les côtes, qui jusqu'à présent avaient été mise de côté dans les politiques. Avec ces nouvelles avenues de développement s'est aussi produit une réorganisation ministérielle et la création d'un ministère dédié à l'environnement et devant implanter de nouvelles lois en cette matière, où s'insèrent parfois des projets de développement international. Ces

changements ont contribué à transformer l'environnement et les relations que la population a avec celui-ci. Ainsi, l'environnement qui avait été considérablement détruit et transformé dans les trente premières années de la révolution, a accéléré ce processus dans la « période spéciale », mais à un niveau très local et non plus tant à travers les entreprises d'État. Ainsi, dans la région d'étude, les habitants ont vu se transformer leurs relations à l'environnement et se sont mis à exploiter avec une forte intensité les ressources naturelles locales, telles que la mer et les mangroves, pour leur survie, ce qui a considérablement modifié l'environnement et a contribué à le détruire. De même, la nouvelle orientation de développement du gouvernement contribue aussi à modifier lentement l'environnement à travers son exploitation ainsi que le rapport que la population a avec celui-ci.

Le deuxième élément du cadre d'analyse aborde les luttes locales pour les ressources. Ainsi, on constate dans notre recherche que par le passé, l'utilisation locale des ressources naturelles par la communauté était relativement marginale et qu'elle a augmenté avec la crise que vit le pays. Ainsi, la population s'est mise à exploiter avec grande intensité l'environnement au même moment que le village subissait une lente dégradation. La population s'est donc mise à vouloir préserver son milieu de vie en espérant que l'État lui vienne en aide dans cette perspective, au même moment où elle souhaite que l'État lui laisse libre cours d'exploiter les ressources naturelles afin qu'elle puisse survivre dans le contexte socio-économique difficile actuel. Ainsi, la population ne veut pas tant protéger les ressources naturelles, mais elle voudrait plutôt pouvoir les exploiter davantage et plus librement, et elle doit donc pratiquer ces activités de manière illicite à cause du contrôle et de la surveillance de l'État à cet effet, qui cherche à protéger les ressources afin de pouvoir les exploiter et d'en retirer les bénéfices. De l'autre côté, elle tente de faire savoir à l'État son mécontentement à propos de la protection de son « environnement - milieu de vie », sans toutefois prendre des actions, et que l'État considère comme des problèmes attachés au gouvernement local, qui ne peut pour sa part aider la population en ce sens.

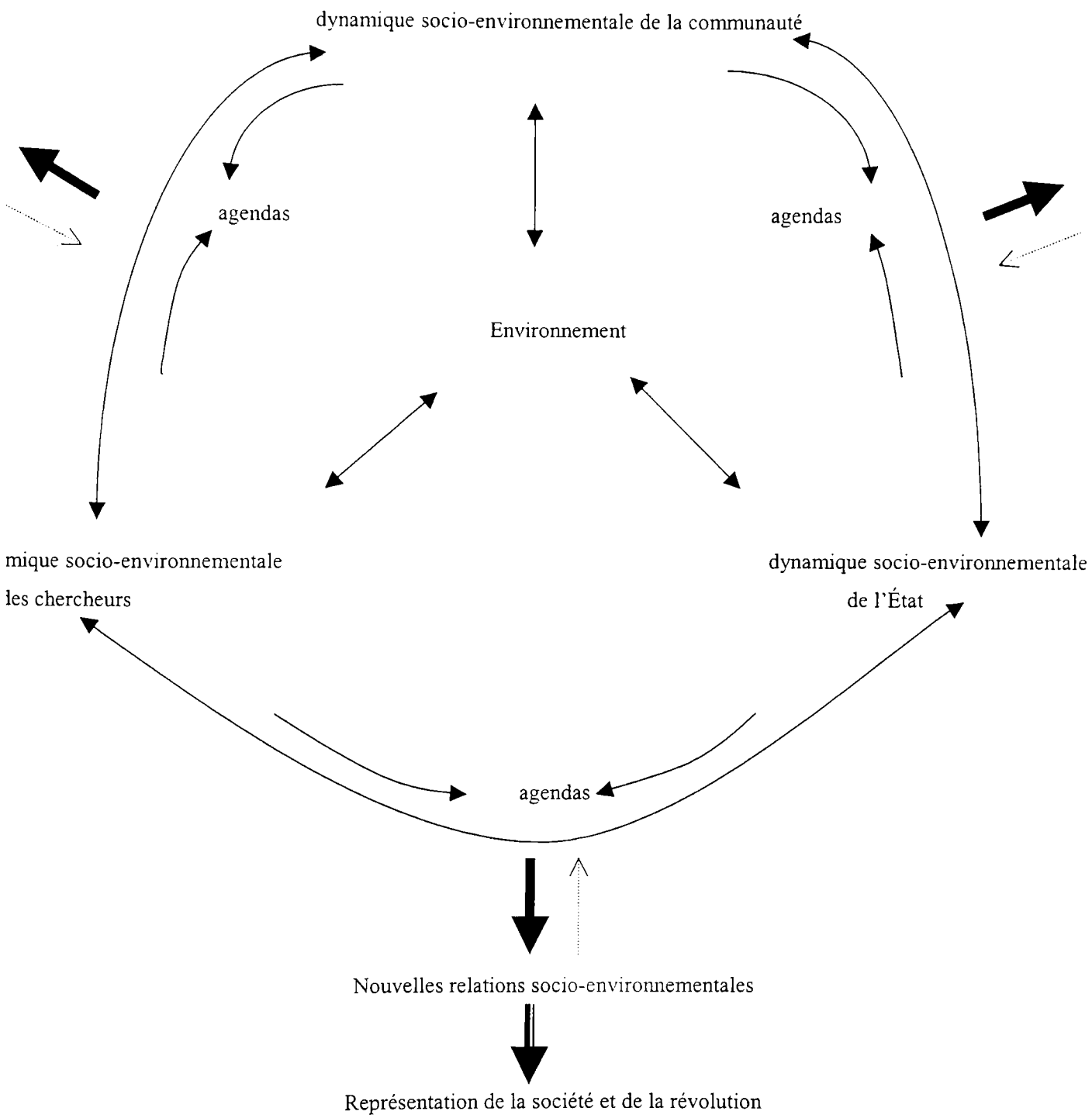
Enfin, les ramifications politiques des changements environnementaux nous ramènent dans notre étude aux modifications que ces changements ont induites dans les relations sociales, économiques et politiques dans la région d'étude. Ainsi, on constate d'un côté que les relations de résistance dans la communauté se sont faites davantage présentes au sein des maisonnées et des réseaux de maisonnées, améliorant leurs conditions de vie quotidiennes et structurant leurs pratiques environnementales; alors que d'un autre côté, les changements environnementaux ont contribué à marginaliser encore plus la communauté d'un point de vue économique, politique, géographique et économique, en les poussant entre autres à multiplier leurs pratiques d'activités illégales. Ainsi, les intérêts et les relations socio-environnementales de la communauté se sont transformées dans ce contexte. De même, ces changements ont amené de nouveaux acteurs dans la dynamique, les chercheurs du projet sur les mangroves, qui veulent réhabiliter l'environnement en faisant participer les habitants de la communauté. Ces nouveaux intervenants transforment à leur tour les relations socio-environnementales en y apportant de nouveaux concepts et de nouvelles pratiques, ouvrant ainsi de nouvelles portes à la communauté et à l'État en ce qui concerne la gestion environnementale, influençant leur discours et la manière d'atteindre leurs buts. Enfin, l'État peut à travers ces changements environnementaux implanter plus facilement ses politiques de développement, ses pratiques et ses idéologies, profitant de l'esprit de confusion qui règne au niveau local par rapport à ses politiques, de même qu'à travers le CITMA et les autres représentants du gouvernement en charge d'appliquer les lois.

Ce cadre d'analyse permet de tenir compte des forces socio-politiques dans la dynamique environnementale ainsi que de leurs relations avec les changements environnementaux. Toutefois, nous considérons qu'il importe de dépasser ce cadre, qui explique les impacts de la destruction environnementale et de ses changements, mais qui ne permet pas de considérer toutes les relations socio-environnementales présentes dans le contexte de notre recherche. En effet, l'approche du cadre permet de prendre plusieurs éléments qui influencent la dynamique socio-environnementale, mais catégorise la réalité d'une manière ou certains éléments importants sont évacués;

de même, l'accent porté sur les changements environnementaux occulte en partie les discours et les représentations que tiennent les acteurs sur l'environnement et dont il est très important de tenir compte dans une perspective anthropologique. Ainsi, il importe de tenir une vision de l'environnement comme un lieu politisé et que celle-ci soit intégrée dans l'analyse des acteurs, de leurs relations, pratiques et discours sur l'environnement.

Ainsi, nous proposons un schéma d'analyse (figure 9.1) où l'environnement, tel que conçu par chacun des acteurs, est représenté au centre des relations socio-environnementales. Cet environnement marque et est marqué par les relations socio-environnementales de chacun des acteurs, qui sont enchâssées dans le contexte social, politique et économique du pays. Ainsi, dans le cas de la communauté, ses relations avec l'environnement entraînent des pratiques et des discours particuliers où celui-ci est considéré comme un lieu de rencontres et d'échanges sociaux où se solidifie le groupe à travers les liens développés dans les maisonnées et entre elles; un lieu de résistance par les pratiques d'exploitation, généralement illégale, des ressources qui s'y fait; un lieu de dégradation de leur milieu de vie et de leurs conditions de vie; un lieu à travers lequel il est possible d'exprimer ses insatisfactions et ses demandes par rapport à leur situation; un lieu de désengagement social où il est attendu que les autorités du pays s'impliquent pour améliorer la situation. Les relations de la communauté avec l'environnement sont principalement médiatisées par la représentation qu'elle a de son milieu de vie et elle y pose une résistance par rapport aux autres acteurs entre autre par son inaction et sa non-participation dans l'environnement, poussant les autres acteurs à lui accorder une attention qu'elle attend.

Figure 9.1 Dynamique de la gestion côtière et de la construction des relations socio-environnementales



Pour ce qui est des chercheurs du projet, l'environnement est abordé à travers leur relations socio-environnementales où il est représenté comme un lieu de détérioration et de destruction des ressources naturelles, principalement des mangroves; un lieu où se déroulent des pratiques environnementales irrationnelles; un lieu où les ressources naturelles doivent être protégées; un lieu où doit se faire une gestion communautaire des ressources; un lieu de conscience; un lieu par lequel la qualité de vie de ses habitants peut être améliorée par sa protection; un lieu pouvant rendre possible une prise d'autonomie et de responsabilité par les habitants pour protéger l'environnement et leur milieu de vie. Les relations des chercheurs avec l'environnement sont médiatisées principalement à travers les mangroves, et ils résistent au système et y prennent du pouvoir à travers les actions de gestion qu'ils y prennent et qu'ils veulent implanter dans la population et les organisations gouvernementales.

Les relations de l'État avec l'environnement, qui les marque et est marqué par elles, créent un système où l'environnement est un lieu de protection en vue de son exploitation pour sa production; un lieu de développement économique; un lieu d'actions politiques à travers le ministère en charge de le protéger et de le contrôler; un lieu de décentralisation et d'actions locales où les gouvernements locaux doivent prendre la responsabilité de le protéger; un lieu par lequel les valeurs et les idéologies de la révolution sont véhiculées et tentent d'être imposées à la population. L'État médiatise principalement ses relations avec l'environnement à travers l'exploitation des ressources naturelles pour la production et il établit son pouvoir surtout à travers le contrôle qu'il a sur la population.

On constate ainsi que l'environnement, les ressources naturelles et leur gestion (utilisation, exploitation, conservation) sont des variables dont la compréhension, les perceptions, les significations sont différentes selon les acteurs et les moments et qu'elles varient aussi avec le contexte dans lequel les acteurs se retrouvent, les intérêts qu'ils ont et la place qu'ils occupent dans les niveaux décisionnels de la société. De même, ces éléments et les relations socio-environnementales qu'elles créent sont marqués et transformés par des actions qui marquent des résistances et des

négociations aux jeux de pouvoir qui se trouvent dans cette dynamique et qui la transforment aussi.

Cette dynamique des relations socio-environnementale se complexifie lorsque l'on y intègre les relations qu'ont les différents acteurs entre eux par rapport à l'environnement. Ainsi, les relations propres à chacun de ces acteurs s'interinfluencent entre elles, ce qui les marque et marque l'environnement, et les acteurs tentent en plus d'y appliquer leurs agendas respectifs. Ainsi, la communauté veut d'un côté que les chercheurs à travers le projet l'aident à améliorer son milieu de vie, pour qu'elle puisse exploiter les ressources librement dans un cadre accepté, et pour la représenter avec ses demandes face au gouvernement. D'un autre côté, la communauté veut à travers l'environnement que l'État reconnaisse ses besoins, qu'il agisse dans cette perspective dans leur milieu, et qu'il lui permette d'exploiter les ressources naturelles. Les chercheurs quant à eux veulent que la communauté prenne conscience de l'environnement, qu'elle rationalise ses pratiques et ses discours par rapport à son exploitation afin de le protéger, et qu'elle s'implique dans la gestion communautaire. De même, les chercheurs veulent que l'État modifie son système de gestion environnementale afin de mieux protéger les ressources, qu'il s'implique davantage dans la gestion environnementale à travers entre autres les entreprises et les représentants de l'État, et qu'il reconnaisse l'importance des communautés dans la gestion et qu'il les appuie dans cette démarche, ainsi que de les aider par rapport à leur qualité de vie. Enfin, l'État veut que la communauté exploite les ressources selon ses cadres de développement, qu'elle développe des moyens de protéger seule l'environnement sans son appui financier, et qu'elle intègre et applique dans ce processus les valeurs de la révolution. De plus, il veut que les chercheurs utilisent leur projet pour véhiculer les principes révolutionnaires ainsi que pour que la communauté prennent des actions environnementales sans son appui direct.

Cette approche « multi-dialectique » entre les pratiques et les discours de tous les acteurs par rapport à l'environnement et les relations socio-environnementales permet d'intégrer une écologie politique post-structurelle, du tiers-monde, politisée, mais elle

la dépasse aussi car elle incorpore en son centre les multiples relations changeantes et complexes entre les acteurs eux-mêmes et avec l'environnement. Elle permet de voir comment l'environnement est affecté par les pratiques et les discours des acteurs, et comment il influence aussi ceux-ci dans une multitude de voies, qui se nourrissent entre autres des intérêts, de la résistance et des relations de pouvoir de chacun. De même, ceci nous permet de constater que bien que l'État ait appliqué, et souvent même forcé dû à son pouvoir, sa logique du développement depuis les débuts de la révolution, et qu'il tente maintenant d'imposer de nouvelles catégories à la suite des changements du système, la société et les populations locales ne sont pas encore engagées dans ce mouvement. En effet, bien qu'elles aient intégré les valeurs et certaines catégories du développement de l'État, et que celui-ci transforme malgré tout l'environnement et donc les relations sociales, la population n'a pas encore adopté totalement les classifications et les catégorisations de l'État comme on le voit à Las Canas; en effet, leurs intérêts demeurent primordiaux pour les habitants et le poids de la réalité, de leur réalité, pèse encore lourdement dans leur vie et il leur est impossible de le nier et d'embrasser totalement les vues de l'État. Ainsi, notre approche permet de tenir compte et de contextualiser les pratiques et les discours des acteurs en les mettant en perspective dans les relations socio-environnementales où le politique, le pouvoir, les intérêts, les préoccupations, et les conceptions différentielles de chacun, médiatisées dans un environnement politique non-neutre, sont liées et mises en relation, dépassant ainsi une analyse des causes des changements environnementaux.

Ainsi, les dynamiques socio-environnementales de chacun des acteurs et les multiples liens dialectiques qu'elles tiennent avec l'environnement et la dynamique des autres acteurs crée un système d'où émergent de nouvelles relations socio-environnementales. Ces dernières constituent un hybride (cf. chapitre 1, p.28) où tous les éléments qui la constituent sont en relation les uns avec les autres sur une base symétrique, égale, balancée, créant et recréant la réalité et les relations socio-environnementales selon les contextes changeants de la dynamique et des relations sociales et de pouvoir que l'on y retrouve, qui constituent eux-mêmes chacun d'autres hybrides comportant eux aussi leur dynamique propre comme nous l'avons vu.

L'hybride que forment ces nouvelles relations socio-environnementales fait partie du collectif de la société cubaine et de la révolution. En effet, la dynamique de la gestion côtière et des relations socio-environnementales qui la constituent représentent un modèle, un témoin de la société et une lunette pour l'aborder et la comprendre. Ainsi, les relations sociales présentes dans cette dynamique reflètent ce que la population et ses différents acteurs pensent de la révolution, comment ils la vivent, se l'approprient, la transforment, et l'idéalisent. Comment et dans quelle direction les relations socio-environnementales continueront à marquer la révolution dans le futur demeure toutefois encore inconnu.

BIBLIOGRAPHIE

ACOSTA MORENO, Roberto
1995 "An Assessment of Biodiversity in Cuba." *The Environment in U.S.-Cuban Relations: Opportunities for Cooperation*. Washington: Inter-American Dialogue. pp. 23-30.

ADAMS, P.
1991 *Odious Depts: Loose-lending, Corruption, and the Third World's Environmental Legacy*. London: Earthscan.

AGBAYANI, Renato F., Didi B. BAATICADOS, & Susana B. SIAR
2000 "Community Fishery Resources Management on Malalison Island, Philippines: R & D Framework, Interventions, and Policy Implications" *Coastal Management* 28 : 19-27.

ALVAREZ, José & William A. MESSINA
1996 "Cuba's New Agricultural Cooperatives and Markets: Antecedents, Organization, Early Performance, and Prospects" *Cuba in Transition (ASCE)* 6 : 175-195.

ALVAREZ, José & Ricardo PUERTA
1994 "State Intervention in Cuban Agriculture: Impact on Organization and Performance" *World Development* 22 (1663) : 1675.

ALVAREZ, M. T.
1992 "Subdesarrollo y deterioro ecológico" *Boletín de Información sobre Economía Mundial* june : 8-12.

AMANOR, K.
1994 *The New Frontier: Farmer Response to Land Degradation: A West African Study*. London: Zed books.

ANNAN, K. A.
2000 "Sustaining the Earth in the New Millenium: The UN Secretary-general Speaks Out" *Environment* 42 (8) : 20-30.

ARGAWAL, A.
1996 "Poststructuralist Approaches to Development: Some Critical Reflections" *Peace and Change* 21 (4) : 464-477.

ARNOULD, E. J. & R. C. NETTING

1982 "Households: Changing Form and Function" *Current Anthropology* 23 (5) : 571-575.

ASCHER, William
1995 "Community Natural Resource Management Policies in Colombian and Mexico." In J. D. MONTGOMERY & D. A. RONDINELLI eds. *Great Policies: Strategic Innovations in Asia and the Pacific Bassin*. Westport, Connecticut: Praeger. pp. 199-221.

ATIENZA AMBOU, A.
1996 "Criterios para una estrategia ambiental" *Cuba: Investigacón Económica* 2 (1) : 61-68.

ATIENZA AMBOU, Aída, Carmen PÉREZ CASTANEDA, & María J. TUTUSAUS
1995 *Principales aspectos del desarrollo hidráulico en Cuba*. La Habana: Instituto nacional de investigaciones económicas.

BALAND, J. M. & J. P. PLATTEAU
1996 *Halting Degradation of Natural Resources: Is There a Role for Rural Communities*. Oxford: FAO/Clarendon Press.

BALOYRA, Enrique & James A. MORRIS
1993 *Conflict and Change in Cuba*. Albuquerque: University of New Mexico Press.

BANURI, T. & F. A. MARGLIN
1993 *Who Will Save the Forest? Knowledge, Power and Environmental Destruction*. London: Zed Books.

BARBA, Ralph & Amparo E. AVELLA
1995 "Cuba's Environmental Law" *Cuba in Transition (ASCE)* 5 : 276-280.

BARLETT, P. F.
1989 "Introduction: Dimensions and Dilemas of Householding." In R. R. WILK ed. *The Household Economy: Reconsidering the Domestic Mode of Production*. Boulder: Westview Press. pp. 3-10.

BASSET, T. J.
1988 "The Political Ecology of Peasant-herder Conflict in the Northern Ivory Coast" *Annals of the Association of American Geographers* 78 : 453-472.

BEAUCAGE, Pierre
1995 "Présentation. Échange et société: avant et après Mauss" *Anthropologie et Sociétés* 19 (1 et 2) : 5-16.

BEBBINGTON, A. & al.

1993 "Fragile Lands, Fragile Organizations: Indian Organizations and the Politics of Sustainability in Ecuador" *Transactions of the Institute of British Geographers* 18 : 179-196.

BEBBINGTON, Anthony
1996b "Debating 'Indigenous' Agricultural Development: Indian Organizations in the Central Andes of Ecuador." In Helen COLLINSON ed. *Green Guerrillas. Environmental Conflicts and Initiatives in Latin America and the Carribean*. London: Latin American Bureau. pp. 51-60.

BEBBINGTON, Anthony
1996a "Movements, Modernizations, and Markets. Indigenous Organizations and Agrarian Strategies in Ecuador." In Richard PEET & Michael WATTS eds. *Liberation Ecologies. Environment, Developement, Social Movements*. London, New York: Routledge. pp. 86-109.

BELLAMY, Jennifer A. & al.
1999 "Evaluating Integrated Resource Management" *Society and Natural Resources* 12 : 337-353.

BENGELSDORF, Carollee
1994 *The Problem of Democracy in Cuba: Between Vision and Reality*. New York: Oxford University Press.

BENJAMIN, Medea
1990b "Soul Searching" *NACLA Report on the Americas - Cuba: Facing Change* 24 (2) : 23-31.

BENJAMIN, Medea
1990a "Things Fall Apart" *NACLA Report on the Americas - Cuba: Facing Change* 24 (2) : 13-22.

BENJAMINSEN, Tor A.
1997 "Natural Resource Management, Paradigm Shifts, and the Decentralization Reform in Mali" *Human Ecology* 25 (1) : 121-143.

BERKES, Fikret. & C. FOLKE
1998 *Linking Social and Ecological Systems: Management Practices and Social Mechanisms for Building Resilience*. Cambridge: Cambridge University Press.

BERKES, Fikret
1989 *Common Property Resources: Ecology and Community-based Sustainable Development*. London: Belhave Press.

BERKES, Fikret
1997 "CPR forum Presentation: New and Not-so-new Directions in the Use of the Commons" *The Common Property Resource Digest* 42 : 3-7.

BERKES, Fikret
1999 *Sacred Ecology: Traditional Ecological Knowledge and Resource Management*. Philadelphia: Taylor & Francis.

BERKES, Fikret, Peter GOERGE, & Philip DEARDEN
1991 "Co-Management: The Evolution in Theory and Practice of the Joint Administration of Living Resources" *Alternatives* 18 (2) : 12-18.

BERNARDO, Roberto
1971 *The Theory of Moral Incentives in Cuba*. Tuscaloosa: University of Alabama Press.

BERRÍOS, Rubén
1997 "Cuba's Economic Restructuring, 1990-95" *Communist Economies and Economic Transformations* 9 (1) : 117-130.

BETHELL, Leslie
1993 *Cuba: A Short History*. Cambridge: Cambridge University Press.

BIELAWSKY, Ellen
1996 "Inuit Indigenous Knowledge and Science in the Artic." In L. NADER ed. *Naked Science: Anthropological Inquiry into Boundaries, Power, and Knowledge*. London: Routledge. pp. 216-227.

BLAIKIE, Piers
1985 *The Political Ecology of Soil Erosion in Developping Countries*. New-York: Longman.

BLAIKIE, Piers & Harold BROOKFIELD
1987 *Land Degradation and Society*. New-York, London: Methuen.

BORGES HERNÁNDEZ, Teresita & Cristobal DÍAZ MOREJÓN
1997 "Cuba: Política ambiental a tono con los nuevos tiempos" *Temas* 9 : 13-19.

BOURET, Pierre
2002 *Les rapports sociaux du développement et de l'aménagement des ressources côtières: l'exemple de l'aquaculture dans l'état de Nayarit, Mexique*. Thèse de doctorat. Department of Anthropology, McGill University.

BRETON, Yvan & Sabrina DOYON
1999 'La nocíon de 'familia' en la antropología maritíma : del parentesco al manejo costero'. *Perspectivas Rurales 6, Numero especial : Sustenabilidad anbiental y economica de las poblaciones costeras*, 3 (2) : 37-45

BRETON, Yvan & al.
1998 *Paperasse et tabous: Bureaucratie et droit coutumier dans les pêcheries mexicaines et malgaches*. Rapport de recherche, Département d'Anthropologie, Université Laval:

BRETON, Yvan & al.
1996 "Fisheries management and the Colonias in Brazil: A Case Study of a Top-down Producers' Organization" *Society and Natural Resources* 9 : 307-315.

BRODHAG, C.
2000 "Information, Governance, and Sustainable Development" *International Political Science Review* 21 (3) : 311.

BROSIUS, P. J., A. TSING LOWENHAUPT, & C. ZERNER
1998 "Representing Communities: Histories and Politics of Community-based Natural Resource Management" *Society and Natural Resources* 11 : 157-168.

BROWN, D. N.
1996 "Fishermen as Co-Managers of Communal Property in the CARICOM Region." *Paper presented at the Sixth Annual Conference of the International Association for the Study of Common Property, 5-9 June, University of California, Berkeley.*

BROWN, D. N. & Robert S. POMEROY
1999 "Co-Management of Carribean Community (CARICOM) Fisheries" *Marine Policy* 23 (1) : 549-570.

BRUNEDIUS, Claes
1984 *Revolutionary Cuba: The Challenge of Economic Growth with Equity.* Boulder: Westview Press.

BRYANT, Raymond L.
1992 "Political Ecology: An Emerging Research Agenda in Third-World Studies" *Political Geography* 11 (1) : 12-36.

BRYANT, Raymond L.
1996a "Asserting Sovereingty Through Natural Resource Use: Karen Forest Management on the Thai-Burmuse Border." In R. HOWITT, J. CONNEL, & P. HIRSCH eds. *Resources, Nations and Indigenous Peoples: Case Studies From Australia, Melanesia and South-East Asia.* Melbourne: Oxford University Press. pp. 32-41.

BRYANT, Raymond L.
1996b "Romancing Colonial Forestry: The Discourse of 'Forestry as Progress' in British Burma" *Geographical Journal* 162 : 169-178.

BRYANT, Raymond L. & Sinéad BAILEY
1997 *Third World Political Ecology.* London, New York: Routledge.

BUCKLES, D.
2000 *Cultivar la paz. Conflicto y colaboración en el manejo de los recursos naturales.* Ottawa: International Development Research Center (IDRC).

BUNKER, S. G.
1985 *Underdevelopping the Amazon: Extraction, Unequal Exchange, and the Failure of the Modern State*. Urbana: University of Illinois Press.

BURDGE, Rabel J.
1996 "Introduction: Cultural Diversity in Natural Resource Use - Case Studies in Cultural Definitions of Resource Sustainability" *Society and Natural Resources* 9 (337) : 338.

CABRERA TRIMINO, G. J.
1997 *Economía ecológica, demografía ambiental y desarrollo*. La Habana: Editorial de Ciencias Sociales.

CABRERA TRIMINO, Gilberto J.
1997 "Challenges for Cuban Cooperativism: Organic Farming and the Environment." In Vinson H. SUTLIVE & Tomoko HAMADA eds. *Cuba in the Special Period: Cuban Perspectives*. Williamsburg: Department of Anthropology, College of William and Mary. pp. 85-102.

CAMPBELL, J. & V. SALAGRAMA
1999 *New Approaches to Participatory Research in Fisheries*. Rome: FAO, SIFAR.

CARIM, E. & al.
1987 *Towards Sustainable Development*. London: Panos Institute.

CASTRO, Fidel.
1992 *Ecología y desarrollo: Selección Temática*. La Habana: Editora Politica.

CASTRO, Fidel
1961 *History Will Absolve Me*. New York: Lyle Stuart.

CENTENO, Miguel A.
1997 "Cuba's Search for Alternatives." In Miguel A. CENTENO & Mauricio FONT eds. *Toward a New Cuba? Legacies of a Revolution* . London: Boulder. pp. 9-24.

CENTENO, Miguel A. & Mauricio FONT
1997 *Toward a New Cuba? Legacies of a Revolution*. Boulder, London: Lynne Reinner Publishers.

CHAKALALL, Bisessar
1991 *Community Management of Coastal and Marine Resources in the Caribbean*. Mimeo: FAO Office.

CHRISTIE, Patrik & al.
2000 *Taking Care of What We Have. Participatory Natural Resource Management on the Caribbean Coast of Nicaragua*. Managua, Ottawa: Centro de

Investigación y Documentación de la Costa Atlántica (CIDCA), International Development Research Center (IDRC).

CHUENPAGDEE, Ratana, Julia FRAGA, & Jorge EUAN
2002 "Community Perspective Toward a Marine Reserve: A Case Study of San Felipe, Yucatan, Mexico" *Coastal Management* 30 : 183-191.

CICIN-SAIN, B. & R. W. KNECHT
1998 *Integrated Coastal and Ocean Management: Concepts and Practices.* Washington: Island Press.

CICIN-SAIN, Biliana & al.
2000 "Education and Training in Integrated Coastal Management: Lessons from the International Arena" *Ocean and Coastal Management* 43 : 291-330.

CLARK, J. R.
1996 *The Coastal Zone Management Handbook.* Boca Raton: CRC Lewis.

CLARKE, W. C. & R. E. MUNN
1987 *Sustainable Development of the Biosphere.* Cambridge: Cambridge University Press.

COLE, S.
1989b "The Sexual Division of Labor and Social Change in a Portuguese Fishery." In D. L. DAVIS & J. NADEL-KLEIN eds. *To Work and to Weep: Women in Fishing Economies.* St-John: Institute of Social and Economic Resources, Memorial University of Newfoundland. pp. 169-189.

COLE, S.
1989a *Women of the Praia: Work and Lives in a Portuguese Coastal Community.* Princeton: Princeton University Press.

COLE, S. & J. I. DOMÍNGUEZ
1995 "U.S.-Cuban Environmental Cooperation: Shared Interests, Problems, and Opportunities." *The Environment in U.S.-Cuban Relations: Opportunities for Cooperation.* Washington: Inter-American Dialogue. pp. 1-8.

COLLET, S.
1999 "Management of Fishery Resources: Tragedies, Private Appropriation or Reinvention of the Art of Cooperation in Governing Resources" *Social Science Information* 38 (1) : 87-112.

COLLINS, Jane
1992 "Marxism Confronts the Environment: Labor, Ecology and Environmental Change." In Sutti ORTIZ & Susan LEE eds. *Understanding Economic Process.* Lanham, New-York, London: University Press of America. pp. 179-187.

COLLINSON, Helen

1996 *Green Guerillas: Environmental Conflicts and Initiatives in Latin America and the Caribbean*. London: Latin American Bureau.

COLLIS, D. S.
1995 *Environmental Implications of Cuba's Economic Crisis*. Washington: Cuba Briefing Papers no.8, Center for Latin-American Studies, Georgetown University.

COLLIS, D. S.
1996 *The Caribbean Environment: Issues of Mutual Concern*. Washington: Caribbean Project, Georgetown University.

COLOMBO, U.
2000 "The Club of Rome and Sustainable Development" *Futures* 33 (1) : 7-11.

COMANRA
1992 *Informe a Rio. Conferencia de las naciones unidas sobre medio ambiente y desarrollo*. La Habana: Comié preparatorio nacional.

COSTA NETO, E. M.
2000 "Sustainable Development and Traditional Knowledge: A Case Study in Brazilian Artisanal Fishermen's Community" *Sustainable Development* 8 (2) : 89-95.

COSTA, Alberto C. G., Conrad P. KOTTAK, & Rosane M. PRADO
1997 "The Sociopolitical Context of Participatory Development in Northeastern Brazil" *Human Organization* 56 (2) : 138-146.

COSTANZA, R. & L. WAINGER
1991 "Ecological Economics" *Business Economics* 26 : 45-48.

COURTNEY, Catherine A. & Alan T. WHITE
2000 "Integrated Coastal Management in the Philipines: Testing New Paradigms" *Coastal Management* 28 : 39-53.

COWAN, M. & R. W. SHENTON
1995 *Doctrines of Development*. London: Routledge.

COYULA COWLEY, M.
1997 "Ambiente urbano y participación en un socialisme sustenable" *Temas* 9 : 54-61.

CRUSH, J.
1995 *Power of Development*. London: Routledge.

DÍAZ-BRIQUETS, Sergio & Jorge PÉREZ-LÓPEZ
1998 "Socialism and Environmental Disruption: Implications for Cuba" *Cuba in Transition (ASCE)* 8 : 154-172.

DÍAZ-BRIQUETS, Sergio & Jorge F. PÉREZ-LÓPEZ
1995 "The Special Period and the Environment" *Cuba in Transition (ASCE)* 5 : 281-292.

DÍAZ-BRIQUETS, Sergio & Jorge F. PÉREZ-LÓPEZ
1997 "The Environment and the Cuban Transition" *Cuba in Transition (ASCE)* 7 : 488-498.

DÍAZ-BRIQUETS, Sergio & Jorge PÉREZ-LÓPEZ
2000 *Conquering Nature: The Environmental legacy of Socialism in Cuba.* Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.

DÍAZ-BRIQUETS, Sergio & Jorge F. PEREZ-LOPEZ
1993 "Water, Development, and Environment in Cuba: a First Look." *Cuba in Transition (ASCE).* pp. 123-138.

DÍAZ GONZÁLEZ, Beatriz & Marta R. MUNOZ
1995 "Agricultural Biotechnology and the Environment in the Cuban Special Period" *Carta Cuba* : 43-52.

DÍAZ, B.
1997 "El desarrollo agrìcola y rural sustenable en Cuba" *Temas* 9 : 33-41.

DÍAZ, B.
1998 "Manejo de los recursos costeros por las comunidades: Perspectivas para su uso en Cuba." Taller internacional sobre formación de capacidades para el manejo de las costas y los oceanos en el Gran Caribe, 7-10 Julio 1998, Havana, Cuba.

DÍAZ, Beatriz
1995 *Biotechnologia agricola: Estudio de caso en Cuba.* Paper Presented at the Annual International Congress of LASA: Washington.

DAHL, C.
1997 "Integrated Coastal Resources Management and Community Participation in a Small Island Setting" *Ocean and Coastal Zone Management* 36 (1-3) : 23-45.

DALE, N.
1989 "Getting Co-management: Social Learning in the Redressing of Fisheries Management." In Evelyn PINKERTON ed. *Co-operative Management of Local Fisheries: New Directions for Improved Management and Community Development.* Vancouver: University of British Columbia Press. pp. 49-72.

DAVIS, D. L. & J. NADEL-KLEIN
1992 "Gender, Culture and the Sea: Contemporary and Theoretical Approaches" *Society and Natural Resources* 5 (2) : 135-147.

DEERE, Carmen D.

1995 "The New Agrarian Reforms" *NACLA Report on the Americas - Cuba, Adapting to a Post-Soviet World* 29 (2) : 13-17.

DESLAURIERS, J.
1997 "Le devis de recherche qualitative." In POUPART ed. *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques.* Montréal: Gaëtan Morin. pp. 85-109.

DEWALT, Billie R.
1994 "Using Indigenous Knowledge to Improve Agriculture and Natural Resource Management" *Human Organization* 53 (2) : 123-131.

DEWAR, H.
1993 "Unlocking the Mysteries of Cuba's Rare Wildlife Species." *The Miami Herald*, pp. 1A, 6A, 12A

DILLA, Haroldo
1993 *Participación popular y desarrollo en los municipios cubanos.* Havana: Centro de Estudios sobre América.

DILLA, Haroldo
1999 "The virtues and Misfortunes of Civil Society" *NACLA Report on the Americas - Inside Cuba* 32 (5) : 30-36.

DILLA, Haroldo, Gerardo GONZÁLEZ, & Ana T. VINCENTELLI
1992 "Cuba's Local Governements: An Experience Beyond the Paradigms" *Cuban Studies* 22 : 151-170.

DILLA, Haroldo & Rafael HERNÁNDEZ
1990 "Cultura política y participacíon popular en Cuba" *Cuadernos de Nuestra América* 15 : 101-121.

DILLA, Haroldo & Philip OXHORN
1999 "Cuba: virtudes e infortunios de la sociedad civil" *Revista Mexicana de Sociología* 61 : 129-148.

DIOP, E. S., A. SOUMARE, & P. S. DIOUF
1999 "A perspective on Integrated Management of a Tropical Coastal Area: The Case of the Saloum Biosphere Reserve (Senegal, West Africa)" *Coastal Management* 27 : 317-328.

DLOTT, Jeff & al.
1993 "Management of Insect Pests and Weeds" *Agriculture and Human Values* 10 (3) : 9-15.

DOMÍNGUEZ GARCIA, María I.

1997 "Generations and Participation in Cuba." In Vinson H. SUTLIVE & Tomoko HAMADA eds. *Cuba in the Special Period: Cuban Perspectives*. Williamsburg: Department of Anthropology, College of William and Mary. pp. 1-12.

DOMÍNGUEZ, Jorge I.
2000 *The Cuban Political System in the 1990s*. Washington: Paper presented at the Annual International Congress of LASA.

DORE, Elizabeth
1995 "Latin America and Social Ecology of Capitalism." In S. HALEBSKY & L. HARRIS eds. *Capital Power, and Inequality in Latin America*. Boulder: Westview Press. pp. 253-278.

DORE, Elizabeth
1996 "Capitalism and Ecological Crisis: Legacy of the 1980's." In Helen COLLINSON ed. *Green Guerillas. Environmental Conflicts and Initiatives in Latin America and the Carribean*. London: Latin America Bureau. pp. 8-19.

DOUGLASS, G. K.
1984 *Agricultural Sustainability in a Changing World*. Boulder: Westview Press.

DOYON, Sabrina
2002 'The Structural Marginalisation of Artisanal Fishing Communities : The Case of La Boquita' *Anthropologica*, 44 (1) : 83-98

DOYON, Sabrina
1999 *Organisation communautaire et transformations socio-économiques: dynamique de la reproduction sociale à la Boquita, Mexique*. Département d'anthropologie, Université Laval.

DUNLEAVY, M. P. & Adam PENENBERG
1993 "Castro's Green Revolution" *Green Magazine* 4 (5) : 12-17.

DURHAM, William H.
1995 "Political Ecology and Environmental Destruction in Latin America." In Michael PAINTER & William H. DURHAM eds. *The Social Causes of Environmental Destruction in Latin America*. Ann Harbor: University of Michigan Press. pp. 249-264.

DYER, C. L. & J. R. MCGOODWIN
1994 *Folk Management in the World's Fisheries*. Niwot: University Press of Colorado.

ECKSTEIN, Susan
1981 "The Socialist Transformation of Cuban Agriculture: Domestique and International Constraints" *Social Problems* 29 (2) : 178-196.

ECKSTEIN, Susan
1986 "The Impact of the Cuban Revolution: A Comparative Perspective" *Comparative Studies in Society and History* 28 (3) : 506.

ECKSTEIN, Susan
1993 *Back From the Future: Cuba Under Castro.* New Jersey: Princetown University Press.

ECKSTEIN, Susan
1997 "The Limits of Socialism in a Capitalist World Economy: Cuba Since the Collapse of the Soviet Bloc." In Miguel A. CENTENO & Mauricio FONT eds. *Toward a New Cuba? Legacies of a Revolution.* London: Boulder. pp. 135-150.

ESCOBAR, Arturo
1995 *Encountering Developement. The Making and Unmaking of the Third World.* Princeton: Princeton University Press.

ESCOBAR, Arturo
1996 "Constructing Nature. Elements for a Poststructural Political Ecology." In Richard PEET & Michael WATTS eds. *Liberation Ecologies. Environment, Developement, Social Movements.* London, New York: Routledge. pp. 46-68.

ESCOBAR, Arturo
1998 "Whose Knowledge, Whose Nature? Biodiversity, Conservation, and the Political Ecology of Social Movements" *Journal of Political Ecology* 5 : 53-82.

ESCOBAR, Arturo
1999 "After Nature: Steps to an Antiessentialist Political Ecology" *Current Anthropology* 40 (1) : 1-30.

ESPEUT, Peter
1992 "Managing the Fisheries of Jamaica and Belize: The Argument for a Co-operative Approach." *Paper presenter at the Third Annual Conference of the International Association for the Study of Common Property, Washington.*

ESPINO, M. D.
1992 "Environmental Deterioration and Protection in Socialist Cuba" *Cuba in Transition (ASCE)* 2 : 327-342.

ESPINO, maría D.
1993 "Tourism in Cuba: A Development Strategy for the 1990s?" *Cuban Studies* 23 : 49-69.

EVENSON, Frederic
1998 *Comment: A Deeper Shade of Green: The Evolution of Cuban Environmental Law and Policy.* Golden Gate.

EVERETT, Margaret

1997 "The Ghost in the Machine: Agency in "Postructural" Critiques of Development" *Anthropological Quartely* 70 (3) : 137-151.

FEDARKO, Kevin
1995 "Open for Business" *Times* February : 18-32.

FERGUSON, James
1990 *The Anti-Politics Machine. Development, Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*. New York: Cambridge University Press.

FERRER, E. M. & ET AL.
1996 *Seeds of Hope: A Collection of Case Studies on Community-based Coastal Resources Management in the Philipines*. Quezon City: University of the Philipines.

FESHBACH, M. & A. FRIENDLY
1992 *Ecocide in the USSR*. New York: Basic Books.

FISHER, Frank & Michael BLACK
1995 *Greening Environmental Policy: The Political of a Sustainable Future*. New York: St. Martin's Press.

FONT, Mauricio
1996 "Azúcar y desarrollo en Cuba, 1902-1959." In Leonel DE LA CUESTA & Maria C. HERRERA eds. *Razon y pasíon: Veintecinco anos de estudios cubanos*. Miami: Ediciones Universal. pp. 121-144.

FOUCAULT, Michel
1975 *Surveiller et punir*. Paris: Gallimard.

FREEMAN, Milton & Ludwig N. CARBYN
1988 *Traditional Knowledge and Renewable Resource Management in Norther Regions*. Edmonton: Boreal Institute for Northern Studies/IUCN Commission of Ecology.

FREEMUTH, John
1996 "The Emergence of Ecosystem Management: Reinterpreting the Gospel?" *Society and Natural Resources* 9 : 441-417.

GARCÍA DE LA HUERTA, Marcos
1992 "La Técnica y la Difusión del Ideal de Modernidad." In J. SANMARTÍN ed. *Estudios sobre Sociedad y Tecnología*. Barcelona: Editorial Anthropos. pp. 131-160.

GARCIA, S. M.
2000 "The FAO Definition of Sustainable Development and the Code of Conduct for Responsible Fisheries: An Analysis of the Related Principles, Criteria, and Indicators" *Marine and Freshwater Research* 51 (5) : 535-541.

GARDNER, K.
1997 "Mixed Messages: Contested Development and the Plantation Rehabilitation Project." In R. D. GRILLO & R. L. STIRRAT eds. *Discourses of Development: Anthropological Perspectives*. Oxford: Berg. pp. 133-157.

GARDNER, Katy & David LEWIS
2000 "Dominant Paradigms Overturned or "Business as Usual"? Development Discourse and the White Paper on International Development" *Critique of Anthropology* 20 (1) : 15-30.

GERSPER, Paul L., Carmen S. RODRÍGUEZ-BARBOSA, & Laura F. ORLANDO
1993 "Soil Conservation in Cuba: A Key to the New Model for Agriculture" *Agriculture and Human Values* 10 : 16-23.

GEZON, Liza L.
1997 "Political Ecology and conflict in Antakarana, Madagascar" *Ethnology* 36 (2) : 85-100.

GIBSON, J., M. MCFIELD, & S. WELLS
1998 "Coral Reef Management in Belize: An Approach through Integrated Coastal Zone Management" *Ocean and Coastal Management* 39 : 229-244.

GIDDENS, A.
1984 *The Constitution of Society: An Outline of the Theory of Structuration*. Cambridge: Polity Press.

GODBOUT, Jacques T.
1992 *L'esprit du don*. Montréal: Boréal.

GODBOUT, Jacques T.
2000 *Le don la dette et l'identité*. Montréal: Boréal.

GONZÁLEZ, M.
1992 "Medio ambiente y desarrollo capitalista" *Boletín de Información sobre Economía Mundial* 207 : 3-7.

GREEN, Maria
2000 "Participatory Development and the Appropriation of Agency in Southern Tanzania" *Critique of Anthropology* 20 (1) : 67-89.

GREGORY, P. R. & R. C. STUART
1974 *Soviet Economic Structure and Performance*. New York: Harper and Row.

GRILLO, Ralph & R. L. STIRRAD
1997 *Discourses of Development: Anthropological Perspective*. Oxford: Berg.

GUBA, E. G. & Y. S. LINCOLN

1994 "Competing Paradigms in Qualitative Research." In Norman K. DENZIN & Yvonna S. LINCOLN eds. *Handbook of Qualitative Research*. London: Sage. pp. 105-117.

GUEVARA, Ernesto C.
1968a "On Creating a New Attitude." In J. GERASSI ed. *Venceremos: The Speaches and Writings of Ernesto Ché Guevara*. New York : Macmillian.

GUEVARA, Ernesto C.
1968b "We Are Practical Revolutionaries." In J. GERASSI ed. *Venceremos: The Speaches and Writings of Ernesto Ché Guevara*. New York: Macmillian.

GUHA, R.
1989 *The Unquiet Woods: Ecological Change and Peasant Resistance in the Himalaya*. Delhi: Oxford University Press.

GUPTA, Akhil
1998 *Postcolonial Developments: Agriculture in the Making of Modern India*. Durham: Duke University Press.

HECHT, A. D.
1999 "The Triad of Sustainable Development: Promoting Sustainable Development in Developing Countries" *The Journal of Environment and Development* 8 (2)

HECHT, S. B. & A. COCKBURN
1989 *The Fate of the Forests: Developpers, Destroyers and Defenders of the Amazon*. London: Verso.

HOBART, Mark
1993 *An Anthropological Critique of Development: The Growth of Ignorance*. London: Routledge.

HOLSTON, M.
1995 "Trails of Survival" *Américas* 47 (2) : 36-43.

HONEY, M.
1994 "Paying the Price of Ecotourism" *Américas* 46 (4) : 36-43.

HONEY, M.
1996 "Tourism and the Environment." In D. S. COLLIS ed. *The Caribbean Environment: Issues of Mutual Concern*. Washington: Caribbean Project, Georgetown University. pp. 10-12.

HONNELAND, Geir
1999 "Co-Management and Communities in the Barents Sea Fisheries" *Human Organization* 58 (4) : 397-404.

HOWITT, Richard, John CONNEL, & Philip HIRSH
1996 *Resources, Nations, and Peoples: Case Studies From Australia, Melanesia, and Southeast Asia*. Melbourne: Oxford University Press.

HUBER, R. M. & S. C. JAMESON
1999 "Montego Bay, Jamaica: A Case Study in Public-private Partnerships for Pollution Prevention and Management of Valuable Coral Reef Ecosystem" *Tropical Coasts Newsletter* 5 (2) : 22-27.

INGLIS, J. T.
1993 *Traditional Ecological Knowledge: Concepts and Case Studies*. Ottawa: IDRC.

JABBRA, Joseph G. & Kent JANCARIK
1999 "Challenging Development Issues in a Socialist State" *Journal of Developing Societies* 15 : 205-219.

JATAR-HAUSSMANN, Ana J.
1999 *The Cuban Way: Capitalism, Comunism, and Confrontation*. West hartford: Kumarian Press.

JENTOFT, S., B. MCCAY, & D. WILSON
1998 "Social Theory and Fisheries Co-Management" *Marine Policy* 22 (4-5) : 423-436.

JENTOFT, S. & B. J. MCCAY
1995 "User-participation in Fisheries Management: Lessons Drawn from International Experiences" *Marine Policy* 19 (3) : 227-246.

JENTOFT, S. & T. H. SANDUSSEN
1996 "Cooperatives in Fisheries Management: The Case of St-Vincent and the Grenadines" *Society and Natural Resources* 9 : 295-305.

JENTOFT, Svein
1985 "Fisheries Co-management: Delegating Government Responsibility to Fishermen's organizations" *Marine Policy* 13 : 137-154.

JENTOFT, Svein
1989 "Models of Fishery Development - The Cooperative Approach" *Marine Policy* 9 : 322-331.

JEWITT, S.
1995 "Europe's 'Others'? Forestry Policy and Practice in Colonial and Postcolonial India" *Environment and Planning D: Society and Space* 13 : 67-90.

JOHANNES, Robert
1993 "Integrating Traditional Ecological Knowledge and Management with Environmental Impact Assessment." In Julian INGLIS ed. *Traditional Ecological*

Knowledge: Concepts and Cases. Ottawa: International Program on Traditional Environmental Knowledge, Canadian Museum of Nature, International Development Research Centre. pp. 33-39.

JOHANNES, Robert
1989 *Traditional Ecological Knowledge: A Collection of Essays*. The World Conservation Union.

JOHNSON, Martha
1992 *Lore: Capturing Traditional Ecological Knowledge*. Hay River, Ottawa: Dene Cultural Institute, International Development Research Centre.

JOYCE, I. T.
1997 "The Spiny-lobster Fishery in Cuba" *The Geographical Review* 87 (4) : 484-503.

KATON, Brenda M. & al.
2000 "Rehabilitating the Mangrove Resources of Cogtong Bay, Philippines: A Co-management Perspective" *Coastal Management* 28 : 29-37.

KATON, Brenda M. & al.
1999 "Fisheries Management of San Salvador Island, Philippines: A Shared Responsability" *Society and Natural Resources* 12 : 777-795.

KAUFMAN, H.
1993 "From Red to Green: Cuba Forced to Conserve Due to Economic Crisis" *Agriculture and Human Values* 10 (3) : 31-34.

KAUFMANN, G.
1997 "Watching the Developers: A Partial Ethnography." In R. D. GRILLO & R. L. STIRRAT eds. *Discourses and Development: Anthropological Perspectives*. Oxford: Berg. pp. 107-133.

KING, Tomas D.
1997 "Folk Management among Belizean Lobster Fishermen: Success and Resilience or Decline and Depletion?" *Human Organization* 56 (4) : 418-426.

KRUSE, Jack, Dave KLEIN, & Steve BREAUND
1998 "Co-Management of Natural Resources: A Comparison of Two Caribou Management Systems (Canada and Alaska)" *Human Organization* 57 (4) : 447-458.

KUMAR, Sanjay
2002 "Does "Participation" in Common Pool resource Management Help the Poor? A Social Cost-Benefit Analysis of Joint Forest Management in Jharkhand" *World Development* 30 (5) : 763-782.

LABINSKY, R. F., D. R. GREGORY, & J. A. CONTI

1980 "Florida's Spiny Lobster Fishery: An Historical Perspective" *Fisheries* 5 (4) : 28-37.

LABRECQUE, M-F.
1992 *Femmes et développement: bibliographie thématique et régionale.* Laboratoire de recherche, Département d'Anthropologie, Université Laval.

LANDON, Sam
1998 *Participatory Research. Readings and Resources for CBNRM Researchers for Community-Based Natural Resource Management Program Initiative, Volume 3.* Ottawa: IDRC.

LANDON, Sam & Steve LANGILL
1998 *Community-Based Natural Resource Management. Readings and Resources for CBNRM Researchers for Community-Based Natural Resource Management Program Initiative, Volume 2.* Ottawa: IDRC.

LANG, R.
1990 *Integrated Approaches to Resource Planning and Management.* Calgary: University of Calgary Press.

LANGUEPIN, Olivier
1999 *Cuba. La faillite d'une utopie.* Paris: Gallimard.

LARSON, Anne M.
2002 "Natural Resources and Decentralization in Nicaragua: Are Local Governements Up to the Job?" *World Development* 30 (1) : 17-31.

LATOUR, Bruno
1997 *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique.* Paris: La Découverte.

LEACH, M., R. MEARNS, & SCOONES
1999 "Environmental Entitlements: Dynamics and Institutions in Community-based Natural Resources Management" *World Development* 27 (2) : 225-247.

LEÓN, Francisco
1997 "Socialism and Sociolismo: Social Actors and Economic Change in 1990s Cuba." In Miguel A. CENTENO & Mauricio FONT eds. *Toward a New Cuba? Legacies of a Revolution.* London: Boulder. pp. 39-52.

LEFF, Enrique
1993 "Marxism and the Environmental Question" *Capitalism, Nature, Socialism* 4 (1) : 44-66.

LEHMANN, A. D.
1997 "The Cheapening of Michel Foucault: Discourse Analysis, Innuendo and the Rethoric of Sarcasm" *Journal of Development Studies* 33 (4) : 568-578.

LELE, S.
1991 "Sustainable Development: A Critical Review" *World Development* 19 (6) : 607-621.

LEVINS, Richard
1993 "The Ecological Transformation of Cuba" *Agriculture and Human Values* 10 (3) : 52-60.

LITTLE, P. D. & M. M. HOROWITZ
1987 *Lands at Risk in the Third World: Local-level Perspectives*. Boulder, Colorado: Westview Press.

LOCKWOOD, Lee
1969 *Castro's Cuba, Cuba's Fidel*. Boulder: Westview Press.

LONG, A. & N. LONG
1992 *Battlefields of Knowledge: the Interlocking of Theory and Practice in Social Research and Development*. London: Routledge.

LONG, Norman
2001 *Development Sociology: Actor Perspectives*. London and New York: Routledge.

LOOMIS, T. M.
2001 "Indigenous Populations and Sustainable Development: Building on Indigenous Approaches to Holistic, Self-determined Development" *World Development* 28 (4) : 893-910.

LUKE, Timothy W.
1995 "Sustainable Development as a Power/Knowledge System: The Problem of 'Governmentality'." In Frank FISHER & Michael BLACK eds. *Greening Environmental Policy: The Politics of a Sustainable Future*. New York: St. Martin's Press. pp. 21-32.

MÉNARD, R., V. BÉGUET, & M-A. COUILLARD
1992 *Réfléchir ensemble sur la notion de maisonnée: une bilbiographie sélective*. Laboratoire de recherche en anthropologie, Université Laval.

MACEWAN, Arthur
1981 *Revolution and Economic Development in Cuba*. London: Macmillan.

MACNAGHTEN, P. & M. JACOBS
1997 "Public Identification with Sustainable Development - Investigating Cultural Barriers to Participation" *Global Environmental Change - Human Policy Dimensions* 7 (1) : 5-24.

MAHON, Robin

1988 *Fishery Management Options for the Lesser Antilles Countries*. Rome: FAO.

MARCUS, Richard R.
2001 "Seeing the Forest for the Trees: Integrated Conservation and Development Projects and Local Perceptions of Conservation in Madagascar" *Human Ecology* 29 (4) : 381-397.

MARGERUM, Richard D. & Stephen M. BORN
2000 "A Co-ordination Diagnostic for Improving Integrated Environmental Management" *Journal of Environmental Planning and Management* 43 (1) : 5-21.

MARTINEZ-ALIER, Joan
1995 "Political Ecology, Distributional Conflicts, and Economic Incommensurability" *New Left Review* 211 : 70-88.

MCCAY, B. & S. JENTOFT
1996 "From the Bottom-up: Participatory Issues in Fisheries Management" *Society and Natural Resources* 9 (3) : 237-251.

MCCAY, Bonnie J. & Svein JENTOFT
1998 "Market or Community Failure? Critical Perspective on Common Property Research" *Human Organization* 57 (1) : 21-29.

MCCONNEY, P.
2000 "Only Partnership Works: The Experience of Barbados Throws Light on Fisheries Management Plans, and Not Just for Small Island Developing Countries" *Samudra* 25 : 10-13.

MCFAYEN, Deidre
1995 "The Social Repercussion of the Crisis" *NACLA Report on the Americas - Cuba, Adapting to a Post-Soviet World* 29 (2) : 20-22.

MELTZER, Evelyne, Leslie BURKE, & Neil BELLEFONTAINE
1998 "A Functional Approach to Integrated Coastal and Ocean Management: The Capacity-Building Needs of National Governement Agencies." *Paper presented at the International Workshop on new Directions in Management Capacity-Building for Sustainable Coastal and Ocean Management in the Wider Caribbean, Havana.*

MELTZOFF, Sarah K. & Michael LEMONS
2001 "Voices of a Natural Prison: Tourism Development and Fisheries Management Among the Political Ghosts of Pisagua, Chile" *Journal of Political Ecology* 8 : 45-80.

MESA-LAGO, Carmelo
1994 *Are Economic Reforms Driving Cuba to the Market?* Miami: North-South Center, University of Miami.

MESA-LARGO, Carmelo
1996 "La dolarización de la economía cubana." In Leonel DE LA CUESTA & Maria C. HERRERA eds. *Razon y pasion: Veintecinco anos de estudios cubanos.* Miami: Ediciones Universal. pp. 219-232.

MONREAL, Pedro
1999 "Sea Changes: The New Cuban Economy" *NACLA Report on the Americas - Cuba, Adapting to a Post-Soviet World* 32 (5) : 21-29.

MORALES, P.
1972 "Cinco anos de Cuba en el mundo pesquero" *Mar y Pesca* abril : 26-35.

MURRAY, Douglas L.
1994 *Cultivating Crisis: The Human Cost of Pesticides in Latin America.* Austin: University of Texas Press.

NADEL-KLEIN, J.
1988 "A Fisher Laddie Needs a Fisher Lassie: Endogamy and Work in a Scottish Fishing Village." In D. L. DAVIS & J. NADEL-KLEIN eds. *To Work and to Weep: Women in Fishing Economies.* St-John: Institute of Social and Economic Resources, Memorial University of Newfoundland. pp. 1-17.

NETTING, R. C., R. R. WILK, & E. J. ARNOULD
1984 *Householders: Comparative and Historical Studies of the Domestic Groups.* Berkeley: University of California Press.

NEUMANN, R. P.
1992 "Political Ecology of Wildlife conservation in the Mt. Meru Area of Northeast Tanzania" *Land Degradation and Rehabilitation* 3 : 85-98.

NICKERSON-TIETZE, Donna J.
2000 "Community-based management for Sustainable Fisheries Resources in Phang-nga Bay, Thailand" *Coastal Management* 28 : 65-74.

NIELSEN, J. R. & T. VEDSMAND
1999 "User Participation and Institutional Change in Fisheries Management: A Viable Alternative to the Failures of "Top-down" Driven Control?" *Ocean and Coastal Management* 42 : 19-37.

NORGAARD, R.
1994 *Development Betrayed: The End of Progress and a Coevolutionary Revisioning of the Future.* London: Routledge.

NUNEZ JIMENEZ, A.
1972 *Geografia de Cuba.* La Habana: Instituto Cubano del Libro.

O'CONNOR, J.

1988 "Capitalism, Nature, Socialism: A theoretical Introduction" *Capitalism, Nature, Socialism* 1 : 11-38.

O'CONNOR, J.
1996 "The Second Contradiction of Capitalism." In Ted BENTON ed. *The Greening of Marxism*. New York: Guilford Press. pp. 197-221.

O'CONNOR, M.
1994 "Introduction: Liberate, Accumulate - and Bust?" In M. O'CONNOR ed. *Is Capitalism Sustainable? Political Economy and the Politics of Ecology*. New York: The Guilford Press. pp. 1-21.

O'CONNOR, M.
1994 *Is Capitalism Sustainable? Political Economy and the Politics of Ecology*. London: Guilford Press.

OLSEN, Stephen & Patrik CHRISTIE
2000 "What Are We Learning from Tropical Coastal Management Experiences?" *Coastal Management* 28 : 5-18.

ORO, J. R.
1992 *The Poisoning of Paradise: The EnvironmentalCrisis in Cuba*. Miami: Endowment for Cuban American Studies.

ORTNER, S. B.
1995 "Resistance and the Problem of Ethnographic Refusal" *comparative Studies in Society and History* 37 (1) : 37-93.

PÉREZ-LÓPEZ, Jorge F.
1997 "Cuba's Second Economy and the Market Transition." In Miguel A. CENTENO & Mauricio FONT eds. *Toward a New Cuba? Legacies of a Revolution*. London: Boulder. pp. 171-186.

PÉREZ ROJAS, Niurka & Cary TORRES VILLA
1997 "The Basic Units of Cooperative Production (UBPCs): Toward a New Participation Project." In Vinson H. SUTLIVE & Tomoko HAMADA eds. *Cuba in the Special Period: Cuban Perspectives*. Williamsburg: Department of Anthropology, College of William and Mary. pp. 13-30.

PÉREZ, Louis A. Jr.
1995 *Cuba: Between Reform and Revolution*. New York: Oxford University Press.

PAHL, R. E.
1984 *Division of Labor*. Oxford: Basil Blackwell.

PAINTER, Michael

1995a "Introduction: Anthropological Perspective on Environmental Destruction." In Michael PAINTER & William H. DURHAM eds. *The Social Causes of Environmental Destruction in Latin America*. Ann Harbor: University of Michigan Press. pp. 1-21.

PAINTER, Michael
1995b "Upland-Lowland Production Linkages and Land Degradation in Bolivia." In Michael PAINTER & William H. DURHAM eds. *The Social Causes of Environmental Destruction in Latin America*. Ann Harbor: University of Michigan Press. pp. 133-168.

PAINTER, Michael & William H. DURHAM
1995 *The Social Causes of Environmental Destruction in Latin America*. Ann Harbor: University of Michigan Press.

PALENZUELA, Pablo & Cristina CRUCES
1995 "Don et échange dans le travail et la fête. Mauss en Andalousie" *Anthropologie et Sociétés* 19 (1 et 2) : 119-138.

PAOLISSO, Michael
2002 "Blue Crab and Controversy on the Chesapeake Bay: A Cultural Model for Understanding Watermen's Reasoning about Blue Crab Management" *Human Organization* 61 (3) : 226-239.

PARAJULI, Pramod
1991 "Power and Knowledge in Development Discourse" *International Social Science Journal* 127 : 173-190.

PASTOR, Manuel & Andrew ZIMBALIST
1995 "Cuba's Economic Conundrum" *NACLA Report on the Americas - Cuba, Adapting to a Post-Soviet World* 29 (2) : 7-12.

PEET, Richard & Michael WATTS
1993 "Introduction: Development Theory and Environment in an Age of Market Triumphalism" *Economic Geography* 69 : 227-253.

PEET, Richard & Michael WATTS
1996 *Liberation Ecologies. Environment, Development, Social Movements*. London, New York: Routledge.

PEET, Richard & Michael WATTS
1996 "Liberation Ecology. Developement, Sustainability, and Environment in an Age of Market Triumphalism." In Richard PEET & Michael WATTS eds. *Liberation Ecologies. Environment, Developement, Social Movements*. London, New York: Routledge. pp. 1-45.

PELUSO, N. L.

1992 *Rich Forests, Poor People: Resource Control and resistance in Java.* Berkeley: University of California Press.

PELUSO, Nancy L. & Michael WATTS
2001 *Violent Environments.* Ithaca and London: Cornell University Press.

PERFECTO, Ivette
1994 "The Transforation of Cuban Agriculture After the Cold War" *American Journal of Alternative Agriculture* 9 (3) : 98-108.

PHILLIPS, Sue & Richard EDWARDS
2000 "Development Assessment and the Praise Culture" *Critique of Anthropology* 20 (1) : 47-66.

PIGG, S.
1992 "Constructing Social Categories Through Place: Social Representation and Development in Nepal" *Comparative Studies in Society and History* 34 (3) : 491-513.

PINKERTON, Evelyn
1989 *Co-operative Management of Local Fisheries: New Directions for Improving Management and Community Development.* Vancouver: University of British Columbia Press.

PINKERTON, Evelyn
1993 "Co-management Efforts as Social Movements" *Alternatives* 19 (3)

PINKERTON, Evelyn & Martin WEINSTEIN
1995 *Fisheries that Work: Sustainability through Community-Based Management.* Vancouver: The David Suzuki Foundation.

POLLNAC, Richard B., Brian R. CRAWFORD, & Maharlina L. G. GOROSPE
2001 "Discovering Factors that Influence the Success of Community-based Marine Protected Areas in the Visayas, Philippines" *Ocean and Coastal Management* 44 : 683-710.

POMEROY, Caroline & Julie BECK
1999 "An Experiment in Fishery Comanagement: Evidence From Big Creek" *Society and Natural Resources* 12 : 719-739.

POMEROY, R. S. & F. BERKES
1997 "Two to Tango: The Role of Government in Fisheries Management" *Marine Policy* 21 : 465-480.

PRYOR, F. L.
1992 *The Red and the Green: The Rise and Fall of Collectivized Agriculture in Marxist Regimes.* Princeton: Princeton University Press.

PRYSTUPA, Mark V.

1998 "Barriers and Strategies to the Development of Co-management Regimes in New Zeland: The Case of the Te Waihora" *Human Organization* 57 (2) : 134-144.

PURCELL, Susan K.
1995 "Cuba's Cloudy Future" *Foreign Policy* April/May : 20-43.

PURCELL, Trevor R.
1998 "Indigenous Knowledge and Applied Anthropology: Questions of Definition and Direction" *Human Organization* 57 (3) : 258-272.

RAMLOGAN, Rajendra
1998 *Protection of the Environment in Cuba: Piercing the Caribbean Iron Curtain*. Miami: University of Miami Press.

REDCLIFT, M
1984 *Development and the Environmental Crisis: Red or Green Alternatives?* London: Methuen.

REDCLIFT, M
1987 *Sustainable Develpement: Exploring the Contradictions*. London: Methuen.

REED, Gail
1995 "Cuba's Economy 1995: Critique and a Crystal Ball" *Cuba Update* February

REIS, Enir G. & Fernando D'INCAO
2000 "The Present Status of Artisanal Fisheries of Extreme Southern Brazil: An Effort Towards Community-based Management" *Ocean and Coastal Management* 43 : 585-595.

RENARD, Yves
1991 "Institutional Chanllenges for Community-based Management in the Caribbean" *Nature and Resources* 27 (4) : 4-9.

REPÚBLICA DE CUBA
1976 *Constitucíon*. La Habana: Departamento de orientacíon revolucionaria del Comité del Partido Comunista de Cuba.

REPÚBLICA DE CUBA
1992 *Constitucíon*. La Habana: Departamento de orientacíon revolucionaria del Comité del Partido Comunista de Cuba.

REPÚBLICA DE CUBA
1997 *Ley no. 81 del medio ambiente*. La Habana: Gaceta oficial de la República de Cuba, no 7.

REPETTO, R & M. GILLIS

1988 *Public Policies and the Misuse of Forest Resources.* Cambridge: Cambridge University Press.

RICHARDSON, D.
1997 "The Politics of Sustainable Development" *Politics of Sustainable Development* : 43-60.

RIJSBERMAN, F.
1999 *Conflict Management and Consensus Building for Integrated Coastal Management in Latin America and the Caribbean.* New York: Inter-American Development Bank, Sustainable Development Department.

RIST, G.
1997 *The History of Development: From Western Origins to Global Faith.* London: Zed Books.

RODRÍGUEZ, Greicy
2003 *Base para el manejo sostenible de un bosque de manglar en estado de deterioro.* Tesis para el grado de doctor en ciencias, Universidad de Pinar del Rio, Cuba; Universidad Alicante, España.

RODRÍGUEZ CALDERÓN, Mirta
1995 "Life in the Special Period" *NACLA Report on the Americas - Cuba, Adapting to a Post-Soviet World* 29 (2) : 18-19.

ROE, E. M.
1996 "Sustainable Development and Cultural Theory" *International Journal of Sustainable Development and World Ecology* 3 (2) : 1-14.

ROSENDAHL, Mona
1997a *Inside the Revolution: Everyday Life in Socialist Cuba.* Ithaca: Cornell University Press.

ROSSET, Peter
1994 "The Greening of Cuba" *NACLA Report on the Americas* 28 (3) : 37-41.

ROSSET, Peter & Medea BENJAMIN
1993 *Two Steps Backward, One Step Forward.* San Fransisco: Global Exchange.

RUDDLE, Kenneth
1994 "Local Knowledge in the Future Management of Inshore Tropical Marine Resources and Environments" *Nature and Resources* 30 (1) : 28-37.

SÁENZ, Rodolfo
1990 *Posibles medidas para controlar o atenuar el deterioro de la calidad microbiologica de los recursos hídricos en la América Latina y el Caribe.* Washington: Organización Panamericana de la Salud.

SÁEZ, Héctor
1997 "Property Rights, Technology, and Land Degradation: A Case Study of Santo Domingo, Cuba" *Cuba in Transition (ASCE)* 7 : 472-485.

SÁEZ, Hector
1994 *The Environmental Consequences of Agricultural Development in Cuba.* Washington: Paper presented at the Annual International Congress of LASA.

SÁEZ, Hector
1997 "Resource Degradation, Agricultural Policies, and conservation in Cuba" *Cuban Studies* 27 : 40-67.

SACHS, Carolyn
1992 *The Development Dictionary: A Guide to Knowledge as Power.* London: Zed Books.

SAJISE, P.
1995 "Community-based Resource Management in the Philippines: Perspectives and Experiences." *Paper presented at the Fisheries Co-management Workshop at the North Sea Center, Denmark.*

SANDERSEN, Hakan T. & Stephen KOESTER
2000 "Co-management of Tropical Coastal Zones: The Case of the Soufriere Marine Management Area, St-Lucia, WI" *Coastal Management* 28 : 87-97.

SATRE AHLANDER, Ann-Mari
1994 *Environmental Problems in the Shortage Economy.* Aldershot: Edward Elgard.

SCHLAGER, E. & Elinor OSTROM
1993 "Property-rights Regimes and Coastal Fisheries: An Empirical Analysis." In T. L. ANDERSON & R. T. SIMMENS eds. *The political Economy of Customs and Culture: Informal Solutions to the Common Problem.* Lanham: Rowman and Littlefield. pp. 13-42.

SCHMINK, Mariane & C. H. WOOD
1987 "The Political Ecology of Amazonia." In P. D. LITTLE & M. M. HOROWITZ eds. *lands at Risk in the Third World: Local-level perspectives.* Boulder, London: Westview Press. pp. 38-57.

SCHMINK, Mariane & C. H. WOOD
1992 *Contested Frontiers in Amazonia.* New York: Columbia University Press.

SCHWEITZER DE GRYS, M.
1989 "Does Absence Make the Heart Grow Fonder or Only the Influence Stronger? Women in a Peruvian Village." *To Work and to Weep: Women in Fishing Economies.* St-John: Institute of Social and Economic Papers, Memorial University of Newfoundland. pp. 91-105.

SCHWIMMER, Eric
1995 "Le don en Mélanésie et chez nous. Les contradictions irréductibles" *Anthropologie et Sociétés* 19 (1 et 2) : 71-94.

SCOTT, Colin
1989 "Knowledge Construction Among Cree Hunters: Metaphors and Literal Understanding" *Journal de la Société des Américanistes* LXXV : 193-208.

SCOTT, Colin
1996 "Science for the West, Myth for the Rest?" In L. NADER ed. *Naked Science: Anthropological Inquiry into Boundaries, Power, and Knowledge*. New York: Routledge. pp. 69-86.

SCOTT, James C.
1990 *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcrips*. New Haven: Yale University Press.

SCOTT, James C.
1998 *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. New Haven, London: Yale University Press.

SEKHAR, Nagothu U.
2000 "Decentralized Natural Resource Management: From State to Co-management in India" *Journal of Environmental Planning and Management* 43 (1) : 123-138.

SHERIDAN, Thomas E.
1988 *Where the Dove Calls. The Political Ecology of a Peasant Corporate Community in Northwester Mexico*. Tucson: The University of Arizona Press.

SHERIDAN, Thomas E.
2001 "Cows, Condos, and the Contested Commons: The Political Ecology of Ranching on the Arizona-Sonora Borderlands" *Human Organization* 60 (2) : 141-152.

SILLITOE, P.
1998 "The Development of Indigenous Knowledge: A New Applied Anthropology" *Current Anthropology* 39 (2) : 223-235.

SILVA LEE, A.
1996 *Natural Cuba*. Saint Paul: Pangaea.

SINGLETON, Sara
2000 "Co-operation or Capture? The Paradox of Co-management and Community Participation in Natural Resource Management and Environmental Policy-making" *Environmental Politics* 9 (2) : 1-21.

SIVARANAKRISHNAN, K. & A. ARGAWAL

1998 "Regional Modernities in Stories and Practices of Development." *Paper presented at the Global and Local Knowledges in Development, Yale University.*

SKIDMORE, Thomas E. & Peter H. SMITH
1997 *Modern Latin America.* New York, Oxford: Oxford University Press.

SMITH, A. J. & F. BERKES
1993 "Community-Based use of Mangrove Resources in St-Lucia" *Internation Journal of Environmental Studies* 43 : 123-132.

SMITH, Gavin
1984 "Confederation of Households: Extended Domestic Enterprises in City and Country." In N. LONG & B. ROBERTS eds. *Miners, Peasants and Entrepreneurs: Regional Development in the Central Highlands of Peru.* Cambridge and New York: Cambridge University Press.

STIRRAT, R. L.
2000 "Cultures of Consultancy" *Critique of Anthropology* 20 (1) : 31-46.

STONICH, Susan C.
1992 "Struggling with Honduran Poverty: The Environmental Consequences of Natural Resource-based Development and Rural Transformation" *World Development* 20 (3) : 385-299.

STONICH, Susan C.
1993 *"I am Destroying the Land!" The Political Ecology of Poverty and Environmental Destruction in Honduras.* Boulder, SanFransisco, Oxford: Westview Press.

STONICH, Susan C.
1995a "Development, Rural Impoverishment, and Environmental Destruction in Honduras." In Michael PAINTER & William H. DURHAM eds. *The Social Causes of Environmental Destruction in Latin America.* Ann Harbor: University of Michigan Press. pp. 63-99.

STONICH, Susan C.
1995b "The Environmental Quality and Social Justice Implications of Shrimp Mariculture Development in Honduras" *Human Ecology* 23 (2) : 143-168.

STONICH, Susan C.
1998b "A Political Ecology of Tourism" *Annals of Tourism Research* 25 (1) : 25-54.

STONICH, Susan C.
1998a "Information Technologies, Advocacy, and Development: Resistance and Backlash to Industrial Shrimp Farming" *Cartography and Geographic Information Systems* 25 (2) : 113-122.

STONICH, Susan C. & Billie R. DEWALT
1989 "The Political Economy of Agricultural Growth and Rural Transformation in Honduras and Mexico." In Sheldon SMITH & Ed REEVES eds. *Human Systems Ecology. Studies in the Integration of Political Economy, Adaptation, and Socionatural Regions*. Boulder, San Francisco, London: Wesview Press. pp. 202-230.

STONICH, Susan C. & Peter VANDERGEEST
2001 "Violence, Environment, and Industrial Shrimp Farming." In Nancy L. PELUSO & Michael WATTS eds. *Violent Environments*. Ithaca and London: Cornell University Press. pp. 261-286.

STORRS, Larry K.
1992 "Communist Houldout States: China, Cuba, Vietnam, and North Korea" *CRS Issue Brief* November : 25.

SUNDERLIN, William D. & Marharlina L. GOROSPE
1997 "Fishers' Organizations and Modes of Co-management: The Case of San Miguel Bay, Philippines" *Human Organization* 56 (3) : 333-343.

TEMPLE, S.
1992 *What is Sustainable Development?* Menominee Development Institute.

TERRY BERRO, C.
1997 "Impacto ambiental: Primeras experiencias en Cuba" *Temas* 9 : 42-47.

THORBURN, Craig C.
2000 "Changing Customary Marine Resource Management Practice and Institutions: The Case of Sasi Lola in the Kei Island, Indonesia" *World Development* 28 (8) : 1461-1479.

TORRES VILLA, Cary & Niurka PÉREZ ROJAS
1997 "The Openig of Farmers' Markets: Impact and Assessment." In Vinson H. SUTLIVE & Tomoko HAMADA eds. *Cuba in the Special Period: Cuban Perspectives*. Williamsburg: Department of Anthropology, College of William and Mary. pp. 31-56.

TRAVIESO-DÍAZ, Matías F.
1999 "Key Environmental Legislation for Cuba's Transition Period" *Cuba in Transition (ASCE)* 9 : 386-408.

TURNER, Matthew D.
1999 "Conflict, Environmental Change, and Social Institutions in Dryland Africa: Limitations of the Community Resource Management Approach" *Society and Natural Resources* 12 : 643-657.

UNEP (UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME)

2000 "An Overview of Land Based Sources of Marine Pollution of Coastal Zones". UNEP website. vol. Report of the UNEP on the Caribbean Environment Programme

UNEP (UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME)
2000 "Coastal Zone Management". UNEP website. vol. Report of the UNEP on the Caribbean Environment Programme

VANDERMEERE, John & al.
1993 "Cuba and the Dilema of Modern Agriculture" *Agriculture and Human Values* 10 (3) : 3-8.

VAYDA, Andrew P. & Broadley B. WALTERS
1999 "Against Political Ecology" *Human Ecology* 27 (1) : 167-179.

VIRDIN, John W.
2000 "An Institutional Model for Co-management of Coastal Resources in Fiji" *Coastal Management* 28 : 325-335.

VOLIN, L.
1962 "Agricultural Policy of the Soviet Union." In M. BORNSTEIN & D. FUSFELD eds. *The Soviet Economy: A Book of Readings*. Homewood: Richard D. Irwin. pp. 243-276.

WARNER, Gary
1997 "Participatory Management, Popular Knowledge, and Community Empowerment: The Case of Sea Urchin Harvesting in the Vieux-Fort Area of St Lucia" *Human Ecology* 25 (1) : 29-46.

WATTS, Michael
1983 *Silent Violence: Food, Famine and Peasantry in Northern Nigeria.* Berkeley: University of California Press.

WATTS, Michael & Richard PEET
1993 "Environment and Development, parts I and II, Special Issue" *Economic Geography* 69 (3-4) : 227-421.

WATTS, Michael & Richard PEET
1996 "Conclusion. Towards a Theory of Liberation Ecology." In Richard PEET & Michael WATTS eds. *Liberation Ecologies. Environment, Developement, Social Movements*. London, New York: Routledge. pp. 260-269.

WEISMANTEL, M. J.
1989 "Making Breakfast and Rising Babies: The Zumbagua Household as Constituted Process." In R. R. WILK ed. *The Household Economy: Reconsidering the Domestic Mode of Production*. Boulder: Westview Press. pp. 55-72.

WESTOBY, Jack

1989 *Introduction to World Forestry*. London: Basil Blackwell.

WHITE, A. T. & al.
1994 *Collaborative and Community-based Management of Coral Reefs: Lessons from Experience*. West Hartford: Kumarian Press.

WOLF, Eric
1972 "Ownership and Political Ecology" *Anthropological Quartely* 45 : 201-205.

WORLD COMMISSION ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT
1987 *Our Common Future (Brundtland Report)*. Oxford: Oxford University Press.

WOTZKOW, C.
1998 *Natumaleza Cubana*. Miami: Ediciones Universal.

WUNDERLICH, Gene
1995 *Agricultural Landownership in Transitional Economies*. LanHam: University Press of America.

YIN, R. K.
1994 *Case Study Research: Desing and Methods (Second Edition)*. London: Sage.

YOUNG, E.
1995 *Third World in the First: Development and Indigenous Peoples*. London: Routledge.

YOUNG, Emily H.
1999 "Balancing Conservation with Development in Small-Scale Fisheries: Is Ecotourism an Empty Promise?" *Human Ecology* 27 (4) : 581-620.

ZIMBALIST, Andrew & Claes BRUNEDIUS
1989 *The Cuban Economy: Measurement and Analysis of Socialist Performance*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.

ZIMMERER, Karl S.
1993 "Soil Erosion and social (Dis)courses in Cochabamba, Bolivia: Perceiving the nature of Environmental Degradation" *Economic Geography* 69 : 312-327.